

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 12 FÉVRIER 1895.

**Approbation du Traité de cession conclu, le 9 janvier 1895,
entre la Belgique et l'État Indépendant du Congo.**

EXPOSÉ DES MOTIFS.

INTRODUCTION.

MESSIEURS,

Le 2 août 1889, le Roi signait le testament qui lègue l'État du Congo, créé et gouverné par lui, à la Belgique.

« Jusqu'au jour de ma mort, » écrivait le Roi, dans une lettre adressée au Ministre des Finances pour lui communiquer ce document, « je continuerai, dans la même pensée d'intérêt national qui m'a guidé jusqu'ici, à diriger et à soutenir Notre œuvre africaine. Mais si, sans attendre ce terme, il convenait au pays de contracter des liens plus étroits avec mes possessions du Congo, je n'hésiterais pas à les mettre à sa disposition. »

Quelques mois plus tard, le Gouvernement était amené à porter cet acte de la munificence royale à la connaissance des Chambres et du pays. La mission assumée par l'État Indépendant de concourir à la répression efficace de la traite et de réaliser le programme de la Conférence de Bruxelles ainsi que l'extension rapide de l'œuvre entreprise par le Roi en Afrique, en accroissant les charges de l'État, lui imposaient l'obligation de réclamer une assistance financière directe. La Belgique, appelée dans l'avenir à recueillir le bénéfice des patients efforts de son Souverain, pouvait seule la fournir, et le Gouvernement n'hésita pas à proposer à la Législature les mesures néces-

saires à cette fin. Il conclut avec l'État du Congo la convention du 3 juillet 1890. Un prêt de 25 millions, échelonné sur un espace de dix années, mettait à la disposition de l'État du Congo les ressources dont il avait besoin, tout en maintenant le régime de l'union personnelle, base des rapports de la Belgique avec la possession africaine du Roi. Au dernier terme de ce prêt, la Belgique, à laquelle la convention ménageait les moyens de s'éclairer à l'avance, devait être appelée à se prononcer, et à faire son choix entre le remboursement de sa créance soigneusement garantie, et l'annexion du Congo, qui serait devenu ainsi une colonie belge.

A la suite de débats, qui sont restés dans la mémoire de tous, la convention du 3 juillet 1890 fut adoptée sans rencontrer une opposition sérieuse. Au vote, on constata une voix dissidente à la Chambre, et trois abstentions au Sénat.

L'intervention de la Belgique et le subside annuel consenti par le Roi-Souverain, dotaient l'État du Congo, en y ajoutant les recettes locales, d'un budget régulier, et, d'après les prévisions du moment, assuraient son développement normal pendant la période qui allait s'écouler jusqu'à l'ouverture du droit d'option stipulé par la convention.

Les événements n'ont pas répondu exactement à ces prévisions. Les renseignements fournis par l'État Indépendant expliquent ainsi la situation qui s'est produite.

Jusqu'en 1889, l'État n'avait occupé ses territoires que d'une manière très restreinte. En dehors des zones voisines des lieux de relâche des steamers, le Bas-Congo n'était pas connu; dans le Haut-Congo, l'occupation se bornait aussi presque exclusivement aux bords des rivières; les Arabes dominaient encore dans le Manyéma et l'Ouellé; aucun agent du Gouvernement n'avait pénétré dans l'immense province du Katanga; ni au Nord, ni à l'Est, ni au Sud, les frontières, tracées par les conventions internationales à l'aide surtout de déterminations astronomiques, n'avaient été, en fait, définitivement fixées.

La convention du 3 juillet 1890 avait établi le budget de l'État sur des bases stables et bien définies. Sa tâche était désormais de poursuivre l'œuvre si vaste de son organisation, en parant aux dangers, tant intérieurs qu'extérieurs, qu'offrait la situation qui vient d'être décrite. L'adoption d'une politique plus active s'imposait à l'État. Elle devait avoir pour objectif :

1° De restreindre la puissance des Arabes, de refouler et de cantonner d'abord leurs bandes dans les territoires situés au delà de l'Aruwimi et du Lomami; puis, comme but final, de les soumettre dans le Manyéma même;

2° D'occuper les frontières du Nord et d'en chasser les marchands d'esclaves;

3° De fonder des postes dans le Lunda, jusqu'alors territoire vacant;

4° De faire acte d'occupation dans le Katanga et d'assurer l'intégrité des frontières méridionales au sujet desquelles certaines contestations avaient surgi;

5° D'étendre progressivement l'influence politique et civilisatrice de l'État dans tous les districts, avec mission pour les agents de se mettre en contact avec les populations de l'intérieur et de les faire participer graduellement aux charges publiques par l'établissement d'impôts en nature et la levée de contingents militaires.

Tous les efforts de l'État ont été dirigés vers l'accomplissement de cette vaste tâche.

L'organisation administrative s'est établie avec une rapidité dont il n'est possible de se rendre compte qu'en comparant les cartes du Congo en 1890 et en 1894. Grâce à l'activité de ses agents, le Gouvernement s'est fait connaître de ses populations, il a étudié les immenses ressources du pays, commencé l'enrôlement de ses nationaux dans la force publique, secondé le développement bienfaisant des missions religieuses, établi des cultures de rapport, préparé ainsi l'accroissement des ressources du pays. Les résultats acquis en quatre années permettent d'affirmer qu'aucune nation civilisée n'a occupé d'une façon aussi efficace, aussi productive et dans un aussi court espace de temps, ses possessions en Afrique. Enfin, et c'est ici surtout que les événements ont dépassé toutes les prévisions, des incursions dangereuses ont obligé le Gouvernement de l'État Indépendant du Congo à entreprendre plusieurs expéditions contre les traitants arabes. La Belgique a suivi les péripéties de cette campagne avec une fierté patriotique. La fertile province du Manyéma a été arrachée aux chefs arabes ; leur domination a été détruite ; la traite a été anéantie. Les victoires de l'État ont été des victoires décisives de la civilisation. Avec des sacrifices et des succès plus grands que ceux d'aucune autre puissance, l'État du Congo remplissait la mission civilisatrice et humanitaire que lui avaient assignée les Conférences de Berlin et de Bruxelles. Il convient de remarquer ici que ces résultats ont en grande partie un caractère définitif. La période des expéditions coûteuses provoquées par la nécessité de la détermination des frontières et par la lutte contre les Arabes doit être considérée comme close.

La situation constatée par les explications que nous venons de résumer est certainement favorable à beaucoup d'égards. Mais elle n'a pas été obtenue sans entraîner des dépenses que l'on croyait très légitimement au début devoir se répartir sur un plus grand nombre d'années. Certains embarras financiers en ont été la conséquence inévitable et le moment d'y pourvoir ne peut plus être retardé.

Au premier abord, on a pu croire qu'un emprunt devrait en fournir le moyen. Mais, dans la situation particulière où se trouve l'État du Congo, cette opération de crédit ne se serait pas effectuée sans entraîner des charges qui, à divers points de vue, auraient lourdement grevé l'avenir de l'État et diminué la valeur de la future colonie belge. Obligé de veiller aux intérêts qu'il est de son devoir de maintenir à l'abri de toute atteinte jusqu'au jour de la reprise, le Gouvernement belge, dont l'intervention était prescrite par la convention du 3 juillet 1890, eût été amené ainsi à proposer

au Parlement non seulement d'autoriser un emprunt, mais à prêter une assistance nouvelle et directe à l'État Indépendant sous la forme d'une garantie.

Dans ces circonstances, le Cabinet a dû mûrement examiner s'il ne serait pas plus sage, plus conforme aux intérêts du pays, d'apurer lui-même le passé financier de l'État du Congo et de reprendre en même temps son administration tout entière.

Cette question implique la cession immédiate du Congo à la Belgique et, par conséquent, la transformation de l'expérience commencée en 1890 et qui devait se poursuivre six années encore.

Le but que l'on avait en vue en établissant le régime de la convention du 3 juillet 1890 était de fournir à l'administration de l'État les moyens de fonctionner sur des bases régulières et de permettre ainsi à la Belgique d'apprécier, au moment de l'option, la valeur de la colonie que lui offrait la libéralité de son Souverain.

La construction du chemin de fer des cataractes devait contribuer à fixer les opinions et à dégager l'avenir sous ce rapport. En 1890, l'achèvement de cette grande entreprise était prévu dans le délai relativement court de quatre à cinq ans ; une période d'exploitation de cinq autres années aurait permis d'apprécier la productivité de la ligne et l'importance du mouvement commercial qu'elle était destinée à créer. Des difficultés imprévues provenant de la nature du terrain comme du recrutement de la main-d'œuvre, ont eu pour conséquence de prolonger la période primitivement assignée à la construction du chemin de fer. Pour continuer l'expérience à ce point de vue, il aurait donc fallu reporter même au delà de 1900 la date de l'option belge. Mais un tel ajournement serait de moins en moins justifié.

Le chemin de fer est établi sur la section la plus laborieuse de son tracé ; son achèvement est devenu certain ; l'exploitation est commencée et le produit obtenu dépasse déjà sensiblement les espérances conçues à l'origine. Les faits et les chiffres fournis à cet égard dans l'exposé des motifs du projet de loi approuvant la convention du 28 mai 1894, entre le Gouvernement et la Compagnie, doivent dissiper toute appréhension.

L'expérience de ce côté est donc satisfaisante. Le succès du chemin de fer n'est plus douteux et, avec lui, bien des incertitudes qui pesaient sur la situation en 1890 ont perdu leur raison d'être. D'autre part, la condition intérieure du Congo, ses ressources, ses perspectives d'avenir sont, dès à présent, suffisamment connues pour qu'il soit permis d'affirmer que les bases d'appréciation acquises au total ne se modifieront plus.

Dès lors, il y avait lieu de se demander s'il convenait de continuer, dans les conditions où elle s'exerce actuellement, l'expérience commencée en 1890. N'importait-il pas, au contraire, d'en modifier essentiellement les bases ? Sous le régime actuel, l'État est gouverné avec le concours financier de la Belgique, mais sans aucun concours administratif de sa part. La nature même de la constitution de l'État ne commande pas la publicité de ses actes. De là des

réclamations, des griefs mêmes. On veut plus de renseignements, plus de lumière. Le pays assiste avec un intérêt croissant au progrès de l'entreprise congolaise, mais aimerait à pouvoir en suivre les détails, à se rendre mieux compte de toutes les conséquences qu'elle recèle pour son avenir. La reprise par la Belgique de l'État du Congo peut seule satisfaire pleinement à ce vœu ; elle permet de poursuivre l'expérience actuellement en cours dans des conditions supérieures d'instruction et de contrôle. C'est sous la direction et la responsabilité des pouvoirs publics que se continuera désormais l'enquête prévue par la convention de 1890. Certes, l'annexion immédiate en présage le résultat. Le Gouvernement croit pouvoir l'envisager avec assurance. Si, par la suite, des difficultés que rien n'autorise à prévoir aujourd'hui venaient à surgir, la nation resterait toujours maîtresse de ses résolutions ultérieures. Une colonie est une dépendance, ce n'est pas une partie intégrante du territoire national.

Telles sont les raisons qui ont déterminé le Gouvernement à examiner la convenance d'avancer l'échéance prévue par la convention de 1890 et à prendre en considération la reprise immédiate de l'État du Congo. Toutefois, avant de s'arrêter à une décision aussi grave, il a dû en peser mûrement toutes les conséquences et envisager sous tous ses aspects la condition présente de l'État du Congo ainsi que les effets que sa reprise pourrait exercer sur la situation de la Belgique elle-même, ses relations internationales, son développement économique, ses finances. Des questions essentielles surgissent à tous ces points de vue. Quelle est la condition internationale de l'État du Congo et la nature de ses rapports avec les Puissances étrangères ? Quelle est la portée précise de sa neutralité et dans quelles limites celle-ci peut-elle se concilier avec la neutralité belge ou réagir sur cette dernière ? Quelles seront pour la Belgique les conséquences des engagements internationaux qu'il a contractés, notamment en vertu des Actes généraux de Berlin et de Bruxelles ? Quelles sont ses ressources naturelles ? A quel point a-t-il conduit son organisation intérieure ? A quel degré se sont développés les échanges commerciaux et les moyens de communication ? Quelle est sa situation financière ? En quoi consistent l'actif et le passif de l'État ? Quelles sont les indications qui résultent de l'examen de ses budgets depuis 1890 et sur quelles bases est-il possible de concevoir l'assiette de son budget futur ?

Un examen consciencieux a été fait de l'ensemble de ces questions, qui comprennent et résument toutes les données du problème à résoudre. Le Gouvernement a le devoir de soumettre à la Législature les éléments de recherche qui ont fixé sa propre conviction ; il les a distribués sous trois chapitres qui traitent de la condition extérieure de l'État du Congo, de sa condition intérieure et de sa situation financière.

CHAPITRE PREMIER.

CONDITION INTERNATIONALE.

Sous le rapport international, la situation de l'État du Congo est réglée par un ensemble de transactions diplomatiques dont la loyale exécution exclut la possibilité d'un conflit extérieur. Trois points méritent ici une attention spéciale : 1° les limites ; 2° la neutralité ; 3° le régime économique conventionnel.

I. Limites.

Le système des déclarations et conventions qui ont précédé la signature de l'Acte général de Berlin du 26 février 1885 et qui ont été annexées au protocole IX des Actes de cette Conférence, a constitué dès le début et demeure la base de la limitation des possessions congolaises. Deux de ces conventions, celle du 5 février 1885 avec la France et celle du 14 février de la même année avec le Portugal, contiennent des déterminations de limites. Trois d'entre elles, celles conclues avec l'Allemagne (8 novembre 1884), avec la France (5 février 1885) et avec la Belgique (23 février 1885) sont accompagnées de cartes. Le tracé géographique qui résulte de ces arrangements internationaux est représenté sur la carte qui est jointe aux Actes de la Conférence de Berlin. Mais des convenances réciproques, des explorations ultérieures, des nécessités géographiques ou ethnographiques ont déterminé dans certaines régions des rectifications de limites régulièrement acquises et sanctionnées aujourd'hui. Des transactions dans cet ordre d'idées sont intervenues avec la France, l'Angleterre et le Portugal ; elles affectent la frontière au Nord, à l'Est et au Sud : en voici le résultat final.

Du côté de la France, la limite est fixée, indépendamment de la convention du 5 février 1885, par le protocole du 29 avril 1887 et par la convention du 14 août 1894. D'après le premier de ces actes, la frontière partant de l'enclave portugaise de Cabinda, atteint à Manyanga (1) le cours du Congo qu'elle remonte jusqu'à un point fixé ultérieurement, par le protocole de 1887, au confluent de l'Oubanghi. En vertu du même protocole, cette dernière rivière forme ensuite la limite jusqu'à Yakoma où se rejoignent les deux branches qui la composent, l'Ouellé et le Bomou. La convention du

(1) Les détails de la délimitation aux environs de Manyanga sont réglés par le protocole du 22 novembre 1885.

14 août 1894 prolonge cette limite en suivant le cours du Bomou jusqu'à sa source, puis une droite jusqu'à la crête de partage des eaux du Congo et du Nil; enfin, cette crête elle-même jusqu'à son intersection avec le 30^e méridien Est de Greenwich.

Sur cette vaste frontière qui va de la mer à l'extrémité du bassin du Congo, il restait deux points secondaires à régler. Faute des renseignements nécessaires, la limite au nord de Manyanga, dans la direction du Niari-Quillou, n'avait pas été complètement tracée sur le terrain lors de la conclusion du protocole du 22 novembre 1885. En vertu d'un accord intervenu le 5 février 1895, le Gouvernement belge et le Gouvernement français sont convenus de nommer une commission qui aura pour mandat de combler cette lacune.

Dans le Stanley Pool, l'État Indépendant et la France avaient adopté, en vertu de la convention du 5 février 1885, la ligne médiane pour limite. Cette ligne coupe l'île de Bamou qui occupe à peu près le milieu du Pool. L'île a une superficie d'environ 9000 hectares; le partage, d'après la base admise en 1885, aurait laissé à la France les deux tiers environ de l'île, l'autre tiers à l'État. Au cours des négociations antérieures entre ces deux parties, la cession à la France de la partie congolaise de l'île avait été agitée. Le Gouvernement belge a souscrit au désir qui lui a été manifesté en ce sens par le Gouvernement français. La rive méridionale de l'île de Bamou constituera elle-même, en cas d'annexion à la Belgique, la frontière, en la raccordant à l'Ouest comme à l'Est, à la ligne médiane du Pool. Les eaux et les ilots situés au nord de l'île restent à la France, les eaux et les ilots situés au sud de l'île sont à la Belgique. Il a été convenu en même temps que l'île de Bamou ne pourrait devenir une position militaire. Tel est l'objet d'une déclaration signée à Paris le 5 février 1895.

Le 30^e méridien avec le lac Tanganyka constituait dans les arrangements de 1885 la base de la délimitation orientale de l'État du Congo. Ce méridien coupe, vers 4^e de latitude Nord, la ligne de faite du Congo. La convention conclue le 12 mai 1894 avec l'Angleterre a substitué ici, sur la moitié de son étendue, une frontière physique déterminée par la nature à une frontière purement astronomique. En effet, d'après l'article I de cette Convention, la frontière est formée par la crête de partage des eaux du Congo et du Nil et suit cette crête jusqu'à sa seconde intersection avec le 30^e méridien est de Greenwich, qui constitue ensuite la limite jusque 1°20' de latitude méridionale.

Au sud du lac Tanganyka, depuis le cap Akalunga jusqu'à la ligne de faite des bassins du Congo et du Zambèze, des lignes géodésiques, le lac Moëro, la Luapula, enfin, la crête elle-même déterminent la frontière jusqu'aux possessions portugaises.

Entre ces deux tronçons, l'État du Congo confine, par terre et par le lac Tanganyka, à la colonie allemande de l'Afrique orientale sur une étendue d'environ 800 kilomètres, conformément aux arrangements de 1884 et 1885.

Sur les deux rives du Congo, l'État est limitrophe des possessions du

Portugal. Ses frontières du côté de l'enclave portugaise de Cabinda sur la rive droite, dans le lit même du Congo, entre son embouchure et Noki, enfin sur la rive gauche du fleuve et dans le Lunda, ont été réglées sur la base de la convention du 14 février 1883, par les conventions subséquentes du 25 mai 1891 et du 24 mars 1894. Dans toutes les sections de ce vaste tracé, des limites naturelles ont été adoptées de préférence ; là où elles manquent, des indications précises démarquent les deux souverainetés. Tout élément litigieux est donc également éliminé de ce côté.

Cette masse énorme de territoires, que des calculs géodésiques évaluent à plus de deux millions de kilomètres carrés, se développe exclusivement, à l'exception de deux provinces d'une étendue restreinte, situées l'une à la côte de l'Atlantique, l'autre aux alentours du lac Albert-Édouard, qui relève du système du Nil, dans le gigantesque bassin du Congo. La France au Nord, l'Angleterre au Sud-Est, le Portugal au Sud, ont acquis de leur côté certaines dépendances de ce bassin, importantes surtout pour la première de ces puissances : mais la part de beaucoup prépondérante de cet incomparable système hydrographique constitue actuellement l'apanage incontesté de l'État du Congo. Sa souveraineté y est pleine et entière, sans autres restrictions que celles résultant des engagements internationaux régulièrement contractés.

Un seul de ces engagements comporte une mention spéciale. A la fin de 1882, les entreprises de l'Association Internationale et celles conduites au nom de la France par M. de Brazza se trouvaient en contact sur la rive droite du Congo ainsi que dans le bassin du Niari, situé entre cette rive et l'Océan. Un compromis intervint à cette époque et garantit le développement respectif des deux entreprises en réglant leurs rapports. La situation créée de la sorte fut maintenue sans aucune modification jusqu'au moment où des arrangements imprévus parurent mettre en péril les communications de l'Association avec l'Atlantique par l'estuaire du Congo. C'est alors que par une lettre du 23 avril 1884, un droit de préférence fut concédé à la France par l'Association Internationale du Congo « au nom des stations et des territoires libres qu'elle a fondés au Congo et dans la vallée du Niari-Quillou », pour le cas où elle serait amenée à *réaliser* ses possessions.

L'Association à ce moment ne constituait pas pour la France un pouvoir souverain et elle n'était pas vis-à-vis de la Belgique elle-même un État étranger, car pour elle cet État n'existait pas. C'était, dans la personne du Roi des Belges, une Société d'exploration et de colonisation, opérant sous la protection des lois belges, et exerçant en Afrique, dans des territoires vacants, des pouvoirs souverains légitimement acquis. L'hypothèse de la réalisation de son avoir au profit d'une Puissance nécessairement conçue comme étrangère ne pouvait dans ces conditions concerner l'État Belge lui-même. Lors de la confirmation, le 3 février 1885, de l'arrangement de 1884, il fut expressément établi que rien n'était changé à sa valeur. En conséquence, par des lettres échangées les 22 et 29 avril 1887, le Roi Souverain fit déclarer « qu'il n'a pas entendu et n'a pas pu entendre qu'en cas de réalisation de ses possessions, le droit de préférence accordé à la France envers toutes les

autres Puissances, pût être opposé à la Belgique dont le Roi Léopold était le Souverain. »

Ces documents ont été communiqués à la Chambre en 1890, lors de la discussion de la convention intervenue le 3 juillet de cette année entre la Belgique et l'Etat du Congo et conférant à la première un droit d'option pour l'acquisition des possessions congolaises à l'expiration de cet accord. Cette convention ne faisait que constater une situation dont les conséquences étaient prévues partout. Le traité du 9 janvier est venu réaliser ces prévisions.

Mais le droit de préférence consenti par la lettre du 23 avril 1884 subsistait ; il passait à charge de la Belgique par la substitution de celle-ci aux obligations contractées par l'Association Internationale et reprises par l'Etat du Congo, et il devait s'ouvrir, au profit de la France, le jour où la Belgique renoncerait elle-même à poursuivre l'œuvre du Roi en Afrique.

Cette éventualité, quelque improbable qu'elle pût paraître, demandait à être réglée. Les rapports sympathiques qui unissent les deux pays, le désir réciproque exprimé dès 1882 par le Roi d'entretenir en Afrique avec la France les mêmes bonnes relations qu'en Europe, ont déterminé le Gouvernement à surseoir au dépôt du traité de cession du 9 janvier, jusqu'au moment où tous les points qui se rattachent à l'exercice éventuel du droit de préférence eussent fait l'objet d'un accord complet et précis.

Ce résultat est aujourd'hui acquis, grâce à l'esprit de bonne entente qui s'est manifesté entre les deux Cabinets. L'arrangement signé le 5 février crée une situation claire et nette qui exclut pour l'avenir toute espèce d'incertitude ou d'ambiguïté. Le droit de préférence de la France est reconnu en cas de cession totale ou partielle par la Belgique de ses possessions congolaises à titre onéreux. Les échanges de territoire, les concessions ou locations, en tout ou en partie, des mêmes territoires aux mains d'un Etat étranger ou d'une compagnie étrangère investie de droits de souveraineté, donneront également lieu à l'exercice du droit de préférence et feront l'objet d'une négociation préalable avec le Gouvernement français. La Belgique s'interdit toute cession gratuite de ses possessions au Congo et admet que ces dispositions les régissent dans toute leur étendue.

Ces clauses laissent pleine et entière la souveraineté de la Belgique sur ses territoires congolais. Aucune ingérence ni immixtion n'en peut être déduite. Le droit de la France s'ouvre seulement au moment où le Gouvernement Belge voudrait faire abandon de tout ou partie de ses possessions coloniales, sous l'une des formes spécifiées dans l'arrangement du 5 février. La négociation prévue dans ces circonstances place les deux Parties sur un pied d'égalité et si, après de consciencieux efforts où la bonne volonté ne ferait certainement défaut d'aucun côté, cette négociation n'aboutissait pas à dégager les éléments d'une entente, la difficulté se résoudrait de toute manière par le recours à la procédure prescrite par l'article XII de l'acte général de Berlin.

II. Neutralité.

Le régime de neutralité des possessions africaines situées dans le bassin conventionnel du Congo est défini, quant aux territoires, par les articles 10, 11 et 12, et, quant au fleuve du Congo ainsi qu'aux eaux et voies terrestres qui lui sont assimilées, par l'article 25 de l'acte général de Berlin.

Ces dispositions sont d'une haute importance, elles font partie du droit public international. A ces titres, il y a lieu de les reproduire ici intégralement.

ART. 10. — Afin de donner une garantie nouvelle de sécurité au commerce et à l'industrie et de favoriser, par le maintien de la paix, le développement de la civilisation dans les contrées mentionnées à l'article 1^{er} et placées sous le régime de la liberté commerciale, les Hautes Parties signataires du présent acte et celles qui y adhéreront par la suite s'engagent à respecter la neutralité des territoires ou parties de territoires dépendant des dites contrées y compris les eaux territoriales, aussi longtemps que les Puissances qui exercent ou qui exerceront des droits de souveraineté ou de protectorat sur ces territoires, usant de la faculté de se proclamer neutres, rempliront les devoirs que la neutralité comporte.

ART. 11. — Dans le cas où une Puissance exerçant des droits de souveraineté ou de protectorat dans les contrées mentionnées à l'article 1^{er} et placées sous le régime de la liberté commerciale serait impliquée dans une guerre, les Hautes Parties signataires du présent acte et celles qui y adhéreront par la suite s'engagent à prêter leurs bons offices pour que les territoires appartenant à cette Puissance et compris dans la zone conventionnelle de la liberté commerciale soient, du consentement commun de cette Puissance et de l'autre ou des autres parties belligérantes, placés pour la durée de la guerre sous le régime de la neutralité et considérés comme appartenant à un État non belligérant; les parties belligérantes renonceraient, dès lors, à étendre les hostilités aux territoires ainsi neutralisés, aussi bien qu'à les faire servir de base à des opérations de guerre.

ART. 12. — Dans le cas où un dissentiment sérieux, ayant pris naissance au sujet ou dans les limites des territoires mentionnés à l'article 1^{er} et placés sous le régime de la liberté commerciale, viendrait à s'élever entre des Puissances signataires du présent acte ou des Puissances qui y adhéreraient par la suite, ces Puissances s'engagent, avant d'en appeler aux armes, à recourir à la médiation d'une ou de plusieurs Puissances amies.

Pour le même cas, les mêmes Puissances se réservent le recours facultatif à la procédure de l'arbitrage.

ART. 25. — Les dispositions du présent acte de navigation demeureront en vigueur en temps de guerre. En conséquence, la navigation de toutes les nations, neutres ou belligérantes, sera libre en tout temps, pour les usages du commerce sur le Congo, ses embranchements, ses affluents et ses embouchures, ainsi que sur la mer territoriale faisant face aux embouchures de ce fleuve.

Le trafic demeurera également libre, malgré l'état de guerre, sur les routes, chemins de fer, lacs et canaux mentionnés dans les articles 15 et 16.

Il ne sera apporté d'exception à ce principe qu'en ce qui concerne le transport des objets destinés à un belligérant et considérés, en vertu du droit des gens, comme articles de contrebande de guerre.

Tous les ouvrages et établissements créés en exécution du présent acte, notamment les bureaux de perception et leurs caisses, de même que le personnel attaché d'une manière permanente au service de ces établissements, seront placés sous le régime de la neutralité et, à ce titre, seront respectés et protégés par les belligérants.

Des clauses obligatoires et des clauses facultatives concourent dans ce système et par leurs garanties combinées doivent assurer le libre et pacifique développement économique des territoires congolais. Ces clauses, qui ont fait au sein de la Conférence de Berlin l'objet de débats approfondis, ont une portée considérable ; plusieurs d'entr'elles consacrent des innovations importantes dans le droit international et toutes ont paru susceptibles d'une extension ultérieure, prévue et désirée par la quasi unanimité des Puissances.

La neutralisation des eaux du Congo est une conséquence directe de l'article XXV. Le fleuve, son embouchure avec la mer territoriale, ses affluents, les routes et voies qui lui sont assimilées, *doivent, en tout temps*, rester libres, pour les usages du commerce, à la navigation ou l'usage des *belligérants* comme des neutres. Si les navires de guerre n'en sont pas exclus, toute opération militaire devient en fait impossible dans les conditions créées par l'article 25. Le rapport fait à la Commission chargée d'élaborer l'acte du Congo, commentant cet article, l'explique en ces termes : « Les membres de la Commission se sont trouvés unanimes pour souscrire au progrès considérable qu'il introduit dans le code maritime des nations. La décision que la Conférence est appelée à prendre à cet égard fera sans doute époque dans le droit international.

» Le paragraphe 1 de l'article consacre le principe de la liberté en temps de guerre du pavillon marchand de tous les peuples, tant belligérants que neutres, sur le Congo, ses embouchures, ses embranchements et affluents, ainsi que dans la mer territoriale qui lui fait face. C'est une sanction nouvelle et une extension importante du principe de l'inviolabilité de la propriété privée dans les conflits internationaux. Afin d'élargir encore le sens pratique de cette disposition, les termes « de temps de guerre » ont été substitués à ceux plus restreints « d'état de guerre ». (Protocole V, Rapport, p. 26.)

L'Ambassadeur de France confirmait l'interprétation du rapport en disant de son côté : « Cette proposition est déjà un très grand progrès, puisqu'elle consacre le principe de l'inviolabilité, sur ces eaux et ces routes, de la propriété privée, tant belligérante que neutre. » (*Ibidem*, page 25.)

C'était la première fois en effet qu'une assemblée européenne consacrait l'inviolabilité, en temps de guerre, de la propriété privée, sans distinction des belligérants et des neutres, en transport maritime ou fluvial.

Il entrait dans les vues de la plupart des Puissances réunies à Berlin à la

fin de 1884 d'aller plus loin encore dans cette voie. C'était leur pensée commune d'épargner à l'Afrique du siècle prochain les épreuves qui avaient arrêté son développement à l'époque qui suivit les découvertes du xv^e siècle et qui avaient également retardé si longtemps l'essor des colonies américaines. Le représentant des États-Unis s'inspirait de ce vœu général quand il proposa le 10 décembre 1884 de neutraliser tous les territoires de l'Afrique centrale placés sous le régime de la liberté commerciale. Cette proposition, disait-il, « a pour but de délivrer ce territoire des effets désastreux des guerres étrangères... Ce résultat ne peut être obtenu qu'en y établissant, d'une façon permanente, un régime de paix ». (Rapport sur l'acte de navigation du Congo, annexe 13.)

Cette proposition étendait aux vastes territoires du bassin congolais, le régime édicté pour ses eaux navigables. La discussion dont elle fut l'objet fournit aux plénipotentiaires de l'Angleterre, de l'Allemagne, de l'Italie, l'occasion d'y donner l'adhésion la plus complète, la plus chaleureuse. Deux Puissances seulement, la France et le Portugal, manifestèrent des scrupules inspirés non par des préoccupations agressives à l'égard des possessions voisines, mais par leur répugnance à restreindre leur liberté d'action dans les territoires destinés à être placés sous leur propre souveraineté. C'est cette dissidence qui a donné lieu au système transactionnel formulé par les articles 10, 11 et 12 reproduits ci-dessus.

Le rapport présenté à la Conférence sur ces trois articles en définit l'esprit et la portée en des termes qui ne laissent place à aucune méprise. L'adhésion unanime dont ce commentaire a été l'objet, lui prête un caractère de certitude qui nous engage à le reproduire ici *in extenso*.

« Le premier des trois articles qui vous sont soumis prévoit que les
 » Puissances exerçant des droits de souveraineté ou de protectorat dans le
 » bassin conventionnel du Congo, pourront, en se proclamant neutres,
 » assurer à leurs possessions le bienfait de la neutralité. Dans ce cas — et
 » là se trouve la pensée fondamentale de la clause — les Puissances signa-
 » taires s'engagent d'avance à respecter cette neutralité, sous la seule réserve
 » de l'observation corrélatrice des devoirs qu'elle impose. Cet engagement
 » n'est pas seulement contracté vis-à-vis de la Puissance d'où émane la
 » déclaration de neutralité, mais à l'égard de toutes les autres Puissances
 » signataires qui acquièrent ainsi le droit d'en demander le respect.

« Aucune limite n'est imposée à la déclaration de neutralité, qui peut-être
 » temporaire ou perpétuelle. Il a été explicitement entendu que cette
 » disposition visait surtout l'Etat que l'Association Internationale du Congo
 » est en voie de fonder et qu'elle paraît avoir l'intention de placer sous le
 » régime de la neutralité permanente. Ce vœu obtient donc d'avance
 » l'assentiment et la sanction des Puissances. Cependant d'autres Etats ont
 » ou auront des possessions dans le bassin du Congo et peuvent vouloir
 » revendiquer le même privilège. Ils s'en trouvent dès aujourd'hui deux qui
 » possèdent des colonies d'un seul tenant, situées partie dans le bassin
 » conventionnel, partie en dehors. Il n'était possible ni d'exclure ces terri-
 » toires de la clause de neutralité, ni de les y comprendre complètement,

» puisque la neutralisation, placée sous la garantie facultative des Puissances
 » signataires de l'acte général, ne saurait s'étendre en aucun cas au delà
 » des limites du bassin conventionnel. C'est pour parer à cette difficulté
 » qu'on a visé dans l'article, à côté des territoires, « les parties de territoire
 » dépendant des dites contrées ». Au surplus, l'article suivant vise plus
 » spécialement la situation des Puissances qui se trouvent dans ce cas.
 » Ajoutons, comme M. l'Ambassadeur d'Angleterre en a fait la remarque,
 » que la faculté de se déclarer neutres appartiendrait aux Puissances
 » « adhérentes qui exercent une souveraineté ou un protectorat dans les
 » territoires du bassin conventionnel du Congo, au même titre qu'aux
 » Puissances signataires. Tel serait le cas, par exemple, pour le Sultan de
 » Zanzibar, s'il adhéra à l'acte général et plaçait ses États sous le régime
 » défini par cet acte.

» Le deuxième article a pour but de soustraire autant que possible aux
 » maux de la guerre les régions comprises dans le bassin du Congo, sans
 » toutefois porter atteinte à la souveraineté des Gouvernements. Il prévoit
 » le cas où une Puissance, y possédant une colonie, serait entraînée dans
 » une guerre dont la cause ou l'origine serait étrangère à ses possessions
 » d'Afrique. Les Puissances signataires ou adhérentes s'engagent alors à
 » offrir leurs bons offices pour amener les deux parties belligérantes à
 » consentir, l'une à ne pas étendre les hostilités aux contrées situées dans
 » le bassin du Congo, l'autre à n'en pas faire une base d'opérations mili-
 » taires. Si ce consentement réciproque est acquis, les territoires dont il
 » s'agit seraient en fait neutralisés pour la durée de la guerre.

» Le troisième article contient un engagement de recourir à une médiation
 » préalable si un conflit venait à surgir en Afrique même, entre des Pui-
 » sances exerçant des droits de souveraineté dans le bassin du Congo. La
 » Conférence se rappellera qu'une proposition à ce sujet lui avait déjà été
 » soumise antérieurement par M. le comte de Launay (N° 26 des documents).
 » C'est cette proposition que l'article 12 reproduit en grande partie. La
 » médiation n'exclut pas la possibilité de la guerre ; elle peut ne pas aboutir.
 » C'est moins que l'arbitrage, que le respect du principe de l'indépendance
 » des États empêche d'imposer à *priori*, mais c'est plus que le simple recours
 » aux bons offices. Dans la réalité, la médiation sera généralement efficace
 » et conduira le plus souvent à l'aplanissement des difficultés internationales.
 » Pour l'État naissant du Congo, que toutes les Puissances désirent entourer
 » de garanties pacifiques, cette disposition offre une sérieuse valeur, puis-
 » qu'elle oblige les États qui auraient un dissentiment avec lui à recourir
 » d'abord à la médiation des Puissances amies.

» Afin de mieux préciser le sens préventif de la clause, M. l'Ambassadeur
 » d'Italie a demandé qu'on substituât au terme de « conflit » celui de
 » « dissentiment sérieux » et M. le Ministre des États-Unis, d'accord à ce
 » sujet avec M. le comte de Launay, a proposé de stipuler explicitement que
 » la médiation précéderait toujours l'appel aux armes. Il a été fait droit à
 » cette double observation ».

Dans la séance du 23 février 1885, l'Ambassadeur de France, en donnant

au nom de son Gouvernement, une adhésion complète aux explications du rapport, ajoutait ces mots qui font partie d'une déclaration officielle : « Mon Gouvernement reconnaît qu'aux termes de l'article X, les immunités assurées par le droit des gens, en temps de guerre aux territoires des neutres, sont acquises, sous la garantie facultative des Puissances signataires de notre acte général, aux territoires de l'Afrique équatoriale compris dans la zone conventionnelle de la liberté commerciale, aussi longtemps que les États dont ces territoires relèvent, observeront la neutralité, avec tous les devoirs qu'elle impose. »

Résumant l'ensemble de ces dispositions et de ces déclarations, on aboutit à la formule suivante :

Tout État ayant des possessions dans les limites du bassin conventionnel du Congo a le droit de les placer sous le régime de la neutralité temporaire ou permanente. Le respect de cette neutralité s'impose aux autres Puissances contractantes aussi longtemps que la Puissance qui s'est déclarée neutre, observe les devoirs de la neutralité. Les tierces Puissances signataires de l'acte général de Berlin ont le droit de réclamer le respect de la neutralité proclamée en vertu de l'article X. Si un dissentiment grave éclate néanmoins, la médiation d'une ou de plusieurs Puissances amies est obligatoire avant le passage aux hostilités.

L'État du Congo a fait usage de cette disposition. Par une déclaration en date du 1^{er} août 1885 et adressée à toutes les Puissances, il s'est placé sous le régime de la neutralité perpétuelle. Cet acte n'a fait et ne pouvait faire l'objet d'aucune réserve. Il s'appliquait à un ensemble de territoires déterminés par la déclaration même. Les conventions intervenues depuis avec plusieurs Puissances limitrophes en ont restreint sur certains points, étendu sur d'autres, les limites. Rien n'empêche de mettre par une notification ultérieure, l'acte du 1^{er} août 1885 en rapport avec l'état territorial actuel. Un nouvel acte du 28 décembre 1894 vient en effet de pourvoir à ce soin.

Pendant les dix ans que ce régime a été appliqué par l'État du Congo, il ne s'est révélé aucune difficulté que les combinaisons prévues par l'Acte de Berlin n'aient permis de résoudre amiablement. Des divergences de vues et d'intérêts se sont manifestées et ont pu revêtir parfois même un certain degré d'acuité ; mais la paix a été maintenue, les antagonismes ont été conciliés. Il n'a pas été nécessaire une seule fois de recourir même à la médiation, dont l'action préventive a suffi pour maintenir ou rétablir l'accord.

Cette expérience est d'une haute valeur ; elle est de nature à rassurer sur l'avenir les esprits chez qui la politique coloniale évoque infailliblement le souvenir des guerres coloniales. La prévoyance des Puissances a écarté ce péril, et l'État du Congo, en se plaçant sous l'égide de la neutralité, n'a fait qu'obéir à la loi de son origine. C'est pour lui spécialement que le régime des articles X, XI et XII de l'acte de Berlin fut conçu. Les déclarations des Puissances à ce sujet furent nombreuses et explicites. Dans la séance du 23 février 1885, l'Ambassadeur d'Italie s'exprimait notamment en ces termes :

« Il vote en faveur du premier article (X) du projet actuellement en discussion et qui contribuera, entre autres à sauvegarder l'avenir de

l'Association internationale du Congo. Les Puissances ici représentées ont déjà presque toutes reconnu cette Association. Elle ne tardera pas dès lors à donner son adhésion à l'acte général de la conférence de Berlin, et à proclamer la neutralité perpétuelle des territoires placés sous son Gouvernement.

« Il ne saurait subsister aucun doute que le nouvel État, fondé sous les auspices d'un Souverain dont le nom figurera dans l'histoire parmi les bienfaiteurs éminents de l'humanité, s'appliquera à suivre scrupuleusement les nobles et sages exemples de la Belgique, d'un Royaume qui, depuis un demi-siècle, jouit des bénéfices de la paix et d'une considération justement méritée. En effet, même dans les circonstances les plus graves, la Belgique a su remplir avec dignité et fidélité les devoirs prescrits par la neutralité. »

Le représentant des États-Unis s'appropriera ce langage. « Le Gouvernement des États-Unis d'Amérique, dit-il, attache une grande importance à obtenir, en faveur du nouvel État du Congo et de toutes les régions placées sous le régime de la liberté commerciale, les garanties les plus complètes au point de vue de la neutralité. »

L'ambassadeur de France déclara s'associer, d'une manière complète, aux considérations sympathiques présentées par le comte de Launay au sujet de la Belgique, et l'un des plénipotentiaires de l'Allemagne, M. Busch, ajouta qu'il considérait le régime qu'allait voter la Conférence « comme une première étape franchie vers le but à atteindre ».

Ce but était celui que l'ambassadeur de la Grande-Bretagne avait signalé, de son côté, comme répondant aux vœux de son Gouvernement, la neutralité *obligatoire* des territoires du bassin du Congo, au même titre que de ses eaux.

La reprise par la Belgique des possessions congolaises réalise ce desideratum des Puissances en combinant la neutralité belge avec la neutralité du Congo. C'est la *seconde étape* prévue et désirée, il y a dix ans.

La Belgique, en vertu de la loi même de son existence, est mise en dehors des compétitions des Puissances européennes; en s'installant sur les rives du Congo, elle y transporte cette même loi et apporte ainsi aux Puissances un nouveau gage de l'accomplissement de leurs desseins. Sans doute le régime des deux neutralités n'est pas identique : la garantie des Puissances, individuelle et forcée à l'égard de la Belgique, est facultative à l'égard des régions africaines régies par l'acte de Berlin. Mais le Gouvernement belge, étranger aux conflits des grandes nations de l'Europe, pacifique par devoir et par nature, détourne des territoires placés sous sa juridiction en Afrique le seul péril sérieux de guerre qui les saurait menacer et qui serait le contre-coup d'une conflagration européenne. Or, c'est précisément ce péril que la Conférence de Berlin tenait à conjurer par ses dispositions.

L'hypothèse inverse serait-elle possible ? La Belgique, en affermissant la neutralité congolaise, pourrait-elle compromettre la sienne en acquérant le caractère de métropole à l'égard d'une vaste colonie africaine ? Non : une telle crainte manque de tout fondement. Une guerre éclatant au Congo serait provoquée ou bien par une attaque de peuples non civilisés, étrangers

au droit international de l'Europe et incapables dès lors de réagir sur lui ; ou bien par l'agression d'une nation colonisatrice. Mais toutes les nations de cet ordre sont liées par l'acte de Berlin : un acte de violence commis par l'une d'elles serait une infraction au droit européen, autorisant l'intervention des autres Puissances. La médiation qui doit précéder en tout cas les hostilités, serait réclamée et ne pourrait être déclinée. Ce frein a été efficace, il le sera davantage dans la combinaison nouvelle. Au surplus, les intérêts coloniaux sont solidaires en Afrique ; ils ne pourraient être impunément compromis par une nation au détriment des autres, et si le cas se présentait, les nécessités de la politique viendraient en aide aux garanties du droit.

Ce qui est certain, c'est qu'une telle éventualité n'est pas entrée dans les prévisions des Puissances garantes de la neutralité belge. Toutes ces Puissances faisaient partie de la Conférence de Berlin et leurs déclarations multiples au sein de cette assemblée démontrent qu'elles ont prévu et encouragé l'entrée de la Belgique dans la voie coloniale. Rien ne prouve que depuis dix ans leurs dispositions se soient modifiées. Au contraire. La convention du 3 juillet 1890, qui prévoyait la reprise par la Belgique des possessions de l'État du Congo, n'a, au point de vue de la neutralité belge, rencontré de leur part aucune opposition. Plusieurs d'entre elles et des plus directement intéressées dans la garantie de cette neutralité, n'ont pas caché leur désir de voir le Gouvernement belge hâter l'heure de l'union réelle des deux États ; aucune d'elles n'a fait d'objection au principe même de la reprise. Le pays est libre de statuer, sous ce rapport, en dehors de toute préoccupation légitime d'ordre extérieur.

III. Régime économique conventionnel.

En dehors de ses conventions de limites et de quelques transactions de nature secondaire, comme celles concernant l'extradition, le service postal, la propriété industrielle, etc., l'État du Congo n'a pas contracté, sur le terrain politique, des engagements d'une portée onéreuse ou lointaine ; mais il est entré dans la société des États en faisant adhésion à l'acte général de Berlin du 26 février 1885 et il a pris, quatre ans après, part aux délibérations dont est issu l'acte général de Bruxelles, du 2 juillet 1890, complété par la déclaration du même jour et le protocole du 8 avril 1892. A l'exception de ce dernier acte, qui n'est qu'une mesure d'application, la Belgique est liée par les mêmes traités. Sa substitution à l'État du Congo ne crée donc pas pour elle des obligations nouvelles sous ce rapport, mais elle lui confère le mandat d'en assurer la complète exécution.

Les actes généraux de Berlin et de Bruxelles sont les transactions internationales les plus importantes intervenues entre les Puissances dans la période de ces dix dernières années. Ils constituent ce qu'on pourrait appeler la charte des contrées comme des populations des régions de l'Afrique équatoriale, représentant environ un tiers de la superficie totale de ce continent ; ils contiennent tous les principes essentiels de la civilisation de ses peuples comme de la colonisation de ses territoires. A ce double point

de vue, leur valeur est de premier ordre et la mission de pourvoir à leur exécution est d'une grandeur et d'une élévation peu communes. Pour en apprécier exactement l'esprit et la portée, il faut considérer séparément la condition qu'ils créent 1° aux indigènes, 2° aux étrangers.

1° CONDITION DES INDIGÈNES.

Dans l'ancien droit colonial tel que l'ont généralement pratiqué pendant de longs siècles la plupart des nations de l'Europe, les habitants des terres incultes, étrangers à la civilisation et livrés au fétichisme, étaient considérés à l'égal d'un produit des terres qu'ils occupaient ; ils n'étaient pas sujets de droit : toute capacité juridique ou politique leur était refusée. Bêtes de somme, esclaves par nature, tout au plus serfs attachés au sol, ils n'étaient que des instruments exploités sans merci ni scrupule. L'histoire coloniale des deux Amériques comme de l'Afrique atteste les conséquences de cette sauvage doctrine : elle n'a laissé aux races inférieures d'autre alternative que de choisir entre la destruction ou le recul devant la colonisation.

Les articles VI et IX de l'acte de Berlin et l'acte général de Bruxelles tout entier qui n'est que le développement rationnel de ce dernier article, ont rompu définitivement une tradition inique et inauguré une ère nouvelle. Les indigènes ont des droits, les métropoles ont envers eux des devoirs. Le rapport joint au protocole IV de l'acte de Berlin pose à ce sujet les principes du droit nouveau. « A l'égard de ces populations, dit-il, qui, pour la » plupart, ne doivent pas sans doute être considérées comme se trouvant en » dehors de la communauté du droit des gens, mais qui dans l'état présent » des choses ne sont guère aptes à défendre elles-mêmes leurs intérêts, la » Conférence a dû assumer le rôle d'un tuteur officieux. La nécessité d'as- » surer la conservation des indigènes, le devoir de les aider à atteindre un » état politique et social plus élevé, l'obligation de les instruire et de les » initier aux avantages de la civilisation, sont unanimement reconnus.

» C'est l'avenir même de l'Afrique qui est ici en cause; aucun dissenti- » ment ne s'est manifesté et n'a pu se manifester à cet égard dans la Com- » mission.

» Deux fléaux pèsent sur la condition actuelle des peuples africains et » paralysent leur développement : l'esclavage et la traite. Chacun sait — et » le témoignage de M. Stanley n'a fait que confirmer sous ce rapport une » notion acquise — combien l'esclavage a de profondes racines dans la » constitution des sociétés africaines. Certes, cette institution malfaisante » doit disparaître; c'est la condition même de tout progrès économique et » politique; mais des ménagements, des transitions seront indispensables. » C'est assez de marquer le but; les gouvernements locaux chercheront les » moyens et les adapteront aux circonstances de temps et de milieu.

» La traite a un autre caractère : c'est la négation même de toute loi, de » tout ordre social. La chasse à l'homme est un crime de lèse-humanité. Il » doit être réprimé partout où il sera possible de l'atteindre, sur terre » comme sur mer. Sous ce rapport, la Commission a entendu prescrire une

» obligation rigoureuse. Les événements dont le Soudan égyptien est en ce moment le théâtre, les scènes dont M. Stanley a été naguère le témoin sur les rives du Haut-Congo, les expéditions abominables qui, d'après le Dr Nachtigal, s'organisent fréquemment dans le Soudan central et qui pénètrent déjà dans le bassin du Congo, commandent une intervention que les pouvoirs locaux seront tenus d'envisager comme un devoir pressant et comme une mission sacrée.

» Mais la sphère d'action de ces pouvoirs sera pendant quelque temps encore limitée. C'est pour ce motif que la Commission leur demande d'encourager et de seconder les initiatives généreuses et civilisatrices. La religion, la philanthropie, la science pourront envoyer des apôtres qui recevront toute protection et toutes garanties. La déclaration, telle qu'elle est formulée, ne fait aucune exception de cultes ni de nationalités ; elle ouvre le champ à tous les dévouements et les couvre indistinctement de son patronage. » (Protocole IV, rapport, page 8.)

Les bases du système colonial à appliquer à l'égard des races natives de l'Afrique sont donc établies par la volonté concordante des Puissances. Les nègres sont des personnes morales et civiles; si leur condition sociale les tient en dehors de la communauté des États civilisés, ils sont protégés par le droit naturel ; il n'est permis ni de les exproprier, ni de les asservir, ni surtout de les détruire. La mission des gouvernements coloniaux à leur égard est essentiellement protectrice et éducatrice. Assurément il n'est pas à craindre que les indigènes de l'Afrique cherchent à se soustraire, par apathie ou indolence, à la loi naturelle du travail : c'est à leurs propres efforts avant tout qu'il incombe de mettre en valeur les vastes contrées qu'ils occupent, d'en faire fructifier le sol et accroître les produits qui doivent les élever à une condition supérieure. La métropole ne peut que leur fournir les capitaux, l'instruction, l'impulsion directrice. Il lui appartient encore d'extirper des usages barbares, de proscrire des pratiques incompatibles avec toute civilisation, de déblayer les voies du progrès. Elever les enfants, stimuler les adultes, créer avec le concours des missionnaires et des pionniers du commerce, une atmosphère nouvelle, telle est la route tracée par les engagements internationaux qui ne font ici que promulguer les lois mêmes de la conscience universelle.

L'esclavage et la traite exigent une attention spéciale.

L'acte général de Bruxelles édicte sous ce rapport des obligations étendues et rigoureuses. La Belgique pourrait moins que toute autre Puissance songer à en atténuer le caractère. Entre Européens et indigènes, l'esclavage ne saurait désormais exister; entre indigènes, sa suppression ne peut être que la conséquence d'une transformation sociale lente et progressive. Il en est autrement de la traite qui doit disparaître à bref délai. Les efforts considérables accomplis sur ce terrain par l'État du Congo, le succès qui les a couronnés, la répression du banditisme arabe, forment une des meilleurs parts de l'héritage qu'il lègue à la Belgique. La tâche accomplie est importante; il restera à l'achever, à consolider les résultats acquis.

Des initiatives généreuses pourront seconder sur ce terrain l'action de la

puissance publique. Parmi les devoirs qu'imposera la reprise de l'Etat du Congo, il n'en est pas de plus sacré ni de plus pressant. Ce devoir, le pays saura l'accomplir. L'expérience a prouvé que les Belges sont à la hauteur de la mission qui va leur échoir. Les vaillants soldats qui ont conduit la campagne du Manyéma auront des successeurs dignes d'eux.

Si l'exécution des dispositions prises à l'égard des populations natives par les Conférences de Berlin et de Bruxelles pouvait paraître à certains d'entre nous une mission onéreuse ou disproportionnée à nos ressources, il convient de ne pas oublier que nulle nation ne réclame plus que la nôtre un champ d'expansion en rapport avec les énergies latentes qui la travaillent et dont la concentration excessive sur elles-mêmes est un des plus graves périls de l'heure présente. Il importe aussi de ne pas perdre de vue que les grandes œuvres grandissent les nations qui s'y consacrent, et qu'à part les avantages matériels qui doivent résulter pour le pays de la direction de millions d'hommes dans toutes les voies du travail et du progrès, des services de cette nature rendus à la cause commune de la civilisation deviennent pour un peuple un titre qui ne s'efface plus, et pour sa nationalité un principe imprescriptible de force et de durée.

2. CONDITION DES ÉTRANGERS.

Dans toute l'étendue du bassin conventionnel du Congo — et l'État de ce nom, malgré sa vaste superficie, y est compris tout entier — l'étranger est, sous le rapport civil et commercial, assimilé de plein droit au national. Il jouit des mêmes garanties que ce dernier pour la protection de sa personne et de ses biens ; il peut sur le même pied se livrer à toutes les professions et industries, acquérir et transmettre toute espèce de propriété. Tout traitement différentiel est interdit à l'égard des navires comme des marchandises. Les articles II, III, IV, V de l'acte général de Berlin et l'acte de navigation du Congo tout entier définissent ce régime qui prête aux établissements créés dans la zone conventionnelle leur caractère distinctif et constitue à leur égard la négation absolue de l'ancien système colonial. Non content en effet de placer toutes les activités colonisatrices sur le même niveau, l'acte général de Berlin les fait vivre et opérer sous la loi de la liberté commerciale.

Toutes les régions du Congo sont ouvertes à toutes les entreprises agricoles, commerciales, industrielles ; tous les pavillons ont accès à toutes les eaux du réseau navigable du Congo et de ses affluents. Aucun monopole, aucun privilège n'est admis en matière commerciale. L'arène est ouverte sans restriction aux bras comme aux capitaux, à l'intelligence comme au travail. Un seul correctif a été apporté à ce régime absolu de franchise. La déclaration de Bruxelles du 2 juillet 1890 a permis d'établir des droits d'entrée dans la limite maxima de 10 p. % de la valeur. Le protocole du 8 avril 1892 règle la perception de ce droit dans l'État du Congo sur des bases libérales et avec un minimum de formalités douanières. Pour des raisons d'ordre social et politique, la Conférence de Bruxelles a apporté

au trafic des armes, des munitions et des spiritueux des restrictions nécessaires. Hors de là, la liberté est complète.

Chez les nations d'ancienne culture, en présence d'intérêts multiples et complexes, des divergences essentielles sur les principes qui doivent régir les relations économiques des États se comprennent et s'expliquent. Mais dans les pays neufs où tout est à créer, où le progrès est au prix d'un afflux persistant de capitaux, d'initiatives individuelles et collectives, où loin de contenir le mouvement des échanges, le rôle du Gouvernement consiste à les provoquer, à les stimuler sans cesse, la législation édictée par l'acte général de Berlin est évidemment la seule qui fût applicable. Promulguée à l'unanimité par un concert de Puissances dont la plupart étaient loin d'être acquises à la doctrine du libre échange, elle revêt par là même le caractère d'une nécessité internationale. Libre de son choix, la Belgique, en assumant le gouvernement du Congo, n'aurait pu en adopter d'autre. Si les exigences du temps présent ne parlaient pas assez haut, il suffirait d'interroger l'expérience du passé ; l'ancien système colonial a fait naufrage partout.

Le régime que la Belgique du reste a contribué à élaborer au sein de la Conférence de Berlin, est certainement le seul qui puisse donner des résultats satisfaisants en Afrique. Ce n'est pas une servitude pour elle que d'être liée à des clauses que les autres nations, au surplus, l'Angleterre, l'Allemagne, la France, le Portugal, qui colonisent dans le bassin conventionnel du Congo, sont tenues d'y appliquer avec nous. Ce sera un honneur pour la Belgique de collaborer avec elles à cette grande entreprise de civilisation : il ne dépendra que de notre énergie et de notre persévérance que ce soit également pour nous une source abondante de progrès dans l'ordre économique et social. En effet, la nation qui administre une colonie y occupe fatalement une situation prépondérante au point de vue de la concurrence commerciale. L'expérience de l'Angleterre et des Pays-Bas est sous ce rapport décisive : la Belgique peut dès à présent envisager de ce côté l'avenir avec assurance. Nous aurons à revenir plus loin sur cette considération importante.

CHAPITRE II.

APERÇU STATISTIQUE DE L'ÉTAT INDÉPENDANT DU CONGO.

Si un examen attentif de la condition internationale de l'État du Congo aboutit à écarter toute préoccupation légitime au sujet des complications extérieures que pourrait entraîner son annexion par la Belgique, l'étude de sa situation intérieure justifie, sous le rapport de son développement futur, de hautes espérances. Certes le bassin du Congo ne reproduit aucun des traits distinctifs du territoire national ; rien dans sa structure géographique, ses données climatériques, ses ressources naturelles ni la vie sociale de ses habitants, ne rappelle de loin les tableaux qui nous sont familiers. C'est avant tout une contrée équatoriale, dont les produits sont non pas similaires mais complémentaires de ceux de la métropole. Leur adaptation réciproque est le principe même de la fécondité de toute politique coloniale. Les oppositions et les contrastes, loin d'être ici un obstacle au succès, en constituent un élément essentiel. La différence des intérêts et des besoins agit de part et d'autre comme un stimulant efficace.

L'État du Congo est, au premier aspect, une terre vierge, d'une puissance exubérante de production, sous la double influence du soleil des tropiques et de la surabondance des eaux. Le fleuve qui, dans un développement énorme de plus de 4,000 kilomètres, forme la base de son système hydrographique, donne dès son embouchure, large de dix à douze kilomètres, une sensation de grandeur colossale. L'escalier de géant par lequel il descend à la mer, et le réseau de ses affluents du bassin supérieur, dont un grand nombre dépasse les proportions de nos plus grands fleuves, la végétation luxuriante qui couvre leurs rives, la faune qui y pullule, l'ampleur et la variété du paysage, tout confirme cette impression de puissance et de majesté. Le charme de cette nature sauvage mais féconde fascine tous ceux qui l'approchent ; il explique cet attrait irrésistible qui ramène au Congo tant de nos concitoyens qui l'ont une fois visité et que ne parviennent pas à vaincre les privations ni les fatigues, les souffrances ni les périls inséparables des premières tentatives de colonisation.

Il ne saurait être question à cette place de faire une description physique des vastes provinces du Congo ou de dresser un inventaire détaillé de leurs ressources. L'enquête qu'on entend souvent réclamer à ce point de vue, s'est élaborée depuis dix-huit ans en commençant par les grandes publications de Stanley et se continue chaque jour sous nos yeux par les travaux accumulés d'une légion de voyageurs belges et étrangers. Leurs ouvrages sont acces-

sibles à tous ; ils forment une bibliothèque où toutes les branches d'investigation sont représentées. Beaucoup de leurs auteurs vivent au milieu de nous et leur témoignage n'est pas suspect. Plusieurs résumés documentaires de leurs observations et de leurs études ont été publiés dans ces derniers temps ; il offrent toute garantie d'information et de sincérité (1). L'esquisse suivante n'a d'autre but que d'en condenser la substance, en se plaçant particulièrement au point de vue des relations économiques qui pourront s'établir entre la Belgique et les territoires du Congo.

1. *Description physique.* — L'État Indépendant du Congo comprend une superficie approximative d'environ 2,350,000 kilomètres carrés, ce qui représente à peu près 80 fois l'étendue de la Belgique.

Au point de vue géographique, il se divise en deux grandes régions : l'une élevée, située à une altitude moyenne de 400 mètres au-dessus du niveau de la mer, que l'on appelle communément le Haut-Congo, et qui ne mesure pas moins de 2,300,000 kilomètres carrés ; l'autre basse, baignée par les eaux de l'océan Atlantique, sur un espace de 65 kilomètres, et qui a été désignée sous le nom de Bas-Congo.

Entre ces deux régions, distantes d'environ 400 kilomètres à vol d'oiseau, s'étend une zone étroite, excessivement accidentée, que le Congo traverse en formant trente-deux chutes, qui rendent la navigation absolument impossible sur un parcours de 250 kilomètres, et isole ainsi de la côte la partie la plus considérable et la plus riche de l'État Indépendant.

Le chemin de fer en construction a pour but d'obvier à cette situation et de mettre le plateau intérieur en communication facile et régulière avec le reste du monde.

Le Bas-Congo, compris entre l'océan Atlantique à l'Ouest, le fleuve au Sud, l'enclave portugaise de Cabinda et la rivière Chiloango au Nord, a une superficie d'environ 12,500 kilomètres carrés. Contrairement à l'opinion qu'on s'en était faite, d'après les récits des voyageurs qui ne s'étaient pas écartés des rives du fleuve, il constitue, dans sa plus grande partie, un pays boisé, sillonné de nombreux cours d'eau, très peuplé et fertile.

L'analyse a démontré que les terres de cette région contiennent en proportions considérables des matières minérales, telles que l'acide phosphorique, la potasse, la chaux, ce qui fait qu'elles peuvent rivaliser avec les meilleures terres de notre pays. L'avenir de cette région se trouve dans l'exploitation des richesses forestières et la culture du tabac, du caféier et de la canne à sucre.

Le Haut-Congo présente au point de vue de la nature végétale des aspects variés. De la frontière portugaise au Sud, jusqu'à la rivière Kassai

(1) HUBERT DROOGMANS, *Le Congo*, quatre conférences publiques. Bruxelles, 1895.

VAN WINXTENHOVEN, *Exposition universelle d'Anvers. Les colonies et l'État Indépendant du Congo*. Rapport, Bruxelles, 1895.

Lieutenant LEMAITRE, *Congo et Belgique*. Bruxelles, 1894.

au Nord et à l'Est, la contrée n'est qu'une suite de savanes, bien arrosées et remarquablement cultivées par les indigènes.

Dans la région parcourue par les affluents supérieurs du Kassai, l'élevage du bétail semble devoir devenir une industrie très prospère.

Les bêtes à cornes qui y ont été introduites s'acclimatent et se reproduisent facilement.

Au delà du Kassai jusqu'au bassin de l'Uellé et jusqu'à la frontière Est de l'État Indépendant, une végétation sylvestre extraordinairement touffue couvre le pays. La forêt n'est interrompue que par des emplacements de villages, et de temps à autre par des marais. Les essais de plantations entrepris dans cette région sur des terrains défrichés, ont donné des résultats magnifiques.

Aucun engrais n'est comparable à l'humus qui se trouve en couches épaisses dans les forêts. Aux terres appauvries par une culture de plusieurs années consécutives, il suffit d'ajouter une certaine quantité de cet humus pour leur restituer toutes leurs forces productives. Au nord et au sud de la vaste région forestière centrale s'étendent jusqu'aux limites extrêmes de l'État, des contrées ouvertes, dont les explorateurs ont fait des descriptions merveilleuses au point de vue des ressources agricoles et de la beauté naturelle.

Dans les régions du Haut-Uellé et de l'Aruwimi, de vastes plaines donnent la pâture à des milliers de bêtes à cornes. Dans le district des Stanley-Falls, la race bovine se développe aussi parfaitement.

La région des lacs est bien connue pour sa fertilité. Des pluies régulières et abondantes y font fructifier avec une largesse inconnue en Europe les travaux de l'homme. Les pays arrosés par le cours supérieur des rivières Sankuru et Lomami sont couverts de champs interminables de maïs, de millet, de manioc, d'arachides, etc., qui leur donnent l'aspect d'immenses jardins.

En résumé, le bassin intérieur de l'État Indépendant constitue, grâce à son origine lacustre qui lui a procuré une couche d'alluvion considérable, une contrée éminemment propice aux cultures coloniales, qui demandent un sol vierge et riche en humus.

2. *Climat.* — Au point de vue du régime des vents et des pluies, le climat du Congo présente beaucoup de variété.

Dans le Bas-Congo, l'année se divise en deux saisons bien distinctes : la saison sèche, comprise entre le milieu de mai et la fin de septembre, et la saison chaude ou des pluies, qui commence vers le mois d'octobre pour finir vers le 15 mai, avec un intervalle d'une petite période sèche. Les orages sont fréquents dans cette dernière saison et près de la côte règnent parfois des « tornades » ou trombes de vent très violentes. La température oscille entre 13° et 36° centigrades. Pendant la saison sèche, les nuits sont froides et il se dépose une abondante rosée.

Au fur et à mesure que l'on remonte le fleuve, la division de l'année en

deux saisons est graduellement moins tranchée. Sous l'Équateur, il pleut irrégulièrement toute l'année, le plus vers novembre et décembre, le moins vers juillet. Les mois de juin, juillet et août y sont aussi les moins chauds à cause des brises fraîches qui soufflent à cette époque, à partir de trois heures du matin jusqu'à une heure avancée de l'après-midi.

Dans les contrées situées au Nord de l'Équateur, la saison des pluies commence vers la mi-février et se termine vers la mi-novembre. Elle débute par des coups de vent violents accompagnés d'orages intenses. Vers la fin de novembre, les pluies deviennent rares et ne se produisent qu'à des intervalles de deux et trois semaines.

Dans les régions du Sud de l'État Indépendant et notamment dans le Katanga, la température ne dépasse jamais 34° centigrades. Il n'est pas rare qu'elle y descende jusqu'à 5° centigrades au dessus de zéro. Des voyageurs y ont vu de la glace se former la nuit sur les plateaux élevés.

Ces conditions climatiques si variées influent naturellement sur la végétation. Dans les parages de l'Équateur, il est possible de faire des plantations toute l'année durant; vers le Sud et au Nord on n'obtient généralement qu'une ou deux récoltes en douze mois.

Le climat du Congo est un climat essentiellement tropical; il présente, par conséquent, tous les inconvénients propres aux contrées équatoriales, mais il est relativement meilleur que celui du Niger, de la côte d'Or, du Kameroun et d'autres pays situés sous les mêmes latitudes. Il y a lieu de noter aussi que les maladies épidémiques, qui sévissent en Europe et en Amérique, telles que le typhus, le choléra, la fièvre jaune, etc., sont inconnues au Congo. La variole y règne, mais seulement parmi les noirs, et l'on a constaté que la contagion n'atteint pas l'Européen.

L'influence qui domine toute la pathologie dans l'Afrique centrale, c'est la malaria. Variable dans sa forme, son intensité, sa gravité, son intermittence, elle s'attaque à tous. Sans conséquence chez l'un, l'accès est mortel chez l'autre. Sa cause ne réside pas tant dans les miasmes provenant des marais que dans la fermentation de l'humus répandu en couches épaisses à la surface du sol riche et vierge. En effet, la fièvre existe tout aussi bien dans des endroits où il n'y a pas de traces de marais que dans des régions marécageuses.

Mais il est prouvé que par la culture des terres, l'endiguement des rivières, le boisement, le dessèchement des marais, on peut assainir le pays au point d'atténuer considérablement les effets pernicioeux de la malaria.

Des expériences décisives ont été faites sous ce rapport dans des parties particulièrement insalubres de la côte d'Afrique; chacun sait la transformation qui s'est accomplie également à ce point de vue au Bengale et dans la Louisiane. Une bonne nourriture, des habitations confortables et bien aérées, une vie sobre et régulière, concourent à mettre le résident blanc à l'abri des atteintes du paludisme. Personne ne saurait prévoir jusqu'où pourra atteindre, avec les progrès de l'hygiène et de la science, la faculté d'adaptation de l'Européen dans ces climats.

L'État Indépendant, toutefois, ne semble pas destiné à devenir de long-

temps, sauf pour certains plateaux de l'intérieur, un exutoire pour la population si dense de la Belgique. Les indigènes seront le principal instrument de travail qui devra transformer et mettre en valeur les immenses régions de l'Afrique centrale, au moyen de nos capitaux et sous l'impulsion et la direction de nos compatriotes, qui rempliront au Congo les emplois de directeurs d'entreprises et d'exploitations, d'ingénieurs, de chefs de cultures ou d'ateliers, de contre-maitres, de surveillants, etc.

Au sujet de la somme de travail manuel que peut effectuer le blanc en Afrique, il n'est pas sans intérêt de rapporter ici ce que pense sur cette question un célèbre explorateur, le docteur Pogge : « Je combats, dit-il. de » la façon la plus catégorique l'opinion de beaucoup de voyageurs, qu'un » Européen ne pourrait entreprendre ici un travail manuel de quelque » durée. Le blanc peut même, sans fatigue considérable et préjudiciable à » sa santé, exécuter pendant quelques heures, le matin et à la fin de l'après- » midi, des travaux agricoles aisés, comme les labours par exemple. Or, » une heure de travail donne en Afrique peut-être dix fois plus de résultats » qu'en Europe ».

Dans les régions élevées qui forment la partie méridionale de l'État Indépendant, le climat, très semblable à celui des pays tempérés, n'incommode pas l'Européen et lui permet de se livrer à tous les travaux en plein air.

3. *Produits naturels.* — Les produits naturels de l'État Indépendant du Congo peuvent se classer en deux grandes catégories : ceux qui s'exploitent sans culture, et ceux qui sont l'objet de plantations régulières.

Parmi les premiers, il faut ranger :

Les *lianes à caoutchouc*, qui abondent dans toutes les forêts et peuvent fournir en quantités inépuisables la gomme, si précieuse à de multiples industries et dont il se fait journellement des applications nouvelles.

La consommation de ce produit est colossale. L'Europe seule en utilise environ 9 millions de kilos par an. Les États-Unis d'Amérique en absorbent 30 millions de kilos, qui représentent à peu près 350 millions de francs. Le caoutchouc a des usages innombrables ; il entre dans la fabrication d'objets insignifiants et de minime valeur comme dans celle d'articles les plus utiles et les plus coûteux.

Les caoutchoucs du Congo sont de qualités diverses. Les meilleurs proviennent du Kassai, du lac Matumba, de la Maringa, du Lopori. Leur prix varie de 4 à 7 francs le kilo. L'exploitation de ce produit a pris un développement inattendu dans l'État Indépendant. En 1887, environ 23 tonnes furent exportées du Congo ; six ans après, en 1893, ce chiffre se trouvait décuplé.

Le *palmyer à huile*, qui croît à profusion depuis la côte jusqu'au Tanganyika et dont les fruits procurent une huile utilisée pour l'éclairage et le graissage, est très recherchée pour la fabrication du savon, des bougies, des essences de parfumeries. Cette plante est une des plus importantes du bassin du Congo en raison de la facilité et du bon marché de son exploitation et du

prix relativement élevé que son produit atteint en Europe. De janvier à octobre 1894, il a été exporté de l'État Indépendant pour fr. 689,553-88 d'huile de palme et pour fr. 1,076,972-50 de noix palmistes. Le commerce de ces marchandises ne donne pas moins de 53 p. % de bénéfice, après déduction des frais de tous genres.

Le *nulla panza*, qui porte des graines renfermant environ 50 p. % d'une huile comestible, est susceptible de nombreux emplois industriels.

Le *sésame*, aux petites graines contenant jusqu'à 56 p. % d'une huile qui convient pour les usages pharmaceutiques, peut être substitué à l'huile d'olive.

Le *palmier rafia vinifera* est estimé pour ses fibres, qui, sous le nom de « piassava », sont utilisées dans la fabrication des brosses.

Le *palmier borassus flabelliformis*, très répandu, fournit un bois noir, dur, solide, excellent pour la construction.

Le *cocotier* est une espèce de palmier fort utile par son fruit, dont le brou fibreux entre dans la fabrication des tapis, des nattes, et dont l'amande contient une huile excellente pour la fabrication des savons.

L'*arbre à copal* exsude une résine très employée dans de nombreuses branches d'industries, surtout dans la fabrication de vernis, de laques de peinture. Le trafic de cette substance se trouve monopolisé entre les mains des anglais et des allemands. L'importation directe du copal en Belgique, en supprimant les intermédiaires étrangers, fera réaliser des profits sérieux aux nombreuses manufactures qui utilisent cette gomme. Le copal du Congo est d'excellente qualité.

Le prix d'achat du copal au Congo laisse un bénéfice de 25 p. % au commerce.

Le *kola*, qu'on rencontre dans toutes les régions, fournit un fruit dont les principes toniques sont très appréciés en thérapeutique comme anti-déperditif et reconstituant.

L'*arbre à beurre*, qui porte une noix dont on tire le beurre végétal, dit de Galam, est très propre à la préparation des aliments.

L'*orseille* est une espèce de lichen qui procure des matières colorantes bleues et pourpres.

Divers acacias donnent des teintures brunes ou noires et plusieurs espèces d'indigotiers produisent des couleurs bleues variées.

La *muscade*, le *piment*, le *poivrier*, la *maniguette*, le *cubèbe*, l'*oranger*, la *vanille*, le *colonnier*, la *vigne*, l'*ananas* croissent à l'état sauvage.

Parmi les plantes cultivées citons :

Le *maïs*, qui donne plusieurs récoltes par an.

Le *manioc*, dont les tubercules fournissent une farine servant à la fabrication de pain (chicouange) chez les noirs et employée en Europe à la préparation de pâtes alimentaires diverses, tapioca, sagou, revalenta arabica.

L'*arachide*, produisant une amande très riche en huile, laquelle s'emploie dans l'alimentation et aussi pour l'éclairage et dans l'industrie.

Le *bananier*, aux fruits dorés qui forment, avec la patate douce, la base de l'alimentation des noirs.

La *canne à sucre*, donnant un rendement en sucre cristallisable supérieur à la betterave ; enfin,

Le *riz*, qui existe partout, mais principalement dans les régions arrosées par le Congo supérieur où les Arabes l'ont introduit et en ont créé des cultures fort étendues.

Il reste à mentionner trois produits de grande consommation : le *caféier*, le *tabac* et le *cacaoyer*.

Les deux premiers se rencontrent à l'état inculte dans toute l'étendue des territoires de l'État ; le dernier y a été introduit depuis peu.

L'État Indépendant a établi autour de la plupart des stations de vastes champs de ces plantes qui seront en plein rapport d'ici à trois ans, c'est-à-dire même avant l'achèvement du chemin de fer. Des contrats ont été conclus avec les sultans et les chefs indigènes des districts du Haut-Uellé et du Haut-Oubanghi, à l'effet d'assurer la plantation chaque année d'un nombre considérable d'arbustes. Une Société s'est formée, il y a quelques mois, en vue de la culture du café dans le Kassai. Une autre entreprise se constitue à Anvers avec le même objectif.

Le développement des cultures a été entravé au début par le manque de graine. Aujourd'hui il y a assez d'arbres en rapport pour approvisionner de semences non seulement les plantations de l'État, mais aussi celles qui seraient établies par les particuliers. Le rendement moyen d'un caféier en plein rapport est de cinq livres de baies par année.

Les plantations de l'État renferment aujourd'hui environ 50,000 caféiers, et les dispositions sont prises pour en planter à l'avenir 100,000 par an. L'expérience faite dans presque tous les districts du Haut-Congo montre que le sol et le climat conviennent parfaitement à la culture de ce produit. Sur les seules plantations de l'État, la production atteindra avant quatre ans une quantité d'au moins 250,000 livres, qui pourra s'accroître de 500,000 livres par an.

La Chambre de commerce d'Anvers a taxé la valeur du café congolais à 95 et 110 francs les 50 kilogrammes selon les espèces. Au point de vue de la qualité, elle l'a assimilé au meilleur Santos et à certains cafés Java et Haiti.

Les tabacs du Congo, bien que cultivés et récoltés par les indigènes, sans le moindre soin, ont été trouvés de bonne qualité par les fabricants belges qui les ont utilisés. Les feuilles sont souples et leur combustibilité est parfaite ; aussi conviennent-elles pour la coupe comme pour la confection des cigares. Les tabacs du Haut-Congo ont été reconnus supérieurs à ceux du Bas, notamment en ce qui concerne la finesse des feuilles ; cette différence est attribuée à la nature du sol, qui est plus sec dans le bassin intérieur. Il est intéressant de constater que la Belgique importe actuellement de l'étranger près de 6 1/2 millions de kilos pour sa propre consommation.

Le cacaoyer fournit par ses graines, réduites en poudre, la farine de cacao, employée dans la fabrication du chocolat. On en extrait aussi une huile blanche, connue sous le nom de beurre de cacao et qui est fort employée en médecine. La récolte du cacao est facile et a peu près permanente.

La culture du cacaoyer a été tentée et poursuivie avec le même succès au

Pool, à l'Équateur, à Bangala, à l'Aruwimi et aux Stanley Falls, où il a été planté jusqu'à ce jour un total d'environ 12,000 arbres. De même que pour les plantations de café, les graines ont fait défaut les premières années. A l'heure actuelle, le nombre d'arbres en rapport permet de donner les graines aux particuliers qui en font la demande. Les plantations de cacao de l'État pourront donner dans quatre ans environ 50,000 livres; cette production s'accroîtra annuellement de la même quantité.

En résumé, le sol et le climat congolais semblent convenir admirablement aux produits dont nous venons de parler et il y a tout lieu de croire que la culture de ces denrées sera un des éléments les plus importants du développement économique au Congo.

La végétation forestière comprend : le teck, le bois de rose, le hêtre, l'ébène, l'acajou, le palissandre, le cèdre africain, le santal, le calamus et quantités d'arbres inconnus désignés par des noms indigènes.

Les forêts ne renferment pas seulement des essences pouvant servir à l'ébénisterie, mais encore des bois propres à tous les usages : pavement de rues, charpente, menuiserie, ouvrages de sculpture et de gravure, etc ; les uns sont légers comme du liège; les autres très denses flottant difficilement sur les rivières; certains appartiennent à la catégorie des bois blancs; la plupart présentent des colorations des plus diverses telles que le gris noirâtre, le brun foncé, le rose, le rouge, et offrent une grande finesse de grain.

Les meubles qui en ont été confectionnés en Belgique ont révélé des qualités remarquables au point de vue de la texture et du coloris.

Le règne animal au Congo comprend une grande variété d'espèces. Le représentant le plus important de la faune est l'éléphant, qui fournit au commerce une marchandise de grande valeur : l'ivoire. Des quantités considérables de ce produit (185 tonnes en 1893) ont été importées en Belgique dans ces dernières années. Bien que la production de cette matière soit limitée, tout porte à croire qu'en raison des stocks existant en Afrique, les arrivages à Anvers conserveront pendant longtemps encore leur importance actuelle.

Après l'éléphant, les quadrupèdes principaux sont le lion, le buffle, le léopard, la panthère, le chacal, le sanglier, l'antilope, le chat sauvage, le porc sauvage, le porc épic, le pangalin, la civette, le mouton à poil ras, la chèvre, le chien.

L'espèce bovine a été introduite en diverses régions de l'État Indépendant; elle provient en partie de Mossamedès et de Madère. On a également fait des essais d'acclimatation, qui ont parfaitement réussi, avec les ânes, les mulets et les chevaux. Un haras très prospère se trouve dans l'île de Matéba. L'hippopotame et le crocodile pullulent dans le Congo et ses affluents. Des légions de singes peuplent les forêts. L'iguane, la loutre, les lézards se rencontrent partout. Les oiseaux de proie sont représentés par l'aigle, le vautour et l'épervier. Il y a des quantités d'échassiers. Les abeilles fournissent un

miel excellent. Les poissons sont nombreux dans les cours d'eau et sont la plupart comestibles. La pêche procure aussi des huîtres, des moules, d'énormes crevettes et des tortues.

Quant aux produits du sous-sol, ils sont encore imparfaitement connus : les seuls minerais dont des gisements importants aient été signalés sont le cuivre et le fer. Le premier se rencontre d'ordinaire sous la forme de malachite ; des mines très riches existent dans le district au nord de Boma, dans le Katanga et dans le bassin du Kassai où des morceaux de cuivre rouge, en forme de croix de Saint-André, servent de monnaie courante.

Le fer abonde partout dans le Manyéma, l'Urua, chez les Bangalas, à l'Equateur, au lac Matumba, dans les vallées du Kassai, du Lulonga, de l'Ubangi, de l'Uellé et de l'Itimbiri. Il se présente en rognons, sous la forme de limonites et d'oligistes compactes et fort riches. Des voyageurs prétendent avoir vu entre les mains des indigènes des morceaux d'or et de charbon ; mais jusqu'ici aucune trace de ces substances n'a été trouvée dans le sol. L'exploration méthodique du sous-sol n'a pu être entreprise jusqu'ici. Au Congo, comme dans d'autres pays neufs, le hasard peut amener la découverte de matières minérales dont l'existence n'était pas soupçonnée.

4. *Population indigène.* — La population de l'État Indépendant a été évaluée à environ 50 millions d'habitants. Elle est formée d'un nombre incalculable de tribus jouissant, chacune, d'une autonomie complète ; aucun lien politique n'existe entre ces diverses communautés ; au contraire, il règne entre elles un état permanent d'hostilité. Toutefois, ces luttes intestines donnent rarement lieu à des combats sanglants, la palabre de paix intervenant rapidement et mettant fin aux difficultés survenues.

En général, on peut dire que les congolais n'ont pas des mœurs fort belliqueuses ; l'occupation pacifique des vastes territoires que comprend l'État Indépendant en est la preuve évidente.

L'apparition des premiers explorateurs au milieu de ces peuplades primitives, qui ne soupçonnaient pas l'existence d'une autre race que la leur, a naturellement provoqué chez elles un sentiment de crainte, qui s'est traduit par des manifestations peu amicales.

Mais, aussitôt que le blanc a eu l'occasion de faire connaître ses projets inoffensifs, l'entente s'est faite, et les vivres et autres produits naturels ont été offerts avec empressement en échange d'objets européens.

Dans leur état de nature, les Congolais montrent des qualités et des aptitudes qui sont dignes d'être sommairement signalées. Parmi les tribus les plus intelligentes et qui ont rendu dès le début de grands services à l'État, il faut citer, en premier lieu, les Bangalas établis au tournant du Congo, à l'endroit où le fleuve prend sa direction définitive vers le S.-O. Ce sont des hommes à la superbe carrure, énergiques, rusés, qui forment d'excellents soldats et de bons travailleurs.

Les peuplades du bassin du Kassaï, de la famille des Baluba, tissent des étoffes dans la perfection et donnent à ces produits des colorations et des dessins remarquables.

Les Zappo-Zap, qui occupent les vallées supérieures de la Lulua, se distinguent par leur habileté à travailler les métaux ; les armes qui sortent de leurs mains sont d'une originalité de forme et d'un fini étonnants

Les indigènes du Sankuru produisent des sculptures en bois qui dénotent une adresse et un esprit inventif réels.

Chez les Niam-Niam, répandus entre le Bomou et l'Uëllé, les poteries décorées avec soin révèlent un véritable sentiment artistique.

Mais, ce qui caractérise surtout le noir de l'Afrique centrale, c'est son goût prononcé pour le commerce; l'amour du lucre est très développé chez lui.

Le trafic est la pensée dominante, l'occupation principale des chefs et des notables. Dans maintes régions, les natifs ont imposé aux représentants de l'État, qui demandaient à s'établir chez eux, l'obligation de leur acheter les marchandises qu'ils possédaient.

Grâce à leur vif désir d'acquérir des articles manufacturés, ce qui les incite au travail, grâce aussi à leur remarquable facilité d'assimilation, les Congolais sauront mettre en valeur, sous la conduite du blanc, le riche fonds d'exploitation qui constitue l'État Indépendant.

Observateur attentif, le noir imite à la perfection et avec scrupule tout ce qu'on lui enseigne. en bien comme en mal. L'exemple n'est nulle part plus contagieux que chez cette race ; aussi l'Européen qui se rend au milieu de ces peuplades primitives doit-il se pénétrer de l'importance du rôle civilisateur qu'il est appelé à y remplir.

Déjà, à l'heure présente, dans les centres de travail et d'activité créés par les Européens, le noir est devenu pour ces derniers un auxiliaire précieux. Des artisans blancs au service de l'État ont appris aux indigènes, dans un grand nombre de stations, les éléments des métiers les plus utiles, et l'on y trouve aujourd'hui des natifs exerçant avec habileté l'état de maçon, briquetier, tuilier, forgeron, mécanicien, riveur, scieur de long, terrassier, etc.

A bord des bateaux à vapeur, les capitaines leur ont confié les emplois de matelots et même de pilote, et en cette dernière qualité ils montrent autant de prudence que d'adresse. Comme domestiques, ils sont prévenants et dévoués. L'État en a fait des soldats courageux et disciplinés ; il commence à utiliser leurs services dans l'Administration, où ils remplissent les fonctions de commis et d'interprètes. Leur facilité à apprendre les langues étrangères est étonnante : quelques mois leur suffisent pour parler et écrire le français convenablement.

Comme travailleurs, ils ont fait leurs preuves dans les factoreries et les stations de l'État.

La Compagnie du chemin de fer, qui au début a eu de la peine à obtenir quelques ouvriers indigènes, voit aujourd'hui les noirs venir offrir leurs bras en assez grand nombre, et, constatation assez intéressante, c'est de la besogne délicate, de la pose de la voie, que les natifs s'acquittent le mieux.

Les 40,000 porteurs qui transportent annuellement sur leur tête à travers la région si accidentée des cataractes plus de 3,000,000 de kilogrammes, témoignent de l'énergie et de la force de résistance de leur race.

Bref, il est dès à présent certain que l'on trouvera au Congo la main-d'œuvre nécessaire à l'exécution des entreprises diverses qui y seront tentées par les immigrants blancs.

5. *Organisation administrative.* — L'autorité suprême et les divers services administratifs au Congo, se trouvent concentrés entre les mains du Gouverneur général, qui administre les territoires de l'État conformément aux instructions qu'il reçoit du secrétaire d'État, chef du Gouvernement Central à Bruxelles. Le Gouverneur général est assisté d'un Vice-Gouverneur, de plusieurs inspecteurs d'État, d'un secrétaire-général et de trois directeurs de service. Ceux-ci forment, avec le juge d'appel et quelques autres membres, un comité consultatif dont le Gouverneur prend l'avis, lorsqu'il s'agit d'adopter ou de proposer au Gouvernement central des mesures d'intérêt général.

L'action de l'État rayonne sur tout le territoire, par l'intermédiaire des districts qui constituent l'unité administrative.

Ils sont au nombre de 14 : les districts de Banana, de Boma, de Matadi, des Cataractes, du Stanley-Pool, du Kwango oriental, du Kassai, de l'Équateur, des Bangala, de l'Ubangi, de l'Uéllé, de l'Arouwimi, des Stanley Falls, du Lualaba.

A la tête de chacune de ces divisions territoriales se trouve un commissaire de district, qui exécute les instructions de l'autorité supérieure et veille au maintien de l'ordre, à la protection des personnes et des biens.

L'organisation judiciaire comprend un double degré de Juridiction :

Un tribunal de première instance, exerçant son action pénale dans toute l'étendue du Bas-Congo; un tribunal d'appel siégeant à Boma. Ces deux tribunaux s'occupent également des affaires civiles et commerciales, et, à cet égard, leur compétence s'étend sur tout le territoire de l'État. Ils ne connaissent du reste que des contestations où un non-indigène est partie; les coutumes locales continuent de régir les différends s'élevant exclusivement entre indigènes, de manière à ne rien brusquer et à laisser au temps le soin d'amener une période de transition qui conduira sans secousse les natifs à s'adresser à l'autorité judiciaire légalement établie.

A côté du tribunal de première instance, il a été créé des tribunaux territoriaux, à procédure sommaire, à Lukungu, Léopoldville, et Nouvelle-Anvers.

Il existe en outre, dans un grand nombre de localités, des conseils de guerre, composés, comme le tribunal de première instance, d'un juge unique, d'un officier du ministère public et d'un greffier.

Ce système judiciaire est complété par un Conseil supérieur établi à Bruxelles, qui fonctionne comme Cour de cassation, et peut connaître, lorsque la valeur du litige dépasse 25,000 francs, des jugements rendus par le tribunal d'appel de Boma. Ce conseil constitue aussi un corps consultatif

et s'occupe de l'étude et de l'élaboration des différents codes de l'État. Il se compose d'un nombre illimité de membres choisis par le Souverain.

Des bureaux de l'État civil chargés d'enregistrer les naissances et les décès fonctionnent dans six ressorts : Banana, Boma, Matadi, Léopoldville, Nouvelle-Anvers, Yakoma.

Les mariages sont célébrés devant un fonctionnaire désigné par le Gouverneur Général. Les obligations naissant du mariage sont celles déterminées par le Code civil belge.

L'État Indépendant fait partie de l'Union postale universelle. Cinq bureaux de poste existent actuellement dans ces territoires : à Banana, Boma, Matadi, Zobe et Léopoldville. De ce dernier bureau les correspondances s'expédient à l'intérieur du pays jusqu'aux stations les plus éloignées, par les steamers naviguant sur le Haut fleuve et ses affluents.

Un service de mandats et de colis postaux existe entre le Congo et la Belgique.

La législation en vigueur dans l'État Indépendant, en matière pénale comme en matière civile et commerciale, s'inspire des principes des lois belges.

La législation foncière seule est différente de celle qui existe en Belgique. Elle repose sur ce principe fondamental que tout droit privé, sur des terres situées dans l'État Indépendant, doit, pour être légalement reconnu, être enregistré par le conservateur des titres fonciers.

L'enregistrement consiste dans l'établissement d'un titre de propriété contenant une description juridique de l'immeuble avec l'indication des charges, des obligations et des servitudes qui le grèvent, et dans l'inscription de ce titre sur un livre d'enregistrement.

Outre cette législation spéciale, basée sur le système Torrens, l'État Indépendant du Congo a pris des mesures particulières en vue de protéger les indigènes dans la jouissance du sol qu'ils occupent ou cultivent et contre les nombreux abus dont ils pourraient être victimes.

Il a prohibé l'introduction des spiritueux dans la presque totalité de ses territoires, à l'effet de soustraire les indigènes à la passion de l'alcoolisme.

Il a interdit l'importation et le trafic des armes perfectionnées et de leurs munitions afin d'entraver les opérations des marchands d'esclaves indigènes et musulmans; il a pris des précautions multiples pour assurer au noir la liberté individuelle et pour empêcher notamment que les contrats de louage ne dégénèrent en esclavage domestique.

Aux efforts faits par le Gouvernement en vue d'améliorer le sort des populations indigènes, vient se joindre l'influence des missions religieuses de diverses confessions. Outre l'enseignement des doctrines chrétiennes, les missions pourvoient à l'instruction des noirs, leur apprennent les premières notions des métiers manuels, et les habituent à la vie active en excitant leur curiosité naturelle et leur émulation.

Chaque mission constitue ainsi un foyer de lumière et de progrès pour ces peuplades congolaises qui sont restées jusqu'ici plongées dans l'ignorance la plus complète. Les établissements religieux, en augmentant les points de contact entre les indigènes et les non indigènes, et en créant entre eux des

relations continues et fréquentes, rendent des services inappréciables à la civilisation.

Au point de vue de la religion catholique, l'État Indépendant a été érigé par un bref pontifical en vicariat apostolique distinct, relevant exclusivement de la Sacré Congrégation de la Propagande. Ce vicariat, confié à la congrégation de Scheut-lez-Bruxelles, comprend la totalité des territoires de l'État, à part la rive occidentale du Tanganyka jusqu'au Congo (de Mpueto à Riba-Riba) dont les Pères d'Alger ont la direction spirituelle, et les districts politiques du Kwango oriental et du Stanley Pool, qui ont été réservés à la province belge de la Compagnie de Jésus, sous le nom de mission du Kwango.

Grâce à de généreux bienfaiteurs qui en ont pris à leur charge tous les frais d'entretien, des missions catholiques belges ont pu s'établir à Moanda, Boma, Matadi, Kimuenza, Berghe Sainte-Marie, Nouvelle-Anvers, Luluabourg, Lusambo.

Les résultats pratiques obtenus par les missionnaires au Congo sont surtout remarquables dans les colonies d'enfants que l'État a confiées à leurs soins. Ces colonies à la fois agricoles et professionnelles ont été instituées afin de donner une protection efficace aux orphelins et aux enfants matériellement ou moralement abandonnés ou victimes de la traite. Les jeunes gens recueillis dans ces écoles y sont pourvus de tous les moyens d'existence. On leur donne une éducation pratique et on les y habitue au maniement des armes. L'État s'occupe par la suite de leur établissement.

Il existe actuellement quatre colonies d'enfants : deux à Nouvelle-Anvers et à Boma, où l'on forme des militaires et des artisans, une à Kimuenza, où l'on initie les jeunes congolais aux professions manuelles, et une quatrième à Dembo, dirigée par les Pères Trappistes, où l'on prépare les jeunes noirs aux travaux des champs.

Les jeunes gens quittent d'ordinaire l'école à quatorze ans. A cet âge, ils sont très forts et capables d'entreprendre tous les travaux de l'adulte. L'État emploie déjà un grand nombre de jeunes Congolais élevés dans les Missions, comme ouvriers, employés ou cultivateurs, et il n'a qu'à se louer de leur dévouement et de leur activité.

Quant aux enfants du sexe féminin qui sont libérées de l'esclavage ou abandonnées, ils trouvent un asile dans des établissements dirigés par des Sœurs, et que l'État favorise autant qu'il est en son pouvoir. Ces écoles existent à Kimuenza (Sœurs de Notre-Dame), et à Moanda (Sœurs de charité).

De nombreuses sociétés de missionnaires protestants possèdent également des établissements en divers points du territoire de l'État Indépendant. Elles travaillent avec zèle à établir des écoles et enseignent les métiers. Elles ont à leur tête des hommes entreprenants et intelligents. L'un d'entre eux, le Rév. Grenfell, s'est distingué par les nombreux voyages d'exploration et les importantes découvertes qu'il a faites dans l'État Indépendant.

Les principales missions protestantes sont établies à Palaballa, Vivi,

Underhill, Lukungu, Kinshassa, Kimpoko, Lukoléla, Bolobo, Bangala, Upoto, Equateur, Lulonga, etc.

La force armée de l'État Indépendant compte environ six mille hommes commandés par des officiers et des sous-officiers belges. Les soldats que l'on engageait à grands frais dans les colonies de la côte, principalement à Zanzibar et à Natal, se recrutent aujourd'hui de plus en plus parmi les indigènes, et il est certain que dans un avenir rapproché on parviendra à substituer une armée nationale aux troupes enrôlées à l'étranger.

L'armée congolaise comprend actuellement seize compagnies actives, dont les plus fortes en effectif occupent les districts des Stanley-Falls, de l'Ubangi et de l'Uellé.

Des camps retranchés sont établis à Basoko (sur l'Aruwimi) à Lusambo (sur le Sankuru), à Kassongo et à Dungu.

Des camps d'instruction destinés à préparer les natifs au métier des armes, se trouvent à Zambi (Bas-Congo), à N'Gongo (Bas-Congo), à Kinshassa (Stanley Pool), à l'Equateur, à Luluabourg et à Bumba.

6. *Commerce.* — Actuellement le commerce d'exportation de l'État Indépendant porte sur huit articles principaux : les arachides, le caoutchouc, le copal, l'huile de palme, l'ivoire, les noix palmistes, le sésame, l'orseille.

L'administration de l'État du Congo ne possède pas encore tous les éléments nécessaires pour dresser les statistiques relatives au mouvement commercial de l'année 1894. Pour le mouvement des exportations toutefois, les chiffres sont connus dès à présent et ils accusent sur ceux de l'exercice antérieur un progrès marqué. Ces chiffres s'élèvent en effet à 8,761,622 francs au commerce spécial et à 11,031,704 francs au commerce général. Les mêmes chiffres ne dépassaient pas en 1893 les totaux de 6,206,154 francs et de 7,514,791 francs.

Afin de donner une idée de l'importance relative des principaux produits congolais, au point de vue de la quantité exportée, nous faisons suivre un tableau indiquant la part pour laquelle chacun d'eux figure dans les totaux renseignés ci-dessus.

Tableau comparatif des exportations.

| PRODUITS EXPORTÉS. | COMMERCE SPÉCIAL. | | | | COMMERCE GÉNÉRAL. | | | |
|----------------------------|-------------------|--------------|-------------------|--------------|-------------------|--------------|-------------------|---------------|
| | ANNÉE 1893. | | ANNÉE 1894. | | ANNÉE 1893. | | ANNÉE 1894. | |
| | Quantités nettes. | Valeurs. | Quantités nettes. | Valeurs. | Quantités nettes. | Valeurs. | Quantités nettes. | Valeurs. |
| | Kil. | Fr. C. | Kilog. | Fr. C. | Kil. | Fr. C. | Kilog. | Fr. C. |
| Arachides | 307 | 82 28 | 40,151 | 2,740 77 | 307 | 82 28 | 528,985 | 442,825 95 |
| Café | " | " | " | " | 84,406 | 420,531 77 | 464,446 | 290,008 80 |
| Caoutchouc. | 244,453 | 964,612 | 338,191 | 1,472,944 | 462,329 | 1,849,316 | 633,511 | 2,726,703 |
| Copal rouge. | 407 | 255 66 | 4,075 | 2,569 25 | 407 | 255 66 | 4,315 | 3,442 85 |
| — blanc. | " | " | 2,319 | 3,942 30 | 7,196 | 4,853 69 | 29,540 | 50,248 |
| Huile de palme | 1,287,452 | 614,414 60 | 1,710,306 | 889,359 12 | 1,524,333 | 727,406 84 | 2,007,260 | 1,043,775 20 |
| Ivoire | 485,933 | 3,718,660 | 252,083 | 5,041,660 | 190,362 | 3,807,240 | 260,513 | 5,210,260 |
| Noix palmistes | 4,055,422 | 896,248 21 | 5,331,880 | 1,332,970 | 4,424,281 | 977,766 10 | 5,934,637 | 1,483,659 25 |
| Sésame | 41,074 | 2,957 83 | 9,326 | 2,471 39 | 63,389 | 16,938 25 | 499,465 | 52,778 72 |
| Orseille | 4,938 | 4,447 29 | 448 | 199 81 | 4,524 | 2,678 21 | 48,751 | 3,362 93 |
| Rocou | 497 | 96 03 | 450 | 474 | 497 | 96 03 | 450 | 474 |
| Fibres végétales | " | " | " | " | 14,228 | 2,475 67 | 36,259 | 6,309 07 |
| Maïs | 4,948 | 389 60 | 4,921 | 384 20 | 4,948 | 389 60 | 4,921 | 384 20 |
| Peaux brutes | " | " | 4,228 | 3,614 94 | " | " | 5,275 | 4,510 42 |
| Piassava | 850 | 680 85 | 285 | 492 37 | 4,442 | 4,431 01 | 285 | 492 37 |
| Haricots. | 379 | 421 28 | " | " | 379 | 421 28 | " | " |
| Riz | 4,518 | 2,259 | " | " | 4,518 | 2,259 | " | " |
| Bois | 75m ³ | 4,500 | 440m ³ | 8,400 | 75m ³ | 4,500 | 440m ³ | 8,400 |
| Totaux. | " | 6,206,434 68 | " | 8,761,622 45 | " | 7,514,791 39 | " | 11,031,704 48 |

La Belgique a reçu un peu plus de la moitié du total des marchandises exportées du Congo en 1893. Aucun produit du Congo n'était importé en Belgique en 1885, lors de la fondation de l'État.

Anvers est devenue un marché fort important pour le caoutchouc et l'ivoire du Congo, et les ventes publiques de ces produits attirent régulièrement de tous les points de l'Europe de nombreux commerçants dans notre métropole commerciale.

Quant aux marchandises importées au Congo, elles représentaient en l'année 1893 une valeur de fr. 9,475,103-34 dont fr. 4,422,661-75, provenant de la Belgique. Il convient à ce sujet de faire observer que ces chiffres, basés sur les déclarations des importateurs en vue du paiement des droits *ad valorem*, représentent naturellement un minimum et pourraient en général être majorés du quart.

Les matériaux de construction, les machines, les bateaux, le matériel de

chemin de fer, les tissus, les armes et munitions, les denrées alimentaires, conserves et provisions de bouche, les habillements, les huiles, la quincaillerie, la coutellerie, sont les principaux articles que fournit exclusivement notre pays.

Il y a peu d'années, presque tous les tissus demandés en Afrique s'achetaient à l'étranger. Grâce aux encouragements prodigués par l'État Indépendant, nos industriels ont réussi à se rendre maîtres du marché congolais. L'industrie belge, en ce qui concerne les tissus, fournit aujourd'hui environ 95 p. % de la totalité des marchandises importées au Congo par l'État. Ce dernier seul commande annuellement pour une valeur de 2 millions de francs d'étoffes.

Pour ce qui regarde les autres articles demandés au Congo, la part de la Belgique dans les importations générales augmente d'année en année. Petit à petit, nos manufactures complètent leur outillage afin de pouvoir procurer au commerce africain les objets que pendant longtemps celui-ci a dû acheter en Angleterre, en Allemagne et ailleurs.

L'un de nos produits miniers pourra trouver très probablement aussi un débouché sérieux au Congo. On sait que jusqu'ici, la colonie du Cap exceptée, l'Afrique occidentale n'a révélé aucun gisement de charbon et, hormis Funchal dans l'île de Madère et Las Palmas dans la Grande Canarie, il n'existe pas de grand dépôt de ce combustible sur la côte. Or, des localités principales du littoral où les navires font escale avant d'arriver au Congo, Freetown, Cap Palmas, Accra, Lagos, Libreville, Landana, Cabinda, il n'en est aucune où l'accostage direct soit possible, soit à raison du fond, soit à cause de la barre. Dans ces conditions, Banana, facilement accessible, à l'embouchure du Congo, semble tout indiquée pour devenir un dépôt important de charbon où viendront s'approvisionner les steamers naviguant entre l'Europe et les pays situés au sud de l'Équateur.

Le commerce avec les indigènes congolais se fait généralement par simple troc.

L'État Indépendant, afin de donner de la stabilité aux valeurs et de faciliter les échanges, a établi un système monétaire dont l'étalon d'or est la base. Il a frappé des monnaies d'argent qui sont identiques, sauf l'empreinte, à celles de l'Union latine, et des pièces de 1, 2, 5, et 10 centimes faites de métal pur, pesant respectivement 2, 4, 10 et 20 grammes.

7. *Voies de communication.* — Au point de vue des voies de transport et des moyens de communication, le Haut-Congo est remarquablement favorisé. Parcourant cette région, sous la forme d'une gigantesque demi-circonférence qui coupe deux fois l'Équateur, le Congo reçoit un nombre incalculable d'affluents, dont les uns descendant du Nord, touchent au seuil du Soudan Egyptien ou prennent leur origine dans la région des grands lacs, sur le versant occidental du bassin du Nil; et dont les autres, venant du Sud, étendent leurs ramifications jusque près des sources mêmes du Zambèze. On a calculé qu'il n'y a pas un seul endroit du bassin qui se trouve à plus de 160 kilomètres d'une escale quelconque accessible par eau. Cet immense réseau fluvial qui présente aujourd'hui 15,000 kilomètres de voies

navigables, n'a son pareil que dans les contrées intertropicales du Nouveau-Monde, arrosées par l'Amazone.

Il sera vraisemblablement beaucoup plus étendu encore plus tard, car maintes sections de rivière, actuellement fermées à la navigation des steamers par des rapides ou des chutes peu importantes, pourront être remontées en faisant sauter les pierres ou les rocs qui en obstruent le lit.

Le Congo, à lui seul, présente, entre les deux grandes séries de cataractes, une voie navigable de 1,700 kilomètres.

Mais ces avantages seront en grande partie stériles aussi longtemps que le Haut-Congo, inaccessible par voie d'eau à cause des chutes et rapides dont le fleuve est parsemé depuis le Stanley-Pool, n'aura pas été mis en communication facile et rapide avec la côte.

Le chemin de fer destiné à atteindre ce but est en voie de construction ; déjà le tronçon de la ligne le plus difficile à construire, celui qui seul pouvait faire craindre pour la réussite de l'entreprise, est en exploitation.

Lorsque ce railway sera achevé, résultat que l'on espère atteindre d'ici à cinq ans, les produits du Haut-Congo pourront être transportés des quais du Stanley-Pool directement à bord des navires de mer accostés à Matadi.

Ce transbordement direct est un avantage considérable, que ne pourra jamais offrir aucune ligne concurrente de celle de Matadi au Stanley Pool, car il n'existe pas sur la côte de l'Atlantique de ports autres que ceux du Bas-Congo (Banana, Boma, Matadi,) pouvant recevoir des bâtiments de mer.

Partout ailleurs le littoral est précédé d'une barre qui le rend inaccessible aux grands navires.

Les indications qui précèdent suffisent au but de cet exposé. Son cadre, nécessairement restreint, ne comporte pas de plus amples développements ; mais les matériaux abondent et toute personne qui voudra creuser le problème économique et colonial du Congo, dispose, dès à présent, des éléments d'informations les plus variés. On n'en est plus réduit, au surplus, à des témoignages écrits ou verbaux. Il y a quelques mois à peine, l'exposition universelle d'Anvers affectait une partie importante de ses locaux à l'exhibition des produits que le Congo peut fournir à la Belgique, comme de ceux dont la Belgique peut trouver le placement au Congo. Chacun se souvient de cette remarquable synthèse où se sont révélées, dans des directions multiples, des perspectives nouvelles pour l'industrie nationale, en même temps que la puissance productive du Congo s'est manifestée dans l'ordre des cultures coloniales. A ce double point de vue, la section congolaise a été l'un des phénomènes les plus caractéristiques de l'Exposition d'Anvers. Aucune enquête n'aurait pu être plus instructive que cet enseignement de choses qui a fait pénétrer jusqu'au sein du peuple des notions exactes et positives sur l'Afrique équatoriale, ses ressources et ses habitants. Le catalogue dressé à cette occasion, avec l'introduction qui l'accompagne et qui repose sur des données authentiques, reste un document d'un haut intérêt (1).

(1) *Le Congo à l'Exposition universelle d'Anvers*. Bruxelles, de Rycker, 1894, 89 p.

L'administration par la Belgique de ces vastes territoires donnera à leur exploitation commerciale comme à leur outillage industriel son orientation propre. Il est vrai que le Congo est une colonie ouverte à tous et que toutes les nations ont acquis, en vertu de l'Acte général de Berlin, le droit de concourir avec les nationaux sur les marchés de l'Afrique centrale. Cette compétition doit être loyalement acceptée ; elle sera du reste un bienfait plutôt qu'une entrave, si elle contribue à aiguillonner l'activité de nos producteurs et de nos commerçants. Mais quelque grande que soit l'égalité de droit, ceux-ci n'en auront pas moins une situation privilégiée, résultant du fait même de l'exercice de la souveraineté par les agents de leur pays. Si, d'après la maxime anglaise, le trafic suit le pavillon (*trade follows flag*), à plus forte raison se dirige-t-il naturellement vers les contrées lointaines où flottent les couleurs nationales. Les Belges établis en Afrique se fourniront toujours de préférence chez leurs concitoyens, et ceux-ci trouveront des facilités particulières pour le placement de leurs produits. La vie politique et administrative crée forcément tout un système de rapports qui doivent bénéficier à l'industrie et au commerce de la métropole. La situation acquise par les Anglais sur les marchés de l'Inde et de l'Australie, par les Hollandais à Java, en dehors de tout régime différentiel, est la démonstration pratique de ce fait. Il ne saurait en arriver autrement pour la Belgique le jour où le Gouvernement de la colonie congolaise reposerait entre ses mains.

CHAPITRE III.

QUESTION FINANCIÈRE ET BUDGET COLONIAL.

La valeur d'une colonie ne peut se mesurer uniquement par les sommes qu'elle verse annuellement au Trésor public de la mère-patrie. La colonie vaut pour la nation qui la possède tout ce que peuvent rapporter à ses citoyens les entreprises agricoles, commerciales ou industrielles qu'ils vont y exploiter, tout ce que peuvent donner de bénéfices aux industries de la mère-patrie les débouchés créés dans le domaine colonial. Une colonie peut être pour la métropole un grand élément de prospérité et ne rien rapporter à son budget.

Aucune colonie nouvelle ne se fonde d'ailleurs sans que des sacrifices doivent être faits au début pour la mettre en état d'être exploitée. Tout ce que l'on peut demander, c'est que les entreprises qui bénéficieront un jour de ces sacrifices du début, faits par la mère-patrie, fournissent plus tard de quoi subvenir aux dépenses de l'Administration coloniale et au lent remboursement du capital de premier établissement.

Ce sont là des vérités, des faits démontrés par toute l'histoire coloniale, qu'il importe de ne point perdre de vue au moment où la Belgique, dépourvue de colonies jusqu'à présent, va se prononcer sur la question de la reprise du Congo. Pour la nation belge la valeur de la colonie dont nous proposons d'accepter la cession, est représentée non par un chiffre budgétaire, mais par toutes les perspectives qu'elle ouvre à l'activité nationale.

Il n'en est pas moins essentiel d'examiner la question au point de vue plus spécial des finances publiques : il faut faire pour le Congo ce que nous pourrions appeler un bilan, s'il s'agissait de reprendre une entreprise commerciale ou industrielle que la Belgique aurait à exploiter.

L'article 2 du traité du 9 janvier porte que la cession comprend tout l'avoir immobilier et mobilier de l'État Indépendant. Il énumère les principaux objets qui composent cet avoir. L'annexe A du traité détaille les charges et les obligations qui, à l'exclusion de toutes autres, grèvent le domaine immobilier.

Quant à l'avoir mobilier, un tableau qui a été dressé par le Gouvernement de l'État Indépendant et que nous reproduisons à titre de renseignement (annexe 52), indique les principales valeurs mobilières comprises dans la cession. D'après ce tableau, les marchandises en cours de transport en destination des divers postes d'Afrique, l'ivoire et le caoutchouc non encore réalisés, les objets d'armement et la flottille de l'État Indépendant valent

ensemble plus de 9 millions de francs ; il convient d'y ajouter la valeur des actions et parts de fondateur, énumérées dans le même tableau, que l'État possède dans diverses entreprises ayant au Congo leur siège d'opérations.

Mais, il faut bien le dire, cette énumération, qui serait celle d'un bilan commercial, ne représente pas ce qu'elle devrait représenter dans l'espèce : la cession comprend en réalité le résultat de tous les travaux, de tous les efforts et de toutes les dépenses qui ont été consacrés jusqu'à ce jour à l'exploration et à la mise en valeur des territoires congolais, non seulement par l'État Indépendant, mais, antérieurement à la création de celui-ci, par l'Association internationale africaine, par le Comité d'études du Haut-Congo et, enfin, par l'Association internationale du Congo. Nous n'avons pas à détailler et nous ne saurions pas davantage chiffrer globalement les sacrifices qui ont été faits dans ce but depuis le jour où, il y aura bientôt vingt ans, la première de ces associations se constitua à Bruxelles sur l'initiative de notre Souverain. L'œuvre civilisatrice ainsi accomplie ne peut trouver place dans un bilan.

Une partie, mais une partie seulement des dépenses faites pour créer et administrer jusqu'à présent l'État du Congo se trouve représentée par des engagements dont la Belgique reprendra la charge aux termes de l'article 5 du traité de cession. Elles sont énumérées dans l'annexe B de ce traité. Quelques explications seront utiles pour apprécier la portée de chacune d'elles.

1° Emprunt à lots. — Il s'agit de l'emprunt dont l'émission en Belgique a été autorisée par la loi du 29 avril 1887. Ensuite de cette autorisation, l'État Indépendant a créé une dette publique de 150 millions de francs dans les conditions déterminées par le décret du Roi Souverain du 7 février 1888 que nous reproduisons en annexe (n° 55). Le service de la dette est fait, conformément à ce décret, non par l'État lui-même, mais au moyen d'un fonds d'amortissement qui est la propriété des possesseurs de titres et qui est géré pour leur compte par un comité permanent composé de délégués de l'État et de délégués des établissements financiers qui ont pris part à l'émission.

Les 1,500,000 titres prévus par le décret du 7 février 1888 n'ont pas été émis intégralement : des émissions n'ont été autorisées que jusqu'à concurrence de 700,000 titres par des décrets en date du 14 février 1888 et du 6 février 1889 ; le total des titres réellement placés, déduction devant être faite de ceux qui étaient sortis aux tirages avant la livraison, est de 696,850.

Une partie de ces titres, cédée par l'État Indépendant en vertu de conventions antérieures, n'a été effectivement livrée aux acquéreurs qu'au commencement de l'année courante. De ce chef, si le Congo est repris par la Belgique, celle-ci aura encore à recevoir une somme de fr. 1,415,780-54, comme le constate la lettre du Secrétaire d'État qui forme, avec une note jointe, l'annexe 54 de l'exposé des motifs. En effet, d'après l'arrangement provisoire du 9 janvier dont il sera question plus loin, toutes les recettes

faites depuis le commencement de cette année seront au compte de la Belgique.

La totalité des 1,500,000 titres que comprenait le plan de l'emprunt n'ayant pas été émise, il en résulte qu'aux tirages au sort successifs le hasard favorise tantôt les lots qui sont aux mains du public, tantôt ceux qui n'ont pas été placés. Comme la non-émission totale de l'emprunt ne peut porter préjudice à la solidité du fonds d'amortissement, il a été entendu entre le Gouvernement de l'État Indépendant et le Comité permanent chargé de la gestion de ce fonds, que lorsque la première éventualité se présentait, — celle où le sort favorise trop les titres émis, — l'État comblera l'insuffisance créée de ce chef au fonds d'amortissement en faisant à celui-ci une avance qui lui sera remboursée, avec les intérêts, lorsque, l'éventualité contraire se produisant, le hasard des tirages amènera une situation inverse.

La lettre du Secrétaire d'État qui vient d'être mentionnée et son annexe donnent des détails sur ces opérations.

Comme on le verra par cette lettre, le résultat des tirages effectués pendant la période annuelle qui a pris fin le 15 avril 1894 a exigé une avance de fr. 285,145-84, qui reste due à l'établissement financier dépositaire du fonds d'amortissement. Il y a lieu d'en prélever le montant sur les fr. 1,415,780-51 que la Belgique aura éventuellement à recevoir du chef des titres livrés en 1895 (1); il conviendrait également de rembourser, par prélèvement sur cette somme à recevoir, une avance de fr. 204,103-69 qui a été faite au fonds d'amortissement par la Caisse d'épargne du Congo dont il sera parlé tout à l'heure sous le n° 5. Mais si les Chambres approuvent le traité du 9 janvier, le Gouvernement est d'avis, après prélèvement des fr. 204,103-69 de la Caisse d'épargne, de mettre à la disposition du comité permanent du fonds d'amortissement le surplus des fr. 1,415,780-51 provenant de l'emprunt, et ce afin de constituer, avec les intérêts, un fonds spécial que le dit comité pourra affecter désormais au service des avances dont il s'agit.

De cette manière toute complication ultérieure sera évitée de ce chef, le Gouvernement n'ayant l'intention de faire aucune émission des titres non placés.

2° *Arrangements faits avec les anciens membres du Comité d'études du Haut-Congo.* — En vertu d'un décret du Roi Souverain du 5 juillet 1887, des obligations au porteur produisant intérêt à 2 1/2 p. % à partir du 1^{er} janvier 1900 ont été créées au profit des anciens membres et souscripteurs du Comité d'études du Haut Congo, en représentation des dépenses qui avaient été faites par eux et dont les résultats ont été cédés à l'État Indépendant. Le capital nominal de cette dette, s'élevant au total de 11,087,000 francs, comprend les sommes que le Roi lui-même avait versées au Comité d'études. Mais une lettre du Secrétaire d'État constate — en prévision de l'approbation

(1) Une lettre postérieure du secrétaire d'Etat (21 février), reproduite à la suite de l'annexe 54, constate le versement de l'avance de fr. 285,145-84, représentant, avec les intérêts, fr. 294,227-05.

du traité du 9 janvier — que la Belgique peut considérer les titres attribués du Roi comme annulés, S. M. ne voulant pas en réclamer le remboursement à l'État belge, et que les obligations restantes ne représentent qu'une somme de 422,200 francs.

On trouvera à l'annexe n° 35 le texte du décret du 5 juillet 1887 et la lettre du Secrétaire d'État.

3° *Avances de l'État Belge.* — Il va de soi que le Congo étant repris par la Belgique, la confusion du créancier et du débiteur supprime la créance née au profit de l'État belge de l'exécution de la convention du 3 juillet 1890. L'éventualité avait du reste été prévue lors de la conclusion de cette convention.

4 *Avances faites par M. de Browne de Tiège.* — Les indications données au n° 6 de l'annexe A et au n° 4 de l'annexe B du traité expliquent suffisamment en quoi consistent ces avances, qui s'élevaient au 31 décembre 1894 à fr. 5,133,413-25. En cas de reprise du Congo par la Belgique, il sera évidemment de l'intérêt de celle-ci de rembourser cette créance à bref délai. L'article 2 du projet de loi qui vous est soumis a pour objet d'en fournir les moyens. Le crédit demandé à cet effet par le Gouvernement est de 5,250,000 francs, le remboursement devant comprendre, outre le capital, les intérêts à partir du 1^{er} janvier.

5° *Caisse d'épargne du Congo.* — Il s'agit plutôt ici d'une question de comptabilité que d'une dette proprement dite. D'après les règlements de l'État Indépendant, le traitement de ses agents d'Afrique est tenu partiellement en réserve jusqu'à leur retour en Europe. La Caisse d'épargne de l'État du Congo, dans laquelle ces parts de traitement sont versées, était, d'après l'annexe B du traité, redevable au 31 décembre d'une somme de fr. 774,719-93, mais cette somme était couverte en partie (fr. 204,103-69) par des avances remboursables faites au fonds d'amortissement de l'emprunt à lots, dont il a été question plus haut sous le n° 1^o, en partie (fr. 152,156-20) par un cautionnement versé à la Trésorerie de la colonie de Lagos, et pour le surplus (fr. 438,460-06) par une encaisse en numéraire qui doit être tenue à la disposition du Gouvernement belge.

Nous devons ajouter, pour que cet exposé soit complet, que le Gouvernement belge assumera l'obligation de payer les sommes restant dues pour des services et des fournitures d'administration courante, dont la liquidation, d'après le mode de comptabilité en usage pour le Congo, incombera au budget de 1895 et en partie aux budgets suivants. Ces sommes sont détaillées dans la lettre ci-jointe (annexe 56).

Nous devons ajouter enfin que le Gouvernement belge, déférant au désir du Roi-Souverain, s'est engagé à payer jusqu'en 1900 un traitement d'attente de 18,000 francs au Secrétaire d'État, dont les fonctions viendront à cesser par

l'annexion du Congo à la Belgique ; qu'il a promis en outre, de prendre à son service, avec un traitement équivalent à leur traitement actuel, les fonctionnaires et employés de l'administration centrale du Congo, et qu'il aura à reprendre pour son compte la convention que l'État Indépendant a faite avec M. Stanley. Ces derniers engagements se trouvent spécifiés dans l'annexe 37 du présent exposé des motifs.

Telles sont les seules obligations financières que la reprise du Congo doive mettre à charge de la Belgique. Aux termes de la déclaration finale de l'annexe B du traité, tout autre engagement qui pourrait subsister serait pour compte personnel de Sa Majesté.

Si l'on prend dans leur ensemble toutes les obligations qu'il s'agit pour la Belgique d'assumer, et dont celle qui est reprise ci-dessus au n° 4 est seule importante et doit seule être liquidée, il est impossible de ne pas reconnaître que le traité du 9 janvier, si les Chambres l'approuvent, nous fera acquérir un domaine colonial de premier ordre à des conditions qui sont sans exemple dans l'histoire.

Nous avons à nous demander à présent si l'administration de cette colonie est de nature à imposer au budget de la Belgique des charges devant lesquelles nous devrions reculer.

Évidemment le Congo n'est pas sorti de la période du début ; évidemment la colonie ne pourra pas, dans un avenir immédiat, se suffire à elle-même. La question est de savoir si les sacrifices annuels que son administration imposera à la métropole sont hors de proportion avec les avantages que la nation belge pourra en retirer.

Les dépenses de l'État du Congo (en n'y comprenant pas les non-valeurs et remboursements), qui avaient été, d'après les comptes communiqués à la Législature, de fr. 4,713,983-80 en 1891 (1), se sont élevées en 1892 à fr. 5,580,533-54 (2) et en 1893 à fr. 6,436,974-28 (3). Le chiffre de 1894 ne peut encore être déterminé ; on estime qu'il sera d'environ 7,750,000 francs.

Il n'a pu être fait face à ces dépenses qu'en recourant à des recettes extraordinaires, trouvées dans l'arrangement fait avec M. de Browne de Tiège dont il a été question plus haut.

Si, par la progression accusée de 1891 à 1894, il fallait juger de l'avenir, il y aurait certes lieu de se demander où cette progression s'arrêtera, et si la Belgique, en reprenant le Congo, n'engage pas ses finances dans une voie aventureuse.

Mais il importe de préciser les causes des dépenses extraordinairement élevées des trois dernières années : ces dépenses sont dues exclusivement

(1) *Documents parlementaires*, n° 181, session de 1892-1893 (annexe I).

(2) *Documents parlementaires*, n° 178, session de 1893-1894 (annexe I). Les dépenses imputées sur le budget ordinaire de 1892 ont été de fr. 4,475,775-44 ; il faut y ajouter une somme de fr. 904,758-10, dépensée sur budget extraordinaire.

(3) Le compte des recettes et des dépenses budgétaires de 1893 est ci-annexé (annexe 38).

aux mesures que le Gouvernement de l'État Indépendant a cru devoir prendre pour assurer sa propre sécurité, pour occuper d'une manière plus effective toute l'étendue de ses territoires, pour combattre l'influence des Arabes et pour sauvegarder, en les élargissant sur certains points par l'adjonction de territoires non occupés, ses frontières insuffisamment délimitées. Des travaux de défense ont été exécutés pour garantir contre toute éventualité la position de Boma ; des expéditions, dont nous avons fait connaître l'objet, ont été dirigées vers les confins les plus reculés de l'État. Il en est résulté un surcroît de dépenses portant principalement sur les articles budgétaires relatifs à la force publique, mais qui ont contribué à grossir aussi d'autres articles du budget.

Cette période de grandes dépenses militaires est close aujourd'hui. Les frontières sont définitivement arrêtées et ne peuvent plus prêter à contestation ; le territoire est régulièrement occupé, et le conflit avec les Arabes a heureusement abouti à rompre leur puissance. On peut donc affirmer que les dépenses exceptionnelles de 1892 à 1894 ne se reproduiront plus ; nous entrons dans une période normale.

L'annexe 59 donne le budget de l'État Indépendant pour 1893, tel qu'il a été arrêté par un décret du Roi-Souverain du 20 décembre 1894.

Le total des dépenses qui y figurent est de 7,370,939 francs, inférieur de 580,000 francs environ au chiffre présumé des dépenses de 1894. Ce budget de 1893 porte encore une grande partie des charges dont les expéditions récentes, terminées à présent, ont nécessité la création : la force armée y figure pour plus de 3 1/2 millions. Ce chiffre s'explique par cette circonstance que les hommes enrôlés ne peuvent être renvoyés qu'à mesure de l'expiration de leur terme de service, et que, de plus, leur rapatriement est à charge de l'État. On ne peut donc pas conclure du budget de 1893 à ce que seront les budgets des années suivantes.

Le Gouvernement a la conviction que des réductions importantes peuvent être opérées dans les dépenses budgétaires par la substitution graduelle d'une armée nationale aux troupes enrôlées à l'étranger. La force publique active du Congo se compose surtout aujourd'hui d'hommes engagés dans les colonies de la côte ; non seulement leur recrutement et leur rapatriement donnent lieu à des frais considérables, mais leur solde est élevée et leur voyage d'aller et retour absorbe, sans avantage pour l'État, une partie notable de leur terme de service de trois ans. Dans ces derniers temps, les enrôlements ont commencé à être poussés avec vigueur au Congo même, et ils sont nécessairement beaucoup moins onéreux pour le Trésor. La solde est moindre ; il n'y a pas de dépenses de rapatriement, presque pas de temps perdu à l'arrivée et au départ des hommes. Ils contractent des engagements à long terme (7 ans).

Des camps ont été établis en divers points pour la formation de ces soldats et l'expérience a prouvé qu'après avoir passé par une période suffisante d'instruction militaire, ils ne se montrent inférieurs sous aucun rapport à leurs camarades de la côte. C'est ainsi que la campagne victorieuse contre les Arabes a été menée au moyen de troupes composées en grande partie

d'indigènes originaires du Haut-Uellé, du Manyéma et des territoires voisins.

Ces régions sont d'ailleurs les sources principales d'où la colonie tirera les éléments nécessaires à la constitution de son armée nationale ; elles sont aujourd'hui soumises sans conteste à l'autorité de l'Etat ; elles sont administrées par l'entremise de chefs indigènes qui, liés au Pouvoir par des intérêts politiques et matériels, allègent sa tâche gouvernementale et facilitent notamment ses recrutements ; elles sont fertiles et riches en approvisionnements ; enfin, les populations y ont le goût de la vie militaire et elles sont arrivées déjà à un degré de civilisation relativement plus élevé qu'ailleurs. Aussi est-ce de ce côté que le Gouvernement compte diriger ses meilleurs efforts pour réaliser le programme qui vient d'être indiqué. Il entend y poursuivre l'exécution des mesures déjà entreprises et, notamment, veiller avec soin au maintien des camps de Kassongo et de Dungu, créés au prix de grands sacrifices. Indépendamment du but qui vient d'être défini, ces établissements, solides boulevards de la civilisation, permettront d'assurer la sécurité intérieure et d'opposer éventuellement une barrière aux incursions des bandes esclavagistes.

Le Gouvernement estime que la réalisation complète de ce programme permettra d'économiser annuellement au moins un million de francs sur les crédits afférents à la force publique.

Des économies pourront, nous en avons le ferme espoir, être réalisées sur d'autres chapitres du budget ; elles ne devront pas être bien considérables pour que nous puissions évaluer les dépenses normales, — quand les charges léguées par les événements des dernières années seront éteintes, — à un chiffre ne dépassant pas ou ne dépassant guère six millions.

Parmi les ressources dont la Belgique disposera pour équilibrer le budget de sa future colonie, nous pouvons, grâce à la munificence royale, inscrire à cet effet, jusqu'en 1900, la continuation d'un subside d'environ un million prélevé sur les ressources privées du Roi.

Les Chambres savent, notamment par les déclarations que le Gouvernement a faites à la section centrale chargée de l'examen de la convention de 1890, » qu'il était dans les intentions du Roi-Souverain de continuer jusqu'en 1900 » à consacrer à son œuvre africaine une notable partie de ses ressources » personnelles ».

La reprise, en s'effectuant avant l'époque prévue, n'affaiblira pas l'intérêt que Sa Majesté porte à l'œuvre créée par Elle, et n'aura pas davantage pour conséquence de réduire les sacrifices qu'Elle avait résolu de s'imposer pour en assurer le succès.

Nous sommes autorisés à en faire ici la déclaration.

Le total des recettes présumées indiquées au budget de 1893 correspond très sensiblement à la somme de six millions que nous considérons comme le chiffre normal des dépenses. Il est en effet de 6,004,764 francs, représentés par le versement d'un million promis par Sa Majesté, par l'avance de deux

millions à faire par la Belgique conformément à la convention de 1890, et pour le surplus, soit 3,004,764 francs, par des impôts et d'autres ressources que l'État Indépendant tire de son propre fonds et que nous appellerons les ressources coloniales.

Jusqu'à quel point ces dernières sources de revenu sont-elles susceptibles de modifications dans l'état actuel des choses? En est-il qui, assises sur d'autres bases ou perçues d'après d'autres tarifs, pourraient donner un produit plus élevé? En est-il qu'il faudrait réduire, soit dans l'intérêt même du revenu que l'on peut en attendre, soit dans l'intérêt du développement futur de la colonie? Ce sont là des questions auxquelles il serait prématuré de répondre et qui réclameront toute l'attention du Gouvernement.

En toute hypothèse, nous avons la certitude que le chemin de fer, à mesure de la mise en exploitation de ses sections successives, et longtemps avant son complet achèvement, favorisera les entreprises commerciales et agricoles; or, tout progrès réalisé par elles se traduira tout naturellement en une augmentation des recettes données par les impôts. Nous n'avons dès lors pas à craindre, pour l'ensemble des années qui nous séparent encore de la mise en exploitation de la ligne ferrée jusqu'au Stanley-Pool, de mécompte sérieux sur les ressources budgétaires dont il est ici question; la Belgique, pour équilibrer son budget colonial, ne sera pas entraînée à des sacrifices beaucoup plus considérables que ceux auxquels elle s'est engagée en 1890 en promettant, à titre d'avances à l'État Indépendant, une intervention annuelle de deux millions.

Ce que nous venons de dire se rapporte uniquement à la période transitoire des premières années. Lorsque le chemin de fer, entièrement construit et exploité, rendra faciles et relativement peu coûteux les transports entre la côte et les régions fertiles de l'intérieur, des entreprises agricoles vraiment importantes pourront, sur tous les points, mettre ces régions en valeur; le commerce, au lieu de se borner, comme maintenant, aux seuls produits qui peuvent supporter les frais énormes d'un portage à dos d'hommes, trouvera un champ d'activité immense ouvert devant lui, et le moment alors ne sera certes pas éloigné où la colonie pourra subvenir elle-même à son budget.

Tout ce que nous savons du Congo donne, en effet, la conviction qu'aucune colonie au monde ne se trouve à cet égard devant un avenir plus rassurant: partout ailleurs la création de voies de communication exige, dans les pays nouvellement occupés, des capitaux énormes et une longue période de sacrifices, tandis qu'au Congo, une fois la région des cataractes franchie grâce au chemin de fer, on rencontre tout un réseau de voies de communication créé par la nature, un bassin fluvial permettant à la navigation de pénétrer jusqu'aux régions les plus reculées du territoire.

Que nous envisagions l'avenir immédiat ou que nous nous préoccupions d'un avenir plus éloigné, tout nous donne donc la conviction que, sur le terrain financier, l'annexion du Congo sera pour la Belgique une entreprise à la fois saine et féconde; d'aucun côté nous ne voyons s'ouvrir la perspective, pour le Trésor belge, de dépenses que ne justifieraient pas, de la manière

la plus complète, les avantages que la nation belge peut retirer du vaste domaine colonial fondé par son Souverain.

Il ne nous reste plus, pour compléter cet exposé au point de vue financier, qu'à expliquer les dispositions en quelque sorte transitoires qui font l'objet de l'article 4 du traité soumis à la Législature.

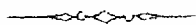
Aux termes de cet article, la date à laquelle la Belgique assumera l'exercice de son droit de souveraineté sur le Congo doit être fixée par arrêté royal : il est indispensable, en effet, de prévoir un certain délai pour les mesures d'exécution ; il convient, d'un autre côté, que le changement de Souveraineté, avant de devenir effectif, puisse être notifié au chef du Gouvernement local à Boma et publié par ses soins.

Mais il y aurait eu des inconvénients à différer, jusqu'à la date qui sera fixée, toute intervention du Gouvernement belge dans la gestion financière de l'État Indépendant. La situation, telle qu'elle était au cours des négociations ou lors de la signature du traité, telle qu'elle sera au moment où les Chambres se prononceront, aurait pu, en se modifiant, entraîner un changement des conditions prévues dans le traité de cession.

Pour éviter, d'un autre côté, les complications qu'amènerait un régime nouveau créé au cours d'un exercice, il a été convenu que, en cas de reprise du Congo, les recettes encaissées et les dépenses effectuées à partir du 1^{er} janvier 1893 seraient pour compte de la Belgique ; une clause dans ce sens figure à l'article 4 du traité. Et afin que la Belgique puisse exercer son contrôle sur une gestion qui sera éventuellement pour son compte, il a été entendu, dès le mois de décembre dernier, qu'à partir du 1^{er} janvier aucun paiement ne serait fait ni aucun engagement contracté par le Gouvernement de l'État Indépendant sans l'assentiment du Gouvernement belge. Cette entente a été confirmée par un arrangement provisoire qui fait suite au traité de cession.

Les stipulations qui y sont contenues, rapprochées de la déclaration qui termine l'annexe B du traité, donneront à la Législature toutes les garanties désirables jusqu'au moment où la Belgique aura elle-même la gestion des recettes et des dépenses coloniales.

Au point de vue budgétaire, la situation, pour l'année 1893, demeure à régler : nous avons exposé les prévisions de recette et de dépense ; elles se traduisent par un découvert de 1,366,173 francs, en comprenant dans les recettes le subside du Roi et l'avance de deux millions promise par la Belgique dans la convention du 3 juillet 1890. Le Gouvernement demandera le crédit nécessaire pour le couvrir, en même temps qu'il proposera la loi appelée à régir provisoirement la colonie, aux termes de l'article 1^{er} de la Constitution, et à édicter les règles à suivre en ce qui concerne le budget des recettes et des dépenses coloniales, ainsi que les rapports de ce budget spécial avec le budget général de la Belgique.



CONCLUSION.

Les considérations développées dans les chapitres qui précèdent justifient la résolution prise par le Gouvernement ; elles expliquent en même temps les clauses du traité dans lesquelles il l'a réalisée. Le traité de cession ne stipule que pour les points essentiels ; une série de documents connexes, relevés et expliqués au cours de l'Exposé des motifs, pourvoient au règlement des mesures d'exécution.

Arrivés au terme de cet exposé, il nous reste à rencontrer quelques préoccupations d'ordre général, qui demandent à être éclaircies parce qu'elles procèdent d'un légitime souci à l'égard des plus grands intérêts nationaux et que l'obscurité qui pourrait subsister de ce côté serait de nature à faire naître des craintes, des répugnances, tout au moins des hésitations et des doutes, au moment où la Belgique aborde une phase nouvelle de son histoire. Ces préoccupations se rapportent à l'influence que l'adoption d'une politique coloniale est destinée à exercer d'une part sur la situation que la Belgique occupe dans le système européen, d'autre part sur le développement normal de ses ressources et leur application partielle à la mise en valeur de vastes possessions d'outre-mer.

Quand, en 1830, la Belgique a pris rang parmi les nations indépendantes, deux facteurs ont concouru à cet événement historique : la volonté nationale qui s'est affirmée dans la Constitution belge ; les cinq Puissances dont l'intervention est représentée par les traités du 15 novembre 1831 et du 19 avril 1839. La Constitution contient tous les pouvoirs inhérents à la souveraineté et jamais, pendant les deux tiers de siècle qu'elle est en vigueur, elle n'a subi sous ce rapport la moindre restriction. Ainsi qu'il a été établi dans les délibérations de la revision constitutionnelle, l'acquisition de colonies n'était incompatible ni avec son texte ni avec son esprit, et si l'on a cru devoir statuer à cet égard par une disposition formelle, c'est exclusivement au point de vue de la condition civile et politique des territoires et des populations qui viendraient à être annexés au royaume. Ni en 1831, ni en 1839, aucun Gouvernement étranger n'a jamais manifesté la moindre prétention de nous imposer une limitation à cet égard.

Il n'en pouvait être autrement. Lorsque le Congrès a proclamé l'indépendance souveraine de la Belgique, cette souveraineté a dû être reconnue par les Puissances. Elle l'a été dans des limites précises et sous la seule réserve de la neutralité perpétuelle du territoire renfermé entre ces limites. Mais les deux termes sont corrélatifs et se conditionnent mutuellement. « La

Belgique, porte l'article VII du traité du 19 avril 1839, dans les limites indiquées aux articles I, II et IV, formera un État *indépendant* et perpétuellement *neutre*. »

Toute reconnaissance d'indépendance implique nécessairement une détermination de limites. Pourquoi le territoire circonscrit par ces limites a-t-il été déclaré neutre ? Parce que la Belgique, placée entre le bassin de la Seine et celui du Rhin, détenant le cours moyen de l'Escaut et de la Meuse, occupant en face de l'Angleterre une position importante sur la mer du Nord, possède malgré l'exiguité de son territoire une valeur stratégique de premier ordre, et que dans un conflit entre les grandes Puissances, en contact direct ou indirect avec ses frontières, sa possession constitue un avantage prépondérant au profit de la Puissance qui y aurait devancé ses rivales.

Telle est la raison vraie et positive de la neutralité belge : c'est une mesure d'ordre et de paix, destinée à maintenir la stabilité du système politique de l'Europe occidentale. De là, le double aspect sous lequel elle se présente : elle est active, c'est-à-dire la Belgique est chargée de garder par elle-même la position qu'elle occupe et les Puissances contractent l'engagement de la secourir dans cette tâche ; elle est passive, c'est-à-dire que les Puissances s'engagent à ne porter aucune atteinte à cette neutralité en même temps que la Belgique s'oblige à rester en dehors de leurs conflits.

Voilà le sens exact de la neutralité belge ; sa portée est définie par son but même : elle va jusque-là et ne va pas au-delà. Dès qu'il est satisfait à l'intérêt européen de son institution, les obligations contractées de part et d'autre sont remplies. Les Puissances n'ont garanti que le territoire belge et la Belgique, en vertu des traités de 1831 et de 1839, n'est neutre que dans les limites de ce même territoire. Jamais un doute n'a surgi et n'a pu surgir à ce sujet. Quand à diverses reprises la Belgique a fait des tentatives coloniales, il n'est entré dans la pensée d'aucun gouvernement de lui opposer un veto. Ainsi qu'il a été exposé ci-dessus, la Conférence de Berlin, loin de s'inspirer d'une semblable pensée, a plutôt obéi à la tendance inverse, en applaudissant à l'entreprise du Roi des Belges en Afrique et l'accompagnant de tous ses vœux.

La neutralité belge a donc sa fonction et ses conditions spéciales : elle est réglée, sans confusion possible, par le droit public belge comme par le droit international. Hors des limites prévues à l'article VII du traité du 19 avril 1839, elle est sans application. La souveraineté nationale, après l'annexion du Congo, serait donc en Afrique pleine et entière, si elle n'était limitée de ce côté par les engagements assumés par la Belgique et l'État du Congo lui-même en vertu de l'acte général de Berlin et de la déclaration de neutralité du 1^{er} août 1885.

Le chapitre I a déterminé en détail la situation qui se présente sous ce rapport au Congo ; il suffit de caractériser ici en deux lignes la condition de la colonie belge : les territoires congolais placés sous la dépendance de la Belgique sont neutralisés dans toute leur étendue. En conséquence, le Gouvernement belge ne peut ni envahir le territoire des Puissances colo-

niales limitrophes, ni prendre parti dans les conflits qui viendraient à éclater entre elles. Ces Puissances de leur côté sont tenues de respecter la neutralité congolaise. Si un conflit surgit néanmoins, l'intervention des Puissances tierces est de droit et leur médiation préalable est de rigueur. Quand on considère qu'une violation éventuelle des droits ou des territoires de la Belgique, respectueuse, en Afrique comme en Europe, de sa neutralité, amènerait dans tous les cas la participation au différend des autres États, intéressés et autorisés à la fois à intervenir, la conclusion s'impose que la neutralité belge sera pratiquement aussi efficace en Afrique, en vertu de l'acte général de Berlin, qu'elle l'a été jusqu'ici en Europe en vertu des actes de la Conférence de Londres. Loin qu'il y ait incompatibilité entre les deux régimes, ils s'adaptent dans des conditions propres à rassurer les esprits les plus anxieux. Supposer le contraire serait taxer la diplomatie européenne d'imprévoyance et d'inconséquence. Elle a voulu invariablement que les régions de l'Afrique centrale échappassent aux compétitions des grandes Puissances. Le passage de ces régions sous la souveraineté de la Belgique, substituant un régime permanent à un régime viager, une neutralité nécessaire à une neutralité volontaire, leur assure doublement l'accomplissement de ce dessein. Par contre-coup, la neutralité belge elle-même, sauvegardant en Afrique un grand intérêt général, acquiert de ce chef une importance nouvelle et une sanction de plus.

Reste la politique coloniale. Il en est de celle-ci comme de toutes les combinaisons auxquelles a fait recourir aux différentes époques le développement normal des États. La politique coloniale a eu ses jours de gloire et de revers ; elle aura dans l'avenir, comme elle a eu dans le passé, ses avantages et ses mécomptes ; elle n'est ni la source, ainsi que le prétendent ses détracteurs, ni la panacée, comme l'affirment ses enthousiastes, de tous les maux économiques ou politiques. La vérité est que la colonisation participe de l'aléa inhérent à toutes les entreprises humaines ; elle exige des avances et des sacrifices, elle consomme des hommes et des capitaux, mais aussi elle prépare et féconde l'avenir, elle élargit le champ de l'activité nationale, elle dilate la patrie, elle crée au loin des foyers nouveaux à ses enfants, elle donne à leurs efforts des directions imprévues, elle suscite et alimente de puissantes initiatives, elle fait vivre une nation de la vie plus large de l'humanité, l'associe sur de vastes espaces aux luttes communes de la civilisation, elle lui ménage dans ses conquêtes une part plus opulente mais aussi mieux méritée. La richesse d'un pays se développe en même temps que s'accroît la virilité de son peuple.

De semblables perspectives suffiraient pour justifier le Gouvernement de s'engager dans la voie qu'elles ouvrent : mais il y a plus. Pour les anciennes nations de l'Europe, avec leurs épargnes accumulées et sans emploi rémunérateur, avec leur population ascendante sans travail ni issue, la politique coloniale est devenue une nécessité. On l'admet généralement pour les grands États : on le conteste pour les nations secondaires. De quel droit ? La Belgique est-elle moins encombrée que l'Angleterre ou l'Allemagne, la France ou les Pays-Bas ? Est-elle proportionnellement moins riche en pro-

duits ou en hommes ? Ses frontières sont-elles plus étendues ou susceptibles d'extension ? Est-elle à même de fournir indéfiniment du travail à ses ouvriers, des carrières à sa jeunesse, alors que l'accroissement régulier de sa population équivaut à la fondation chaque année d'une ville de 50,000 âmes sur un territoire où déjà les cités débordent et se touchent, où les usines envahissent les champs, où des provinces entières prennent l'aspect d'une vaste manufacture ? Sans doute, une colonie sise entre les tropiques sera toujours plus un territoire d'exploitation que de peuplement ; mais, outre que de vastes régions au Congo n'excluent nullement l'habitation dans l'avenir par la race blanche, la mise en valeur du sol, l'exploitation de ses ressources diverses, son outillage économique réclameront des milliers de bras dans la colonie, en occuperont des centaines de mille dans la mère patrie.

Il serait inutile d'insister sur ces considérations. Il y a dix-huit mois à peine que la Chambre et le Sénat, au cours de la discussion relative à la revision de l'article 1^{er} de la Constitution, les ont entendu développer sous leurs aspects variés et aux points de vue les plus opposés. Les discours prononcés à cette époque par un grand nombre d'orateurs dans les séances des 11, 12 et 13 juillet à la Chambre des Représentants, du 2 août au Sénat, n'ont laissé dans l'ombre aucun côté de la question. La reprise de l'État du Congo par la Belgique a été à cette occasion discutée et jusqu'à un certain point acceptée d'avance par l'assemblée constituante. La lumière est faite ; elle frappe tous les esprits, et ceux-là mêmes dont les appréhensions l'emporteraient sur les espérances, ou qui voudraient se renfermer dans une opposition irréductible, n'en seraient pas moins contraints à céder tôt ou tard devant la loi inéluctable de la nécessité.

Seulement il pourrait être trop tard. La distribution du globe s'achève en ce moment et les dernières contrées disponibles s'en répartissent sous nos yeux. Le bassin du Congo, détenu actuellement par l'État Indépendant, demeure pour la Belgique une vaste réserve : cette ressource perdue, l'avenir serait irrévocablement clos. Il vaut la peine, sous ce rapport, de peser les conséquences d'une décision négative. Pendant que nous délibérons, toutes les nations grandes ou petites, qui par l'Océan ont un débouché sur le monde, qui se sentent la vertu et la volonté de participer à sa direction, se répandent sur tous les continents et s'occupent sans relâche à conserver, à consolider, à étendre leurs possessions. Elles ont connu les sacrifices, les labeurs, les revers parfois qu'entraînent les entreprises coloniales : aucune n'y a renoncé néanmoins. N'est-ce pas la preuve que la raison, l'utilité, de puissants intérêts nationaux les dirigent dans cette carrière ? Que serait l'Angleterre sans ses dépendances disséminées sous tous les climats de la terre ? La France, qui a tant souffert des guerres coloniales du siècle dernier, songe-t-elle à se féliciter de ses pertes ou à les réparer ? L'Allemagne et l'Italie profitent des dernières heures pour se procurer un domaine colonial. Le Portugal, qui doit à son expansion au delà des mers les plus belles pages de son histoire, s'attache à maintenir invinciblement sa situation en Afrique, malgré la pénurie de ses finances, et les

Pays-Bas viennent encore de donner l'exemple des plus énergiques efforts pour étendre et renforcer leur domination dans l'Archipel de la Sonde. Tous ces peuples ont une expérience séculaire de la politique coloniale : dira-t-on qu'ils pourchassent des chimères ?

Quelques charges et quelques devoirs que puisse imposer la mise en valeur d'une colonie, ils n'ont entraîné nulle part et n'entraîneront pas davantage dans l'avenir la ruine de la métropole. Au contraire; les ressources qu'elle y engage sont un placement à long terme peut-être, mais d'un rendement certain et largement fructueux. Dans ses principes d'économie politique, Stuart Mill énonce cette maxime que « dans l'état actuel du monde, la fondation des colonies est la meilleure affaire dans laquelle on puisse engager les capitaux d'un vieil et riche pays ».

Un économiste qui jouit d'un juste renom en Europe et qui a fait l'application de cette doctrine dans un livre devenu le Code de la colonisation chez les peuples modernes, M. Paul Le Roy-Beaulieu, examinant la situation de de l'État du Congo et reconnaissant l'impossibilité de prolonger longtemps cette expérience, écrivait les lignes suivantes, plusieurs fois citées mais qu'il est opportun ici de rappeler :

« Ce qui serait souhaitable et naturel, c'est que le peuple belge se décidât à prendre la succession de son Roi; c'est qu'il transformât l'État du Congo en une colonie, placée sous la direction et sous la sauvegarde de la Belgique et ouverte au libre commerce de toutes les nations. La Belgique possède toutes les qualités et toutes les conditions pour réussir dans une œuvre de ce genre : elle est riche, entreprenante, très commerçante; dans sa nombreuse population, elle compte beaucoup d'hommes qui ont le goût des aventures; les Belges se distinguent, d'ailleurs, par leur esprit pratique et positif; en Europe, ils n'ont rien à craindre et rien à ambitionner. Ils pourraient diriger la colonisation du Congo, non pas sans aucun frais, mais à peu de frais, et ils en seraient amplement récompensés, au bout d'un certain nombre d'années...

» L'État anonyme va devenir, dans toute la force du mot, un État belge... Quoique à cette union du Roi Léopold et de la Belgique pour légitimer l'État du Congo, la France perde ses droits éventuels de préemption, nous applaudissons à une solution si heureuse. Déjà un chemin de fer est en construction, qui va mettre le Congo navigable en relations avec la côte. La Belgique transformera ces immenses territoires en une belle colonie d'exploitation. Ce sera encore un nouvel élément de variété, précieux ferment de vie, dans la colonisation africaine (1) ».

Telles sont les espérances et les prévisions d'un des plus éminents économistes de notre époque, particulièrement compétent dans la question coloniale et de plus étranger à notre pays. Cet exposé ne saurait conclure sur un pronostic plus heureux. La Législature appréciera la portée de ce témoignage; elle pèsera en même temps dans sa sagesse le vaste faisceau de

(1) *De la colonisation chez les peuples modernes* Paris, 1891, 4^e édition, pp. 322 et 323.

documents, d'informations et de preuves, qui est soumis à son examen. La question à résoudre est d'une importance vitale pour les destinées futures du pays. Le Gouvernement a la confiance que la solution qui s'impose à ses yeux, rencontrera avec la même force et la même conviction l'adhésion du Parlement.

Le Ministre des Affaires étrangères,
C^{te} DE MERODE WESTERLOO.

*Le Ministre de l'Intérieur et de
l'Instruction publique,*
J. DE BURLET.

Le Ministre des Finances,
P. DE SMET DE NAEYER.

Le Ministre de la Justice,
V. BEGEREM.

*Le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie,
du Travail et des Travaux publics,*
LÉON DE BRUYN.

Le Ministre de la Guerre,
BRASSINE.

*Le Ministre des Chemins de fer,
Postes et Télégraphes,*
J. VANDENPEEREBOOM.



(54)

PROJET DE LOI.

 Léopold II,

ROI DES BELGES,

À tous présents et à venir, Salut :

Sur la proposition de Notre Conseil des Ministres,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Nos Ministres des Affaires étrangères, de l'Intérieur et de l'Instruction publique, des Finances, de la Justice, de l'Agriculture, de l'Industrie, du Travail et des Travaux publics, de la Guerre, des Chemins de fer, Postes et Télégraphes présenteront en Notre nom aux Chambres législatives le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

Est approuvé le traité de cession ci-annexé, conclu le 9 janvier 1893 entre la Belgique et l'État Indépendant du Congo.

ART. 2.

Il est ouvert au Département des Finances un crédit extraordinaire de cinq millions deux cent cinquante mille francs pour assurer l'exécution du traité du 9 janvier 1893.

Ce crédit sera couvert par une émission de titres de la dette publique.

Donné à Bruxelles, le 11 février 1895.

LÉOPOLD.

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires étrangères,

C^o DE MERODE WESTERLOO.

*Le Ministre de l'Intérieur et de
l'Instruction publique,*

J. DE BURLET.

Le Ministre des Finances,

P. DE SMET DE NAEYER.

Le Ministre de la Justice,

V. BEGEREM.

*Le Ministre de l'Agriculture,
de l'Industrie, du Travail et des
Travaux publics,*

LÉON DE BRUYN.

Le Ministre de la Guerre,

BRASSINE.

*Le Ministre des Chemins de fer,
Postes et Télégraphes,*

J. VANDENPEREBOOM.



TRAITÉ DE CESSION

DE L'ÉTAT INDÉPENDANT DU CONGO A LA BELGIQUE.

Le Roi-Souverain du Congo ayant fait connaître, dans Sa lettre du 5 août 1889 à M. le Ministre des Finances de Belgique, que, s'il convenait à la Belgique de contracter, avant le terme prévu, des liens plus étroits avec ses possessions du Congo, Sa Majesté n'hésiterait pas à les mettre à sa disposition; et les deux Hautes Parties s'étant trouvées d'accord pour réaliser dès à présent cette cession,

Le traité suivant a été conclu entre l'État belge, représenté par le comte de Merode Westerloo, ministre des Affaires étrangères, M. de Burlet, ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique, et M. de Smet de Nacyer, ministre des Finances, agissant sous réserve de l'approbation de la Législature,

Et l'État Indépendant du Congo, représenté par M. E. Van Eetvelde, secrétaire d'État du dit État Indépendant :

ARTICLE PREMIER.

Sa Majesté le Roi-Souverain déclare céder dès à présent à la Belgique la souveraineté des territoires composant l'État Indépendant du Congo avec tous les droits et obligations qui y sont attachés, et l'État belge déclare accepter cette cession.

ART. 2.

La cession comprend tout l'avoir immobilier et mobilier de l'État Indépendant, et notamment :

1° La propriété de toutes les terres appartenant à son domaine public ou privé, sous réserve des obligations et charges indiquées dans l'annexe A de la présente Convention;

2° Les actions et parts de fondateurs qui lui ont été attribuées dans la constitution de la Société du chemin de fer, ainsi que toutes actions ou parts d'intérêts qui lui ont été attribuées dans les arrangements dont il est fait mention à l'annexe A.

3° Tous les bâtiments, constructions, installations, plantations et appropriations quelconques établis ou acquis par le Gouvernement de l'État Indé-

pendant, les objets mobiliers de toute nature et le bétail qu'il possède, ses bateaux et embarcations avec leur matériel, ainsi que son matériel d'armement militaire ;

4° L'ivoire, le caoutchouc et les autres produits africains qui sont actuellement la propriété de l'État Indépendant, de même que les objets d'approvisionnement et autres marchandises lui appartenant.

ART. 3.

D'autre part, la cession comprend tout le passif et tous les engagements financiers de l'État Indépendant, tels qu'ils sont détaillés dans l'annexe B.

ART. 4.

La date à laquelle la Belgique assumera l'exercice de son droit de souveraineté sur les territoires visés à l'article 1^{er} sera déterminée par arrêté royal.

Les recettes faites et les dépenses effectuées par l'État Indépendant à partir du 1^{er} janvier 1895 sont au compte de la Belgique.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité et y ont apposé leur cachet.

Fait en double expédition à Bruxelles, le 9 janvier 1895.

(L. S.) Comte DE MERODE DE WESTERLOO. (L. S.) EDM. VAN EETVELDE.

(L. S.) J. DE BURLET.

(L. S.) P. DE SMET DE NAEYER.

ANNEXE A.

Le Gouvernement de l'État Indépendant du Congo déclare que les terres qui ne sont pas occupées par des populations indigènes ou dont la propriété privée n'est pas constatée, au profit de non-indigènes, par un enregistrement officiel et une délimitation régulière, ne sont grevées d'aucune autre charge, hypothèque ni obligation de quelque nature que ce soit, sauf les exceptions indiquées ci-après.

N° 1.

La Compagnie du Congo pour le Commerce et l'Industrie a droit, en vertu de l'article 3 de la Convention conclue avec l'État Indépendant le 26 mars 1887, à la pleine propriété de 130,000 hectares de terre.

L'État Indépendant lui a concédé, jusqu'à ce jour, les terres suivantes :

| | H. | A. | C. |
|-----------------------------------|----------------|-----------|-----------|
| A Ponta da Lenha } | 600 | — | — |
| Quifoukou } | | | |
| Loango | | 83 | 28 |
| Id. | 50 | — | — |
| Chimbamba | | 70 | 03 |
| Boma | 1 | 47 | 12 |
| Id. | 1 | 53 | 93 |
| Id. | | 08 | 08 |
| Id. | | 68 | 22 |
| Id. | | 33 | 37 |
| Matadi | | 37 | 47 |
| Id. | | 34 | 66 |
| Id. | | 73 | — |
| Id. | 11 | 92 | 22 |
| Bussira-Tshnapa-Momboyo | 138.000 | — | — |
| Olombo (Sankuru) | 10 | — | — |
| | <u>138.679</u> | <u>09</u> | <u>42</u> |

N° 2.

La Compagnie du Chemin de fer du Congo a droit, en vertu de l'article 2 de la Convention qu'elle a signée avec l'État Indépendant le 9 novembre 1889, à :

1° L'usage de tous les terrains nécessaires pour l'établissement de la voie et de ses dépendances, y compris les quais d'embarquement et de débarquement aux deux points terminus du chemin de fer ; ces terrains seront

au besoin expropriés par l'État et à son compte pour être remis sans frais à la Compagnie;

2° L'entière propriété, sauf les réserves indiquées à l'article 3 de la convention (reproduit ci-après) de toutes les terres dont la Compagnie voudra prendre possession au fur et à mesure de la construction de la ligne, dans une zone de 200 mètres de profondeur de chaque côté de la voie ferrée;

3° L'entière propriété de 1,500 hectares de terres pour chaque kilomètre de voie ferrée construit et livré à l'exploitation.

Ces terres peuvent être choisies par la Compagnie en un ou plusieurs blocs, dans n'importe quelle partie du territoire de l'État, sous les réserves indiquées à l'article 3. Au cours de la construction, la Compagnie peut faire ce choix, entrer en possession provisoire des terres choisies et les exploiter au mieux de ses intérêts; elle entre en possession définitive à mesure de la mise en exploitation des diverses sections de la ligne. Elle doit avoir choisi toutes les terres qui lui sont concédées dans les cinq ans qui suivront l'achèvement total du chemin de fer.

Les terres qui sont affectées à l'installation de la ligne ferrée et de ses dépendances sont exemptes, pendant toute la durée de la concession, de toute taxe ou impôt foncier, les autres terres cédées à la Compagnie sont à tous égards placées sous le même régime et soumises aux mêmes dispositions légales que les terres appartenant à des particuliers et à des Compagnies.

Les terres mentionnées aux 2° et 3° ci-dessus doivent être prises parmi les terres vacantes appartenant à l'État et non occupées par les indigènes, et les droits de location ou autres qui existent au moment où la Compagnie fait son choix doivent être respectés.

Le Gouvernement peut exiger que le long du Congo et de ses affluents navigables chaque bloc de terrain choisi par la Compagnie n'ait pas plus de 2,000 mètres de rive et reste séparé d'un autre bloc concédé à la Compagnie par une longueur de rive de 2,000 mètres.

Le Gouvernement se réserve d'ailleurs les emplacements qu'il juge nécessaires pour les besoins de l'administration, de même que ceux qu'il juge devoir être affectés immédiatement ou par la suite à des travaux d'utilité publique autres que ceux du chemin de fer et de ses dépendances. Il indique ces terres au moment où la Compagnie fait son choix.

La Compagnie du chemin de fer a demandé jusqu'à présent et a obtenu les concessions suivantes :

| | H. | A. | C. |
|------------------|----|----|----|
| A Cunga. | 7 | 05 | — |
| Kenge | — | 12 | — |
| Id. | — | 25 | — |
| Id. | — | 05 | 25 |
| Id. | — | 05 | — |
| Id. | — | 05 | 75 |
| A reporter. . . | 7 | 56 | — |

| | H. | A. | C. |
|------------------------------|--------|-------|-------|
| Report. | 7 | 56 | — |
| Kumba | 1 | — | — |
| Irenguy | 1 | — | — |
| Bussira et Momboyo | 50,500 | — | — |
| Bolobo | 2,000 | — | — |
| Sankuru | 2,000 | — | — |
| | <hr/> | <hr/> | <hr/> |
| | 34.509 | 56 | — |
| | <hr/> | <hr/> | <hr/> |

N° 3.

La Compagnie du Katanga a droit, en vertu de l'article 9 de la convention du 12 mars 1891, à la pleine propriété du tiers des terrains appartenant au domaine de l'État, situés dans les territoires visés dans la convention prérappelée (Bassin du Haut-Congo, en amont de Riba-Riba), et la concession, pendant quatre-vingt-dix-neuf ans, de l'exploitation du sous-sol dans les terrains concédés.

La Compagnie possède, en outre, pendant vingt ans, un droit de préférence pour la concession de l'exploitation, aux conditions générales qui seront déterminées par le Gouvernement, de toutes les mines dont la Compagnie aura la première fait connaître l'existence dans les lots réservés à l'État. Ce droit de préférence s'exercera pendant six mois après la confirmation à M. le secrétaire d'État par le Conseil d'administration de la Compagnie à Bruxelles, de la notification de la découverte, qui devra être faite en Afrique d'après un règlement spécial édicté par l'État Indépendant du Congo.

Pour déterminer les terrains concédés à la Compagnie du Katanga en vertu du paragraphe 1^{er} de l'article 9, le territoire de l'État visé à la convention du 12 mars 1891 a été divisé en blocs de terrains comprenant en longitude et en latitude, six minutes géographiques de dimension. La répartition des lots de terrains doit avoir lieu conformément à l'échiquier reproduit sur un plan annexé à la dite convention.

L'État peut obtenir gratuitement la rétrocession, dans chaque bloc de terrain, d'une superficie totale de 20 hectares au maximum pour les besoins de son administration; il doit exercer son choix sur les terrains non encore exploités.

Aucune cession de terres ou de mines ne peut être faite ou rétrocédée par la Compagnie du Katanga à des sociétés ou à des particuliers pour des étendues supérieures à celle d'un des lots visés à l'article précédent, sans l'assentiment préalable du Gouvernement.

N° 4.

Le Syndicat des Tabacs, sous la gérance du Baron de Stein, a droit, en vertu de l'article 5 du contrat conclu avec l'État le 19 mars 1892, à l'entière propriété de 30,000 hectares de terre.

Cette concession a été faite gratuitement (art. 6 du contrat) à la condition expresse que, dans un délai de six ans à partir de la date du dit contrat, l'association ou ses ayants-droits réunisse des capitaux jusqu'à concurrence d'au moins 2,500,000 francs pour exploiter ces terres. Si, passé ce délai, les capitaux susmentionnés n'étaient pas formés, les terres feraient retour à l'État.

N° 5.

L'Anglo Belgian India Rubber and Exploration Comp^y L^d a droit, en vertu de l'article 4 du contrat conclu avec l'État Indépendant le 27 septembre 1892, à l'entière propriété des terres vacantes appartenant au domaine public dans les bassins du Lopori et de la Maringa autour de huit postes d'exploitation et ce dans un rayon de 5 licues.

Le concessionnaire est tenu de maintenir au moins huit postes d'exploitation ou commerciaux dans la région concédée.

D'après l'article 3 du contrat en question, tous les gisements miniers situés dans les bassins du Lopori et de la Maringa dont le concessionnaire découvrirait le premier l'existence, appartiendraient par moitiés indivises à l'État et au concessionnaire.

La Société a obtenu, en outre, pour un terme de trente ans, le droit d'exploiter le caoutchouc, la gomme copale et tous autres produits de la forêt dans les terres domaniales situées dans les bassins du Lopori et de la Maringa, à partir de Bassankoussou et y compris les forêts situées dans une zone de 20 kilomètres autour de ce poste.

N° 6.

M. Alex. de Browne de Tiège, agissant au nom d'un groupe de capitalistes pour lesquels il se porte fort, a fait, le 25 novembre 1892, avec l'État Indépendant, une convention aux termes de laquelle il s'engage à fournir, au dit État, à titre d'avances, pendant les trois années qui ont pris cours à la date de la convention, des sommes pouvant s'élever en principal, sans les intérêts courants et échus, à un total de cinq millions de francs, au fur et à mesure des besoins de l'État Indépendant du Congo. L'État doit remettre à *M. Alex. de Browne de Tiège*, si celui-ci l'exige, des bons du Trésor rapportant 6 p. % d'intérêt l'an et remboursables au plus tard le 1^{er} juillet 1895. Les intérêts doivent être liquidés le 1^{er} juillet 1895.

L'État Indépendant, pour garantir à *M. Alex. de Browne de Tiège* le remboursement intégral de ces avances ainsi que le paiement des intérêts, lui a vendu par la susdite convention, sous les garanties ordinaires de droit, toutes les terres lui appartenant dans les régions suivantes :

1° Dans celles limitées au Nord par le parallèle des Stanley-Falls jusqu'à la crête de partage des eaux de l'Aruwimi et du Congo, cette crête de partage jusqu'à la la ligne de faite orientale des eaux du Congo, puis la ligne de faite jusqu'au 5° méridien Sud, ce méridien et la crête de partage des eaux du

Congo et du Lomami ; les terres vendues comportent une contenance approximative de 7 millions d'hectares ;

2° Dans celles de l'Aruwimi situées en amont de la Lulu et limitées au Nord par la ligne de faite septentrionale de la première de ces deux rivières, jusqu'au 29° de longitude Est de Greenwich, ce méridien jusqu'à la ligne de faite méridionale de l'Aruwimi, cette ligne de faite jusqu'au Congo. Ces terres comprennent une superficie approximative de 3 millions d'hectares ;

3° Dans celles du lac Léopold II et de la rivière Lukenye, affluent du dit lac, à l'ouest du 23° méridien Est de Greenwich, comportant une contenance approximative de 6 millions d'hectares.

Cette vente a été faite et acceptée à la condition expresse que l'État se réserve, jusqu'au 1^{er} juillet 1893, la jouissance exclusive des biens vendus et que si, à cette date, l'État avait remboursé les avances faites jusqu'alors avec tous les intérêts échus, il aurait le droit de rentrer dans la possession des biens. Passé ce délai, si le remboursement intégral des avances avec les intérêts n'est pas opéré, M. Alex. de Browne de Tiège conservera définitivement la propriété des biens vendus et il en aura désormais la jouissance exclusive.

Les biens énumérés ci-dessus ont été vendus libres de toute hypothèque, et de tout droit de location, mais dans l'état où ils se trouvent, ainsi qu'ils se poursuivent, s'étendent et se comportent avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes qui peuvent les grever ou les avantager.

L'acquéreur a déclaré se contenter de la désignation des biens telle qu'elle est faite plus haut et ne pas exiger de plus ample description.

Sont exclues de la vente, les terres domaniales situées dans une zone comportant un rayon de 30 kilomètres autour du point d'Inongo, sur la rive orientale du lac Léopold II.

N° 7.

La Société anversoise du commerce au Congo a obtenu, pour un terme renouvelable de 50 années, la concession des forêts domaniales situées dans le bassin de la Mongalla, avec le droit exclusif d'exploiter ou faire exploiter le caoutchouc, la gomme copale et tous autres produits de la forêt.

La concession comprend la location, pour un terme de 50 années, de toutes les terres domaniales situées dans le bassin de la Mongalla.

La concession ne pourra être transférée à des tiers ni grevée de charges quelconques sans l'autorisation écrite et préalable du Gouvernement de l'État Indépendant du Congo.

Le concessionnaire est tenu d'acquitter, indépendamment de tous impôts, droits d'entrée et de sortie, péages et redevances quelconques fixées par la loi, une redevance spéciale de 300 francs par 1,000 kilogrammes de caoutchouc exploité dans les forêts concédés et de 150 francs pour la même quantité de cire ou de copal. L'ivoire et les autres produits sont sujets à une redevance spéciale d'exploitation équivalant à 5 p. % de leur valeur sur les marchés d'Europe.

L'État s'est engagé à accorder au concessionnaire la moitié en indivis de la propriété des mines que les agents du concessionnaire découvriront dans le bassin de la Mongalla, et dont ils feraient, les premiers, connaître l'existence à l'État. Cet engagement s'appliquera uniquement aux mines que le concessionnaire fera connaître dans un délai de 20 ans à partir du contrat.

•
N° 8.

La Nieuwe Afrikaansche-Handels Vennootschap possède, dans diverses localités, des terrains représentant une superficie totale de 6,297 hectares 48 ares environ. Elle a obtenu, en outre, le 25 mars 1893, une concession d'exploiter le caoutchouc, aux conditions générales du décret du 30 octobre 1892, en cinq points situés dans le domaine public, dont le choix devra être ratifié par le Gouverneur général. Le concessionnaire ne paiera que les redevances applicables au public.

N° 9.

La Société anonyme Belge pour le commerce du Haut-Congo a obtenu, le 17 décembre 1892, la concession exclusive, jusqu'en 1900, de l'exploitation du caoutchouc dans un rayon de 30 kilomètres autour de deux points à choisir de commun accord sur les rives de l'Itimbiri, et la même concession dans un même rayon autour de Banzyville. Les produits récoltés ne sont soumis à aucune redevance spéciale.

N° 10.

M. Alex. de Browne de Tiège a obtenu, par contrat du 4 novembre 1893, la location et une concession d'exploitation du caoutchouc, pour un terme de vingt-cinq ans, dans un rayon de 30 kilomètres autour de deux points à déterminer d'un commun accord, dans les régions ouvertes à l'exploitation du caoutchouc par le décret du 30 octobre 1892. Il est tenu d'acquitter une redevance spéciale de 300 francs par tonne de caoutchouc récolté et de 3 p. % *ad valorem* sur tous les autres produits. Il est tenu de fonder une société au capital de 300,000 francs au moins, pour établir des plantations de café ou de cacao sur la concession. Les terres mises en valeur pourront être achetées par le concessionnaire à l'expiration du terme de concession à raison de 100 francs l'hectare.

N° 11.

La Société anonyme des Produits végétaux du Haut-Kassai a obtenu de l'État Indépendant la concession de 1,000 hectares à N'Galicoco, sur la rive droite de la Lulua, et le droit d'option, pendant dix ans, sur 4,000 autres hectares attenants à la propriété susdite de 1,000 hectares. Elle a obtenu l'autorisation d'exploiter le caoutchouc autour de sa concession.

N° 12.

MM. Fichet, frères, à Saint-Gilles, ont fait, le 23 juillet 1894, un contrat avec l'État par lequel celui-ci s'engage à leur livrer, pendant cinq ans, à certaines conditions, les bois provenant de l'exploitation des forêts domaniales du Congo. A l'expiration de ces cinq années, ils pourront obtenir la concession exclusive pour vingt-cinq années, sous certaines conditions, de l'exploitation des bois dans trois blocs de 23 kilomètres de rive et 1,000 mètres de profondeur, dont deux dans le Haut-Congo et le troisième dans le Chiloango.

N° 13.

M. Van Aertselaer, supérieur général de la Congrégation de Scheut, a obtenu de l'État Indépendant les concessions suivantes :

| | |
|--------------------------------|-----------------|
| A Berghe-Sainte-Marie. | 400 hectares. |
| Nouvelle-Anvers | 400 — |
| Luluabourg. | 400 — |
| Moanda | 200 — |
| | 1,400 hectares. |

Divers engagements portant sur des étendues maxima de 1,000 hectares ont été pris en faveur de nouvelles Missions à créer ultérieurement au Congo.

N° 14.

Le Révérend Père Delvaux, provincial de la Compagnie de Jésus, a obtenu la concession de 400 hectares à Kimuenza (Léopoldville).

N° 15.

La Congrégation des Sœurs de Notre-Dame a obtenu la concession de 400 hectares à Kimuenza (Léopoldville).

N° 16.

La Mission des Pères Trappistes a obtenu de l'État Indépendant la concession de 400 hectares près de Léopoldville.

Bruxelles, le 7 janvier 1895.

EDM. VAN EETVELDE.

ANNEXE B.

Le Gouvernement de l'État Indépendant déclare que, outre les sommes dues pour des services et des fournitures de l'administration courante afférents aux derniers mois de 1894, et non soldés au 31 décembre de cette année, ses seuls engagements financiers sont ceux qui résultent :

1° Des émissions faites par décrets des 14 février 1888 et 6 février 1889 à concurrence de 700.000 titres de l'emprunt à lots créé par décret du Roi-Souverain du 7 février 1888. Le service de cet emprunt est assuré au moyen d'un fonds d'amortissement déposé à la Société Générale pour favoriser l'Industrie Nationale.

2° Des arrangements faits avec les anciens membres du Comité d'études du Haut-Congo à concurrence d'une somme de 422.200 francs productive d'un intérêt de 2 1/2 p. o/o à partir du 2 janvier 1900 ;

3° Des avances faites par l'État belge, conformément à la convention du 1^{er} juillet 1890 ;

4° Des avances faites en 1892, 1893 et 1894 par M^r A. de Browne de Tiège, d'Anvers, en vertu d'un contrat du 25 novembre 1892, sur des terrains situés au Congo, dont il deviendrait propriétaire si ces avances ne lui étaient pas remboursées avant le 1^{er} juillet 1895. Les dites avances, avec les intérêts échus, représentent au 31 décembre 1894 une somme de fr. 5,155,413-25.

5° De la partie du traitement des agents du service d'Afrique tenue en réserve, conformément aux règlements, jusqu'à leur retour en Europe et placée avec d'autres sommes à la Caisse d'épargne de l'État du Congo. Le total des obligations incombant à cette caisse s'élève au 31 décembre 1894, à fr. 774,719-95.

Ces obligations sont représentées par les contre-valeurs suivantes :

| | |
|---|----------------|
| a) Par des avances remboursables faites au fonds de garantie de l'emprunt à lots de 1887 et s'élevant à ce jour, intérêts compris, à | fr. 204,103 69 |
| b) Par un cautionnement de £ 5,203 versé à la Trésorerie de la colonie de Lagos en garantie des engagements pris envers des hommes recrutés, soit | 152,156 20 |
| c) Par une encaisse en espèces que l'État s'engage à tenir à la disposition du Gouvernement Belge au Congo et à Bruxelles | fr. 438,460 06 |
| Total. | fr. 774,719 95 |

Tout engagement financier non compris dans ceux qui précèdent resterait pour compte personnel de Sa Majesté en cas de reprise de l'État du Congo par la Belgique.

Bruxelles, le 7 janvier 1895.

EDM. VAN EMTVELDE.

ARRANGEMENT PROVISOIRE.

A. A partir du 1^{er} janvier 1895, aucune dépense ne sera effectuée ni engagée par l'État Indépendant du Congo sans l'assentiment du Ministre des Finances de Belgique. Celui-ci sera tenu au courant de toutes les opérations de la comptabilité.

B. A partir de la même date, les dépenses effectuées par l'État Indépendant du Congo et les recettes encaissées par lui le seront pour le compte de la Belgique, sous réserve de l'adoption par les Chambres du projet de loi relatif à la reprise du Congo qui sera déposé au cours du premier trimestre de l'année 1895.

C. Si les recettes normales de l'État Indépendant du Congo ne suffisaient pas à assurer la marche de l'administration courante, il serait suppléé à l'insuffisance par les soins du Roi-Souverain. Les avances ainsi faites seront remboursées par la Belgique lors de la reprise.

Bruxelles, le 9 janvier 1895.

Pour la Belgique :

Le Ministre des Finances,

P. DE SMET DE NAEVER.

Pour l'État du Congo :

Le Secrétaire d'État,

EDM. VAN EETVELDE.



(68)

ANNEXES A L'EXPOSÉ DES MOTIFS.

INTRODUCTION.

N° 1.

Testament du Roi.

Nous, LÉOPOLD II, ROI DES BELGES, Souverain de l'État Indépendant du Congo :

Voulant assurer à Notre patrie bien aimée les fruits de l'œuvre que, depuis de longues années, Nous poursuivons dans le continent africain, avec le concours généreux et dévoué de beaucoup de Belges ;

Convaincu de contribuer ainsi à assurer à la Belgique, si elle le veut, les débouchés indispensables à son commerce et à son industrie et d'ouvrir à l'activité de ses enfants des voies nouvelles ;

Déclarons, par les présentes, léguer et transmettre, après notre mort, à la Belgique, tous nos droits souverains sur l'État Indépendant du Congo, tels qu'ils ont été reconnus par les déclarations, conventions et traités intervenus depuis 1884, entre les Puissances étrangères, d'une part, l'Association internationale du Congo et l'État Indépendant du Congo, d'autre part, ainsi que tous biens, droits et avantages attachés à cette souveraineté.

En attendant que la Législature belge se soit prononcée sur l'acceptation de mes dispositions prédites, la souveraineté sera exercée collectivement par le Conseil des trois administrateurs de l'État Indépendant du Congo et par le Gouverneur général.

Fait à Bruxelles, le 2 août 1889.

(Signé) LEOPOLD.

N° 2.

Lettre du Roi à M. Boernaert du 5 août 1889.**CHER MINISTRE,**

Je n'ai jamais cessé d'appeler l'attention de mes compatriotes sur la nécessité de porter leurs vues vers les contrées d'outre-mer.

L'histoire enseigne que les pays à territoire restreint ont un intérêt moral et matériel à rayonner au delà de leurs étroites frontières. La Grèce fonda sur les rivages de la Méditerranée d'opulentes cités, foyers des arts et de la civilisation. Venise, plus tard, établit sa grandeur sur le développement de ses relations maritimes et commerciales, non moins que sur ses succès politiques. Les Pays-Bas possèdent aux Indes trente millions de sujets qui échangent contre les denrées tropicales les produits de la mère-patrie.

C'est en servant la cause de l'humanité et du progrès que des peuples de second rang apparaissent comme des membres utiles de la grande famille des nations. Plus que nulle autre, une nation manufacturière et commerçante comme la nôtre doit s'efforcer d'assurer des débouchés à tous ses travailleurs, à ceux de la pensée, du capital et des mains.

Ces préoccupations patriotiques ont dominé ma vie. Ce sont elles qui ont déterminé la création de l'œuvre africaine.

Mes peines n'ont pas été stériles : un jeune et vaste État, dirigé de Bruxelles, a pris pacifiquement place au soleil, grâce à l'appui bienveillant des Puissances qui ont applaudi à ses débuts. Des Belges l'administrent, tandis que d'autres compatriotes, chaque jour plus nombreux, y font déjà fructifier leurs capitaux.

L'immense réseau fluvial du Congo supérieur ouvre à nos efforts des voies de communication rapides et économiques, qui permettent de pénétrer directement jusqu'au centre du continent africain. La construction du chemin de fer de la région des cataractes, désormais assurée, grâce au vote récent de la Législature, accroitra notablement ces facilités d'accès. Dans ces conditions, un grand avenir est réservé au Congo, dont l'immense valeur va prochainement éclater à tous les yeux.

Au lendemain de cet acte considérable, j'ai cru de mon devoir de mettre la Belgique à même, lorsque la mort viendra me frapper, de profiter de mon œuvre ainsi que du travail de ceux qui m'ont aidé à la fonder et à la diriger et que je remercie ici une fois de plus. J'ai donc fait, comme Souverain de l'État Indépendant du Congo, le testament que je vous adresse ; je vous demanderai de le communiquer aux Chambres législatives au moment qui nous paraîtra le plus opportun.

Les débuts des entreprises comme celles qui m'ont tant préoccupé sont difficiles et onéreux. J'ai tenu à en supporter les charges. Un Roi, pour rendre service à son pays, ne doit pas craindre de concevoir et de poursuivre la réalisation d'une œuvre même téméraire en apparence. La richesse d'un Souverain consiste dans la prospérité publique : elle seule peut constituer à ses yeux un trésor enviable qu'il doit tendre constamment à accroître.

Jusqu'au jour de ma mort, je continuerai dans la même pensée d'intérêt national qui m'a guidé jusqu'ici, à diriger et à soutenir notre œuvre africaine; mais si, sans attendre ce terme, il convenait au pays de contracter des liens plus étroits avec mes possessions du Congo, je n'hésiterais pas à les mettre à sa disposition. Je serais heureux, de mon vivant, de l'en voir en pleine jouissance. Laissez-moi, en attendant, vous dire combien je suis reconnaissant envers les Chambres comme envers le Gouvernement, pour l'aide qu'ils m'ont prêtée à diverses reprises dans cette création. Je ne crois pas me tromper en affirmant que la Belgique en retirera de sérieux avantages et verra s'ouvrir devant elle, sur un continent nouveau, d'heureuses et larges perspectives.

Croyez moi, cher Ministre,

Votre très dévoué et très affectionné.

(Signé) LÉOPOLD.

N° 3.

Convention entre la Belgique et l'État Indépendant du Congo du 3 juillet 1890.

Entre l'État belge, représenté par M. A. Beernaert, Ministre des Finances, agissant sous réserve de l'approbation de la Législature et l'État Indépendant du Congo, représenté par M. E. Van Eetvelde, Administrateur général du Département des Affaires étrangères, à ce autorisé par le Roi-Souverain, est intervenue la convention suivante :

I. L'État belge s'engage à avancer, à titre de prêt, à l'État Indépendant du Congo, une somme de 25 millions de francs, et ce savoir : cinq millions de francs aussitôt après l'approbation de la Législature et deux millions de francs par an, pendant dix ans, à partir de ce premier versement.

Pendant ces dix années, les sommes ainsi prêtées ne seront point productives d'intérêts.

II. Six mois après l'expiration du prêt terme de dix ans, l'État belge pourra, s'il le juge bon, s'annexer l'État Indépendant du Congo avec tous les biens, droits et avantages attachés à la souveraineté de cet État, tels qu'ils ont été reconnus et fixés, notamment par l'Acte général de Berlin du 26 février 1885, et par l'Acte général de Bruxelles et la déclaration du 2 juillet 1890; mais aussi à charge de reprendre les obligations du dit État envers les tiers, le Roi-Souverain refusant expressément toute indemnité du chef des sacrifices personnels qu'il s'est imposés.

Une loi réglera le régime spécial sous lequel les territoires du Congo seront alors placés.

III. Dès à présent, l'État belge recevra de l'État Indépendant du Congo, tels renseignements qu'il jugera désirables sur la situation économique, commerciale et financière de celui-ci. Il pourra notamment demander communication des budgets de recettes et de dépenses, et des relevés de la douane quant aux entrées et aux sorties.

Ces renseignements ne doivent avoir d'autre but que d'éclairer le Gouverne-

ment belge et celui-ci ne s'immiscera en aucune manière dans l'administration de l'État Indépendant du Congo, qui continuera à n'être rattaché à la Belgique que par l'union personnelle des deux couronnes.

Toutefois, l'État du Congo s'engage à ne contracter désormais aucun nouvel emprunt sans l'assentiment du Gouvernement belge.

IV. Si, au terme prédit, la Belgique décidait de ne pas accepter l'annexion de l'État du Congo, la somme de 25 millions de francs prêtée, inscrite au grand livre de sa dette, ne deviendrait exigible qu'après un nouveau terme de dix ans, mais elle serait, entre temps, productive d'un intérêt annuel de 3 1/2 p. %, payable par semestre, et même avant ce terme, l'État Indépendant du Congo devrait affecter à des remboursements partiels, toutes les sommes à provenir de cessions de terres ou de mines domaniales.

Fait en double, à Bruxelles, le 3 juillet 1890.

A. BEERNAERT.

E. VAN EETVELDE.

CHAPITRE PREMIER.

I. — LIMITES.

N° 4.

Convention entre le Gouvernement de la République Française et l'Association Internationale du Congo du 5 février 1885.

ARTICLE I.

L'Association Internationale du Congo déclare étendre à la France les avantages qu'elle a concédés aux États-Unis d'Amérique, à l'Empire d'Allemagne, à l'Angleterre, à l'Italie, à l'Autriche-Hongrie, aux Pays-Bas et à l'Espagne, en vertu des conventions qu'elle a conclues avec ces diverses puissances, aux dates respectives des 22 avril, 8 novembre, 16, 19, 24, 29 décembre 1884 et 7 janvier 1885, et dont les textes sont annexés à la présente convention.

ARTICLE II.

L'Association s'engage, en outre, à ne jamais accorder d'avantages, de quelque nature qu'ils soient, aux sujets d'une autre nation, sans que ces avantages ne soient immédiatement étendus aux citoyens français.

ARTICLE III.

Le Gouvernement de la République Française et l'Association adoptent pour frontières entre leurs possessions :

La rivière Chiloango depuis l'Océan jusqu'à sa source la plus septentrionale ;

La crête de partage des eaux du Niadi-Quillou et du Congo jusqu'au delà du méridien de Manyanga ;

Une ligne à déterminer, et qui, suivant autant que possible, une division naturelle du terrain, aboutisse entre la station de Manyanga et la cataracte de Ntombi Mataka, en un point situé sur la partie navigable du fleuve ;

Le Congo jusqu'au Stanley-Pool ;

La ligne médiane du Stanley-Pool ;

Le Congo jusqu'à un point à déterminer en amont de la rivière Licona-Nkundja ;

Une ligne à déterminer depuis ce point jusqu'au 17^m° degré de longitude Est de Greenwich, en suivant autant que possible, la ligne de partage d'eaux du bassin de la Licona-Nkundja, qui fait partie des possessions françaises ;

Le 17^m° degré de longitude Est de Greenwich.

ARTICLE IV.

Une Commission, composée de représentants des parties contractantes, en nombre égal des deux côtés, sera chargée d'exécuter sur le terrain le tracé de la frontière, conformément aux stipulations précédentes. En cas de différends, le règlement en sera arrêté par des délégués à nommer par la Commission internationale du Congo.

ARTICLE V.

Sous réserve des arrangements à intervenir entre l'Association Internationale du Congo et le Portugal, pour les territoires situés au Sud du Chiloango, le Gouvernement de la République Française est disposé à reconnaître la neutralité des possessions de l'Association Internationale comprises dans les frontières indiquées sur la carte ci-jointe, sauf à discuter et à régler les conditions de cette neutralité d'accord avec les autres Puissances représentées à la Conférence de Berlin.

ARTICLE VI.

Le Gouvernement de la République Française reconnaît le drapeau de l'Association Internationale du Congo — drapeau bleu avec étoile d'or au centre — comme le drapeau d'un Gouvernement ami.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé leur cachet.

Fait à Paris, le 5 février 1885.

(L. S.) (s.) JULES FERRY.

(L. S.) (s.) COMTE PAUL DE BORCHGRAVE D'ALTENA.

N° 5.

**Convention entre l'État Indépendant du Congo et la République Française
du 29 avril 1887.**

Le Gouvernement de l'État Indépendant du Congo et le Gouvernement de la République Française, après s'être fait rendre compte des travaux des commissaires qu'ils avaient chargés d'exécuter sur le terrain, autant qu'il serait possible, le tracé des frontières entre leurs possessions, se sont trouvés d'accord pour admettre les dispositions suivantes comme réglant définitivement l'exécution des derniers paragraphes de l'article 3 de la Convention du 5 février 1885.

Depuis son confluent avec le Congo, le thalweg de l'Oubangui formera la frontière jusqu'à son intersection avec le quatrième parallèle nord.

L'État Indépendant du Congo s'engage vis-à-vis du Gouvernement de la République Française à n'exercer aucune action politique sur la rive droite de l'Oubangui au nord du quatrième parallèle. Le Gouvernement de la République Française s'engage de son côté à n'exercer aucune action politique sur la rive gauche de l'Oubangui au nord du même parallèle, le thalweg formant dans les deux cas la séparation.

En aucun cas, la frontière septentrionale de l'État du Congo ne descendra au-dessous du quatrième parallèle nord, limite qui lui est déjà reconnue par l'article 5 de la Convention du 5 février 1885.

Les deux Gouvernements sont convenus de consigner ces dispositions dans le présent protocole.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés, l'ont revêtu de leur signature et y ont apposé leur cachet.

Fait à Bruxelles, le 29 avril 1887.

*L'Administrateur Général
des Affaires Étrangères de l'État
Indépendant du Congo.*

(S.) EDM. VAN EETVELDE.

*L'Envoyé Extraordinaire et Ministre
plénipotentiaire de la République française
à Bruxelles.*

(S.) A. BOURÉE.

N° 6.

**Arrangement conclu, le 14 août 1894, entre l'État Indépendant du Congo et la
République Française, au sujet de la délimitation de leurs possessions respec-
tives en Afrique.**

Les soussignés, Joseph Devolder, ancien Ministre de la Justice et ancien Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique de Sa Majesté le Roi des Belges, vice-président du Conseil supérieur de l'État Indépendant du Congo, Officier de l'Ordre de Léopold de Belgique, Grand Officier de l'Ordre de la Légion d'honneur, etc.

Et le baron Constant Goffinet, Chevalier de l'Ordre de Léopold de Belgique, Chevalier de l'Ordre de la Légion d'honneur, etc.

Gabriel Hanotaux, Ministre des Affaires Étrangères de la République Française, Officier de l'Ordre de la Légion d'honneur, etc.

Et Jacques Haussmann, Directeur des Affaires politiques et commerciales au Ministère des Colonies, Officier de l'Ordre de la Légion d'honneur, Chevalier de l'Ordre de Léopold de Belgique, etc.

Plénipotentiaires de l'État Indépendant du Congo et de la République Française, délégués à l'effet de préparer un accord relatif à la délimitation des possessions respectives des deux États et de régler les autres questions pendantes entre eux, sont convenus des dispositions suivantes :

ARTICLE PREMIER.

La frontière entre l'État Indépendant du Congo et la Colonie du Congo français après avoir suivi le thalweg de l'Oubangui jusqu'au confluent du M'Bomou (1), et du Ouellé, sera constituée ainsi qu'il suit :

- 1° Le thalweg du M'Bomou jusqu'à sa source;
- 2° Une ligne droite rejoignant la crête de partage des eaux entre les bassins du Congo et du Nil.

A partir de ce point, la frontière de l'État Indépendant est constituée par ladite crête de partage jusqu'à son intersection avec le 30° degré de longitude Est de Greenwich (27° 40' Paris).

ARTICLE 2.

Il est entendu que la France exercera, dans des conditions qui seront déterminées par un arrangement spécial, le droit de police sur le cours du M'Bomou, avec un droit de suite sur la rive gauche. Ce droit de police ne pourra s'exercer sur la rive gauche qu'exclusivement le long de la rivière, en cas de flagrant délit, et autant que la poursuite par les agents français serait indispensable pour amener l'arrestation des auteurs d'infractions commises sur le territoire français ou sur les eaux de la rivière.

Elle aura, au besoin, un droit de passage sur la rive gauche, pour assurer ses communications le long de la rivière.

ARTICLE 3.

Les postes établis par l'État Indépendant au nord de la frontière stipulée par le présent arrangement seront remis aux agents accrédités par l'autorité française au fur et à mesure que ceux-ci se présenteront sur les lieux.

Des instructions à cet effet seront concertées immédiatement entre les deux Gouvernements et seront adressées à leurs agents respectifs.

(1) Les termes de « M'Bomou » et « Sources du M'Bomou » se rapportent aux indications contenues dans la carte de Junker (Gotha, Justus Perthes, 1888).

ARTICLE 4.

L'État Indépendant s'engage à renoncer à toute occupation et à n'exercer, à l'avenir, aucune action politique d'aucune sorte à l'Ouest et au Nord d'une ligne ainsi déterminée :

Le 30^e degré de longitude Est de Greenwich (27°40' Paris) à partir de son intersection avec la crête de partage des eaux des bassins du Congo et du Nil, jusqu'au point où ce méridien rencontre le parallèle 5°50', puis ce parallèle jusqu'au Nil.

ARTICLE 5.

Le présent arrangement sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Paris dans le délai de trois mois ou plus tôt, si faire se peut.

ARTICLE 6.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont dressé le présent arrangement et y ont apposé leurs signatures.

Fait à Paris, en double exemplaire, le 14 août 1894.

J. DEVOLDER,
Baron GOFFINET.

G. HANOTAUX,
J. HAUSSMANN.

Les ratifications ont été échangées à Paris le 27 décembre 1894.

N° 7.

Déclaration échangée entre le Gouvernement belge et le Gouvernement de la République Française, le 5 février 1895.

Le Gouvernement belge et le Gouvernement de la République Française conviennent d'adopter pour limites de leurs possessions respectives dans le Stanley-Pool :

La ligne médiane du Stanley-Pool jusqu'au point de contact de cette ligne avec l'île de Bamou, la rive méridionale de cette île jusqu'à son extrémité orientale, ensuite la ligne médiane du Stanley-Pool.

L'île de Bamou, les eaux et les îlots compris entre l'île de Bamou et la rive septentrionale du Stanley-Pool seront à la France; les eaux et les îles comprises entre l'île de Bamou et la rive méridionale du Stanley-Pool seront à la Belgique.

Il ne sera pas créé d'établissements militaires dans l'île de Bamou.

En foi de quoi, les soussignés ont dressé la présente déclaration qu'ils ont revêtue de leurs cachets.

Fait en double exemplaire, à Paris, le 5 février 1895.

(L. S.) B^{on} D'ANETHAN.

(L. S.) G. HANOTAUX.

N° 8.

**Arrangement conclu, le 12 mai 1894, entre l'État Indépendant du Congo
et le Gouvernement Britannique.**

Les soussignés, Monsieur Van Eetvelde, Officier de l'Ordre de Léopold, Grand-Croix des Ordres du Christ de Portugal, de Saint-Grégoire le Grand et de la Rédemption Africaine, Secrétaire d'État de l'Intérieur de l'État Indépendant du Congo, agissant au nom de l'État Indépendant du Congo,

Et

l'Honorable Sir Francis Richard Plunkett, Chevalier, Grand-Croix de l'Ordre de Saint-Michel et Saint-Georges, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de Sa Majesté Britannique près le Roi des Belges, agissant au nom du Gouvernement Britannique, dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, sont convenus comme suit :.....

ARTICLE I.

A. — Il est convenu que la sphère d'influence de l'État Indépendant du Congo sera limitée au Nord de la sphère allemande dans l'Est africain par une frontière suivant le 50° méridien Est de Greenwich, jusqu'à son intersection avec la crête de partage des eaux du Nil et du Congo, et cette crête de partage dans la direction du Nord et du Nord-Ouest.

B. — La frontière entre l'État Indépendant du Congo et la sphère britannique au Nord du Zambèze, suivra une ligne allant directement de l'extrémité du cap Akalunga, sur le lac Tanganika, situé au point le plus septentrional de la baie de Cameron. par environ 8°15' latitude Sud, à la rive droite de la rivière Luapula, au point où cette rivière sort du lac Moëro. La ligne sera ensuite prolongée directement jusqu'à l'embouchure de cette rivière dans le lac; toutefois, vers le Sud du lac, elle déviara de façon à laisser l'île de Kilwa à la Grande-Bretagne. Puis elle suivra le « thalweg » de la Luapula, jusqu'au point où cette rivière sort du lac Bangwelo. Elle suivra ensuite, dans la direction du Sud, le méridien de longitude passant par ce point jusqu'à la crête de partage du Congo et du Zambèze, puis cette crête de partage jusqu'à la frontière portugaise.

N° 9.

**Convention entre l'Empire d'Allemagne et l'Association Internationale du Congo
du 8 novembre 1884.**

ARTICLE I.

L'Association Internationale du Congo s'engage à ne prélever aucun droit sur les articles ou marchandises importés directement ou en transit dans ses possessions présentes et futures des bassins du Congo et du Niadi-Kwilu, ou dans ses possessions situées au bord de l'Océan Atlantique. Cette franchise de droit s'étend particulièrement aux marchandises et articles de commerce qui sont transportés par les routes établies autour des cataractes du Congo.

ARTICLE II.

Les sujets de l'Empire Allemand auront le droit de séjourner et de s'établir sur les territoires de l'Association. Ils seront traités sur le même pied que les sujets de la nation la plus favorisée y compris les habitants du pays, en ce qui concerne la protection de leurs personnes et de leurs biens, le libre exercice de leurs cultes, la revendication et la défense de leurs droits, ainsi que par rapport à la navigation, au commerce et à l'industrie.

Spécialement, ils auront le droit d'acheter, de vendre et de louer des terres et des édifices situés sur les territoires de l'Association, d'y fonder des maisons de commerce et d'y faire le commerce ou le cabotage sous pavillon allemand.

ARTICLE III.

L'Association s'engage à ne jamais accorder d'avantages, n'importe lesquels, aux sujets d'une autre nation, sans que ces avantages soient immédiatement étendus aux sujets Allemands.

ARTICLE IV.

En cas de cession du territoire actuel ou futur de l'Association, ou d'une partie de ce territoire, les obligations contractées par l'Association envers l'Empire d'Allemagne seront imposées à l'acquéreur. Ces obligations et les droits accordés par l'Association à l'Empire d'Allemagne et à ses sujets resteront en vigueur après toute cession vis-à-vis de chaque nouvel acquéreur.

ARTICLE V.

L'Empire d'Allemagne reconnaît le pavillon de l'Association — drapeau bleu avec étoile d'or au centre — comme celui d'un État ami.

ARTICLE VI.

L'Empire d'Allemagne est prêt à reconnaître de son côté les frontières du territoire de l'Association et du nouvel État à créer, telles qu'elles sont indiquées sur la carte ci-jointe.

ARTICLE VII.

Cette convention sera ratifiée et les ratifications seront échangées dans le plus bref délai possible.

Cette convention entrera en vigueur immédiatement après l'échange des ratifications.

Ainsi fait à Bruxelles, le huit novembre 1800 quatre-vingt-quatre.

Signé : COMTE DE BRANDENBOURG.

Signé : STRAUCH.

N° 10.

Convention entre le Portugal et l'Association Internationale du Congo
du 14 février 1885.

ARTICLE I.

L'Association Internationale du Congo déclare étendre au Portugal les avantages qu'elle a concédés aux États-Unis d'Amérique, à l'Empire d'Allemagne, à l'Angleterre, à l'Italie, à l'Autriche-Hongrie, aux Pays-Bas, à l'Espagne, à la France et aux Royaumes Unis de Suède et de Norvège, en vertu des conventions qu'elle a conclues avec ces diverses puissances aux dates respectives des 22 Avril, 8 Novembre, 16, 19, 24, 29 Décembre 1884, 7 Janvier, 5 et 10 Février 1885, et dont l'Association s'engage à remettre des copies authentiques au Gouvernement de Sa Majesté Très Fidèle.

ARTICLE II.

L'Association Internationale du Congo s'engage en outre à ne jamais accorder d'avantages, de quelque nature qu'ils soient, aux sujets d'une autre nation, sans que ces avantages soient immédiatement étendus aux sujets de Sa Majesté Très Fidèle.

ARTICLE III.

L'Association Internationale du Congo et Sa Majesté Très Fidèle le Roi de Portugal et des Algarves adoptent pour frontières entre leurs possessions dans l'Afrique occidentale savoir :

Au nord du fleuve Congo (Zaïre), la droite joignant l'embouchure de la rivière qui se jette dans l'océan Atlantique, au sud de la baie de Cabinda, près de Ponta Vermelha, à Cabo-Lombo ;

Le parallèle de ce dernier point prolongé jusqu'à son intersection avec le méridien du confluent du Culacalla avec le Luculla ;

Le méridien ainsi déterminé jusqu'à sa rencontre avec la rivière Luculla ;

Le cours du Luculla jusqu'à son confluent avec le Chiloango (Luango Luce) ;

Le cours du Congo (Zaïre) depuis son embouchure jusqu'à son confluent avec la petite rivière de Uango-Uango ;

Le méridien qui passe par l'embouchure de la petite rivière de Uango-Uango entre la factorerie hollandaise et la factorerie portugaise, de manière à laisser celle-ci en territoire portugais, jusqu'à la rencontre de ce méridien avec le parallèle de Noqui ;

Le parallèle de Noqui jusqu'à son intersection avec la rivière Kuango (Cuango) ;

A partir de ce point, dans la direction du sud, le cours du Kuango (Cuango).

ARTICLE IV.

Une Commission composée de représentants des parties contractantes en nombre égal des deux côtés, sera chargée d'exécuter sur le terrain le tracé de la frontière conformément aux stipulations précédentes. En cas de différend, le règlement en sera arrêté par des délégués qui seront nommés par la Commission internationale du Congo.

ARTICLE V.

Sa Majesté Très Fidèle le Roi de Portugal et des Algarves est disposée à reconnaître la neutralité des possessions de l'Association Internationale du Congo, sauf à discuter et à régler les conditions de cette neutralité d'accord avec les autres puissances représentées à la Conférence de Berlin.

ARTICLE VI.

Sa Majesté Très Fidèle le Roi de Portugal et des Algarves reconnaît le drapeau de l'Association Internationale du Congo — drapeau bleu avec étoile d'or au centre — comme le drapeau d'un Gouvernement ami.

ARTICLE VII.

La présente Convention sera ratifiée et les ratifications seront échangées à Paris dans un délai de trois mois ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi les Plénipotentiaires des deux Parties contractantes ainsi que Son Excellence le Baron de Courcel, Ambassadeur Extraordinaire et Plénipoten-

tière de France à Berlin, comme représentant la Puissance médiatrice, ont signé la présente convention et y ont apposé leur cachet.

Fait en triple à Berlin, le quatorzième jour du mois de Février dix huit cent quatre-vingt-cinq.

(Signé) STRAUCH.

(Signé) MARQUIS DE PÉNAFIEL.

(Signé) ALPH. DE COURCEL.

N° 11.

Convention entre l'État Indépendant du Congo et le Portugal, signée à Lisbonne, le 25 mai 1891.

Sa Majesté le Roi-Souverain de l'État Indépendant du Congo,

et

Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves,

animés du désir de resserrer par des relations de bon voisinage et de parfaite harmonie les liens d'amitié qui existent entre les deux pays, ont résolu de conclure à cet effet un traité spécial pour la délimitation de leurs sphères de souveraineté et d'influence respectives dans la région du Lunda et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté le Roi-Souverain de l'État Indépendant du Congo :

M. Édouard de Grelle Rogier, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire, muni de Ses pouvoirs, officier de l'Ordre de Léopold, etc. ;

Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves :

M. Carlos Roma du Bocage, Député, Major de l'État-Major du Génie, Son aide de camp honoraire, chevalier de l'Ordre de Saint-Jacques, etc.,

Lesquels après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

ARTICLE PREMIER.

Dans la région du Lunda les possessions de Sa Majesté le Roi de Portugal et de Sa Majesté le Roi-Souverain de l'État Indépendant du Congo sont délimitées de la manière suivante :

1° Par le thalweg du cours du Cuango depuis le 6° degré de latitude Sud jusqu'au 8° degré ; par le 8° parallèle jusqu'à son point d'intersection avec la rivière Kuilu ; par le cours du Kuilu dans la direction du nord jusqu'au 7° degré de latitude Sud ; par le 7° parallèle jusqu'à la rivière Cassai ;

2° Il est entendu que le tracé définitif de la ligne de démarcation des terri-

toires compris entre le 7^e et le 8^e parallèle de latitude sud depuis le Cuango jusqu'au Cassaï sera exécuté ultérieurement en tenant compte de la configuration du terrain et des limites des États indigènes.

Les États de Maxinge (Capenda) et de Cassassa, dont la frontière septentrionale longe le 8^e parallèle depuis la rive droite du Cuango jusqu'au cours du Kuilu, celui d'Amueundo (Caungula) ayant pour limite occidentale la rive droite de ce dernier cours d'eau et touchant au 7^e parallèle, ainsi que l'État de Mataba (Ambinge) qui s'étend vers la même latitude et aboutit à la rive gauche du Cassaï resteront sous la souveraineté de Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves ;

Les États de Mussuco (Cambongo) et d'Anzovo, dont la frontière méridionale longe le 8^e parallèle depuis le Cuango jusqu'au Kuilu et ceux de Cassongo (Muene Puto), Tupeinde (Muata Cumbana) et Turuba (Maï Munene), resteront soumis à la souveraineté de Sa Majesté le Roi-Souverain (de l'État Indépendant du Congo).

3^o Par le thalweg du Cassaï depuis le point de rencontre de cette rivière avec la ligne de démarcation mentionnée au paragraphe précédent jusqu'à l'embouchure de celui de ses affluents qui prend naissance dans le lac Dilolo et par le cours de cet affluent jusqu'à sa source. La région à l'ouest du Cassaï appartiendra au Portugal ; la région orientale à l'État Indépendant du Congo ;

4^o Par la crête de partage des eaux du Zaïre (Congo) et de celles du Zambèse jusqu'à son intersection avec le méridien de 24^o longitude Est de Greenwich.

ARTICLE 2.

Une Commission composée de représentants des Hautes Parties contractantes, en nombre égal des deux côtés, sera chargée d'exécuter sur le terrain le tracé de la frontière, conformément aux stipulations précédentes. Ces commissaires se réuniront à l'endroit qui sera ultérieurement fixé de commun accord et dans le plus bref délai possible après l'échange des ratifications du présent traité.

ARTICLE 3.

Les sujets portugais dans les territoires de la région du Lunda, placés sous la souveraineté de l'État Indépendant du Congo et les sujets de l'État Indépendant du Congo dans les territoires de cette même région, placés sous la souveraineté du Portugal seront respectivement, en ce qui concerne la protection des personnes et des propriétés, traités sur un pied d'égalité avec les sujets de l'autre puissance contractante.

ARTICLE 4.

Les deux Hautes Parties contractantes s'engagent, à défaut d'une entente directe, à recourir à l'arbitrage d'une ou de plusieurs Puissances amies pour le règlement de toutes les contestations auxquelles le présent traité pourrait donner lieu, qu'il s'agisse de l'interprétation de ce traité ou du tracé des frontières sur le terrain.

ARTICLE 5₁

Le présent traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Lisbonne aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Lisbonne, le vingt-cinq mai mil huit cent quatre-vingt-onze.

(L. S.) (s.) ED. DE GRELLE ROGIER. (L. S.) (s.) CARLOS ROMA DU BOCAGE.

Les ratifications ont été échangées à Lisbonne, le 1^{er} août 1891.

N° 12.

Convention entre l'État Indépendant du Congo et le Portugal, signée à Bruxelles, le 25 mai 1891.

Sa Majesté le Roi-Souverain de l'État Indépendant du Congo,

et

Sa Majesté Très Fidèle le Roi de Portugal et des Algarves,

convaincus d'une part de la haute utilité, autant dans l'intérêt des deux États que dans celui de l'œuvre de la civilisation et du progrès en Afrique, de s'assurer une plus facile, plus cordiale et partant plus efficace coopération dans la réalisation de Leurs desseins humanitaires et civilisateurs; animés, d'autre part, d'un égal désir de resserrer encore les rapports d'amitié existants entre les deux États, ont décidé de nommer des Plénipotentiaires avec les pouvoirs nécessaires pour discuter, arrêter et signer une Convention dans laquelle seraient réglées, par voie de transaction amicale et directe, certaines divergences et difficultés survenues à l'occasion du travail de délimitation prévu à l'article 4 de la Convention intervenue à Berlin, à la date du 14 février 1885, entre le Portugal et l'Association Internationale du Congo; et ont nommé en cette qualité et à cet effet, à savoir :

Sa Majesté le Roi-Souverain de l'État Indépendant du Congo,

Le sieur Edmond Van Eetvelde, Son Administrateur Général des Départements des Affaires Étrangères et de l'Intérieur, officier de Son Ordre de Léopold, décoré de l'ordre de la Couronne Royale de Prusse de 2^e classe, avec plaque;

Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves,

Le sieur Henrique de Macedo Pereira Coutinho, comte de Macedo, Grand-Croix de l'Ordre de Notre-Seigneur Jésus-Christ, Commandeur de l'Ordre de

Notre-Dame de la Conception de Villa Viçosa, Grand-Croix de l'Ordre Royal et distingué de Charles III et des Ordres d'Isabelle la Catholique et du Mérite Naval d'Espagne, de la Couronne d'Italie, de l'Étoile Polaire de Suède, de Pie IX, du Soleil Levant du Japon et de la Rédemption de Libéria, Grand Officier de la Légion d'Honneur et Officier d'Instruction Publique de France, Pair du Royaume, Ministre d'État Honoraire, Membre de la section permanente du Conseil de l'Instruction Publique, professeur titulaire de l'École Polytechnique de Lisbonne, du Conseil de Sa Majesté Très Fidèle et Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près de Sa Majesté le Roi des Belges ;

Lesquels, après s'être mutuellement communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

ARTICLE I.

Sa Majesté le Roi-Souverain de l'État Indépendant du Congo et Sa Majesté Très-Fidèle le Roi de Portugal et des Algarves adoptent, en partie à titre de rectification et en partie à titre de détermination plus précise des frontières de leurs possessions ou territoires limitrophes dans l'Afrique occidentale, définies dans les 2^e, 3^e, 4^e, 5^e, 6^e, 7^e et 8^e (avant-dernier) alinéas de l'article 3 de la Convention intervenue à Berlin entre le Portugal et l'Association Internationale du Congo, en date du 14 février 1885, les délimitations fixées aux deux articles qui suivent, sous les numéros II et III.

ARTICLE II.

La partie de la frontière définie dans les 2^e, 3^e, 4^e et 5^e alinéas de l'article 3 de la susdite Convention du 14 février 1885, est remplacée par la ligne brisée dont la description suit :

Une droite joignant un point pris sur la plage, à 300 mètres au nord de la maison principale de la factorerie hollandaise de Lunga, à l'embouchure de la petite rivière de Lunga dans la lagune du même nom ;

Le cours de la petite rivière de Lunga jusqu'à la mare de Mallongo, — les villages de Congo, N'Conde, Iema, etc., restant à l'État Indépendant du Congo, ceux de Cabo Lombo, M'Venho, Iabe, Ganzy, Taly, Spita Gagandjime, N'goio, M'To, Fortaleza, Sokki, etc., au Portugal ;

Le cours des rivières Venzo et Lulofe jusqu'à la source de cette dernière sur le versant de la montagne Nime-Tchiama ;

Le parallèle de cette source jusqu'à son intersection avec le méridien du confluent du Luculla et de la rivière appelée par les uns N'Zenze et par d'autres Culla-Calla ;

Le méridien ainsi déterminé jusqu'à sa rencontre avec la rivière Luculla ;

Le cours du Luculla jusqu'à son confluent avec le Chiloango (Luango Luce).

ARTICLE III.

La définition partielle de frontières posée aux 6^e, 7^e et 8^e alinéas de l'article 3

de la susdite Convention du 14 février 1885 est interprétée, précisée et rectifiée dans les termes suivants :

Dans le fleuve Congo (Zaire) et depuis son embouchure jusqu'au parallèle passant à 400 mètres au nord de la maison principale de la factorerie de Domingos de Souza à Nokki, la ligne séparative des eaux appartenant respectivement aux deux États sera la ligne moyenne du chenal de navigation généralement suivi par les bâtiments de grand tirant d'eau, ligne qui actuellement laisse à droite et comprises entre cette ligne et la rive droite du fleuve, notamment et entre autres, les îles fluviales nommées Bulambemba, Matèba et île des Princes, et à gauche et comprises entre cette ligne et la rive gauche du fleuve, notamment et entre autres les îles fluviales connues sous les noms de Bulicoco et îles de Sacran Ambaca, et à partir de l'intersection de cette ligne moyenne avec le susdit parallèle, ce même parallèle jusqu'à son point d'intersection avec la rive gauche du fleuve ;

A Nokki la frontière suivra une droite joignant ce dernier point sur la rive gauche du Congo (Zaire) à un autre point pris à 2,000 mètres à l'est de la même rive sur le parallèle passant par les fondations de la maison de la résidence de Nokki, actuellement en construction ;

A partir de ce dernier point la frontière suivra ce même parallèle de la résidence de Nokki jusqu'à son intersection avec la rivière Kuango (Cuango).

Toutes les îles fluviales du Congo (Zaire), nominalement mentionnées ou non dans le corps du présent article, mais situées de fait, les unes entre la ligne moyenne du chenal actuel de navigation et la rive droite du fleuve, les autres entre cette même ligne et la rive gauche, appartiennent définitivement et indépendamment de tout déplacement éventuel du chenal, les premières à l'État Indépendant du Congo, les secondes au Portugal.

ARTICLE IV.

Les hautes Parties contractantes sont également convenues d'adopter les dispositions fiscales dont les bases suivent :

a) Le produit brut des droits de sortie qu'elles percevront sur les marchandises exportées sur les rivières Chiloango (Luango-Luce), Luali, Luculla et Lubuzzi sera partagé entre les deux Gouvernements dans la proportion des recettes brutes de même espèce respectivement effectuées en 1890, à leurs bureaux de douane de N'Zobé et de Landana.

b) Le mode selon lequel ces droits seront perçus et effectivement partagés sera déterminé par un règlement à élaborer de commun accord entre les deux Gouvernements dans le plus court délai possible.

c) Les dispositions fiscales contenues dans le présent article resteront en vigueur pendant une période de cinq années, à partir du jour de la mise à exécution du règlement prévu à l'alinéa b) ci-dessus, et demeureront en vigueur pendant des périodes successives de cinq années, si elles ne sont pas dénoncées par l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes un an avant l'expiration de chaque période.

ARTICLE V.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à prendre de commun accord, dans le plus bref délai possible, les mesures nécessaires pour faire exécuter sur le terrain le tracé de la frontière tel qu'il résulte de la présente Convention.

En attendant que ce travail soit exécuté sur les lieux et approuvé par les deux Gouvernements, Elles s'obligent à maintenir dans les territoires en litige le *statu quo* tel qu'il y est pratiqué actuellement.

ARTICLE VI.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent, à défaut d'une entente directe, à recourir à l'arbitrage d'une ou de plusieurs Puissances amies pour le règlement de toutes les contestations auxquelles la présente Convention pourrait donner lieu, qu'il s'agisse de l'interprétation de cette Convention ou du tracé des frontières sur le terrain.

ARTICLE VII.

Cette Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées dans un délai de trois mois.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait en double expédition à Bruxelles, le vingt-cinquième jour du mois de mai mil huit cent quatre-vingt-onze.

(L. S.) (S.) EDM. VAN EEVELDE

(L. S.) (S.) DE MACEDO

Les ratifications ont été échangées à Lisbonne, le 1^{er} août 1891.

N° 13.

Déclaration signée à Bruxelles, le 24 mars 1894, portant approbation, par les Gouvernements de l'État Indépendant du Congo et de Sa Majesté Très Fidèle du tracé de la frontière exécuté par leurs commissaires dans le Bas-Congo, en exécution de la Convention conclue à Bruxelles, le 25 mai 1891.

DÉCLARATION.

Les Gouvernements de l'État Indépendant du Congo et de Sa Majesté Très Fidèle s'étant fait rendre compte des travaux de délimitation exécutés sur le terrain par les commissaires qu'ils avaient chargés, aux termes de l'article 5 de la Convention signée à Bruxelles le 25 mai 1891, d'effectuer le tracé de la fron-

tière tel qu'il résulte des articles 2 et 3 de la susdite Convention, et ayant pris connaissance du procès-verbal du 18 avril 1893 signé, sous réserve de ratification, à Cabinda par lesdits commissaires, ont décidé d'approuver et de ratifier respectivement ce procès-verbal du 18 avril 1893 dans les termes suivants :

« L'an mil huit cent quatre-vingt-treize, le dix-huitième jour du mois d'avril,
 » Nous, Alexandre-Félix Fuchs, Inspecteur d'État, faisant fonctions de Gouverneur-Général de l'État Indépendant du Congo, et Antonio Sergio de Sousa, Capitaine de vaisseau, Gouverneur du district du Congo,
 » Après nous être communiqué mutuellement nos pleins pouvoirs à l'effet
 » d'exécuter de commun accord ou de faire exécuter par les délégués techniques
 » de notre choix le tracé de la frontière du Bas-Congo tel qu'il résulte des
 » articles 2 et 3 de la Convention du 25 mai 1891 et de signer, sous réserve de
 » ratification, tous actes destinés à atteindre le but proposé, et après avoir pris
 » connaissance des travaux de nos délégués respectifs consignés dans les procès-
 » verbaux ci-annexés, lesquels travaux ont reçu notre approbation, avons
 » convenu d'adopter dans les conditions ci-dessus rappelées le tracé suivant de la
 » frontière tel qu'il a été déterminé par lesdits travaux :

» *A.* A la côte et à la Luculla :

» Un point sur la plage à trois cents mètres au Nord de la maison principale de
 » la factorerie hollandaise de Lunga, point dont la latitude est de $5^{\circ}47'14''31$
 » Sud. Ce point a été déterminé par deux bornes provisoires, l'une au Nord,
 » l'autre au Sud de la lagune de Lunga, formant avec ce point un triangle dont
 » les côtés et les angles sont :

» $AB = 182$ mètres $A = 46^{\circ}14'$;

» $AC = 114$ mètres $B = 58^{\circ}35'$;

» $BC = 132$ mètres $C = 95^{\circ}11'$;

» (Voir graphique n° 1.)

» Une droite de 950 mètres partant de ce point dans la direction Sud-Est et
 » joignant l'embouchure de la petite rivière de Lunga qui se jette dans la lagune
 » du même nom ;

» Le cours de la petite rivière de Lunga jusqu'à la mare de Mallongo, — les
 » villages de Congo, N'Conde, Iema, etc., restant à l'État Indépendant du Congo,
 » ceux de Cabo-Lombo, M'Venho, Iabe, Ganzy, Taly, Spita-Gagandjime, N'Goio,
 » M'To, Fortalisa, Sokki, etc., au Portugal.

» Le cours des rivières Venzo et Lulofe jusqu'à la source de cette dernière sur le
 » versant de la montagne Nime-Tchiama, les coordonnées géographiques de cette
 « source étant :

» Latitude Sud $5^{\circ}44'19''60$;

» Longitude Est Greenwich $12^{\circ}17'25''28$;

» Le parallèle de cette source jusqu'à son intersection avec le méridien du
 » confluent de la Luculla et de la rivière appelées par les uns N'Zenze et par
 » d'autres Culla-Calla, les coordonnées de ce confluent étant :

» Latitude Sud $5^{\circ}10'49''50$;

» Longitude Est Greenwich $12^{\circ}52'06''60$;

» Le méridien ainsi déterminé jusqu'à sa rencontre avec la rivière Luculla ;
 » Le cours de la Luculla jusqu'à son confluent avec le Chiloango (Loango Luce). (Voir graphiques n°s 2 et 3.)

» Après avoir comparé les travaux faits de part et d'autre sur la Luculla
 » depuis son embouchure jusqu'à la rivière Lemba, affluent de la Luculla, et
 » déterminé la position des villages frontières par rapport à la position géogra-
 » phique de la résidence de Landana dont la longitude admise de part et d'autre
 » est :

» Longitude Est Greenwich $12^{\circ} 08' 30''$; nos délégués techniques ont constaté
 » et nous constatons :

» I, que les calculs et les graphiques sont identiques ;

» II, que la latitude de la résidence de Landana est de $5^{\circ} 15' 17''$ Sud ;

» III, que les coordonnées géographiques de Tela M'embila (embouchure de la Luculla) sont :

» Latitude Sud $5^{\circ} 08' 16'' 78$;

» Longitude Est Greenwich $12^{\circ} 27' 48'' 88$;

» IV, que les coordonnées géographiques de la Culla Calla ou N'Zenze avec la Luculla sont :

» Latitude Sud $5^{\circ} 10' 49'' 30$;

» Longitude Est Greenwich $12^{\circ} 32' 06'' 60$;

» V, que la latitude de N'Zila-Zambi est :

» Latitude Sud $5^{\circ} 15' 31'' 77$;

» VI, que le méridien frontière passe à sept cent septante mètres à l'Ouest de l'habitation du chef de N'Zila-Zambi, d'où il résulte que la longitude de cette habitation est de : Est Greenwich $12^{\circ} 32' 31'' 30$;

» VII, que ce même méridien frontière laisse en territoire de l'État Indépendant du Congo, les villages de N'Zila-Zambi et de N'Jellica, les villages de Chingovo et de Baca N'Coce restant au Portugal :

» VIII, que la différence de la longitude entre la source de la Lulofe, et le méridien frontière est $0^{\circ} 14' 41'' 32$ ou mètres 27,200.

» Sur la proposition de nos délégués techniques respectifs, nous avons convenu que le point d'intersection du méridien frontière et du parallèle de la source de la Lulofe, sera marqué sur le terrain au moyen d'une borne.

» *B. A Nokki :*

» La droite partant du point situé à cent mètres au Nord de la maison principale de la factorerie de Domingos de Sousa (lit. G du graphique n° 4) et aboutissant à un autre point pris à deux mille mètres à l'Est sur le parallèle passant par la résidence de Nokki dont la latitude calculée par nos délégués est :

» Latitude Sud $5^{\circ} 52' 10'' 14$

» et la longitude adoptée :

» Longitude Est Greenwich $13^{\circ} 28' 25'' 25$.

» A partir de ce dernier point le parallèle de la résidence de Nokki jusqu'à son intersection avec la rivière Kuango (Cuango).

» Après avoir comparé tous les travaux (procès-verbaux n°s 4 et 3 des délé-

- » gués techniques) exécutés pour déterminer la frontière à Nokki, nos délégués
 » ont constaté et nous constatons :
- » I, que les graphiques et les calculs sont identiques;
- » II, qu'une partie des terrains de la factorerie de Domingos de Sousa reste au
 » Nord de la ligne frontière conventionnelle; cette partie est indiquée sur les
 » graphiques nos 4 et 5 par les lettres A, B, C, G;
- » III, que la latitude du point d'intersection de la ligne frontière G. F. avec le
 » chemin de Nokki à Matadi (point D du graphique n° 4) est :
- » Latitude Sud 5°51'46"33;
- » IV, que la latitude des points, A, C, E, du graphique n° 4 est :
- » L (A) 5° 51'38"85 . S .
- » L (C) 5° 51'42"54 . S .
- » L (E) 5° 51'53"91 . S .
- » Des bornes en maçonnerie ont été placées sur la ligne frontière G. F. aux
 » points suivants G. C. D. E. F. du graphique n° 4 ainsi qu'en deux points
 » situés sur la droite G. F. entre E. F.;
- » V, que le parallèle de la résidence de Nokki depuis le point F (graphi-
 » ques nos 4 et 5), laisse en territoire de l'État Indépendant du Congo les villages
 » de Né Sonho, Kinzau, Palaballa, Folento et un endroit appelé aussi Nokki
 » (lettre N du graphique n° 5), les villages de Quinsimi, Né-Vumo, Quinsuga
 » (chef de Né-Bibizula), Né-So-do-Quila, Manilombe, Né-Tanga, Gunga et
 » Cunga, situés au sud du parallèle restant au Portugal;
- » VI, qu'il existe au point H du parallèle frontière (graphique n° 5) une grande
 » pierre. Cette pierre a été considérée comme borne frontière et a été marquée
 » comme suit :
- » Côté nord P. N. (parallèle de Nokki) et E (État Indépendant du Congo);
- » Côté Sud et Sud-Est, P. (Portugal);
- » VII, que le parallèle frontière a été marqué aussi par des bornes en maçon-
 » nerie aux points I (ruisseau « Mia »), et K (montagne de Mazenze) (gra-
 » phique n° 5);
- » VIII, que, rapportées à la longitude de Nokki, les longitudes des points HIK
 » (graphique n° 5) sont :
- » Long H = 13°30'33"12 Greenwich Est.
- » Long I = 13°35'47"05 Greenwich Est.
- » Long K = 13°36'24"23 Greenwich Est.
- » De tout quoi nous avons dressé le présent procès-verbal.
- » Ainsi fait à Cabinda aux jour, mois et an que dessus en quatre originaux
 » dont deux en langue française et deux en langue portugaise.

» *Le Commissaire Royal*
 » *de l'État Indépendant du Congo,*

» (Signé) F. FUCHS.

» *Le Commissaire Royal*
 » *du Portugal,*
 » (Signé) A. SERGIO DE SOUSA. »

A cet effet les soussignés,

Son Excellence Monsieur le Comte de Grelle-Rogier, Secrétaire d'État des Affaires Étrangères de l'État Indépendant du Congo,

et

Son Excellence Monsieur Martins d'Antas, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de Sa Majesté Très Fidèle,

dûment autorisés, ont consigné dans la présente Déclaration la ratification par leurs Gouvernements respectifs de l'acte qui précède, ladite ratification devant sortir ses pleins et entiers effets à la date du trente et un mars mil huit cent quatre-vingt quatorze.

En foi de quoi les soussignés ont dressé la présente Déclaration qu'ils ont signée en double expédition et revêtue de leurs cachets.

Fait à Bruxelles, le vingt-quatrième jour du mois de mars mil huit cent quatre-vingt-quatorze.

*Le Plénipotentiaire de Sa Majesté
le Roi-Souverain
de l'État Indépendant du Congo,*

COMTE DE GRELLE-ROGIER.

*Le Plénipotentiaire
de Sa Majesté Très-Fidèle,*

M. MARTIN D'ANTAS.

N° 14.

Déclaration signée à Bruxelles, le 24 mars 1894, portant approbation, par les Gouvernements de l'État Indépendant du Congo et de Sa Majesté Très-Fidèle du tracé de la frontière exécuté par leurs Commissaires dans la région du Lunda, en exécution de la Convention conclue à Lisbonne le 25 mai 1891.

DÉCLARATION.

Les Gouvernements de l'État Indépendant du Congo et de Sa Majesté Très-Fidèle, s'étant fait rendre compte des travaux de délimitation exécutés sur le terrain par les Commissaires qu'ils avaient chargés, aux termes de l'article 2 de la Convention signée à Lisbonne le 25 mai 1891, d'effectuer le tracé de la frontière, tel qu'il résulte de l'article 1^{er} de la susdite Convention, et ayant pris

connaissance du procès-verbal du 26 juin 1893 signé, sous réserve de ratification, à Loanda, par lesdits commissaires, ont décidé d'approuver et de ratifier respectivement ce procès-verbal du 26 juin 1893 dans les termes suivants :

- « L'an mil huit cent nonante-trois, le vingt-sixième jour du mois de juin,
- » Nous, George Grenfell, missionnaire de la mission Baptiste anglaise, et
- » Jayme Lobo de Brito Godins, Gouverneur Général par intérim de la province
- » d'Angola;
- » Après avoir échangé nos diplômes, trouvés en bonne et due forme, nous
- » donnant pleins pouvoirs de Commissaires royaux pour l'État Indépendant du
- » Congo et pour le Portugal, afin d'exécuter de commun accord le tracé de la
- » frontière dans la région du Lunda, en nous conformant avec ce qui se trouve
- » stipulé aux articles 1° et 2° de la Convention de Lisbonne du 25 mai 1891.
- » Le Commissaire royal pour le Portugal ayant en plus le droit de transmettre
- » en entier ou en partie les pouvoirs qui lui ont été conférés, faculté dont il a
- » usé en déléguant ses pouvoirs au Lieutenant gradué de l'armée portugaise,
- » Simão-Candido Sarmento, pour ce qui concerne les travaux sur le terrain.
- » Après avoir pris connaissance des procès-verbaux des cinq séances, ci-joints,
- » qui sont signés par les prénommés George Grenfell, Commissaire royal, et le
- » Lieutenant Simão-Candido Sarmento, Délégué du Commissaire royal portugais
- » pour les travaux sur le terrain, et également par le Capitaine-Commandant de
- » la Force publique de l'État Indépendant du Congo, Florent Gorin, Commissaire
- » royal pour les travaux techniques ; nous décidons d'adopter *ad referendum* le
- » tracé de la frontière, consigné dans le présent acte, qui ne sera pas signé par le
- » précité Capitaine Commandant Florent Gorin, qui se trouve absent, ce qui ne
- » diminuera pas la valeur du présent document, vu que c'est la transcription
- » des limites que le prénommé Capitaine Commandant Florent Gorin a approu-
- » vées, lesquelles se trouvent mentionnées dans les cinq procès-verbaux précités.
- » La continuation du thalweg du Kwango (Cuango) depuis le 18° parallèle
- » jusqu'à l'embouchure de la Tungila (Utunguila) 8°7'40" latitude Sud approx. ;
- » le thalweg de la Tungila (Utunguila) jusqu'à son intersection avec le canal par
- » lequel s'écoulent les eaux de la Lola ; le thalweg du même canal jusqu'à sa
- » jonction avec la Komba, 8' Ouest de la Wamba (Uhamba) et 8°5'40" latitude
- » Sud approx. ; faute d'une limite naturelle, la frontière jusqu'au thalweg de la
- » Wamba (Uhamba) sera démarquée par la ligne Est vrai, passant par le point
- » de jonction précité (Komba et Lola).
- » Le thalweg de la Wamba (Uhamba) depuis le parallèle du point de jonction
- » entre la Komba (Comba) et la Lola, jusqu'à l'embouchure de la Uövo (Nuovo) ;
- » le thalweg de l'Uövo (Nuovo) jusqu'à sa jonction avec le N'Kombo (Combo) ;
- » le thalweg du N'Kombo et de la Kamanguna (Camanguna) (ou la rivière par
- » laquelle les eaux de la rivière Lué entrent dans le N'Kombo) jusqu'au 8° degré
- » latitude Sud. A partir de ce point, la limite sera le 8° parallèle jusqu'au thalweg
- » de la Lucaïa, ensuite le thalweg de cette rivière (Lukaï) jusqu'à 7°53' latitude
- » Sud ; le parallèle de ce point (7° 53' L. S.) jusqu'au Kwengo (Cuengo) ; de ce
- » point, le thalweg (Cuengo) jusqu'au 8° degré ; de là un parallèle jusqu'à la
- » rivière Luita ; le thalweg de la Luita jusqu'à sa jonction avec le Kwilu (Cuilu).
- » A partir de là (7° 34' latitude Sud approx.) le parallèle jusqu'au thalweg de la

» Kama Bomba (Camabomba) ou Kangulungu (Congulungu); le thalweg de la
 » Kangulungu jusqu'à la jonction de ses eaux avec la Loangué et le thalweg de
 » la Loangué jusqu'au 7° latitude Sud. A partir de l'intersection du thalweg de
 » la Loangué et du 7^e degré, la continuation de ce parallèle jusqu'à son inter-
 » section avec le thalweg de la Lovua; le thalweg de la Lovua jusqu'à 6° 55'
 » latitude Sud. De ce point (6° 55' L. S.) la limite sera déterminée par le paral-
 » lèle jusqu'à son intersection avec le thalweg de la Chikapa (Chicapa); le thalweg
 » de cette rivière (Chicapa) jusqu'à 7° 17' latitude Sud; de ce point (7° 17' L. S.)
 » le parallèle jusqu'au thalweg du Kassai (Cassai).

» Fait à Loanda, en double original, le vingt-sixième jour du mois de juin de
 » l'an mil huit cent nonante-trois.

» Pour l'État Indépendant

» du Congo,

» (s.) GEORGE GRENFELL.

» Pour le Portugal,

» (s.) JAYME LOBO DE BRITO GODINS ».

A cet effet, les soussignés, Son Excellence Monsieur le Comte de Grelle-Rogier,
 Secrétaire d'État des Affaires Étrangères de l'État Indépendant du Congo,

et

Son Excellence Monsieur M. Martins d'Antas, Envoyé Extraordinaire et
 Ministre Plénipotentiaire de Sa Majesté Très Fidèle,

dûment autorisés, ont consigné dans la présente déclaration la ratification par
 leurs Gouvernements respectifs de l'acte qui précède, ladite ratification devant
 sortir ses pleins et entiers effets à la date du trente et un mars mil huit cent quatre-
 vingt-quatorze.

En foi de quoi les soussignés ont dressé la présente déclaration, qu'ils ont
 signée en double expédition et revêtue de leurs cachets.

Fait à Bruxelles, le vingt-quatrième jour du mois de mars 1800 quatre-vingt-
 quatorze.

*Le Plénipotentiaire de Sa Majesté
 le Roi Souverain de l'État Indépendant
 du Congo,*

C^{te} DE GRELLE-ROGIER.

*Le Plénipotentiaire
 de Sa Majesté Très-Fidèle,*

MIGUEL MARTINS D'ANTAS.

DROIT DE PRÉFÉRENCE.**N° 15.**

Lettre de M. Duclerc, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères de France, à S. M. le Roi des Belges.

Paris, le 16 octobre 1882.

SIRE,

Suivant le désir que Votre Majesté a bien voulu me faire exprimer, il est convenu qu'aucun obstacle ne sera apporté aux relations entre les stations établies ou à établir par l'Association internationale africaine et le Comité d'études du Congo.

Le passage de l'une à l'autre des dites stations, par le territoire situé entre le Stanley-Pool et les rivières Impila et Djoué, ne sera soumis par nous à aucune charge ni entrave, soit quant aux personnes, soit quant aux articles transportés en transit.

Je suis heureux de pouvoir en donner, au nom du Gouvernement de la République, l'assurance expresse à Votre Majesté : je me plais à espérer qu'Elle verra dans notre empressement une nouvelle preuve de nos sentiments pour Sa Personne et du prix que nous attachons à faciliter, autant qu'il peut dépendre de nous, la généreuse entreprise placée sous son haut patronnage.

DUCLERC.

N° 16.

Lettre de S. M. le Roi des Belges à M. Duclerc, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères de France.

Bruxelles, le 24 octobre 1882.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Je n'ai pu recevoir qu'avec une sincère satisfaction les assurances qu'au nom du Gouvernement de la République Votre Excellence m'a données par sa lettre du 16 de ce mois, concernant les relations entre les stations établies ou à établir par l'Association internationale africaine et le Comité d'études du Congo, et le libre passage par le territoire situé entre le Stanley-Pool et les rivières Impila et Djoué.

Je sais que le Gouvernement de la République Française rend justice à l'entreprise poursuivie dans un but général de civilisation et de progrès par l'Association et le Comité, et qu'il manifeste l'intention d'en faciliter, autant qu'il dépendra de lui, le succès définitif. J'espère fermement que rien ne nous empêchera d'entretenir en Afrique d'aussi bonnes relations qu'en Europe. Je suis fort touché des sentiments que vous voulez bien m'exprimer pour ma personne et j'ai à cœur,

Monsieur le Ministre, de vous en remercier et de vous dire tout le prix que j'y attache.

Laissez-moi ajouter que j'ai été fort heureux de l'excellent accueil que le délégué de l'Association internationale africaine et du Comité a rencontré à Paris.

LÉOPOLD.

N° 17.

M. Strauch, Président de l'Association Internationale du Congo, à Bruxelles, à M. Jules Ferry, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères de France, à Paris.

Bruxelles, le 23 avril 1884

MONSIEUR LE MINISTRE,

L'Association Internationale du Congo, au nom des stations et territoires libres qu'elle a fondés au Congo et dans la vallée du Niadi-Quillou, déclare formellement qu'elle ne les cédera à aucune Puissance, sous réserve des conventions particulières qui pourraient intervenir entre la France et l'Association pour fixer les limites et les conditions de leur action respective.

Toutefois l'Association, désirant donner une nouvelle preuve de ses sentiments amicaux pour la France, s'engage à lui donner le droit de préférence si, par des circonstances imprévues, l'Association était amenée un jour à réaliser ses possessions.

(S.) STRAUCH.

N° 18.

M. Jules Ferry, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères de France, à M. Strauch, Président de l'Association Internationale du Congo, à Bruxelles.

Paris, le 24 avril 1884.

MONSIEUR,

J'ai l'honneur de vous annoncer la réception de la lettre en date du 23 courant, par laquelle, en votre qualité de Président de l'Association Internationale du Congo, vous me transmettez des assurances et des garanties destinées à consolider nos rapports de cordialité et de bon voisinage dans la région du Congo.

Je prends acte, avec grande satisfaction, de ces déclarations et, en retour, j'ai l'honneur de vous faire savoir que le Gouvernement français prend l'engagement de respecter les stations et territoires libres de l'Association et de ne pas mettre obstacle à l'exercice de ses droits.

(S.) JULES FERRY.

N° 19.

**Lettre de M. le Comte de Borchgrave d'Altena à M. Jules Ferry,
Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères de France.**

Paris, le 5 février 1885.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT DU CONSEIL,

Il a été reconnu dans les négociations qui ont précédé le Traité signé sous la date du 5 février courant, entre la République française et l'Association internationale du Congo, que ce Traité ne porte pas atteinte à la Convention qui résulte des lettres échangées les 25 et 24 avril dernier.

J'ai l'honneur de vous donner l'assurance que cette Convention conserve la même valeur qu'elle avait avant le Traité.

D'autre part, je crois devoir vous faire remarquer que l'Association a pris, par les conventions annexées au Traité sus-mentionné, certaines obligations envers les puissances co-signataires de ces conventions.

Si l'une d'elles prétendait que certain territoire que la nouvelle délimitation attribuée à la France est soumise à quelque-une de ces obligations, l'Association n'aurait point à intervenir dans le débat.

Je vous prie, Monsieur le Ministre, de vouloir bien me dire que l'accord existe entre nous sur ces points et recevoir l'assurance, etc.

(S.) DE BORCHGRAVE D'ALTENA.

N° 20.

**M. Van Eetvelde, Administrateur général des Affaires étrangères
de l'État Indépendant du Congo, à M. Bourée, Ministre de France à Bruxelles.**

Bruxelles, le 22 avril 1887.

L'Association Internationale africaine, lorsqu'elle a fait avec le Gouvernement de la République l'arrangement de 1884, confirmé par la lettre du 5 février 1885, n'a pas entendu et n'a pu entendre qu'en cas de réalisation de ses possessions, le droit de préférence accordé à la France envers toutes les autres puissances pût être opposé à la Belgique, dont le Roi Léopold était le souverain.

Mais il va de soi que l'État du Congo ne pourrait céder ces mêmes possessions à la Belgique sans lui imposer l'obligation de reconnaître le droit de préférence de la France pour le cas où elle viendrait elle-même à les réaliser.

Ces explications n'enlèvent et n'ajoutent rien aux actes rappelés ci-dessus; loin de leur être contraires, elles ne font qu'en constater le sens.

Je suis autorisé à ajouter que c'est celui qu'y a attaché l'auguste fondateur de l'Association Internationale africaine en les autorisant.

(S.) VAN EETVELDE.

N° 21.

**M. Bourée, Ministre de France, à Bruxelles, à M. Van Eetvelde,
Administrateur général des Affaires étrangères de l'État Indépendant du Congo.**

Bruxelles, le 29 avril 1887.

Vous m'avez fait l'honneur de m'écrire à la date du 22 avril une lettre qui a pour objet d'établir que l'Association Internationale africaine, lorsqu'elle a contracté avec le Gouvernement de la République l'arrangement de 1884, confirmé par la lettre du 5 février 1885, n'avait pas entendu qu'en cas de réalisation de ses possessions, le droit de préférence reconnu à la France envers toutes les autres Puissances pût-être opposé à la Belgique dont le Roi Léopold était souverain.

Vous ajoutiez qu'il allait de soi, toutefois, que l'État du Congo ne pourrait céder ces mêmes possessions à la Belgique sans lui imposer l'obligation de reconnaître le droit de préférence de la France pour le cas où elle voudrait elle-même les réaliser.

Vous faites remarquer, d'autre part, que ces explications n'enlèvent ni n'ajoutent rien aux actes rappelés ci dessus ; que loin de leur être contraires, elles ne font qu'en constater le sens et que tel est bien celui qu'y a attribué l'auguste fondateur de l'Association Internationale Africaine en les autorisant.

En vous accusant réception de votre lettre, je suis autorisé à vous dire que je prends acte, au nom du Gouvernement de la République, de l'interprétation qu'elle renferme et que vous présentez comme ayant toujours été celle que vous avez attachée à la Convention de 1884, en tant que cette interprétation n'est pas contraire aux actes internationaux préexistants.

(S.) BOURÉE.

N° 22.

**Arrangement portant règlement du droit de préférence de la France
sur les territoires de l'État du Congo, du 5 février 1895.**

Considérant qu'en vertu des lettres échangées les 23-24 avril 1884, entre M. Strauch, Président de l'Association Internationale du Congo, et M. J. Ferry, Président du Conseil et Ministre des Affaires étrangères de la République Française, un droit de préférence a été assuré à la France pour le cas où l'Association serait amenée un jour à réaliser ses possessions ; que ce droit de préférence a été maintenu lorsque l'État Indépendant du Congo a remplacé l'Association Internationale ;

Considérant qu'en vue du transfert à la Belgique des possessions de l'État Indépendant du Congo, en vertu du Traité de cession du 9 janvier 1895, le

Gouvernement belge se trouvera substitué à l'obligation contractée sous ce rapport par le Gouvernement du dit État ;

Les soussignés sont convenus des dispositions suivantes qui régleront désormais le droit de préférence de la France à l'égard de la Colonie belge du Congo .

ARTICLE PREMIER.

Le Gouvernement belge reconnaît à la France un droit de préférence sur ses possessions congolaises, en cas d'aliénation de celles-ci à titre onéreux, en tout ou en partie.

Donneront également ouverture au droit de préférence de la France, et feront, par suite, l'objet d'une négociation préalable entre le Gouvernement belge et le Gouvernement de la République Française, tout échange des territoires congolais avec une Puissance étrangère ; toute concession, toute location des dits territoires, en tout ou en partie, aux mains d'un Etat Étranger ou d'une Compagnie étrangère investie de droits de souveraineté.

ARTICLE 2.

Le Gouvernement belge déclare qu'il ne sera jamais fait de cession, à titre gratuit, de tout ou partie de ces mêmes possessions.

ARTICLE 3.

Les dispositions prévues aux articles ci-dessus s'appliquent à la totalité des territoires du Congo belge.

En foi de quoi, les soussignés ont dressé le présent arrangement qu'ils ont revêtu de leurs cachets.

Fait, en double exemplaire, à Paris, le 5 février 1895.

(L. S.) B^{on} D'ANETHAN.

(L. S.) G. HANOTAUX.

N° 23.

II. — NEUTRALITÉ.

Déclaration de neutralité de l'État Indépendant du Congo du 1^{er} août 1885.

Le soussigné, Administrateur général du Département des Affaires étrangères de l'État Indépendant du Congo, est chargé par le Roi-Souverain de cet État de porter à la connaissance de Son Excellence Ministre des

Affaires étrangères de qu'en conformité de l'article 10 de l'Acte général de la Conférence de Berlin, l'État Indépendant du Congo se déclare, par les présentes, perpétuellement neutre, et qu'il réclame les avantages garantis par le Chapitre III du même acte, en même temps qu'il assume les devoirs que la neutralité comporte. Le régime de la neutralité s'appliquera au territoire de l'État Indépendant du Congo renfermé dans les limites qui résultent des traités successivement conclus par l'Association Internationale avec l'Allemagne, la France et le Portugal, traités notifiés à la Conférence de Berlin et annexés à ses protocoles, et qui sont ainsi déterminées, savoir :

Au Nord :

Une ligne droite partant de l'Océan Atlantique et joignant l'embouchure de la rivière qui se jette dans la mer au sud de la baie de Cabinda, près de Ponta Vermelha, à Cabo-Lombo ;

Le parallèle de ce dernier point prolongé jusqu'à son intersection avec le méridien du confluent du Culacalla avec le Luculla ;

Le méridien ainsi déterminé jusqu'à sa rencontre avec la rivière Luculla ;

Le cours du Luculla jusqu'à son confluent avec le Chiloango (Luango-Luce) ;

La rivière Chiloango depuis l'embouchure du Luculla jusqu'à sa source la plus septentrionale ;

La crête de partage des eaux du Niadi-Quillou et du Congo jusqu'au delà du méridien de Manyanga ;

Une ligne à déterminer et qui, suivant autant que possible une division naturelle du terrain, aboutisse entre la station de Manyanga et la cataracte de Ntombo-Mataka, en un point situé sur la partie navigable du fleuve ;

Le Congo jusqu'au Stanley-Pool ;

La ligne médiane du Stanley-Pool ;

Le Congo jusqu'à un point à déterminer en amont de la rivière LiconaNkundja ;

Une ligne à déterminer depuis ce point jusqu'au 17° degré de longitude Est de Greenwich, en suivant autant que possible la ligne de partage d'eaux du bassin de la LiconaNkundja ;

Le 17° degré de longitude Est de Greenwich jusqu'à sa jonction avec le 4° parallèle de latitude nord ;

Le 4° parallèle de latitude nord jusqu'à sa jonction avec le 30° degré de longitude Est de Greenwich ;

A l'Est :

Le 30° degré de longitude est de Greenwich jusqu'à la hauteur de 1°20' de latitude sud ;

Une ligne droite menée de l'intersection du 30° degré de longitude Est avec le parallèle de 1°20' de latitude Sud jusqu'à l'extrémité septentrionale du lac Tanganyka ;

La ligne médiane du lac Tanganyka ;

Une ligne droite menée du lac Tanganyka au lac Moëro par 8°50' de latitude sud ;

La ligne médiane du lac Moëro ;
 Le cours d'eau qui unit le lac Moëro au lac Bangweolo ;
 La rive occidentale du lac Bangweolo.

Au Sud :

Une ligne menée de l'extrémité méridionale du lac Bangweolo jusqu'à la rencontre du 24^e degré de longitude Est de Greenwich et suivant la crête de partage entre les eaux du Congo et celles du Zambèse ;

La crête de partage des eaux qui appartiennent au bassin du Kassaï entre le 12^e et le 6^e parallèle de latitude Sud ;

Le 6^e parallèle de latitude Sud jusqu'au point d'intersection du Quango ;

Le cours du Quango jusqu'à la rencontre du parallèle de Nokki ;

Le parallèle de Nokki jusqu'à la rencontre du méridien qui passe par l'embouchure de la rivière de Uango-Uango ;

Le cours du Congo depuis le confluent de la rivière Uango-Uango jusqu'à la mer.

A l'Ouest :

L'océan Atlantique, entre l'embouchure du Congo et la rivière qui débouche au sud de la baie de Cabinda, près de Ponta Vermelha.

(S.) EDM. VAN EETVELDE.

N° 24.

Déclaration de neutralité de l'État Indépendant du Congo du 28 décembre 1894.

Le régime de la neutralité, qui a fait l'objet de la déclaration notifiée le 1^{er} août 1885 aux Puissances signataires de l'Acte général de la Conférence de Berlin, s'appliquera désormais au territoire de l'État délimité comme suit, en conséquence du Protocole du 29 avril 1887 (*Bull. off.*, 1888, p. 242) et de l'Arrangement du 14 août 1894 (*Bull. off.*, 1894, p. 250) conclus avec la République française, des Conventions conclues le 25 mai 1894 (*Bull. off.*, 1894, pp. 213 et 217) et des Déclarations signées le 24 mars 1894 (*Bull. off.*, 1894, pp. 22 et 29) avec le Gouvernement de Sa Majesté Très Fidèle, et de l'Arrangement conclu le 12 mai 1894 (*Bull. off.*, 1894, p. 245) avec le Gouvernement britannique :

Au Nord :

Une droite de 950 mètres, partant d'un point sur la plage de l'océan Atlantique à 300 mètres au Nord de la maison principale de la factorerie hollandaise de Lunga, point dont la latitude est de 5°47'14"31 Sud, et joignant, dans la direction Sud-Est, l'embouchure de la petite rivière de Lunga, qui se jette dans la lagune du même nom ;

Le cours de la petite rivière de Lunga, jusqu'à la mare de Mallongo, — les villages de Congo, N'Conde, Iema, etc., restant à l'État Indépendant du Congo, — ceux de Cabo-Lombo, M'Venho, Iabe, Ganzy, Taly, Spita-Gagandjime, N'Goio, M'To, Fortalisa, Sokki, etc., au Portugal;

Le cours des rivières Venzo et Lulofe, jusqu'à la source de cette dernière sur le versant de la montagne Nime-Tchiamia, les coordonnées géographiques de cette source étant : latitude sud, 5°44'19"60; longitude Est Greenwich 12°17'25"28;

Le parallèle de cette source, jusqu'à son intersection avec le méridien du confluent de la Luculla et de la rivière appelée par les uns N'Zenze, et par d'autres Culla-Calla, les coordonnées de ce confluent étant : latitude Sud, 5°10'49"30; longitude Est Greenwich, 12°32'06"60;

Le méridien ainsi déterminé, jusqu'à sa rencontre avec la rivière Luculla;

Le cours de la Luculla jusqu'à son confluent avec le Chiloango (Loango-Luce);

La rivière Chiloango, depuis l'embouchure du Luculla jusqu'à sa source la plus septentrionale;

La crête de partage des eaux du Niadi-Kuilou et du Congo, jusqu'au delà du méridien de Manyanga;

Une ligne à déterminer et qui, suivant autant que possible une division naturelle du terrain, aboutisse entre la station de Manyanga et la cataracte de Ntombo-Mataka, en un point situé sur la partie navigable du fleuve (1);

Le Congo, jusqu'au Stanley-Pool;

La ligne médiane du Stanley-Pool;

Le Congo, jusqu'au confluent de l'Oubangi;

(1) Cette ligne a été déterminée partiellement ainsi qu'il suit :

Le fond du ravin dont la communication avec le Congo est située à environ 440 mètres et au Sud 43° Est par rapport au mât de pavillon du poste de l'État Indépendant du Congo à Manyanga;

Le prolongement de ce ravin, jusqu'à sa rencontre avec le chemin allant du poste de Manyanga au village de Nsonso;

Ce chemin, jusqu'à sa rencontre avec la Loufou;

La Loufou, en descendant le courant sur un parcours d'environ 400 mètres;

Une ligne se dirigeant vers le Nord, laissant à l'Ouest les villages de Nsonso et allant rejoindre le chemin de Manyanga;

Ce chemin, jusqu'à sa rencontre avec le premier ruisseau affluent de la rivière Ntimbo;

Ce ruisseau, jusqu'à son confluent avec ladite rivière Ntimbo;

Cette rivière, jusqu'à sa source la plus occidentale;

Une ligne sinueuse remontant vers le Nord, jusqu'au bord du plateau de Kouyanga, et suivant ensuite une ligne de partage des eaux, jusqu'à sa rencontre avec le bassin de la Louaia, au Nord et à l'Ouest du village de Koumbi;

Une ligne se dirigeant sur le coude de la Louaia, près du village de Kiloumbou;

La rivière Louaia, jusqu'au village de Kaonga.

La ligne ainsi déterminée laisse à l'Ouest, c'est-à-dire sur le territoire de l'État Indépendant du Congo, les villages de Nsonso, Maszangui, Nsanga, Kinkendo et Kintombo; et à l'Est, c'est-à-dire sur le territoire de la France, le groupe de Ntombo, le village de Nsomé, le marché de Manyanga, les villages de Kinsonia, Bondo, Kouyanga, le marché de Kouso, les villages de Mbango, Banza-Baka, Kiloumbou et Kaanga.

Le thalweg de l'Oubangi, jusqu'au confluent du M'Bomou et du Ouellé;

Le thalweg du M'Bomou, jusqu'à sa source;

Une ligne droite rejoignant la crête de partage des eaux entre les bassins du Congo et du Nil (1).

Au Nord-Est :

La crête de partage des eaux du Nil et du Congo, jusqu'à l'intersection de cette crête avec le 30^e méridien Est de Greenwich (27°40' Paris);

La prolongation de cette même crête de partage, jusqu'à sa seconde intersection avec le susdit 30^e méridien Est de Greenwich.

A l'Est :

Le 30^e degré de longitude Est de Greenwich jusqu'à la hauteur de 4°20' de latitude Sud;

Une ligne droite, menée de l'intersection du 30^e degré de longitude Est avec le parallèle de 4°20' de latitude Sud, jusqu'à l'extrémité septentrionale du lac Tanganika;

La ligne médiane du lac Tanganika;

Une ligne allant directement de l'extrémité du cap Akalunga, sur le lac Tanganika, situé au point le plus septentrional de la baie de Cameron, par environ 8°15' de latitude Sud, à la rive droite de la rivière Luapula, au point où cette rivière sort du lac Moëro;

De ce point, une ligne menée directement jusqu'à l'embouchure de la rivière Luapula dans le lac Moëro; cette ligne, toutefois, déviant vers le Sud du lac, de façon à laisser l'île de Kilwa à la Grande-Bretagne;

Le thalweg de la Luapala, jusqu'au point où cette rivière sort du lac Bangwelo;

Le méridien de longitude, dans la direction du Sud, passant par ce point jusqu'à la crête de partage du Congo et du Zambèze.

Au Sud :

La crête de partage du Congo et du Zambèze jusqu'à la source de celui des affluents du Kassai qui prend naissance dans le lac Dilolo;

Le cours de cet affluent depuis sa source jusqu'à son embouchure;

Le thalweg du Kassai, jusqu'au parallèle 7°17' de latitude Sud;

Le parallèle 7°17' de latitude Sud, jusqu'à son intersection avec le thalweg de la Chikapa;

Le thalweg de la rivière Chikapa, jusqu'à son intersection avec le parallèle 6°55' de latitude Sud;

Le parallèle 6°55' de latitude Sud, jusqu'à son intersection avec le thalweg de la Lovua;

Le thalweg de la Lovua, jusqu'à son intersection avec le 7^e degré de latitude Sud;

(1) Les termes de « M'Bomou » et « Sources du M'Bomou » se rapportent aux indications contenues dans la carte de Junker (Gotha, Justus Perthes, 1888).

Le 7^e degré de latitude Sud, jusqu'à son intersection avec le thalweg de la Loangué;

Le thalweg de la Loangué, jusqu'au confluent de la Kangulungu ou Kama Bomba ;

Le thalweg de la Kangulungu, jusqu'à son intersection avec le parallèle du confluent du Kwilu et de la Luita (7°54' de latitude Sud approx.);

Ce parallèle, jusqu'au confluent du Kwilu et de la Luita ;

Le thalweg de la Luita, depuis la jonction de ses eaux avec le Kwilu jusqu'au 8^e degré de latitude Sud ;

Le 8^e degré de latitude Sud, jusqu'à son intersection avec le thalweg du Kwengo ;

Le thalweg du Kwengo, jusqu'à son intersection avec le parallèle 7°55' de latitude Sud ;

Le parallèle 7° 55' de latitude Sud, jusqu'au thalweg de la Lucaïa ;

Le thalweg de la Lucaïa, jusqu'au 8^e degré de latitude Sud ;

Le 8^e degré de latitude Sud, jusqu'au thalweg de la Kamanguna, rivière par laquelle les eaux de la rivière Lué entrent dans le N'Kombo ;

Le thalweg de la Kamanguna et du N'Kombo, jusque sa jonction avec l'Uövo ;

Le thalweg de l'Uövo, jusqu'à son embouchure dans la Wamba ;

Le thalweg de la Wamba, depuis l'embouchure de l'Uövo jusqu'à son intersection avec le parallèle du point de jonction entre la Komba et la Lola ;

Ce parallèle, jusqu'au point de jonction de la Komba et de la Lola (8' Ouest de la Wamba, et 8°5'40" de latitude Sud approx.) ;

Le thalweg du canal par lequel s'écoulent les eaux de la Lola, jusqu'à son intersection avec le thalweg de la Tungila ;

Le thalweg de la Tungila, jusqu'à son embouchure dans le Kwango (8°7'40" de latitude Sud approx.) ;

Le thalweg du Kwango, jusqu'à la rencontre du parallèle passant par la résidence de Nokki ;

Le parallèle passant par la résidence de Nokki (lat. Sud, 5°52'10"14 ; longitude adoptée Est de Greenwich, 13°28'25"25), depuis le Kwango jusqu'à un point pris sur ce parallèle, à 2,000 mètres à l'Est de la rive gauche du Congo ;

Une droite joignant ce dernier point au point d'intersection de la rive gauche du Congo avec le parallèle passant à 100 mètres au Nord de la maison principale de la factorerie de Domingos de Souza, à Nokki ;

Ce parallèle, jusqu'à son intersection avec la ligne moyenne du chenal de navigation généralement suivi par les bâtiments de grand tirant d'eau ;

Cette ligne moyenne, jusque l'embouchure du fleuve Congo, ligne qui actuellement laisse à droite et comprises entre cette ligne et la rive droite du fleuve, notamment et entre autres, les îles fluviales nommées Bulambemba, Matéba et île des Princes, et à gauche et comprises entre cette ligne et la rive gauche du fleuve, notamment et entre autres les îles fluviales, connues sous les noms de Bulicoco et îles de Sacran Ambaca.

A l'Ouest :

L'océan Atlantique, entre le point d'aboutissement à la mer de la ligne moyenne ci-dessus décrite, et le point situé à 500 mètres au nord de la maison principale de la factorerie hollandaise de Lunga.

Bruxelles, le 28 décembre 1894.

III. — RÉGIME ÉCONOMIQUE.

N° 25.

Acte général de la Conférence de Berlin du 26 février 1885.

CHAPITRE I.

DÉCLARATION RELATIVE A LA LIBERTÉ DU COMMERCE DANS LE BASSIN DU CONGO,
SES EMBOUCHURES ET PAYS CIRCONVOISINS, ET DISPOSITIONS CONNEXES.

ARTICLE 1.

Le commerce de toutes les nations jouira d'une complète liberté :

1° Dans tous les territoires constituant le bassin du Congo et de ses affluents. Ce bassin est délimité par les crêtes des bassins contigus, à savoir notamment les bassins du Niari, de l'Ogowé, du Schari et du Nil, au Nord ; par la ligne de faite orientale des affluents du lac Tanganyka, à l'Est ; par les crêtes des bassins du Zambèze et de la Logé, au Sud. Il embrasse, en conséquence, tous les territoires drainés par le Congo et ses affluents, y compris le lac Tanganyka et ses tributaires orientaux.

2° Dans la zone maritime s'étendant sur l'océan Atlantique depuis le parallèle situé par 2°50' de latitude Sud jusqu'à l'embouchure de la Logé.

La limite septentrionale suivra le parallèle situé par 2°30', depuis la côte jusqu'au point où il rencontre le bassin géographique du Congo, en évitant le bassin de l'Ogowé auquel ne s'appliquent pas les stipulations du présent Acte.

La limite méridionale suivra le cours de la Logé jusqu'à la source de cette rivière et se dirigera de là vers l'est jusqu'à la jonction avec le bassin géographique du Congo.

3° Dans la zone se prolongeant à l'est du bassin du Congo, tel qu'il est délimité ci-dessus, jusqu'à l'océan Indien, depuis le cinquième degré de latitude Nord jusqu'à l'embouchure du Zambèze au Sud ; de ce point la ligne de démarcation suivra le Zambèze jusqu'à cinq milles en amont du confluent du Shiré et continuera par la ligne de faite séparant les eaux qui coulent vers le lac Nyassa des eaux tributaires du Zambèze, pour rejoindre enfin la ligne de partage des eaux du Zambèze et du Congo.

Il est expressément entendu qu'en étendant à cette zone orientale le principe de la liberté commerciale, les Puissances représentées à la Conférence ne s'engagent que pour elles-mêmes et que ce principe ne s'appliquera aux territoires appartenant actuellement à quelque État indépendant et souverain qu'autant que celui-ci y donnera son consentement. Les Puissances conviennent d'employer leurs bons offices auprès des Gouvernements établis sur le littoral Africain de la mer des Indes afin d'obtenir le dit consentement et, en tous cas, d'assurer au transit de toutes les nations les conditions les plus favorables.

ARTICLE 2.

Tous les pavillons, sans distinction de nationalité, auront libre accès à tout le littoral des territoires énumérés ci-dessus, aux rivières qui s'y déversent dans la mer, à toutes les eaux du Congo et de ses affluents, y compris les lacs, à tous les ports situés sur les bords de ces eaux, ainsi qu'à tous les canaux qui pourraient être creusés à l'avenir dans le but de relier entre eux les cours d'eaux ou les lacs compris dans toute l'étendue des territoires décrits à l'article 1. Ils pourront entreprendre toute espèce de transports et exercer le cabotage maritime et fluvial ainsi que la batellerie sur le même pied que les nationaux.

ARTICLE 3.

Les marchandises de toute provenance importées dans ces territoires, sous quelque pavillon que ce soit, par la voie maritime ou fluviale ou par celle de terre, n'auront à acquitter d'autres taxes que celles qui pourraient être perçues comme une équitable compensation de dépenses utiles pour le commerce et qui, à ce titre, devront être également supportées par les nationaux et par les étrangers de toute nationalité.

Tout traitement différentiel est interdit à l'égard des navires comme des marchandises.

ARTICLE 4.

Les marchandises importées dans ces territoires resteront affranchies de droits d'entrée et de transit.

Les Puissances se réservent de décider, au terme d'une période de vingt années, si la franchise d'entrée sera ou non maintenue.

ARTICLE 5.

Toute Puissance qui exerce ou exercera des droits de souveraineté dans les territoires susvisés ne pourra y concéder ni monopole ni privilège d'aucune espèce en matière commerciale.

Les étrangers y jouiront indistinctement, pour la protection de leurs personnes et de leurs biens, l'acquisition et la transmission de leurs propriétés mobilières et

immobilières et pour l'exercice des professions, du même traitement et des mêmes droits que les nationaux.

ARTICLE 6.

Dispositions relatives à la protection des indigènes, des missionnaires et des voyageurs, ainsi qu'à la liberté religieuse.

Toutes les Puissances exerçant des droits de souveraineté ou une influence dans lesdits territoires s'engagent à veiller à la conservation des populations indigènes et à l'amélioration de leurs conditions morales et matérielles d'existence et à concourir à la suppression de l'esclavage et surtout de la traite des noirs ; elles protégeront et favoriseront, sans distinction de nationalités ni de cultes, toutes les institutions et entreprises religieuses, scientifiques ou charitables créées et organisées à ces fins ou tendant à instruire les indigènes et à leur faire comprendre et apprécier les avantages de la civilisation.

Les missionnaires chrétiens, les savants, les explorateurs, leurs escortes, avoir et collections seront également l'objet d'une protection spéciale.

La liberté de conscience et la tolérance religieuse sont expressément garanties aux indigènes comme aux nationaux et aux étrangers. Le libre et public exercice de tous les cultes, le droit d'ériger des édifices religieux et d'organiser des missions appartenant à tous les cultes ne seront soumis à aucune restriction ni entrave.

ARTICLE 7.

Régime postal.

La Convention de l'Union postale universelle révisée à Paris le 1^{er} juin 1878 sera appliquée au bassin conventionnel du Congo.

Les Puissances qui y exercent ou exerceront des droits de souveraineté ou de protectorat s'engagent à prendre, aussitôt que les circonstances le permettront, les mesures nécessaires pour l'exécution de la disposition qui précède.

CHAPITRE II

DÉCLARATION CONCERNANT LA TRAITE DES ESCLAVES

ARTICLE 9.

Conformément aux principes du droit des gens, tels qu'ils sont reconnus par les Puissances signataires, la traite des esclaves étant interdite, et les opérations qui, sur terre ou sur mer, fournissent des esclaves à la traite devant être également considérées comme interdites, les Puissances qui exercent ou qui exerceront des droits de souveraineté ou une influence dans les territoires formant le bassin conventionnel du Congo déclarent que ces territoires ne pourront servir ni de marché ni de voie de transit pour la traite des esclaves de quelque race que ce soit. Chacune de ces Puissances s'engage à employer tous les moyens en son pouvoir pour mettre fin à ce commerce et pour punir ceux qui s'en occupent.

CHAPITRE IV

ACTE DE NAVIGATION DU CONGO

ARTICLE 13.

La navigation du Congo, sans exception d'aucun des embranchements ni issues de ce fleuve, est et demeurera entièrement libre pour les navires marchands, en charge ou sur lest, de toutes les nations, tant pour le transport des marchandises que pour celui des voyageurs. Elle devra se conformer aux dispositions du présent Acte de navigation et aux règlements à établir en exécution du même Acte.

Dans l'exercice de cette navigation, les sujets et les pavillons de toutes les nations seront traités, sous tous les rapports, sur le pied d'une parfaite égalité, tant pour la navigation directe de la pleine mer vers les ports intérieurs du Congo et vice-versâ, que pour le grand et le petit cabotage ainsi que pour la batellerie sur le parcours de ce fleuve.

En conséquence, sur tout le parcours et aux embouchures du Congo, il ne sera fait aucune distinction entre les sujets des États riverains et ceux des non-riverains, et il ne sera concédé aucun privilège exclusif de navigation, soit à des sociétés ou corporations quelconques, soit à des particuliers.

Ces dispositions sont reconnues par les Puissances signataires comme faisant désormais partie du droit public international.

ARTICLE 14.

La navigation du Congo ne pourra être assujettie à aucune entrave ni redevance qui ne seraient pas expressément stipulées dans le présent Acte. Elle ne sera grevée d'aucune obligation d'échelle, d'étape, de dépôt, de rompre charge, ou de relâche forcée.

Dans toute l'étendue du Congo, les navires et les marchandises transitant sur le fleuve ne seront soumis à aucun droit de transit, quelle que soit leur provenance ou leur destination.

Il ne sera établi aucun péage maritime ni fluvial basé sur le seul fait de la navigation, ni aucun droit sur les marchandises qui se trouvent à bord des navires. Pourront seuls être perçus des taxes ou droits qui auront le caractère de rétribution pour services rendus à la navigation même, savoir :

1° Des taxes de port pour l'usage effectif de certains établissements locaux tels que quais, magasins, etc., etc.

Le tarif de ces taxes sera calculé sur les dépenses de construction et d'entretien dedités établissements locaux, et l'application en aura lieu sans égard à la provenance des navires ni à leur cargaison.

2° Des droits de pilotage sur les sections fluviales où il paraîtrait nécessaire de créer des stations de pilotes brevetés.

Le tarif de ces droits sera fixe et proportionné au service rendu.

3° Des droits destinés à couvrir les dépenses techniques et administratives,

faites dans l'intérêt général de la navigation, y compris les droits de phare, de fanal et de balisage.

Les droits de cette dernière catégorie seront basés sur le tonnage des navires, tel qu'il résulte des papiers de bord, et conformément aux règles adoptées sur le Bas-Danube.

Les tarifs d'après lesquels les taxes et droits, énumérés dans les trois paragraphes précédents, seront perçus, ne comporteront aucun traitement différentiel et devront être officiellement publiés dans chaque port.

Les Puissances se réservent d'examiner, au bout d'une période de cinq ans, s'il y a lieu de reviser, d'un commun accord, les tarifs ci-dessus mentionnés.

ARTICLE 15.

Les affluents du Congo seront à tous égards soumis au même régime que le fleuve dont ils sont tributaires.

Le même régime sera appliqué aux fleuves et rivières ainsi qu'aux lacs et canaux des territoires déterminés par l'article 1, paragraphe 2 et 3.

ARTICLE 16.

Les routes, chemins de fer ou canaux latéraux qui pourront être établis dans le but spécial de suppléer à l'innavigabilité ou aux imperfections de la voie fluviale sur certaines sections du parcours du Congo, de ses affluents et des autres cours d'eau qui leur sont assimilés par l'article 15 seront considérés, en leur qualité de moyens de communication, comme des dépendances de ce fleuve et seront également ouverts au trafic de toutes les nations.

De même que sur le fleuve, il ne pourra être perçu sur ces routes, chemins de fer et canaux que des péages calculés sur les dépenses de construction, d'entretien et d'administration, et sur les bénéfices dus aux entrepreneurs.

Quant au taux de ces péages, les étrangers et les nationaux des territoires respectifs seront traités sur le pied d'une parfaite égalité.

N° 26.

Acte général de la Conférence de Bruxelles du 2 juillet 1890.

CHAPITRE I.

PAYS DE TRAITE. — MESURES A PRENDRE AUX LIEUX D'ORIGINE.

ARTICLE I.

Les Puissances déclarent que les moyens les plus efficaces pour combattre la traite à l'intérieur de l'Afrique sont les suivants :

1° Organisation progressive des services administratifs, judiciaires, religieux

et militaires dans les territoires d'Afrique placés sous la souveraineté ou le protectorat des nations civilisées ;

2° Établissement graduel, à l'intérieur, par les Puissances de qui relèvent les territoires, de stations fortement occupées, de manière que leur action protectrice ou répressive puisse se faire sentir avec efficacité dans les territoires dévastés par les chasses à l'homme ;

3° Construction de routes et notamment de voies ferrées reliant les stations avancées à la côte et permettant d'accéder aisément aux eaux intérieures et sur le cours supérieur des fleuves et rivières qui seraient coupés par des rapides et des cataractes, en vue de substituer des moyens économiques et accélérés de transport au portage actuel par l'homme ;

4° Installation de bateaux à vapeur sur les eaux intérieures navigables et sur les lacs, avec l'appui de postes fortifiés établis sur les rives ;

5° Établissement de lignes télégraphiques assurant la communication des postes et des stations avec la côte et les centres d'administration ;

6° Organisation d'expéditions et de colonnes mobiles, qui maintiennent les communications des stations entre elles et avec la côte, en appuient l'action répressive et assurent la sécurité des routes de parcours ;

7° Restriction de l'importation des armes à feu, au moins des armes perfectionnées, et des munitions dans toute l'étendue des territoires atteints par la traite.

ARTICLE II.

Les stations, les croisières intérieures organisées par chaque Puissance dans ses eaux et les postes qui leur servent de ports d'attache, indépendamment de leur mission principale, qui sera d'empêcher la capture d'esclaves et d'intercepter les routes de la traite, auront pour tâche subsidiaire :

1° De servir de point d'appui et au besoin de refuge aux populations indigènes placées sous la souveraineté ou le protectorat de l'État de qui relève la station, aux populations indépendantes, et temporairement à toutes autres en cas de danger imminent ; de mettre les populations de la première de ces catégories à même de concourir à leur propre défense ; de diminuer les guerres intestines entre les tribus par la voie de l'arbitrage ; de les initier aux travaux agricoles et aux arts professionnels, de façon à accroître leur bien être, à les élever à la civilisation et à amener l'extinction des coutumes barbares, telles que le cannibalisme et les sacrifices humains ;

2° De prêter aide et protection aux entreprises du commerce, d'en surveiller la légalité en contrôlant notamment les contrats de service avec les indigènes et de préparer la fondation de centres de cultures permanents et d'établissements commerciaux ;

3° De protéger, sans distinction de culte, les missions établies ou à établir ;

4° De pourvoir au service sanitaire et d'accorder l'hospitalité et des secours aux explorateurs et à tous ceux qui participent en Afrique à l'œuvre de la répression de la traite.

ARTICLE III.

Les Puissances qui exercent une souveraineté ou un protectorat en Afrique, confirmant et précisant leurs déclarations antérieures, s'engagent à poursuivre graduellement, suivant que les circonstances le permettront, soit par les moyens indiqués ci-dessus, soit par tous autres qui leur paraîtront convenables, la répression de la traite, chacune dans ses possessions respectives et sous sa direction propre. Toutes les fois qu'elles le jugeront possible, elles prêteront leurs bons offices aux Puissances qui, dans un but purement humanitaire, accompliraient en Afrique une mission analogue.

ARTICLE IV.

Les Puissances exerçant des pouvoirs souverains ou des protectorats en Afrique pourront toutefois déléguer à des compagnies munies de chartes, tout ou partie des engagements qu'elles assument en vertu de l'article III. Elles demeurent néanmoins directement responsables des engagements qu'elles contractent par le présent Acte général et en garantissent l'exécution.

Les Puissances promettent accueil, aide et protection aux associations nationales et aux initiatives individuelles qui voudraient coopérer dans leurs possessions à la répression de la traite, sous la réserve de leur autorisation préalable et révocable en tout temps, de leur direction et contrôle, et à l'exclusion de tout exercice des droits de la souveraineté.

ARTICLE V.

Les Puissances contractantes s'obligent, à moins qu'il n'y soit pourvu déjà par des lois conformes à l'esprit du présent article, à édicter ou à proposer à leurs législatures respectives, dans le délai d'un an au plus tard à partir de la date de la signature du présent Acte général, une loi rendant applicables, d'une part, les dispositions de leur législation pénale qui concernent les attentats graves envers les personnes, aux organisateurs et coopérateurs des chasses à l'homme, aux auteurs de la mutilation des adultes et enfants mâles et à tous individus participant à la capture des esclaves par violence ; — et, d'autre part, les dispositions qui concernent les attentats à la liberté individuelle, aux convoyeurs, transporteurs et marchands d'esclaves.

Les co-auteurs et complices des diverses catégories spécifiées ci-dessus de captureurs et trafiquants d'esclaves seront punis de peines proportionnées à celles encourues par les auteurs.

Les coupables qui se seraient soustraits à la juridiction des autorités du pays où les crimes ou délits auraient été commis seront mis en état d'arrestation, soit sur communication des pièces de l'instruction de la part des autorités qui ont constaté les infractions, soit sur toute autre preuve de culpabilité, par les soins de la Puissance sur le territoire de laquelle ils seront découverts, et tenus sans autre formalité à la disposition des tribunaux compétents pour les juger.

Les Puissances se communiqueront, dans le plus bref délai possible, les lois ou décrets existants ou promulgués en exécution du présent article.

ARTICLE VI.

Les esclaves libérés à la suite de l'arrestation ou de la dispersion d'un convoi à l'intérieur du continent seront renvoyés, si les circonstances le permettent, dans leur pays d'origine; sinon, l'autorité locale leur facilitera, autant que possible, les moyens de vivre et, s'ils le désirent, de se fixer dans la contrée.

ARTICLE VII.

Tout esclave fugitif qui, sur le continent, réclamera la protection des Puissances signataires, devra l'obtenir et sera reçu dans les camps et stations officiellement établis par elles ou à bord des bâtiments de l'État naviguant sur les lacs et rivières. Les stations et les bateaux privés ne sont admis à exercer le droit d'asile que sous la réserve du consentement préalable de l'État.

ARTICLE VIII.

L'expérience de toutes les nations qui ont des rapports avec l'Afrique ayant démontré le rôle pernicieux et prépondérant des armes à feu dans les opérations de traite, et dans les guerres intestines entre tribus indigènes, et cette même expérience ayant prouvé manifestement que la conservation des populations africaines, dont les Puissances ont la volonté expresse de sauvegarder l'existence, est une impossibilité radicale si des mesures restrictives du commerce des armes à feu et des munitions ne sont établies, les Puissances décident, pour autant que le permet l'état actuel de leurs frontières, que l'importation des armes à feu et spécialement des armes rayées et perfectionnées, ainsi que de la poudre, des balles et des cartouches, est, sauf dans les cas et sous les conditions prévus à l'article suivant, interdite dans les territoires compris entre le 20^e parallèle nord et le 22^e parallèle sud et aboutissant vers l'ouest à l'océan Atlantique, vers l'est à l'océan Indien et ses dépendances, y compris les îles adjacentes au littoral jusqu'à 100 milles marins de la côte.

ARTICLE IX.

L'introduction des armes à feu et de leurs munitions, lorsqu'il y aura lieu de l'autoriser dans les possessions des Puissances signataires qui exercent des droits de souveraineté ou de protectorat en Afrique, sera réglée, à moins qu'un régime identique ou plus rigoureux n'y soit déjà appliqué, de la manière suivante, dans la zone déterminée à l'article VIII.

Toutes armes à feu importées devront être déposées, aux frais, risques et périls des importateurs, dans un entrepôt public placé sous le contrôle de l'admi-

nistration de l'État. Aucune sortie d'armes à feu ni de munitions importées ne pourra avoir lieu des entrepôts sans l'autorisation préalable de l'Administration. Cette autorisation sera, sauf les cas spécifiés ci-après, refusée pour la sortie de toutes armes de précision telles que fusils rayés, à magasin ou se chargeant par la culasse, entières ou en pièces détachées, de leurs cartouches, des capsules ou d'autres munitions destinées à les approvisionner.

Dans les ports de mer et sous les conditions offrant les garanties nécessaires, les Gouvernements respectifs pourront admettre aussi les entrepôts particuliers, mais seulement pour la poudre ordinaire et les fusils à silex et à l'exclusion des armes perfectionnées et de leurs munitions.

Indépendamment des mesures prises directement par les Gouvernements pour l'armement de la force publique et l'organisation de leur défense, des exceptions pourront être admises, à titre individuel, pour des personnes offrant une garantie suffisante que l'arme et les munitions qui leur seraient délivrées ne seront pas données, cédées ou vendues à des tiers, et pour les voyageurs munis d'une déclaration de leur Gouvernement constatant que l'arme et ses munitions sont exclusivement destinées à leur défense personnelle.

Toute arme, dans les cas prévus par le paragraphe précédent, sera enregistrée et marquée par l'autorité préposée au contrôle, qui délivrera aux personnes dont il s'agit des permis de port d'armes, indiquant le nom du porteur et l'estampille de laquelle l'arme est marquée. Ces permis, révocables en cas d'abus constaté, ne seront délivrés que pour cinq ans, mais pourront être renouvelés.

La règle ci-dessus établie de l'entrée en entrepôt s'appliquera également à la poudre.

Ne pourront être retirés des entrepôts pour être mis en vente que les fusils à silex non rayés ainsi que les poudres communes dites de traite. A chaque sortie d'armes et de munitions de cette nature destinées à la vente, les autorités locales détermineront les régions où ces armes et munitions pourront être vendues. Les régions atteintes par la traite seront toujours exclues. Les personnes autorisées à faire sortir des armes ou de la poudre des entrepôts s'obligeront à présenter à l'administration, tous les six mois, des listes détaillées indiquant les destinations qu'ont reçues les dites armes à feu et les poudres déjà vendues, ainsi que les quantités qui restent en magasin.

ARTICLE X.

Les Gouvernements prendront toutes les mesures qu'ils jugeront nécessaires pour assurer l'exécution aussi complète que possible des dispositions relatives à l'importation, à la vente et au transport des armes à feu et des munitions, ainsi que pour en empêcher soit l'entrée et la sortie par leurs frontières intérieures, soit le passage vers les régions où sévit la traite.

L'autorisation de transit, dans les limites de la zone spécifiée à l'article VIII, ne pourra être refusée lorsque les armes et munitions doivent passer à travers le territoire d'une Puissance signataire ou adhérente occupant la côte, vers des territoires à l'intérieur placés sous la souveraineté ou le protectorat d'une autre Puissance signataire ou adhérente, à moins que cette dernière Puissance n'ait un

accès direct à la mer par son propre territoire. Si cet accès était complètement interrompu, l'autorisation de transit ne pourra non plus être refusée. Toute demande de transit doit être accompagnée d'une déclaration émanée du Gouvernement de la Puissance ayant des possessions à l'intérieur, et certifiant que lesdites armes et munitions ne sont pas destinées à la vente, mais à l'usage des autorités de la Puissance ou de la force militaire nécessaire pour la protection des stations de missionnaires ou de commerce, ou bien des personnes désignées nominativement dans la déclaration. Toutefois, la Puissance territoriale de la côte se réserve le droit d'arrêter, exceptionnellement et provisoirement, le transit des armes de précision et des munitions à travers son territoire si, par suite de troubles à l'intérieur ou d'autres graves dangers, il y avait lieu de craindre que l'envoi des armes et munitions ne pût compromettre sa propre sûreté.

ARTICLE XI.

Les Puissances se communiqueront les renseignements relatifs au trafic des armes à feu et des munitions, aux permis accordés ainsi qu'aux mesures de répression appliquées dans leurs territoires respectifs.

ARTICLE XII.

Les Puissances s'engagent à adopter ou à proposer à leurs législatures respectives les mesures nécessaires afin que les contrevenants aux défenses établies par les articles VIII et IX soient partout punis, ainsi que leurs complices, outre la saisie et la confiscation des armes et munitions prohibées, soit de l'amende, soit de l'emprisonnement, soit de ces deux peines réunies, proportionnellement à l'importance de l'infraction et suivant la gravité de chaque cas.

ARTICLE XIII.

Les Puissances signataires qui ont en Afrique des possessions en contact avec la zone spécifiée à l'article VIII, s'engagent à prendre les mesures nécessaires pour empêcher l'introduction des armes à feu et des munitions, par leurs frontières intérieures, dans les régions de ladite zone, tout au moins celle des armes perfectionnées et des cartouches.

ARTICLE XIV.

Le régime stipulé aux articles VIII à XIII inclusivement restera en vigueur pendant douze ans. Dans le cas où aucune des Parties contractantes n'aurait, douze mois avant l'expiration de cette période, notifié son intention d'en faire cesser les effets, ni demandé la révision, il continuera de rester obligatoire pendant deux ans, et ainsi de suite, de deux en deux ans.

CHAPITRE II.**ROUTES DES CARAVANES ET TRANSPORTS D'ESCLAVES PAR TERRE.****ARTICLE XV.**

Indépendamment de leur action répressive ou protectrice aux foyers de la traite, les stations, croisières et postes dont l'établissement est prévu à l'article II et toutes autres stations établies ou reconnues aux termes de l'article IV par chaque Gouvernement dans ses possessions, auront en outre pour mission de surveiller, autant que les circonstances le permettront, et au fur et à mesure du progrès de leur organisation administrative, les routes suivies sur leur territoire par les trafiquants d'esclaves, d'y arrêter les convois en marche ou de les poursuivre partout où leur action pourra s'exercer légalement.

ARTICLE XVI.

Dans les régions du littoral connues comme servant de lieux habituels de passage ou de points d'aboutissement aux transports d'esclaves venant de l'intérieur, ainsi qu'aux points de croisement des principales routes de caravanes traversant la zone voisine de la côte déjà soumise à l'action des Puissances souveraines ou protectrices, des postes seront établis dans les conditions et sous les réserves mentionnées à l'article III, par les autorités dont relèvent les territoires, à l'effet d'intercepter les convois et de libérer les esclaves.

ARTICLE XVII.

Une surveillance rigoureuse sera organisée par les autorités locales dans les ports et les contrées avoisinant la côte, à l'effet d'empêcher la mise en vente et l'embarquement des esclaves amenés de l'intérieur, ainsi que la formation et le départ vers l'intérieur de bandes de chasseurs à l'homme et de marchands d'esclaves.

Les caravanes débouchant à la côte ou dans son voisinage, ainsi que celles aboutissant à l'intérieur dans une localité occupée par les autorités de la Puissance territoriale, seront, dès leur arrivée, soumises à un contrôle minutieux quant à la composition de leur personnel. Tout individu qui serait reconnu avoir été capturé ou enlevé de force ou mutilé, soit dans son pays natal, soit en route, sera mis en liberté.

ARTICLE XVIII.

Dans les possessions de chacune des Puissances contractantes, l'administration aura le devoir de protéger les esclaves libérés, de les rapatrier, si c'est possible, de leur procurer des moyens d'existence et de pourvoir en particulier à l'éducation et à l'établissement des enfants délaissés.

ARTICLE XIX.

Les dispositions pénales prévues à l'article 5 seront rendues applicables à tous les actes criminels ou délictueux accomplis aux cours des opérations qui ont pour objet le transport et le trafic des esclaves par terre, à quelque moment que ces actes soient constatés.

Tout individu qui aurait encouru une pénalité, à raison d'une infraction prévue par le présent Acte général, sera soumis à l'obligation de fournir un cautionnement avant de pouvoir entreprendre une opération commerciale dans les pays où se pratique la traite.

CHAPITRE V.**§ II. — De l'échange entre les gouvernements des documents et renseignements relatifs à la traite.****ARTICLE LXXXI.**

Les Puissances se communiqueront, dans la plus large mesure et le plus bref délai qu'elles jugeront possibles :

1° Le texte des lois et règlements d'administration existants ou édictés par application des clauses du présent Acte général ;

2° Les renseignements statistiques concernant la traite, les esclaves arrêtés et libérés, le trafic des armes, des munitions et des alcools.

ARTICLE LXXXII.

L'échange de ces documents et renseignements sera centralisé dans un bureau spécial rattaché au Département des Affaires étrangères à Bruxelles.

ARTICLE LXXXIII.

Le Bureau de Zanzibar lui fera parvenir, chaque année, le rapport mentionné à l'article LXXX sur ses opérations pendant l'année écoulée et sur celles des bureaux auxiliaires qui viendraient à être établis conformément à l'article LXXIX.

ARTICLE LXXXIV.

Les documents et renseignements seront réunis et publiés périodiquement et adressés à toutes les Puissances signataires. Cette publication sera accompagnée, chaque année, d'une table analytique des documents législatifs, administratifs et statistiques mentionnés aux articles LXXXI et LXXXIII.

ARTICLE LXXXV.

Les frais de bureau, de correspondance, de traduction et d'impression qui en

résulteront, seront supportés par toutes les Puissances signataires et recouvrés par les soins du Département des Affaires étrangères à Bruxelles.

§ III. — *De la protection des esclaves libérés.*

ARTICLE LXXXVI.

Les Puissances signataires ayant reconnu le devoir de protéger les esclaves libérés dans leurs possessions respectives s'engagent à établir, s'il n'en existe déjà, dans les ports de la zone déterminée à l'article XXI et dans les endroits de leurs dites possessions qui seraient des lieux de capture, de passage et d'arrivée d'esclaves africains, des bureaux ou des institutions en nombre jugé suffisant par elles et qui seront chargés spécialement de les affranchir et de les protéger, conformément aux dispositions des articles VI, XVIII, LII, LXIII et LXVI.

ARTICLE LXXXVII.

Les bureaux d'affranchissement ou les autorités chargées de ce service délivreront les lettres d'affranchissement et en tiendront registre.

En cas de dénonciation d'un fait de traite ou de détention illégale, ou sur le recours des esclaves eux-mêmes, les dits bureaux ou autorités feront toutes les diligences nécessaires pour assurer la libération des esclaves et la punition des coupables.

La remise des lettres d'affranchissement ne saurait, en aucun cas, être retardée, si l'esclave est accusé d'un crime ou délit de droit commun. Mais, après la délivrance des dites lettres, il sera procédé à l'instruction en la forme établie par la procédure ordinaire.

ARTICLE LXXXVIII.

Les Puissances signataires favoriseront, dans leurs possessions, la fondation d'établissements de refuge pour les femmes et d'éducation pour les enfants libérés.

ARTICLE LXXXIX.

Les esclaves affranchis pourront toujours recourir aux bureaux pour être protégés dans la jouissance de leur liberté.

Quiconque aura usé de fraude ou de violence pour enlever à un esclave libéré ses lettres d'affranchissement, ou pour le priver de sa liberté, sera considéré comme marchand d'esclaves.

CHAPITRE VI.

MESURES RESTRICTIVES DU TRAFIC DES SPIRITUEUX.

ARTICLE XC.

Justement préoccupées des conséquences morales et matérielles qu'entraîne

pour les populations indigènes l'abus des spiritueux, les Puissances signataires sont convenues d'appliquer les dispositions des articles XCI, XCII et XCIII dans une zone délimitée par le 20^e degré latitude nord et par le 22^e degré latitude sud, et aboutissant vers l'ouest à l'océan Atlantique et vers l'est à l'océan Indien et à ses dépendances, y compris les îles adjacentes au littoral jusqu'à 100 milles marins de la côte.

ARTICLE XCI.

Dans les régions de cette zone où il sera constaté que, soit à raison des croyances religieuses, soit pour d'autres motifs, l'usage des boissons distillées n'existe pas ou ne s'est pas développé, les Puissances en prohiberont l'entrée. La fabrication des boissons distillées y sera également interdite.

Chaque Puissance déterminera les limites de la zone de prohibition des boissons alcooliques dans ses possessions ou protectorats, et sera tenue d'en notifier le tracé aux autres Puissances dans un délai de six mois.

Il ne pourra être dérogé à la susdite prohibition que pour des quantités limitées, destinées à la consommation des populations non indigènes et introduites sous le régime et dans les conditions déterminées par chaque Gouvernement.

ARTICLE XCII.

Les Puissances ayant des possessions ou exerçant des protectorats dans les régions de la zone qui ne sont pas placées sous le régime de la prohibition et où les spiritueux sont actuellement importés librement ou soumis à un droit d'importation inférieure à 15 francs par hectolitre à 50° centigrades, s'engagent à établir sur ces spiritueux un droit d'entrée qui sera de 15 francs par hectolitre à 50° centigrades, pendant les trois années qui suivront la mise en vigueur du présent Acte général. A l'expiration de cette période, le droit pourra être porté à 25 francs pendant une nouvelle période de trois années. Il sera, à la fin de la sixième année, soumis à révision, en prenant pour base une étude comparative des résultats produits par ces tarifications, à l'effet d'arrêter alors, si faire se peut, une taxe minima dans toute l'étendue de la zone où n'existerait pas le régime de la prohibition visé à l'article XCI.

Les Puissances conservent le droit de maintenir et d'élever les taxes au delà du minimum fixé par le présent article dans les régions où elles le possèdent actuellement.

ARTICLE XCIII.

Les boissons distillées qui seraient fabriquées dans les régions visées à l'article XCII et destinées à être livrées à la consommation intérieure, seront grevées d'un droit d'accise.

Ce droit d'accise, dont les Puissances s'engagent à assurer la perception dans la limite du possible, ne sera pas inférieur au minimum des droits d'entrée fixé par l'article XCII.

ARTICLE XCIV.

Les Puissances signataires qui ont en Afrique des possessions en contact avec la zone spécifiée à l'article XC s'engagent à prendre les mesures nécessaires pour empêcher l'introduction des spiritueux, par leurs frontières intérieures, dans les territoires de ladite zone.

ARTICLE XCV.

Les Puissances se communiqueront, par l'entremise du Bureau de Bruxelles, dans les conditions indiquées au chapitre V, les renseignements relatifs au trafic des spiritueux dans leurs territoires respectifs.

N° 27.

Déclaration du 2 juillet 1890.

Les Puissances réunies en Conférence à Bruxelles, qui ont ratifié l'Acte général de Berlin du 26 février 1885 ou qui y ont adhéré,

Après avoir arrêté et signé de concert, dans l'Acte général de ce jour, un ensemble de mesures destinées à mettre un terme à la traite des nègres sur terre comme sur mer et à améliorer les conditions morales et matérielles d'existence des populations indigènes,

Considérant que l'exécution des dispositions qu'elles ont prises dans ce but impose à certaines d'entre elles, qui ont des possessions ou exercent des protectorats dans le Bassin conventionnel du Congo, des obligations qui exigent impérieusement, pour y faire face, des ressources nouvelles,

Sont convenues de faire la déclaration suivante :

Les Puissances signataires ou adhérentes qui ont des possessions ou exercent des protectorats dans le dit Bassin conventionnel du Congo pourront, pour autant qu'une autorisation leur soit nécessaire à cette fin, y établir sur les marchandises importées des droits dont le tarif ne pourra dépasser un taux équivalent à 10 p. % de la valeur au port d'importation, à l'exception toutefois des spiritueux, qui sont régis par les dispositions du chapitre VI de l'Acte général de ce jour.

Après la signature dudit Acte général, une négociation sera ouverte entre les Puissances qui ont ratifié l'Acte général de Berlin ou qui y ont adhéré, à l'effet d'arrêter, dans la limite maxima de 10 p. % de la valeur, les conditions du régime douanier à instituer dans le Bassin conventionnel du Congo.

Il reste néanmoins entendu :

- 1° Qu'aucun traitement différentiel ni droit de transit ne pourront être établis ;
- 2° Que, dans l'application du régime douanier qui sera convenu, chaque Puis-

sance s'attachera à simplifier, autant que possible, les formalités et à faciliter les opérations du commerce ;

3^o Que l'arrangement à résulter de la négociation prévue restera en vigueur pendant quinze ans à partir de la signature de la présente Déclaration.

A l'expiration de ce terme et à défaut d'un nouvel accord, les Puissances contractantes se retrouveront dans les conditions prévues par l'article IV de l'Acte général de Berlin, la faculté d'imposer à un maximum de 10 p. % les marchandises importées dans le Bassin conventionnel du Congo leur restant acquise.

Les ratifications de la présente Déclaration seront échangées en même temps que celles de l'Acte général du même jour.

En foi de quoi, les soussignés Plénipotentiaires ont dressé la présente Déclaration et y ont apposé leur cachet.

Fait à Bruxelles, le deuxième jour du mois de juillet mil huit cent quatre-vingt-dix.

N^o 28.

Protocole signé à Lisbonne le 8 avril 1892, entre les Gouvernements de l'État Indépendant du Congo, de la France et du Portugal, et réglant les tarifs des droits d'entrée et de sortie dans la zone occidentale du bassin conventionnel du Congo.

I. — Tous les produits importés dans le bassin occidental du Congo seront taxés à 6 p. % de la valeur, sauf les armes, les munitions, la poudre et le sel, qui acquitteront le taux de 10 p. %. Les alcools sont réservés.

Les navires et bateaux, les machines à vapeur, les appareils mécaniques servant à l'industrie ou à l'agriculture, et les outils d'un usage industriel et agricole seront exempts à l'entrée pendant une période de quatre ans, prenant cours le jour de l'application des droits, et pourront ensuite être imposés à 3 p. %.

Les locomotives, les voitures et matériel de chemin de fer seront exempts pendant la période de construction des lignes et jusqu'au jour de l'exploitation. Ils pourront ensuite être imposés à 3 p. %.

Les instruments de science et de précision, ainsi que les objets servant au culte, les effets d'habillement et bagages à l'usage personnel des voyageurs et des personnes qui viennent s'établir sur le territoire du bassin occidental du Congo, sont exempts.

II. — Les produits exportés du bassin occidental du Congo acquitteront les droits de sortie suivants :

| | |
|---|------------------------|
| Ivoire | } 10 p. % de la valeur |
| Caoutchouc | |
| Arachides | } 5 p. % de la valeur |
| Café | |
| Copal rouge | |
| Copal blanc (de qualité inférieure) | |

| | |
|--------------------------|-----------------------|
| Huile de palme | } 5 p. % de la valeur |
| Noix palmistes | |
| Sésame | |

Les droits de sortie sur l'ivoire et le caoutchouc seront perçus sur les bases suivantes :

| | |
|---|---------------------|
| Morceaux d'ivoire, pilons, etc. | fr. 10.00 le kilog. |
| Dents d'un poids inférieur à 6 kilog. | 16.00 — |
| — — supérieur à 6 kilog. | 21.00 — |
| Caoutchouc. | 4.00 — |

Ces bases seront revisables d'année en année, d'après la valeur marchande à la côte d'Afrique, dans des conditions de nature à donner toute garantie au commerce.

III. — Les tarifs ci-dessus indiqués des droits d'entrée et de sortie sont établis pour dix ans.



CHAPITRE II.

N° 29.

I. OBSERVATIONS MÉTÉOROLOGIQUES.

Station de Banana.

Tableau des maxima et des minima extrêmes de chaque mois en 1890.

| | Maximum | | Minimum | | Variation absolue |
|---------------------|---------------|--------------|---------------|--------------|----------------------|
| | le plus haut. | le plus bas. | le plus haut. | le plus bas. | |
| Janvier | 34°0 | 27°3 | 24°7 | 21°5 | 12°5 |
| Février | 32°5 | 28°8 | 24°6 | 21°6 | 10°9 |
| Mars | 34°2 | 27°3 | 25°4 | 21°5 | 12°7 |
| Avril | 32°9 | 27°7 | 26°2 | 21°1 | 11°8 |
| Mai | 33°4 | 26°4 | 24°9 | 20°7 | 12°7 |
| Juin | 30°8 | 23°7 | 22°7 | 17°2 | 13°6 |
| Juillet | 28°0 | 23°5 | 19°5 | 16°6 | 11°4 |
| Août | 27°4 | 23°4 | 20°3 | 16°9 | 10°5 |
| Septembre | 28°9 | 23°8 | 21°9 | 18°5 | 10°4 |
| Octobre | 31°4 | 26°7 | 23°2 | 21°2 | 10°2 |
| Novembre | 31°4 | 27°8 | 24°2 | 22°2 | 9°2 |
| Décembre | 32°0 | 27°9 | 24°2 | 22°1 | 9°9 |

Tableau des maxima et minima moyens de chaque mois en 1890.

| | Maximum moyen. | Minimum moyen. | Moyenne mensuelle. |
|---------------------|----------------|----------------|--------------------|
| Janvier | 31°5 | 23°8 | 27°62 |
| Février | 31°0 | 23°5 | 27°51 |
| Mars | 31°1 | 24°0 | 27°56 |
| Avril | 31°3 | 24°0 | 27°66 |
| Mai | 29°9 | 22°8 | 26°35 |
| Juin | 27°0 | 19°8 | 23°36 |
| Juillet | 25°2 | 18°4 | 21°82 |
| Août | 25°6 | 18°7 | 22°32 |
| Septembre | 26°6 | 20°8 | 23°69 |
| Octobre | 28°4 | 22°3 | 25°33 |
| Novembre | 29°6 | 23°3 | 26°42 |
| Décembre | 29°4 | 23°1 | 26°24 |

Station de Banana (suite)

Températures moyennes hebdomadaires en 1890.

| Sem. | Températ. | Sem. | Températ. | Sem. | Températ. | Sem. | Températ. |
|------|-----------|------|-----------|------|-----------|------|-----------|
| 1 | 27°91 | 14 | 28°06 | 27 | 21°31 | 40 | 25°21 |
| 2 | 26°83 | 15 | 27°60 | 28 | 22°19 | 41 | 25°03 |
| 3 | 27°75 | 16 | 27°91 | 29 | 21°96 | 42 | 25°54 |
| 4 | 27°87 | 17 | 26°93 | 30 | 21°82 | 43 | 25°41 |
| 5 | 27°64 | 18 | 26°73 | 31 | 21°62 | 44 | 25°77 |
| 6 | 26°87 | 19 | 27°07 | 32 | 21°96 | 45 | 26°37 |
| 7 | 27°65 | 20 | 27°12 | 33 | 22°71 | 46 | 26°44 |
| 8 | 27°43 | 21 | 25°53 | 34 | 22°33 | 47 | 26°53 |
| 9 | 27°79 | 22 | 25°17 | 35 | 23°12 | 48 | 26°66 |
| 10 | 27°41 | 23 | 25°20 | 36 | 23°00 | 49 | 26°46 |
| 11 | 27°17 | 24 | 25°41 | 37 | 23°50 | 50 | 25°84 |
| 12 | 27°36 | 25 | 22°38 | 38 | 24°26 | 51 | 26°31 |
| 13 | 27°89 | 26 | 21°58 | 39 | 24°11 | 52 | 26°37 |

Tableau de la proportion des pluies pendant la saison 1889-1890.

| Mois. | Quantité tombée. | Intensité par jour de pluie. | Nombre de jours d'eau recueillie. | Nombre de jours d'eau non mesurable | Durée en heures. |
|------------------------|---------------------------|------------------------------|-----------------------------------|-------------------------------------|------------------|
| Octobre 1889 | 38,5 ^{mm} | 5,7 ^{mm} | 7 | ? | 12 (?) |
| Novembre | 201,5 | 22,38 | 9 | ? | 25 (?) |
| Décembre | 83,0 | 26,03 | 7 | 8 | 15 |
| Janvier 1890 | 97,0 | 19,40 | 5 | 3 | 9 |
| Février | 18,6 | 3,72 | 5 | 4 | 6 |
| Mars | 73,0 | 12,17 | 6 | 1 | 10 |
| Avril | 70,7 | 8,84 | 8 | 3 | 10 |
| Mai | 38,2 | 12,73 | 3 | 1 | 10 |
| | <u>620,4^{mm}</u> | <u>12,4^{mm}</u> | <u>50</u> | | <u>97 (?)</u> |

Tableau de la proportion des pluies pendant la saison 1890-1891.

| Mois. | Quantité tombée. | Intensité par jour de pluie. | Nombre de jours d'eau recueillie. | Nombre de jours d'eau non mesurable |
|--------------------------|---------------------------|------------------------------|-----------------------------------|-------------------------------------|
| Septembre 1890 | 3,6 ^{mm} | 1,20 ^{mm} | 3 | 7 |
| Octobre | 8,9 | 2,22 | 4 | 11 |
| Novembre | 14,2 | 2,84 | 5 | 9 |
| Décembre | 0,4 | 0,00 | 0 | 8 |
| Janvier 1891 | 2,2 | 2,20 | 1 | 7 |
| Février | 10,2 | 10,20 | 1 | 2 |
| Mars | 69,2 | 17,3 | 4 | 2 |
| Avril | 240,0 | 30,0 | 8 | 4 |
| Mai | 33,2 | 11,0 | 3 | 2 |
| | <u>381,9^{mm}</u> | | <u>29</u> | |

(Publications de l'État Indépendant du Congo : *Le climat de Banana en 1890*, par le Dr E. ETIENNE.)

Station de Vivi.

Tableau des maxima et des minima extrêmes :

| | Maximum. | | Minimum | | Variations absolue. |
|--------------------|---------------|--------------|---------------|--------------|------------------------|
| | le plus haut. | le plus bas. | le plus haut. | le plus bas. | |
| 1882. | | | | | |
| Mai | 35°2 | 26°1 | 25°9 | 19°8 | 15°4 |
| Juin | 29°5 | 25°1 | 21°3 | 16°0 | 13°3 |
| Juillet | 28°5 | 22°1 | 19°2 | 12°0 | 16°5 |
| Août | 29°6 | 21°0 | 19°5 | 15°2 | 16°4 |
| Septembre. | 31°5 | 25°9 | 22°4 | 19°1 | 12°4 |
| Octobre | 33°9 | 24°1 | 23°5 | 20°2 | 13°7 |
| Novembre | 36°2 | 26°9 | 24°1 | 20°5 | 15°7 |
| Décembre | 32°6 | 27°1 | 24°6 | 20°8 | 11°8 |
| 1883 | | | | | |
| Janvier. | 32°2 | 24°5 | 24°0 | 21°1 | 11°1 |
| Février. | 34°5 | 28°7 | 25°0 | 19°7 | 14°8 |
| Mars | 35°5 | 26°1 | 24°5 | 20°7 | 12°8 |
| Avril | 33°9 | 28°2 | 25°0 | 19°9 | 14°0 |
| Mai | 33°6 | 27°5 | 24°0 | 19°4 | 14°2 |
| Juin | (31°3) | (22°4) | (21°7) | (15°3) | (16°0) |
| Juillet | 29°1 | — | 20°5 | 15°9 | 15°2 |

Influence de l'état du ciel sur la température.

| 1882-1883. | NOMBRE DE JOURS | | TEMPÉRATURE MOYENNE | | | AMPLITUDE DIURNE | | |
|--------------------|-----------------|----------|---------------------|-----------|-----------|------------------|-----------|-----------|
| | clairs. | couverts | en général. | par jours | | en général. | par jours | |
| | | | | clairs. | couverts. | | clairs. | couverts. |
| Janvier | 0 | 4 | 25.8 | ° | 24.4 | 6.9 | ° | 3.5 |
| Février. | 8 | 5 | 26.4 | 26.5 | 24.9 | 9.0 | 10.9 | 6.6 |
| Mars. | 0 | 1 | 26.1 | ° | 25.0 | 8.1 | ° | 5.1 |
| Avril | 0 | 0 | 25.9 | ° | ° | 8.7 | ° | ° |
| Mai | 8 | 5 | 25.3 | 26.8 | 24.5 | 7.7 | 11.2 | 6.4 |
| Juin. | 5 | 8 | 22.6 | 22.9 | 21.9 | 7.6 | 12.2 | 3.9 |
| Juillet | 12 | 7 | 21.6 | 21.0 | 21.1 | 8.5 | 11.8 | 4.8 |
| Août. | 7 | 8 | 21.4 | 21.8 | 21.3 | 8.8 | 15.1 | 5.4 |
| Septembre. | 2 | 9 | 24.0 | 24.4 | 23.2 | 7.5 | 10.7 | 5.2 |
| Octobre. | 2 | 4 | 25.2 | 25.5 | 25.9 | 7.7 | 9.9 | 4.4 |
| Novembre | 1 | 2 | 25.9 | 28.1 | 25.9 | 8.6 | 12.1 | 7.1 |
| Décembre. | 1 | 4 | 25.5 | 27.4 | 24.7 | 6.2 | 9.6 | 4.2 |
| Moyenne. | 46 | 53 | 24.6 | 25.0 | 25.5 | 7.9 | 11.2 | 5.1 |

Station de Vivi (suite)*Jours de pluie (plus de 0,25^{mm}).*

| 1882. | | 1883. | |
|---------------------|----|-------------------|----|
| Mai | 5 | Janvier | 11 |
| Juin | 0 | Février | 8 |
| Juillet | 0 | Mars | 11 |
| Août | 0 | Avril | 16 |
| Septembre | 1 | Mai | 6 |
| Octobre | 4 | Juin | 0 |
| Novembre | 20 | Juillet | 1 |
| Décembre | 10 | | |

Eau tombée (en millimètres).

| 1882. | | 1883. | |
|---------------------|-----|-------------------|-----|
| Mai | 49 | Janvier | 92 |
| Juin | 0 | Février | 56 |
| Juillet | 0 | Mars | 144 |
| Août | 0 | Avril | 251 |
| Septembre | 0 | Mai | 51 |
| Octobre | 13 | Juin | 0 |
| Novembre | 288 | Juillet | 1 |
| Décembre | 227 | | |

(*Mémoire sur les observations météorologiques faites à Vivi (Congo inférieur), par A. VON DANCKELMAN, 1884.*)



Station de Léopoldville.

| Années. | NIVEAU MOYEN DU CONGO. | TEMPÉRATURE (centigrade) | | | | VARIATION ABSOLUE. | Quantité DE PLUIE. | NOMBRE DES ORAGES. |
|--------------------|---|-----------------------------|--------------|----------------|--------------|--------------------|--------------------------|--------------------|
| | | MAXIMUM | | MINIMUM | | | | |
| | | LE PLUS ÉLEVÉ. | LE PLUS BAS. | LE PLUS ÉLEVÉ. | LE PLUS BAS. | | | |
| 1886. | | | | | | | | |
| Décembre . . . | Élevé (commence à tomber le 24). | » | » | » | » | » | 7 | |
| 1886. | | | | | | | | |
| Janvier | Tombe. | » | » | » | » | » | 7 | |
| Février | Bas (commence à monter). | » | » | » | » | » | 10 | |
| Mars | Niveau le plus élevé. | 31° | » | » | » | 178 ^{mm} | 9 | |
| Avril | Élevé. | 36.4 | 28.7 | 23.2 | 19.9 | 16.2 | 254 ^{mm} | 17 |
| Mai | Tombe. | 33.8 | 27.9 | 22.5 | 19.5 | 14.3 | 133 ^{mm} | 9 |
| Juin | Id. | 33.3 | 25.8 | 21.6 | 16.7 | 16.6 | 2 fortes averses. | 2 |
| Juillet | Bas. | 30.3 | 23.1 | 20.2 | 15.8 | 14.5 | 2 légères averses. | 0 |
| Août | Niveau le plus bas (commence à monter le 12). | 32.8 | 25.2 | 20.6 | 16.8 | 16.0 | faible pluie. | 0 |
| Septembre | Monte. | 33.0 | 26.4 | 21.9 | 16.4 | 13.9 | 71 ^{mm} | 3 |
| Octobre | Élevé, monte encore. | 34.9 | 26.9 | 23.3 | 18.3 | 16.6 | 130 ^{mm} | 8 |
| Novembre | Élevé. | 35.3 | 26.4 | 23.0 | 18.9 | 16.4 | 230 ^{mm} | 8 |
| Décembre | Élevé. | » | » | » | 18.9 | » | 132 ^{mm} | 11 |
| 1887. | | | | | | | | |
| Janvier | Tombe rapidement. | 35.4 | 23.2 | 22.2 | 19.1 | 16.3 | 186 ^{mm} | 7 |
| Février | Bas. | 35.4 | 28.3 | 23.0 | 18.1 | 17.3 | 89 ^{mm} | 6 |

(Publications de l'État Indépendant du Congo: *Rapport sur l'état sanitaire de Léopoldville* par le docteur MENSE.)

Station d'Équateurville.

Températures les plus élevées.

| | |
|--|---------|
| Le 3 avril 1892 | 54° 1/2 |
| Le 25 mars 1892 | 54° |
| Le 23 mars 1892 | 35° 1/5 |
| Le 25 mars 1891. — Les 10 février, 6 mars et 2 avril 1892 | 33° |
| Les 18 mars, 24 mars et 1 ^{er} avril 1892. | 52° 1/2 |

Températures les plus basses.

| | |
|--|---------|
| Les 2 et 14 juin 1892 | 17° 2/3 |
| Le 30 septembre 1891 | 18° |
| Le 17 février 1892 | 18° 1/2 |
| Le 7 janvier 1892. | 18° 3/4 |
| Le 18 novembre 1892 | 18° 4/5 |
| Les 14 et 21 avril, le 2 mai, le 22 août, le 17 septembre, les 1 ^{er} , 15 et 16 octobre, le 15 no- vembre, le 6 décembre 1891, le 8 janvier, le 16 février, les 12 et 29 avril 1892 | 19° |

Station d'Équateurville (suite).

Nombre de jours de :

| MOIS DE : | Forte pluie, aversés, | Pluie ordinaire. | Pluie légère qq. gouttes d'eau. | Orages avec pluie. | Orages secs. | Orages lointains | Tornades avec pluie. | Tornades sèches. | Fortes brises, vent. | Brouillards. | Rosée. |
|------------------------|--------------------------|---------------------|------------------------------------|-----------------------|--------------|------------------|-------------------------|---------------------|-------------------------|--------------|--------|
| 1891 Mai | 5 | 4 | 4 | 1 | 1 | 4 | 2 | 3 | 1 | 0 | 0 |
| Juin | 5 | 4 | 7 | 6 | 2 | 4 | 4 | 1 | 8 | 0 | 0 |
| Juillet. | 4 | 2 | 6 | 1 | 0 | 5 | 1 | 1 | 19 | 0 | 0 |
| Août | 4 | 2 | 8 | 0 | 0 | 4 | 4 | 0 | 11 | 1 | 1 |
| Septembre | 6 | 1 | 3 | 2 | 2 | 3 | 2 | 3 | 4 | 2 | 0 |
| Octobre | 7 | 3 | 1 | 2 | 0 | 2 | 3 | 0 | 3 | 0 | 0 |
| Novembre | 15 | 0 | 1 | 6 | 1 | 0 | 4 | 1 | 3 | 0 | 0 |
| Décembre | 7 | 2 | 2 | 4 | 0 | 1 | 2 | 1 | 0 | 1 | 0 |
| 1892 Janvier | 7 | 1 | 0 | 6 | 0 | 2 | 4 | 3 | 4 | 0 | 0 |
| Février | 5 | 1 | 0 | 2 | 1 | 4 | 2 | 4 | 6 | 0 | 0 |
| Mars | 7 | 2 | 1 | 3 | 1 | 1 | 6 | 1 | 4 | 0 | 0 |
| Avril | 9 | 2 | 2 | 3 | 1 | 0 | 8 | 3 | 4 | 3 | 0 |
| Mai | 4 | 3 | 1 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 1 | 0 |
| Juin | 9 | 2 | 0 | 3 | 2 | 2 | 4 | 1 | 14 | 4 | 0 |
| Juillet. | 2 | 1 | 1 | 3 | 0 | 0 | 0 | 0 | 20 | 0 | 0 |
| Août | 3 | 1 | 2 | 1 | 2 | 0 | 1 | 5 | 10 | 0 | 0 |
| Septembre | 8 | 2 | 7 | 1 | 2 | 2 | 4 | 3 | 6 | 2 | 0 |
| Octobre | 7 | 3 | 3 | 4 | 0 | 0 | 1 | 1 | 6 | 2 | 1 |
| Novembre. | 11 | 3 | 3 | 3 | 1 | 2 | 8 | 3 | 3 | 2 | 0 |
| Décembre | 10 | 1 | 1 | 3 | 1 | 1 | 4 | 2 | 1 | 1 | 1 |

(Publications de l'État Indépendant du Congo. — Observations météorologiques faites par le lieutenant CH. LEMAIRE.)

Nouvelle-Anvers.

| ANNÉE. | MOYENNES. | Janvier. | Février. | Mars. | Avril. | Mai. | Juin. | Juillet. | Août. | Septembre. | Octobre. | Novembre. | Décembre. |
|--------|---|----------|----------|-------|--------|-------|-------|----------|-------|------------|----------|-----------|-----------|
| 1891. | Température de l'air | 26.6 | 27.4 | 27.1 | 26.3 | 27.9 | 26.7 | 28.3 | 28.2 | 25.6 | 25.6 | 25.9 | |
| | Température du sol. | 26.0 | 28.2 | 27.9 | 27.7 | 28.1 | 28.1 | 27.3 | 26.9 | 20.8 | 27.0 | 27.5 | |
| | Nombre de jours de pluie | 7 | 6 | 11 | 11 | 9 | 12 | 13 | 15 | 13 | 12 | 8 | |
| | Quantité d'eau tombée (millimètres) | 114 | 150.6 | 139.8 | 155.8 | 229.4 | 86.6 | 177.1 | 190.4 | 174.2 | 204.8 | 28.0 | |
| | Nombre de jours de fort vent | 7 | 0 | 16 | 15 | 12 | 13 | 12 | 18 | 17 | 22 | 21 | |
| | Nébulosité. | 4.4 | 5.1 | 3.8 | 6.3 | 5.3 | 6.5 | 6.2 | 7.2 | 6.6 | 6.2 | 6.5 | |
| | Brouillards | 4 | 7 | 5 | 12 | 10 | 14 | 15 | 14 | 11 | 9 | 15 | |

(Communication de l'État Indépendant du Congo).

N° 30.

Mouvement commercial pendant l'année 1893. — Entrées et sorties.

COMMERCE.

Statistique des produits exportés de l'État Indépendant du Congo pendant l'année 1893.

| PRODUITS EXPORTÉS. | COMMERCE SPÉCIAL. | | COMMERCE GÉNÉRAL. | |
|----------------------------|-------------------|--------------|-------------------|--------------|
| | QUANTITÉS NETTES. | VALEURS. | QUANTITÉS NETTES. | VALEURS. |
| | Kilog. | Fr. C. | Kilog. | Fr. C. |
| Arachides | 307 | 82 28 | 307 | 82 28 |
| Café | » | » | 84,406 | 120,531 77 |
| Caoutchouc | 241,153 | 964,612 » | 462,320 | 1,840,510 » |
| Copal rouge | 107 | 233 66 | 107 | 233 66 |
| Copal blanc | » | » | 7,196 | 1,853 00 |
| Huile de palme | 1,287,482 | 614,114 60 | 1,524,353 | 727,106 84 |
| Ivoire | 185,933 | 3,718,660 » | 190,362 | 3,807,240 » |
| Noix palmistes | 4,055,422 | 890,248 26 | 4,424,281 | 977,766 10 |
| Sésame | 11,074 | 2,967 85 | 65,389 | 10,988 25 |
| Orseille | 1,938 | 1,147 20 | 4,524 | 2,078 21 |
| Rocou | 197 | 96 05 | 197 | 96 05 |
| Fibres végétales | » | » | 14,228 | 2,475 67 |
| Riz | 4,518 | 2,259 » | 4,518 | 2,259 » |
| Piassava | 850 | 680 85 | 1,412 | 1,131 01 |
| Haricots | 379 | 121 28 | 379 | 121 28 |
| Maïs | 1,948 | 389 60 | 1,948 | 389 60 |
| Bois | 75 ^{m³} | 4,500 » | 75 ^{m³} | 4,500 » |
| TOTAUX | | 6,206,154 68 | | 7,514,791 39 |

Statistique des produits exportés de l'État Indépendant du Congo pendant l'année 1893.

TABLEAU DE DÉVELOPPEMENT PAR PROVENANCE ET DESTINATION.

N. B. — Dans cette statistique on entend par Bas-Congo toute la région du fleuve qui s'étend de la côte au Stanley-Pool, y compris la région de Zobe sur le Chiloango.

Les pays de destination indiqués dans le tableau sont les pays vers lesquels les marchandises sont expédiées en quittant le territoire de l'État Indépendant, la destination définitive restant inconnue.

| PRODUITS EXPORTÉS. | PAYS DE PROVENANCE des MARCHANDISES. | QUANTITÉS | VALEURS. | PAYS DE DESTINATION | QUANTITÉS | VALEURS. | | | |
|-----------------------|--|-----------|-------------|---|-----------|------------|-------------|---------|-------------|
| | | nettes | | des MARCHANDISES. | nettes. | | | | |
| | | Kilog. | Fr. c. | | Kilogr. | Fr. c. | | | |
| Arachides. | État Indépendant (Bas-Congo) . | 307 | 82 28 | Possessions portug. (côte maritime) | 251 | 67 27 | | | |
| | — (Haut-Congo) | » | » | Belgique | 56 | 15 01 | | | |
| | TOTAL DU COMMERCE SPÉCIAL . | 507 | 82 28 | TOTAL . . . | 307 | 82 28 | | | |
| Café . . . | État Indépendant | » | » | Pays-Bas | 84,406 | 120,531 77 | | | |
| | Possessions portugaises (rive gauche du Congo) | 82,604 | 117,958 51 | | | | | | |
| | Possessions portugaises (côte maritime) | 1,802 | 2,573 26 | | | | | | |
| | TOTAL DU COMMERCE GÉNÉRAL. | 84,406 | 120,531 77 | | | | TOTAL . . . | 84,406 | 120,531 77 |
| Caoutchouc | État Indépendant (Bas-Congo) . | 64,080 | 258,720 » | Pays-Bas | 5,287 | 21,148 » | | | |
| | — (Haut-Congo). | 176,473 | 705,802 » | | | | | | |
| | TOTAL DU COMMERCE SPÉCIAL. | 241,153 | 964,612 » | | | | | | |
| | Possessions françaises (côte maritime) | 664 | 2,636 » | | | | | | |
| | Possessions portugaises (rive gauche du Congo) | 199 822 | 790,288 » | | | | | | |
| | Possessions portugaises (côte maritime) | 20,690 | 82,760 » | | | | | | |
| | TOTAL DU COMMERCE GÉNÉRAL. | 462,329 | 1,849,316 » | | | | TOTAL . . . | 462,529 | 1,849,316 » |
| | | | | | | | | | |
| Copal rouge | État Indépendant (Bas-Congo). | 107 | 235 66 | Pays-Bas | 107 | 235 66 | | | |
| | — (Haut-Congo) | » | » | | | | | | |
| | TOTAL DU COMMERCE SPÉCIAL | 107 | 235 66 | | | | TOTAL . . . | 107 | 235 66 |
| Copal blanc | État Indépendant | » | » | Pays-Bas | 7,196 | 1,855 69 | | | |
| | Possessions portugaises (côte maritime) | 7,196 | 1,855 69 | | | | | | |
| | TOTAL DU COMMERCE GÉNÉRAL | 7,196 | 1,855 69 | | | | TOTAL . . . | 7,196 | 1,855 69 |

| PRODUITS EXPORTÉS. | PAYS DE PROVENANCE des MARCHANDISES. | QUANTITÉS | | PAYS DE DESTINATION des MARCHANDISES. | | QUANTITÉS | | VALEURS. | | |
|----------------------------|---|--------------------|---------------------|--|---|------------|------------|-----------|-------------|-------------|
| | | nettes. | VALEURS. | nettes. | VALEURS. | nettes. | VALEURS. | | | |
| Hulle de Palme. | État Indépendant (Bas-Congo) . | Kuogr 1,287,452 | Fr c° 614,114 60 | Possessions portug (côte maritime). | Kilogr | Fr. c° | TOTAL. . . | 1,524,553 | 727,106 84 | |
| | — (Haut-Congo). | » | » | | 362,586 | 172,935 52 | | | | |
| | TOTAL DU COMMERCE SPÉCIAL . | 1,287,452 | 614,114 60 | | Allemagne | 9,492 | | | | 4,327 68 |
| | Possessions françaises (côte ma- ritime) | 12,228 | 5,852 76 | | Angleterre. | 452,478 | | | | 206,292 01 |
| | Possessions portugaises (rive gauche du Congo) | 223,915 | 106,806 50 | | Belgique. | 252,043 | | | | 110,685 46 |
| | Possessions portugaises (côte maritime). | 740 | 352 98 | | Pays-Bas | 487,657 | | | | 232,612 39 |
| | TOTAL DU COMMERCE GÉNÉRAL. | 1,524,553 | 727,106 84 | | Portugal | 75 | | | | 35 78 |
| Ivoire. . . | État Indépendant (Bas-Congo) . | 17,565 | 351,500 » | Possessions portug. (côte maritime) | 1,386 | 27,720 » | TOTAL. . . | 190,362 | 5,807,240 » | |
| | — (Haut-Congo). | 168,568 | 3,367,360 » | | Possessions portug. (rive gauche du Congo) | 400 | | | | 8,000 » |
| | TOTAL DU COMMERCE SPÉCIAL . | 185,933 | 3,718,660 » | | Possessions franç (Haut- Congo) | 42,551 | | | | 831,020 » |
| | Possessions françaises (côte ma- ritime) | 152 | 3,040 » | | Allemagne. | 477 | | | | 9,540 » |
| | Possessions françaises (Haut- Congo) | 2,990 | 59,800 » | | Angleterre. | 5,991 | | | | 119,820 » |
| | Possessions portugaises (rive gauche du Congo) | 1,266 | 23,520 » | | Belgique. | 133,855 | | | | 2,677,100 » |
| | Possessions portugaises (côte maritime) | 21 | 420 » | | Pays Bas | 3,702 | | | | 114,040 » |
| TOTAL DU COMMERCE GÉNÉRAL. | 190,362 | 3,807,240 » | TOTAL. . . | 190,362 | 5,807,240 » | | | | | |
| Noix Palmistes | État Indépendant (Bas-Congo) | 4,055,422 | 896,248 26 | Posses sions portug. (côte maritime). | 1,454,744 | 321,438 42 | TOTAL. . . | 4,424,281 | 977,766 10 | |
| | — (Haut-Congo) | » | » | | Possessions portug (rive gauche du Congo) | 52,952 | | | | 7,277 97 |
| | TOTAL DU COMMERCE SPÉCIAL | 4,055,422 | 896,248 26 | | Allemagne. | 504,535 | | | | 111,502 24 |
| | Possessions françaises (côte ma- ritime) | 54,588 | 7,599 75 | | Angleterre. | 544,456 | | | | 120,524 78 |
| | Possessions portugaises (rive gauche du Congo) | 318,515 | 70,591 81 | | Belgique. | 537,742 | | | | 74,640 98 |
| | Possessions portugaises (côte maritime) | 15,950 | 3,526 28 | | Pays-Bas | 1,495,562 | | | | 550,519 20 |
| | TOTAL DU COMMERCE GÉNÉRAL. | 4,424,281 | 977,766 10 | | Portugal. | 54,510 | | | | 12,002 31 |
| Essame. . . | État Indépendant (Bas-Congo) . | 11,074 | 2,967 85 | Possessions portug. (côte maritime) | 5,665 | 1,518 22 | TOTAL. . . | 65,389 | 16,988 25 | |
| | — (Haut-Congo). | » | » | | Angleterre. | 479 | | | | 128 57 |
| | TOTAL DU COMMERCE SPÉCIAL | 11,074 | 2,967 85 | | Pays-Bas | 57,245 | | | | 15,341 66 |
| | Possessions portugaises (rive gauche du Congo) | 6,901 | 1,849 47 | | | | | | | |
| | Possessions portugaises (côte maritime) | 45,414 | 12,170 95 | | | | | | | |
| TOTAL DU COMMERCE GÉNÉRAL. | 65,389 | 16,988 25 | TOTAL. . . | 65,389 | 16,988 25 | | | | | |

| PRODUITS EXPORTÉS | PAYS DE PROVENANCE des MARCHANDISES. | QUANTITÉS nettes. | VALEURS. | PAYS DE DESTINATION des MARCHANDISES. | QUANTITÉS nettes. | VALEURS. | | | |
|----------------------------|---|-------------------|-----------------|---|-------------------|----------|--|------------------|----------|
| | | Kilogr. | Fr. c. | | Kilogr. | Fr. c. | | | |
| Orseille . . . | État Indépendant (Bas-Congo) . | 1,938 | 1,147 29 | Pays-Bas | 4,524 | 2,678 21 | | | |
| | — (Haut-Congo). | » | » | | | | | | |
| | TOTAL DU COMMERCE SPÉCIAL. | 1,938 | 1,147 29 | | | | | | |
| | Possessions portugaises (rive gauche du Congo | 113 | 66 90 | | | | | | |
| | Possessions portugaises (côte maritime) | 2,473 | 1,464 02 | | | | | | |
| TOTAL DU COMMERCE GÉNÉRAL. | 4,524 | 2,678 21 | TOTAL | 4,524 | 2,678 21 | | | | |
| Rocou | État Indépendant (Bas-Congo) . | 197 | 96 03 | Pays-Bas | 197 | 96 03 | | | |
| | — (Haut-Congo). | » | » | | | | | | |
| | TOTAL DU COMMERCE SPÉCIAL. | 197 | 96 03 | | | | TOTAL | 197 | 96 03 |
| Fibres végétales. | État Indépendant | » | » | Pays-Bas | 14,228 | 2,475 67 | | | |
| | Possessions portugaises (côte maritime) | 14,228 | 2,475 67 | | | | | | |
| | TOTAL DU COMMERCE GÉNÉRAL. | 14,228 | 2,475 67 | | | | TOTAL | 14,228 | 2,475 67 |
| Piassava . . . | État Indépendant (Bas-Congo) . | 850 | 680 85 | Belgique | 850 | 680 85 | | | |
| | — (Haut-Congo). | » | » | | | | | | |
| | TOTAL DU COMMERCE SPÉCIAL. | 850 | 680 85 | | | | Pays-Bas | 562 | 450 16 |
| | Possessions françaises (côte maritime) | 562 | 450 16 | | | | | | |
| | TOTAL DU COMMERCE GÉNÉRAL. | 1,412 | 1,131 01 | | | | | | |
| Riz | État Indépendant (Bas-Congo) . | » | » | Possessions franç. (Haut-Congo) | 4,518 | 2,259 » | | | |
| | — (Haut-Congo). | 4,518 | 2,259 » | | | | | | |
| | TOTAL DU COMMERCE SPÉCIAL. | 4,518 | 2,259 » | | | | TOTAL | 4,518 | 2,259 » |
| Haricots . . . | État Indépendant (Bas-Congo) . | 379 | 121 28 | Possessions portug. (côte maritime) | 318 | 69 76 | | | |
| | — (Haut-Congo). | » | » | | | | Possessions portug. (rive gauche du Congo) | 161 | 51 52 |
| | TOTAL DU COMMERCE SPÉCIAL. | 379 | 121 28 | | | | | | |
| Maïs | État Indépendant (Bas-Congo) . | 1,948 | 389 60 | Possessions portug. (côte maritime) | 1,299 | 259 80 | | | |
| | — (Haut-Congo). | » | » | | | | Possessions portug. (rive gauche du Congo) | 649 | 129 80 |
| | TOTAL DU COMMERCE SPÉCIAL. | 1,948 | 389 60 | | | | | | |
| Bois | État Indépendant (Bas-Congo) . | 75 ^{m³} | 4,500 » | Belgique | 75 ^{m³} | 4,500 » | | | |
| | — (Haut-Congo). | » | » | | | | | | |
| | TOTAL DU COMMERCE SPÉCIAL. | 75 ^{m³} | 4,500 » | | | | TOTAL | 75 ^{m³} | 4,500 » |

RÉCAPITULATION.

Valeur totale des exportations de 1895.

| PROVENANCES. | | | DESTINATIONS. | |
|--|--------------|--------------|--|--------------|
| | COMMERCE | | | COMMERCE |
| | SPÉCIAL. | GÉNÉRAL. | | GÉNÉRAL. |
| | Fr. c. | Fr. c. | | Fr. c. |
| État Indépendant (Bas-Congo) | 2,130,025 08 | 6,206,134 68 | Belgique | 3,184,898 30 |
| — (Haut-Congo) | 4,075,511 » | | Pays-Bas | 1,734,370 44 |
| Possessions françaises (Haut-Congo) | • | 59,800 » | Possessions françaises (Haut-Congo) | 1,547,535 » |
| — (côte maritime) | • | 19,578 07 | Possessions portugaises (côte maritime) | 545,254 00 |
| Possessions portugaises (rive gauche du Congo) | » | 1,121,681 19 | Angleterre | 534,769 16 |
| — (côte maritime) | » | 107,596 83 | Allemagne | 134,173 92 |
| | | | Possessions portugaises (rive gauche du Congo) | 22,071 20 |
| | | | Portugal | 12,038 20 |
| TOTAL | 6,206,134 68 | 7,514,791 39 | TOTAL | 7,514,791 39 |

72

(133)

N° 91.]

COMMERCE.

Statistique des marchandises importées dans l'État Indépendant du Congo pendant l'année 1893.

Résumé par espèce de marchandises.

| MARCHANDISES. | VALEURS. | | | | | |
|---|---|--|-------------------|---------|---------|----|
| | Commerce spécial. | | Commerce général. | | | |
| | Fr. | C. | Fr. | C. | | |
| Allumettes. | 8,498 | 38 | 8,732 | 63 | | |
| Animaux vivants et fourrages. | Bêtes à cornes. | 37,393 | » | 37,393 | » | |
| | Anes et mules | 2,575 | » | 2,575 | » | |
| | Autres | 46 | » | 46 | » | |
| | Fourrages. | 62 | 45 | 62 | 45 | |
| Armes, munitions et buffleteries. | Cauons | 489,700 | 55 | 489,700 | 55 | |
| | Fusils | à silex | 36,996 | 48 | 42,620 | 48 |
| | | à piston. | 45,892 | 83 | 45,892 | 83 |
| | | autres. (système perfectionné.) | 56,361 | 86 | 56,541 | 86 |
| | Pistolets et revolvers. | 4,225 | 74 | 4,350 | 74 | |
| | Pièces de rechange. | 4,580 | 95 | 4,580 | 95 | |
| | Cartouches | 416,438 | 51 | 416,879 | 04 | |
| | Capsules | 43,405 | 86 | 43,185 | 86 | |
| | Poudre | de traite | 495,542 | 60 | 240,948 | 76 |
| | | ordinaire et de mine | 37,593 | 77 | 37,593 | 77 |
| Explosifs | 45,020 | 02 | 45,020 | 02 | | |
| Divers | 49,863 | 31 | 50,483 | 31 | | |
| Buffleteries | 26,400 | 36 | 26,400 | 36 | | |
| Bateaux, machines et pièces détachées pour bateaux. | Pièces de rechange pour machines et chaudières. | 47,200 | 70 | 47,500 | 70 | |
| | Bateaux et embarcations à voiles. | 65,638 | 26 | 65,638 | 26 | |
| | Pièces détachées pour bateaux. | 40,867 | 94 | 43,990 | 94 | |
| | Canots | 42,470 | » | 42,470 | » | |
| | Toiles à voiles. | 4,094 | 23 | 4,094 | 23 | |
| A reporter. | 943,657 | 47 | 999,768 | 38 | | |

N. B. Le commerce spécial comprend les marchandises qui sont déclarées pour la consommation au moment de leur importation ou lors de leur sortie de l'entrepôt.

Le commerce général embrasse toutes les marchandises qui entrent dans le territoire de l'État, qu'elles soient déclarées pour la consommation, pour le transit ou pour l'entrepôt.

| MARCHANDISES. | | VALEURS. | | | | |
|---|--|---|---------|-------------------|---------|----|
| | | Commerce spécial. | | Commerce général. | | |
| | | Fr. | C. | Fr. | C. | |
| Report. | | 943,637 | 47 | 999,768 | 38 | |
| Bateaux, machines et pièces détachées pour bateaux. (Suite.) | Ancres et chaînes pour la marine | 6,228 | 82 | 5,913 | 83 | |
| | Bois pour mâts, vergues et espars | 158 | » | 517 | » | |
| | Autres agrès et apparaux | 9,842 | 44 | 9,816 | 24 | |
| Bijouterie et horlogerie. | Bijouterie { en or et en argent | 5,751 | 46 | 5,751 | 46 | |
| | | autres | 7,352 | 71 | 7,563 | 44 |
| | Montres et fournitures | 2,503 | 75 | 2,543 | 75 | |
| | Pendules et réveille-matin | 4,988 | 63 | 3,743 | 63 | |
| Bois ouvré et objets en bois. | | 63,434 | 20 | 65,569 | 20 | |
| Boissons | Bières | 427,366 | 77 | 435,803 | 57 | |
| | Eaux-de-vie { de traite { à 50 degrés ou moins | 389,129 | 49 | 448,106 | 40 | |
| | | { à plus de 50 degrés | 443,361 | 97 | 461,297 | 91 |
| | | autres (y compris les liqueurs.) | 80,957 | 95 | 92,274 | 61 |
| | Vins | 471,406 | 40 | 475,634 | 39 | |
| Bougies | | 14,420 | 84 | 14,925 | 63 | |
| Café | | 40,505 | 37 | 40,606 | 67 | |
| Campement (matériel de) | | 60,089 | 20 | 59,659 | 29 | |
| Charbons. | Houille | 56,375 | 40 | 64,875 | 40 | |
| | Briquettes | 84,394 | 32 | 84,304 | 32 | |
| Cordages, filets et instruments de pêche | | 40,199 | 01 | 40,491 | 56 | |
| Couleurs, vernis et matériaux pour peintres | | 24,750 | 89 | 26,797 | 21 | |
| Denrées alimentaires. | Conserves (viande, poisson, légumes, beurre, fromage, etc.) | 853,106 | 46 | 904,475 | 38 | |
| | Farine (amidon, biscuits, féculés, etc.) | 428,130 | 79 | 440,422 | 53 | |
| | Grains (fèves, gruau, lentilles, orges, etc.) | 26,703 | 69 | 26,898 | 59 | |
| | Poisson sec | 460,708 | 94 | 461,683 | 49 | |
| | Pommes de terre et oignons | 30,950 | 73 | 31,216 | 48 | |
| | Riz | 248,536 | 52 | 256,078 | 76 | |
| | Sel pour le trafic | 44,633 | 87 | 49,394 | 62 | |
| | Divers (épices, levure, thé, etc.) | 9,429 | 84 | 41,828 | 34 | |
| Droguerie | | 24,368 | 91 | 27,473 | 58 | |
| Faïencerie et poterie | | 65,483 | 64 | 77,653 | 46 | |
| Graines et semences | | 48,811 | 75 | 48,818 | 75 | |
| A reporter. | | 3,824,381 | 42 | 4,098,999 | 26 | |

| MARCHANDISES. | VALEURS. | |
|---|-------------------|-------------------|
| | Commerce spécial. | Commerce général. |
| | Fr. C. | Fr. C. |
| Report. | 3,824,381 42 | 4,098,999 26 |
| Habillement et lingerie. | 233,019 42 | 272,531 97 |
| Harnachement et sellerie. | 2,074 74 | 2,074 74 |
| Huiles, graisses et bitumes. { | | |
| Pétrole | 45,445 73 | 45,929 04 |
| Huiles, goudron, graisses, résine, etc. | 40,207 42 | 42,783 22 |
| Instrument, appareils scientifiques et autres. | 49,997 88 | 20,565 96 |
| Machines mécaniques, outils, appareils pour télégraphe et téléphone, constructions métalliques. { | | |
| Locomotives. | 423,172 80 | 423,172 80 |
| Wagons. | 109,407 53 | 109,407 53 |
| Machines et mécaniques diverses | 43,626 76 | 43,890 56 |
| Pièces de rechange et accessoires. | 135,439 37 | 135,990 37 |
| Outils divers. | 79,141 01 | 80,809 41 |
| Matériaux et appareils pour télégraphe et téléphone | 4,202 72 | 4,252 72 |
| Constructions métalliques diverses | 236,070 84 | 236,070 84 |
| Matériaux de construction. { | | |
| Briques. | 42,769 70 | 43,339 70 |
| Chaux | 59,524 46 | 59,972 96 |
| Ciment. | 420,270 34 | 422,473 84 |
| Autres | 447,260 43 | 490,904 59 |
| Mercerie et parfumerie | 42,034 66 | 47,906 66 |
| Métaux. { | | |
| Acier. { | | |
| Rails | 467,517 87 | 467,517 87 |
| Autres | 47,694 54 | 57,098 54 |
| Antimoine | 403 09 | 403 09 |
| Cuivre et laiton. { | | |
| Fils. | 239,526 86 | 238,733 04 |
| Autres | 5,919 46 | 7,696 16 |
| Étain. | 2 » | 20 33 |
| Fer. { | | |
| Clous | 34,740 42 | 33,405 06 |
| Fils. | 30,625 92 | 30,879 92 |
| Poutrelles | 4,494 26 | 4,494 26 |
| Rails | 428,015 23 | 428,473 23 |
| Tôles | 27,605 43 | 27,874 43 |
| Autres | 490,514 27 | 492,864 47 |
| Plomb | 4,390 44 | 4,390 44 |
| Zinc | 3,473 49 | 4,864 19 |
| Meubles et ameublement. | 36,426 65 | 39,498 40 |
| A reporter. | 6,484,209 60 | 6,554,072 54 |

| MARCHANDISES. | | VALEURS. | | | | |
|---|--|--|---------|-------------------|-----------|----|
| | | Commerce spécial. | | Commerce général. | | |
| | | Fr. | C. | Fr. | C. | |
| Report. | | 6,484,209 | 60 | 6,554,072 | 54 | |
| Papiers, cartons, fournitures de bureau et impressions. | Livres, registres et imprimés | 24,487 | 64 | 24,956 | 60 | |
| | Papiers et cartons | 42,788 | 87 | 43,289 | 18 | |
| | Fournitures de bureau et impressions. Divers | 27,451 | 57 | 27,742 | 36 | |
| Produits chimiques | | 4,849 | 10 | 4,849 | 10 | |
| Produits pharmaceutiques | | 57,318 | 07 | 59,243 | » | |
| Quincaillerie. (Ustensiles de cuisine et objets de ménage, articles divers de traite tels que bracelets en cuivre et en fer, machettes, miroirs, etc.). | | 263,474 | 97 | 287,724 | 57 | |
| Savons. | | 49,593 | 91 | 21,674 | 89 | |
| Tabacs | Cigares et cigarettes | 21,930 | 53 | 22,077 | 43 | |
| | Autres | 21,803 | 74 | 25,238 | 43 | |
| Tissus | de coton | écrus | 230,338 | 40 | 240,855 | 70 |
| | | blanchis. | 60,969 | 62 | 79,917 | 62 |
| | | imprimés (autres que mouchoirs.) | 811,413 | 97 | 1,047,297 | 37 |
| | | mouchoirs. | 5,636 | 50 | 9,047 | 50 |
| | | teints. | 847,730 | 39 | 1,044,954 | 70 |
| | | autres | 440,446 | 37 | 438,727 | 94 |
| | de laine | blanchis. | 42 | 50 | 42 | 50 |
| | | imprimés | 469 | 06 | 469 | 06 |
| | | teints. | 366 | 45 | 44,766 | 45 |
| | | autres | 141,952 | 88 | 172,522 | 87 |
| | de chanvre et de jute. | 36,405 | 01 | 45,763 | 01 | |
| | de soie | 20,064 | 87 | 20,383 | 42 | |
| | Velours. | 2,393 | » | 3,289 | 50 | |
| | Châles | 3,795 | 52 | 3,795 | 52 | |
| | Tapis. | 40,882 | 72 | 48,589 | 72 | |
| | Bâches, toile cirée et goudronnée. | 6,969 | 48 | 7,051 | 48 | |
| Verrerie et verroterie. | Verrerie | 23,977 | 89 | 26,710 | 54 | |
| | Verroterie. | 163,851 | 74 | 233,390 | 86 | |
| TOTAUX. | | 9,175,403 | 34 | 10,148,418 | 26 | |

Statistique des marchandises importées dans l'État

TABLEAU DE

Obser

Déclaration des marchandises. — Au moment de leur déchargement du navire ou de leur arrivée par voie de terre sur
pour
Commerce spécial. — Le commerce spécial comprend
Commerce général. — Le commerce général embrasse toutes les marchandises qui entrent dans le
Valeurs. — Les valeurs renseignées dans le présent tableau sont celles décla
Pays de provenance. — Ces pays sont ceux

| DÉSIGNATION DES MARCHANDISES. | | PAYS DE PROVENANCE. | |
|--|--------------------------|--|--|
| Allumettes | | Allemagne | |
| | | Angleterre | |
| | | Belgique | |
| | | France | |
| | | Pays-Bas | |
| | | Portugal | |
| | | Suède et Norwège. | |
| | | Total. | |
| Animaux vivants et fourrages. | Bêtes à cornes | Possessions portugaises (Côte maritime | |
| | Anes et mules | Angleterre | |
| | | Espagne (Iles canaries) | |
| | | Total. | |
| | Autres | Angleterre | |
| | Fourrages | Belgique | |
| Armes munitions et fusilleteries. | Canons | Allemagne | |
| | | Angleterre | |
| | | Belgique | |
| | | Total. | |
| | Fusils à silex | Allemagne | |
| | Angleterre | | |
| | Belgique | | |
| | France | | |
| | Pays-Bas | | |
| | Portugal | | |
| | | Total. | |

Indépendant du Congo pendant l'année 1893.

DÉVELOPPEMENT.

vations.

le territoire de l'État Indépendant, les marchandises sont déclarées, soit pour la consommation, soit pour le transit, soit l'entrepôt.

les marchandises qui sont déclarées pour la consommation intérieure.

territoire de l'État, qu'elles soient déclarées pour la consommation, pour le transit ou pour l'entrepôt.
rées par l'importateur, le destinataire ou le consignataire des marchandises,
indiqués sur les déclarations d'importation.

| COMMERCE SPÉCIAL. | | | COMMERCE GÉNÉRAL. | | | |
|------------------------|-----------------------|------------|-------------------|-------------|--------------|------------|
| VALEURS. | | | VALEURS. | | | |
| Importations directes. | Sorties des entrepôts | TOTAL. | en consommation. | en transit. | en entrepôt. | TOTAL. |
| Fr. C. | Fr. C. | Fr. C. | Fr. C. | Fr. C. | Fr. C. | Fr. C. |
| 2,765 22 | " | 2,765 22 | 2,765 22 | " | " | 2,765 22 |
| 721 76 | " | 721 76 | 721 76 | 30 " | " | 751 76 |
| 5,003 22 | " | 5,003 22 | 5,003 22 | " | " | 5,003 22 |
| 4 " | " | 4 " | 4 " | " | 23 " | 20 " |
| 775 08 | 570 " | 1,445 08 | 775 08 | 279 25 | 570 " | 1,022 53 |
| 480 " | " | 480 " | 480 " | " | " | 480 " |
| 81 10 | " | 81 10 | 81 10 | " | " | 81 10 |
| 7,828 58 | 570 " | 8,408 58 | 7,828 58 | 309 25 | 595 " | 8,732 63 |
| 57,595 " | " | 57,595 " | 57,595 " | " | " | 57,595 " |
| 575 " | " | 575 " | 575 " | " | " | 575 " |
| 2,200 " | " | 2,200 " | 2,200 " | " | " | 2,200 " |
| 2,575 " | " | 2,575 " | 2,575 " | " | " | 2,575 " |
| 16 " | " | 16 " | 16 " | " | " | 16 " |
| 62 15 | " | 62 15 | 62 15 | " | " | 62 15 |
| 160,500 " | " | 160,500 " | 160,500 " | " | " | 160,500 " |
| 5,171 47 | " | 5,171 47 | 5,171 47 | " | " | 5,171 47 |
| 26,029 08 | " | 26,029 08 | 26,029 08 | " | " | 26,029 08 |
| 189,700 55 | " | 189,700 55 | 189,700 55 | " | " | 189,700 55 |
| 4,240 01 | " | 4,240 01 | 4,240 01 | 800 " | 4,200 " | 9,240 01 |
| 8,595 02 | " | 8,595 02 | 8,595 02 | " | " | 8,595 02 |
| 25,555 45 | " | 25,555 45 | 25,555 45 | " | " | 25,555 45 |
| 80 " | " | 80 " | 80 " | " | " | 80 " |
| 470 " | " | 470 " | 470 " | " | 624 " | 1,004 " |
| 56 " | " | 56 " | 56 " | " | " | 56 " |
| 56,996 48 | " | 56,996 48 | 56,996 48 | 800 " | 4,824 " | 42,620 48 |

| DÉSIGNATION DES MARCHANDISES. | | PAYS DE PROVENANCE. | | |
|--|----------------------------------|-------------------------------------|----------------------|-----------------|
| Armes, munitions et buffleterie (Suite) | Fusils | à piston | Belgique | |
| | | autres (systèmes perfect) | Angleterre | |
| | | | Belgique | Total |
| | Pistolets et revolvers | | Angleterre. | |
| | | | Belgique | |
| | | | Pays-Bas | Total. |
| | Pièces de rechange | | Belgique | |
| | | | Allemagne | |
| | Cartouches | | Angleterre | |
| | | | Belgique | |
| | | | France | |
| | | | Pays-Bas | |
| | | | Suisse. | Total. |
| | Capsules | | Allemagne | |
| | | | Angleterre | |
| | | Belgique | Total. | |
| Poudre | de traite. | Allemagne | | |
| | | Angleterre. | | |
| | | Belgique. | | |
| | | France | | |
| | | Pays-Bas | | |
| | Portugal | Total | | |
| | ordinaire et de mine. | Allemagne. | | |
| | | Belgique | Total. | |
| Explosifs. | | Belgique | | |
| Divers | | Allemagne. | | |
| | | Angleterre. | | |
| | | Belgique | Total. | |
| Buffleteries | | Angleterre. | | |
| | | Belgique | Total. | |

| COMMERCE SPÉCIAL. | | | COMMERCE GÉNÉRAL. | | | |
|------------------------|------------------------|------------|-------------------|-------------|--------------|------------|
| VALEURS. | | | VALEURS. | | | |
| Importations directes. | Sorties des entrepôts. | TOTAL. | en consommation. | en transit. | en entrepôt. | TOTAL. |
| Fr. C. | Fr. C. | Fr. C. | Fr. C. | Fr. C. | Fr. C. | Fr. C. |
| 45,892 83 | " | 45,892 83 | 45,892 83 | " | " | 45,892 83 |
| 737 23 | 605 " | 1,342 23 | 737 23 | " | 605 " | 1,342 23 |
| 53,043 61 | 1,974 " | 55,019 61 | 53,043 61 | " | 2,154 " | 55,199 61 |
| 53,782 86 | 2,579 " | 56,361 86 | 53,782 86 | " | 2,759 " | 56,541 86 |
| 20 " | " | 20 " | 20 " | " | " | 20 " |
| 1,038 74 | 167 " | 1,205 74 | 1,038 74 | " | 233 " | 1,271 74 |
| " | " | " | " | 59 " | " | 59 " |
| 1,058 74 | 167 " | 1,225 74 | 1,058 74 | 59 " | 233 " | 1,550 74 |
| 4,530 93 | 30 " | 4,580 93 | 4,530 93 | " | 50 " | 4,580 93 |
| " | " | " | " | 40 " | " | 40 " |
| 1,741 90 | 303 75 | 2,335 63 | 1,741 90 | " | 503 75 | 2,335 63 |
| 112,816 26 | 1,064 10 | 113,880 36 | 112,816 26 | " | 1,374 60 | 114,190 86 |
| 102 50 | " | 102 50 | 102 50 | " | " | 102 50 |
| " | " | " | " | 70 " | " | 70 " |
| " | 140 " | 140 " | " | " | 140 " | 140 " |
| 114,660 66 | 1,707 85 | 116,458 51 | 114,660 66 | 110 " | 2,108 53 | 116,879 01 |
| " | " | " | " | 80 " | " | 80 " |
| 1,050 93 | " | 1,050 93 | 1,050 93 | " | " | 1,050 93 |
| 12,054 93 | " | 12,054 93 | 12,054 93 | " | " | 12,054 93 |
| 13,103 86 | " | 13,103 86 | 13,103 86 | 80 " | " | 13,185 86 |
| 87,459 51 | " | 87,459 51 | 87,459 51 | 4,960 " | 4,616 " | 97,035 51 |
| 2,440 47 | " | 2,440 47 | 2,440 47 | " | " | 2,440 47 |
| 79,538 87 | 10,275 30 | 89,814 17 | 79,538 87 | 3,487 46 | 2,773 | 85,799 33 |
| 370 " | " | 370 " | 370 " | " | " | 370 " |
| 9,843 15 | 5,253 " | 15,100 15 | 9,843 15 | 13,900 " | 29,200 " | 54,943 15 |
| 338 30 | " | 338 30 | 338 30 | " | " | 338 30 |
| 180,012 30 | 15,530 30 | 195,542 60 | 180,012 30 | 24,347 46 | 36,589 " | 240,943 76 |
| 7,728 93 | " | 7,728 93 | 7,728 93 | " | " | 7,728 93 |
| 29,833 82 | 9 " | 29,864 82 | 29,833 82 | " | 9 " | 29,864 82 |
| 37,584 77 | 9 " | 37,593 77 | 37,584 77 | " | 9 " | 37,593 77 |
| 13,020 02 | " | 13,020 02 | 13,020 02 | " | " | 13,020 02 |
| 24,397 79 | " | 24,397 79 | 24,397 79 | " | " | 24,397 79 |
| 146 33 | " | 146 33 | 146 33 | " | 303 " | 451 33 |
| 23,306 17 | 15 " | 23,321 17 | 23,306 17 | " | 28 " | 23,334 17 |
| 49,830 31 | 15 " | 49,865 31 | 49,830 31 | " | 353 " | 50,183 31 |
| 42 50 | " | 42 50 | 42 50 | " | " | 42 50 |
| 26,037 86 | " | 26,037 86 | 26,037 86 | " | " | 26,037 86 |
| 26,100 36 | " | 26,100 36 | 26,100 36 | " | " | 26,100 36 |

| DÉSIGNATION DES MARCHANDISES. | | PAYS DE PROVENANCE. | | |
|---|--|--|--|--|
| Bateaux, machines et pièces détachées pour bateaux. | Pièces de rechange pour machines et chaudières. | Angleterre | | |
| | | Belgique | | |
| | | France | | |
| | | Pays-Bas | | |
| | | Possessions portugaises (Rive gauche du Congo.) | | |
| | | TOTAL | | |
| | Bateaux et embarcations à voiles | Belgique | | |
| | | Portugal | | |
| | | Possessions portugaises (Côte maritime.) | | |
| | | TOTAL | | |
| Pièces détachées pour bateaux | Angleterre | | | |
| | Belgique | | | |
| | France | | | |
| | Pays-Bas | | | |
| | TOTAL | | | |
| Canots | Allemagne | | | |
| | Angleterre | | | |
| | Pays-Bas | | | |
| | Portugal | | | |
| | TOTAL | | | |
| Toiles à voiles | Angleterre | | | |
| | Belgique | | | |
| | TOTAL | | | |
| Ancres et chaînes pour la marine | Angleterre | | | |
| | Belgique | | | |
| | Pays-Bas | | | |
| | TOTAL | | | |
| Bois pour mâts, vergues et espars | Pays-Bas | | | |
| Autres agrès et appareils | Angleterre | | | |
| | Belgique | | | |
| | Pays-Bas | | | |
| | TOTAL | | | |

| COMMERCE SPÉCIAL. | | | COMMERCE GÉNÉRAL. | | | |
|------------------------|------------------------|-----------|-------------------|-------------|--------------|-----------|
| VALEURS. | | | VALEURS. | | | |
| Importations directes. | Sorties des entrepôts. | TOTAL. | en consommation. | en transit. | en entrepôt. | TOTAL. |
| Fr. C. | Fr. C. | Fr. C. | Fr. C. | Fr. C. | Fr. C. | Fr. C. |
| 10,525 61 | • | 10,525 61 | 10,525 61 | • | • | 10,525 61 |
| 5,779 61 | • | 5,779 61 | 5,779 61 | • | • | 5,779 61 |
| 2,555 • | • | 2,555 • | 2,555 • | • | • | 2,555 • |
| 50 78 | 471 70 | 502 48 | 50 78 | • | 771 70 | 802 48 |
| 60 • | • | 60 • | 60 • | • | • | 60 • |
| 16,729 • | 471 70 | 17,200 70 | 16,729 • | • | 771 70 | 17,500 70 |
| 45,972 26 | • | 45,972 26 | 45,972 26 | • | • | 45,972 26 |
| 5,000 • | • | 5,000 • | 5,000 • | • | • | 5,000 • |
| 16,666 • | • | 16,666 • | 16,666 • | • | • | 16,666 • |
| 65,658 26 | • | 65,658 26 | 65,658 26 | • | • | 65,658 26 |
| 4,715 76 | • | 4,715 76 | 4,715 76 | • | • | 4,715 76 |
| 3,250 77 | • | 3,250 77 | 3,250 77 | 600 • | • | 3,850 77 |
| 2,757 58 | • | 2,757 58 | 2,757 58 | • | • | 2,757 58 |
| • | 144 • | 144 • | • | • | 2,667 • | 2,667 • |
| 10,725 91 | 144 • | 10,867 91 | 10,725 91 | 600 • | 2,667 • | 13,990 91 |
| 400 • | • | 400 • | 400 • | • | • | 400 • |
| 11,550 • | • | 11,550 • | 11,550 • | • | • | 11,550 • |
| 90 • | • | 90 • | 90 • | • | • | 90 • |
| 550 • | • | 550 • | 550 • | • | • | 550 • |
| 12,170 • | • | 12,170 • | 12,170 • | • | • | 12,170 • |
| 20 • | • | 20 • | 20 • | • | • | 20 • |
| 1,071 25 | • | 1,071 25 | 1,071 25 | • | • | 1,071 25 |
| 1,091 25 | • | 1,091 25 | 1,091 25 | • | • | 1,091 25 |
| 62 80 | • | 62 80 | 62 80 | • | • | 62 80 |
| 5,667 52 | • | 5,667 52 | 5,667 52 | • | • | 5,667 52 |
| • | 2,498 50 | 2,498 50 | • | • | 2,185 50 | 2,185 50 |
| 5,750 52 | 2,498 50 | 6,228 82 | 5,750 52 | • | 2,185 50 | 6,915 82 |
| • | 158 • | 158 • | • | • | 517 • | 517 • |
| 742 19 | • | 742 19 | 742 19 | • | • | 742 19 |
| 8,179 95 | • | 8,179 95 | 8,179 95 | • | • | 8,179 95 |
| 550 • | 590 • | 920 • | 550 • | 20 10 | 544 • | 894 10 |
| 9,232 14 | 590 • | 9,842 14 | 9,232 14 | 20 10 | 544 • | 9,816 24 |

| DÉSIGNATION DES MARCHANDISES. | | PAYS DE PROVENANCE. | |
|-------------------------------|---------------------------------------|-----------------------------------|----------------------|
| Bijouterie et horlogerie. | Bijouterie | en or et en argent | Angleterre |
| | | | Belgique |
| | | | Pays-Bas. |
| | | | Portugal. |
| | | | TOTAL |
| | | autres | Allemagne |
| | | | Angleterre |
| | | | Belgique |
| | | | Pays-Bas. |
| | | | TOTAL |
| | Montres et fournitures. | Allemagne | |
| | | Angleterre | |
| | | Belgique | |
| | | France | |
| | | Pays-Bas. | |
| | | Suisse. | |
| | | TOTAL | |
| | Pendules et réveille-matin | Allemagne | |
| | | Angleterre | |
| | | Autriche | |
| | | Belgique | |
| | | Pays-Bas. | |
| | | Possessions portugaises | |
| | | (Rive gauche du Congo.) | |
| | | TOTAL | |
| | Bois ouvré et objets en bois. | Allemagne | |
| | | Angleterre | |
| | | Belgique | |
| | | États-Unis d'Amérique | |
| | | France | |
| | | Pays-Bas | |
| | | Portugal. | |
| | | Possessions portugaises | |
| | | (Côte maritime.) | |
| | | TOTAL | |
| | Boissons : Bières. | Allemagne | |
| | | Angleterre | |
| | | Belgique | |
| | | Pays-Bas | |
| | | Portugal. | |
| | | Suisse | |
| | | TOTAL | |

| COMMERCE SPÉCIAL. | | | COMMERCE GÉNÉRAL. | | | |
|------------------------|-----------------------|------------|-------------------|-------------|--------------|------------|
| VALEURS. | | | VALEURS. | | | |
| Importations directes. | Sorties des entrepôts | TOTAL. | en consommation. | en transit. | en entrepôt. | TOTAL. |
| Fr. C. | Fr. C. | Fr. C. | Fr. C. | Fr. C. | Fr. C. | Fr. C. |
| 104 80 | " | 104 80 | 104 80 | " | " | 104 80 |
| 5,193 66 | " | 5,193 66 | 5,193 66 | " | " | 5,193 66 |
| 525 " | " | 525 " | 525 " | " | " | 525 " |
| 126 " | " | 126 " | 126 " | " | " | 126 " |
| 5,751 46 | " | 5,751 46 | 5,751 46 | " | " | 5,751 46 |
| 578 56 | " | 578 56 | 578 56 | " | " | 578 56 |
| 4,589 29 | " | 4,589 29 | 4,589 29 | " | " | 4,589 29 |
| 1,874 86 | " | 1,874 86 | 1,874 86 | 15 45 | " | 1,890 29 |
| 510 " | " | 510 " | 510 " | 193 " | " | 505 " |
| 7,552 71 | " | 7,552 71 | 7,552 71 | 210 45 | " | 7,563 14 |
| 110 " | " | 110 " | 110 " | " | " | 110 " |
| 1,295 75 | " | 1,295 75 | 1,295 75 | " | " | 1,295 75 |
| 275 " | " | 275 " | 275 " | " | " | 275 " |
| 85 " | " | 85 " | 85 " | " | " | 85 " |
| 700 " | " | 700 " | 700 " | " | 40 " | 740 " |
| 40 " | " | 40 " | 40 " | " | " | 40 " |
| 2,503 75 | " | 2,503 75 | 2,503 75 | " | 40 " | 2,543 75 |
| 595 " | " | 595 " | 595 " | " | 150 " | 545 " |
| 1,014 33 | " | 1,014 33 | 1,014 33 | " | " | 1,014 33 |
| 40 " | " | 40 " | 40 " | " | " | 40 " |
| 103 30 | 25 " | 150 50 | 103 30 | " | 25 " | 150 30 |
| 581 " | 50 " | 411 " | 381 " | " | 855 " | 1,256 " |
| " | " | " | " | 780 " | " | 780 " |
| 1,955 65 | 55 " | 1,988 65 | 1,955 65 | 780 " | 1,050 | 3,745 65 |
| 11,514 71 | 100 " | 11,414 71 | 11,514 71 | 40 " | 350 " | 11,704 71 |
| 15,499 94 | " | 15,499 94 | 15,499 94 | " | " | 15,499 94 |
| 27,501 15 | " | 27,501 15 | 27,501 15 | 110 " | 100 " | 27,711 15 |
| 5 " | " | 5 " | 5 " | " | " | 5 " |
| 60 " | " | 60 " | 60 " | " | " | 60 " |
| 2,544 " | 5,502 50 | 7,846 50 | 2,544 " | " | 7,137 50 | 9,481 50 |
| 1,082 92 | " | 1,082 92 | 1,082 92 | " | " | 1,082 92 |
| 24 " | " | 24 " | 24 " | " | " | 24 " |
| 57,831 70 | 5,602 50 | 65,434 20 | 57,831 70 | 150 " | 7,587 50 | 68,569 20 |
| 71,814 41 | " | 71,814 41 | 71,814 41 | 516 " | 5,128 " | 77,458 41 |
| 1,906 98 | " | 1,906 98 | 1,906 98 | " | " | 1,906 98 |
| 50,710 68 | " | 50,710 68 | 50,710 68 | " | " | 50,710 68 |
| 16,090 40 | 6,007 20 | 22,097 60 | 16,090 40 | " | 8,800 " | 24,890 40 |
| 814 10 | " | 814 10 | 814 10 | " | " | 814 10 |
| 25 " | " | 25 " | 25 " | " | " | 25 " |
| 121,559 57 | 6,007 20 | 127,566 77 | 121,559 57 | 516 " | 15,928 " | 135,805 57 |

| DÉSIGNATION DES MARCHANDISES. | | PAYS DE PROVENANCE. | |
|-------------------------------|---|--|--|
| Boissons . . . (Suite.) | Eaux-de-vie. | à 50 degrés ou moins . | Allemagne |
| | | | Angleterre |
| | | | Belgique |
| | | | Danemark |
| | | | France |
| | | à plus de 50 degrés . . | Pays-Bas |
| | | | Portugal |
| | | | Possessions portugaises (côte maritime) |
| | | | Possessions portugaises (rive gauche du Congo) |
| | | | TOTAL |
| Boissons . . . (Suite.) | Autres (y compris les liqueurs). | Allemagne | |
| | | Angleterre | |
| | | Belgique | |
| | | Danemark | |
| | | France | |
| | | Pays-Bas | |
| | | Portugal | |
| | | Possessions portugaises (côte maritime) | |
| | | Possessions portugaises (rive gauche du Congo) | |
| | | TOTAL | |
| Boissons . . . (Suite.) | Vins | Allemagne | |
| | | Angleterre, | |
| | | Belgique | |
| | | Espagne | |
| | | — (iles Canaries) | |
| | | France | |
| | | Pays-Bas | |
| | | Portugal | |
| | | Possessions portugaises (côte maritime) | |
| | | Possessions portugaises (rive gauche du Congo) | |
| TOTAL | | | |
| Boissons . . . (Suite.) | Bougles | Allemagne | |
| | | Angleterre | |
| | | Belgique | |
| | | Pays-Bas | |
| | | Portugal | |
| | | Possessions portugaises (rive gauche du Congo) | |
| | | TOTAL | |

| COMMERCE SPECIAL | | | COMMERCE GÉNÉRAL | | | |
|------------------------|-----------------------|------------|------------------|-------------|--------------|------------|
| VALEURS. | | | VALEURS. | | | |
| Importations directes. | Sorties des entrepôts | TOTAL. | en consommation | en transit. | en entrepôt. | TOTAL |
| Fr. C. | Fr. C. | Fr. C. | Fr. C. | Fr. C. | Fr. C. | Fr. C. |
| 199,616 67 | 4,065 » | 203,681 67 | 199 616 67 | 10,888 12 | 18,124 29 | 228,629 08 |
| 8,945 94 | » | 8,945 94 | 8,945 94 | » | 6,191 34 | 15,137 28 |
| 33,893 10 | » | 33,893 10 | 33,893 10 | » | » | 33,893 10 |
| 48 » | » | 48 » | 48 » | » | » | 48 » |
| 327 50 | » | 327 50 | 327 50 | » | » | 327 50 |
| 85,755 99 | 53,251 85 | 139,007 84 | 85,755 99 | 193 » | 80,895 31 | 166,846 30 |
| 2,236 61 | » | 2 236 61 | 2,236 61 | » | » | 2,236 61 |
| 487 95 | » | 487 95 | 487 95 | » | » | 487 95 |
| 500 60 | » | 500 60 | 500 60 | » | » | 500 60 |
| 531,812 34 | 57,316 85 | 589,129 19 | 531,812 34 | 11,085 12 | 105,210 94 | 448,106 40 |
| 107 888 84 | 2,000 » | 110 488 84 | 107,888 84 | 12,204 99 | 6,745 » | 126,836 85 |
| 3,026 74 | » | 3,026 74 | 3,026 74 | » | » | 3,026 74 |
| 9,896 11 | » | 9,896 11 | 9,896 11 | » | » | 9,896 11 |
| 0 » | » | 0 » | 0 » | » | » | 0 » |
| 200 » | » | 200 » | 200 » | » | » | 200 » |
| 16,158 80 | » | 16,158 80 | 16,158 80 | 192 93 | 1,595 » | 17,746 73 |
| 3,493 63 | » | 3,493 63 | 3,493 63 | » | » | 3,493 63 |
| 88 85 | » | 88 85 | 88 85 | » | » | 88 85 |
| 140,761 97 | 2,600 » | 143,361 97 | 140,761 97 | 12,397 94 | 8,138 » | 161,297 91 |
| 10 158 16 | » | 10,158 16 | 10,158 16 | 1,040 » | 1,000 » | 12 498 16 |
| 17,527 85 | 1,040 » | 18,567 85 | 17 527 85 | » | 1,250 » | 18,777 85 |
| 10,000 12 | 14 50 | 10,025 62 | 10 000 12 | » | 14 50 | 10 025 62 |
| 14,099 78 | » | 14,099 78 | 14 999 78 | » | » | 14,099 78 |
| 12,111 95 | 2,810 14 | 15,222 09 | 12,111 95 | 213 30 | 11,663 50 | 24 298 75 |
| 2,620 05 | » | 2,620 05 | 2,620 05 | » | » | 2,620 05 |
| 176 » | » | 176 » | 176 » | » | » | 176 » |
| 190 40 | » | 190 40 | 190 40 | » | » | 190 40 |
| 77,093 31 | 3,804 64 | 80,937 95 | 77 093 31 | 1,253 30 | 13 928 » | 92,274 61 |
| 2 425 60 | » | 2 425 60 | 2,425 60 | » | » | 2 425 60 |
| 9,994 07 | » | 9,994 07 | 9 994 07 | » | » | 9,994 07 |
| 33,157 33 | 1,377 35 | 34 534 68 | 33,157 33 | » | 1,378 35 | 34 532 68 |
| 1,561 34 | » | 1 561 34 | 1,561 34 | » | » | 1,561 34 |
| 281 24 | » | 281 24 | 28 24 | » | » | 281 24 |
| 7 154 01 | » | 7 154 01 | 7,154 01 | » | » | 7 154 01 |
| 11,958 29 | » | 11 958 29 | 11 958 29 | 173 » | 2 » | 12,113 29 |
| 74,900 90 | 522 » | 75 222 90 | 74,900 90 | 2,814 30 | » | 77,745 20 |
| 4,142 65 | » | 4,142 65 | 4 142 65 | » | » | 4,142 65 |
| 4,551 12 | » | 4,551 12 | 4,551 12 | 1,532 99 | » | 5,884 11 |
| 169,706 75 | 1,699 33 | 171,406 10 | 169,706 75 | 4 550 29 | 1,377 33 | 173,634 39 |
| 459 20 | » | 459 20 | 459 20 | » | » | 459 20 |
| 5,554 85 | » | 5,554 85 | 5,554 85 | 202 50 | » | 5 557 33 |
| 6,922 17 | » | 6,922 17 | 6,922 17 | » | » | 6,922 17 |
| 1,295 39 | 261 05 | 1,556 64 | 1,295 39 | 271 90 | 282 » | 1 849 49 |
| 128 » | » | 128 » | 128 » | » | » | 128 » |
| » | » | » | » | 9 44 | » | 9 44 |
| 14,150 79 | 261 05 | 14,410 84 | 14,150 79 | 483 84 | 282 » | 14,925 63 |

| DÉSIGNATION DES MARCHANDISES. | PAYS DE PROVENANCE. |
|---|--|
| Café | Allemagne Angleterre Belgique Danemark Libéria (République de) Portugal Possessions portugaises (côte maritime) Possessions portugaises (rive gauche du Congo) TOTAL |
| Campement (matériel de) | Angleterre Belgique États-Unis d'Amérique France Pays-Bas TOTAL |
| Charbons | Houille Belgique TOTAL Briquettes Belgique |
| Cordages, filets et instruments de pêche. | Allemagne Angleterre Belgique Pays-Bas TOTAL |
| Couleurs, vernis et matériaux pour peintres. | Allemagne Angleterre Belgique Pays-Bas Portugal Suède et Norvège TOTAL |

| COMMERCE SPÉCIAL. | | | COMMERCE GÉNÉRAL. | | | |
|------------------------|------------------------|-----------|-------------------|-------------|--------------|-----------|
| VALEURS. | | | VALEURS. | | | |
| Importations directes. | Sorties des entrepôts. | TOTAL. | en consommation. | en transit. | en entrepôt. | TOTAL. |
| Fr. C. | Fr. C. | Fr. C. | Fr. C. | Fr. C. | Fr. C. | Fr. C. |
| 140 » | » | 140 » | 140 » | » | » | 140 » |
| 1,433 34 | » | 1,433 34 | 1,433 34 | » | » | 1,433 34 |
| 5,092 23 | » | 5,092 23 | 5,092 23 | » | » | 5,092 23 |
| 4 » | » | 4 » | 4 » | » | » | 4 » |
| 133 » | » | 133 » | 133 » | » | » | 133 » |
| 168 50 | » | 168 50 | 168 50 | » | » | 168 50 |
| 17 » | » | 17 » | 17 » | » | » | 17 » |
| 3,515 30 | » | 3,515 30 | 3,515 30 | 101 30 | » | 3,616 60 |
| 10,505 37 | » | 10,505 37 | 10,505 37 | 101 30 | » | 10,606 67 |
| 42,662 73 | » | 42,662 73 | 42,662 73 | » | » | 42,662 73 |
| 16,098 32 | » | 16,098 32 | 16,098 32 | » | » | 16,098 32 |
| 23 » | » | 23 » | 23 » | » | » | 23 » |
| 155 24 | » | 155 24 | 155 24 | » | » | 155 24 |
| 560 » | 760 » | 1,120 » | 560 » | » | 560 » | 720 » |
| 59,299 29 | 760 » | 60,059 29 | 59,299 29 | » | 560 » | 59,659 29 |
| 44,580 » | » | 44,580 » | 44,580 » | » | » | 44,580 » |
| 11,795 40 | » | 11,795 40 | 11,795 40 | » | 8,500 » | 20,295 40 |
| 56,375 40 | » | 56,375 40 | 56,375 40 | » | 8,500 » | 64,875 40 |
| 84,594 32 | » | 84,594 32 | 84,594 32 | » | » | 84,594 32 |
| 160 » | » | 160 » | 160 » | » | » | 160 » |
| 1,047 95 | » | 1,047 95 | 1,047 95 | » | » | 1,047 95 |
| 5,685 06 | » | 5,685 06 | 5,685 06 | 28 23 | » | 5,711 31 |
| 29 50 | 3,276 50 | 3,306 » | 29 50 | 135 30 | 3,409 » | 3,572 30 |
| 6,922 51 | 3,276 50 | 10,199 01 | 6,922 51 | 100 05 | 3,409 » | 10,491 56 |
| » | 214 93 | 214 93 | » | 1,008 » | 214 93 | 1,222 93 |
| 5,651 11 | » | 5,651 11 | 5,651 11 | 84 15 | » | 5,715 26 |
| 13,446 14 | » | 13,446 14 | 13,446 14 | 215 67 | » | 13,661 81 |
| » | 3,540 45 | 3,540 45 | » | 282 45 | 5,796 50 | 6,078 95 |
| 71 26 | » | 71 26 | 71 26 | » | » | 71 26 |
| 47 06 | » | 47 06 | 47 06 | » | » | 47 06 |
| 19,195 51 | 5,553 38 | 24,750 89 | 19,195 51 | 1,590 27 | 6,011 43 | 26,797 21 |

| DÉSIGNATION DES MARCHANDISES. | PAYS DE PROVENANCE. | |
|--|--|--|
| <p>Denrées alimentaires.</p> <p>Conserves (Viande, poisson, légumes, beurre, fromage, etc.)</p> | <p>Allemagne</p> <p>Angleterre</p> <p>Belgique</p> <p>Danemark.</p> <p>États-Unis d'Amérique</p> <p>France</p> <p>Pays-Bas</p> <p>Portugal</p> <p>Possessions portugaises. (Côte maritime)</p> <p>Possessions portugaises. (Rive gauche du Congo).</p> <p>Suède et Norwège.</p> <p>Suisse</p> <p style="text-align: right;">Total.</p> | |
| | <p>Farine. (Amidon, biscuits, fécules, etc.)</p> | <p>Allemagne.</p> <p>Angleterre</p> <p>Belgique</p> <p>Danemark</p> <p>États-Unis d'Amérique.</p> <p>France</p> <p>Pays-Bas</p> <p>Portugal</p> <p>Possessions portugaises. (Côte maritime.).</p> <p>Possessions portugaises. (Rive gauche du Congo.)</p> <p style="text-align: right;">Total.</p> |
| | <p>Grains (Fèves, gruau, lentilles, orges, etc.)</p> | <p>Allemagne.</p> <p>Angleterre</p> <p>Belgique</p> <p>France</p> <p>Pays-Bas</p> <p>Portugal</p> <p>Possessions portugaises. (Côte maritime).</p> <p>Suisse</p> <p style="text-align: right;">Total.</p> |

| COMMERCE SPÉCIAL. | | | COMMERCE GÉNÉRAL. | | | |
|------------------------|------------------------|------------|-------------------|-------------|--------------|------------|
| VALEURS. | | | VALEURS. | | | |
| Importations directes. | Sorties des entrepôts. | TOTAL. | en consommation. | en transit. | en entrepôt. | TOTAL. |
| Fr. C. | Fr. C. | Fr. C. | Fr. C. | Fr. C. | Fr. C. | Fr. C. |
| 110,048 97 | " | 110,048 97 | 110,048 97 | 2,538 " | 305 " | 112,689 97 |
| 270,577 44 | " | 270,577 44 | 270,577 44 | 5,145 64 | " | 275,723 08 |
| 364,632 64 | 4,033 11 | 368,665 75 | 364,632 64 | 1,000 " | 1,680 20 | 367,512 84 |
| 9,907 53 | " | 9,907 53 | 9,907 53 | " | " | 9,907 53 |
| 2,699 93 | " | 2,699 93 | 2,699 93 | " | " | 2,699 93 |
| 11,674 49 | " | 11,674 49 | 11,674 49 | " | " | 11,674 49 |
| 38,086 25 | 22,478 98 | 60,565 23 | 38,086 25 | 13,424 08 | 40,047 70 | 101,458 05 |
| 14,074 26 | " | 14,074 26 | 14,074 26 | 129 90 | " | 14,204 16 |
| 2,836 75 | " | 2,836 75 | 2,836 75 | " | " | 2,836 75 |
| 167 75 | " | 167 75 | 167 75 | 912 49 | " | 1,080 24 |
| 37 20 | " | 37 20 | 37 20 | " | " | 37 20 |
| 1,851 16 | " | 1,851 16 | 1,851 16 | " | " | 1 851 16 |
| 826,594 37 | 26,312 09 | 853,106 46 | 8.6,594 37 | 22,950 11 | 51,950 90 | 901,475 38 |
| 2,428 47 | " | 2,428 47 | 2,428 47 | 80 " | 150 " | 2,638 47 |
| 31,751 55 | 1,374 " | 53,105 55 | 31,751 55 | 382 90 | 370 " | 32,484 45 |
| 72,694 18 | 52 50 | 72,746 68 | 72,694 18 | 238 55 | 52 50 | 75,003 01 |
| 7 " | " | 7 " | 7 " | " | " | 7 " |
| 55 " | " | 55 " | 55 " | " | " | 55 " |
| 8,582 62 | " | 8,582 62 | 8,582 62 | " | " | 8,582 62 |
| 3,895 25 | 6,794 10 | 10 687 53 | 3,895 25 | 1,660 80 | 17,535 " | 23,089 03 |
| 441 74 | " | 441 74 | 441 74 | " | " | 441 74 |
| 189 95 | " | 189 95 | 189 95 | " | " | 189 95 |
| 86 45 | " | 86 45 | 86 45 | 22 81 | " | 109 26 |
| 119,910 19 | 8 220 60 | 128,130 79 | 119,910 19 | 2,404 84 | 18,107 56 | 140,422 53 |
| 57 70 | " | 57 70 | 57 70 | " | " | 57 70 |
| 489 89 | " | 489 89 | 489 89 | " | " | 489 89 |
| 25,122 95 | " | 25,122 95 | 25,122 95 | " | " | 25,122 95 |
| 437 72 | " | 437 72 | 437 72 | " | " | 437 72 |
| 39 " | 383 90 | 424 90 | 39 " | " | 578 80 | 617 80 |
| 101 55 | " | 101 55 | 101 55 | " | " | 101 55 |
| 66 50 | " | 66 50 | 66 50 | " | " | 66 50 |
| 4 50 | " | 4 50 | 4 50 | " | " | 4 50 |
| 26,319 79 | 383 90 | 26,708 69 | 26,319 79 | " | 578 80 | 26,898 59 |

| DÉSIGNATION DES MARCHANDISES. | | PAYS DE PROVENANCE. | |
|------------------------------------|--|--|--|
| Denrées alimentaires (Suite) | Poisson sec. | Allemagne | |
| | | Angleterre | |
| | | Belgique | |
| | | France | |
| | | Pays-Bas | |
| | | Portugal | |
| | | Possessions portugaises (Côte maritime). | |
| | | Possessions portugaises (Rive gauche du Congo). | |
| | | Suède et Norwège | |
| | | Total. | |
| Denrées alimentaires (Suite) | Pommes de terre et oignons. | Allemagne. | |
| | | Angleterre | |
| | | Belgique | |
| | | Espagne (Iles Canaries) | |
| | | France | |
| | | Pays-Bas | |
| | | Portugal. | |
| | | Possessions portugaises (Côte maritime) | |
| | | Possessions portugaises (Rive gauche du Congo) | |
| | | Total. | |
| Denrées alimentaires (Suite) | Riz | Allemagne | |
| | | Angleterre | |
| | | Belgique | |
| | | Etats-Unis d'Amérique | |
| | | France | |
| | | Pays-Bas | |
| | | Portugal | |
| | | Possessions portugaises (Côte maritime) | |
| | | Total. | |
| Denrées alimentaires (Suite) | Sel pour le trafic. | Allemagne | |
| | | Angleterre | |
| | | Belgique | |
| | | France | |
| | | Pays-Bas | |
| | | Portugal | |
| | | Possessions portugaises (Côte maritime). | |
| | | Possessions portugaises (Rive gauche du Congo) | |
| | | Total. | |
| Denrées alimentaires (Suite) | Divers. (Épices, levure, thé, etc.) | Allemagne | |
| | | Angleterre | |
| | | Belgique | |
| | | Danemark. | |
| | | Pays-Bas | |
| | | Portugal | |
| | | Possessions portugaises (Côte maritime). | |
| | | Total. | |

| COMMERCE SPÉCIAL. | | | COMMERCE GÉNÉRAL. | | | |
|------------------------|------------------------|------------|-------------------|-------------|--------------|------------|
| VALEURS. | | | VALEURS. | | | |
| Importations directes. | Sorties des entrepôts. | TOTAL. | en consommation | en transit. | en entrepôt. | TOTAL |
| Fr. C. | Fr. C. | Fr. C. | Fr. C. | Fr. C. | Fr. C. | Fr. C. |
| 2,859 71 | " | 2,859 71 | 2,859 71 | 50 " | 165 " | 3,074 71 |
| 2,650 52 | " | 2,650 52 | 2,650 52 | 178 70 | " | 2,809 22 |
| 96 100 95 | " | 96 100 95 | 96 100 95 | " | " | 96 100 95 |
| 3,768 62 | " | 3,768 62 | 3,768 62 | " | " | 3,768 62 |
| 5,519 10 | 58 20 | 5 417 30 | 5 559 10 | " | 188 75 | 3,547 85 |
| 9 259 52 | " | 9 259 52 | 9 259 52 | " | " | 9 259 52 |
| 42 265 72 | " | 42 265 72 | 42 265 72 | 150 " | " | 42 715 72 |
| 296 50 | " | 296 50 | 296 50 | " | " | 296 50 |
| 152 50 | " | 152 50 | 152 50 | " | " | 152 50 |
| 160,650 74 | 58 20 | 160 708 94 | 160,650 74 | 678 70 | 553 73 | 161,683 10 |
| 1,129 88 | 6 " | 1,155 88 | 1,129 88 | " | " | 1,129 88 |
| 5,485 14 | " | 5,485 14 | 5 485 14 | 18 75 | " | 5,501 89 |
| 14 580 20 | " | 14,580 20 | 14,580 20 | " | " | 14,580 20 |
| 2 075 85 | " | 2,075 85 | 2 075 85 | " | " | 2,075 85 |
| 181 25 | " | 181 25 | 181 25 | " | " | 181 25 |
| 1,749 50 | 1,550 25 | 3,299 75 | 1,749 50 | " | 1,805 23 | 3,552 73 |
| 5 551 41 | " | 5,551 41 | 5,551 41 | " | " | 5,551 41 |
| 505 " | " | 505 " | 505 " | " | " | 505 " |
| 158 25 | " | 158 25 | 158 25 | " | " | 158 25 |
| 29,594 48 | 1,556 25 | 30,950 73 | 29,594 48 | 18 75 | 1,805 23 | 31,216 18 |
| 405 64 | " | 405 64 | 405 64 | " | " | 405 64 |
| 26,295 04 | 1,020 " | 27,515 04 | 26,295 04 | 261 50 | 1 000 " | 27,515 54 |
| 195,228 29 | " | 195,228 29 | 195 228 29 | 220 74 | 1,500 " | 196,749 03 |
| 274 40 | " | 274 40 | 274 40 | " | " | 274 40 |
| 7 405 40 | " | 7 405 40 | 7 405 40 | " | " | 7 405 40 |
| 5,060 25 | 11,912 50 | 16 972 75 | 5,060 25 | " | 27,692 50 | 32,752 75 |
| 626 50 | " | 626 50 | 626 50 | " | " | 626 50 |
| 512 50 | " | 512 50 | 512 50 | " | " | 512 50 |
| 255,604 02 | 12 952 50 | 248 556 52 | 255,604 02 | 182 24 | 29 992 50 | 266,078 76 |
| 2,589 57 | " | 2,589 57 | 2,589 57 | " | " | 2,589 57 |
| 14 959 55 | " | 14 959 55 | 14 959 55 | " | 2 165 55 | 17,125 08 |
| 8 051 42 | 15 50 | 8,064 92 | 8 051 42 | 556 50 | 2,049 72 | 10,657 64 |
| 79 80 | " | 79 80 | 79 80 | " | " | 79 80 |
| 17,777 25 | " | 17,777 25 | 17,777 25 | 1 50 | " | 17,781 75 |
| 601 " | " | 601 " | 601 " | " | " | 601 " |
| 42 85 | " | 42 85 | 42 85 | " | " | 42 85 |
| 719 15 | " | 719 15 | 719 15 | " | " | 719 15 |
| 44,620 57 | 13 50 | 44,635 87 | 44,620 57 | 561 " | 4,215 25 | 49 304 62 |
| 122 50 | " | 122 50 | 122 50 | " | " | 122 50 |
| 5,656 64 | " | 5 656 64 | 5,656 64 | 85 55 | 216 55 | 5,950 54 |
| 2 481 10 | " | 2,481 10 | 2,481 10 | " | " | 2,481 10 |
| 1 50 | " | 1 50 | 1 50 | " | " | 1 50 |
| 912 95 | 2,105 50 | 5,016 45 | 912 95 | 710 50 | 5 491 80 | 5,115 25 |
| 107 85 | " | 107 85 | 107 85 | " | " | 107 85 |
| 45 80 | " | 45 80 | 45 80 | " | " | 45 80 |
| 7,526 54 | 2 105 50 | 9,420 84 | 7,526 54 | 795 85 | 5,708 18 | 11 828 54 |

| DÉSIGNATION DES MARCHANDISES. | PAYS DE PROVENANCE. |
|--|--|
| Droguerie | Allemagne Angleterre Belgique États-Unis d'Amérique France Pays-Bas Portugal Possessions portugaises. (Côte maritime.) Possessions portugaises. (Rive gauche du Congo) , <div style="text-align: right;">Total.</div> |
| Faïencerie et poterie | Allemagne Angleterre Belgique Danemark France Pays-Bas Portugal Possessions portugaises. (Côte maritime.) Possessions portugaises. (Rive gauche du Congo) . Suède et Norwège <div style="text-align: right;">Total.</div> |
| Graines et semences | Allemagne Angleterre Belgique Espagne (Iles Canaries) États-Unis d'Amérique France Pays-Bas Portugal Possessions portugaises. (Rive gauche du Congo) . Saint-Thomas (Ile) Suède et Norwège <div style="text-align: right;">Total.</div> |

| COMMERCE SPÉCIAL. | | | COMMERCE GÉNÉRAL. | | | |
|------------------------|------------------------|-----------|-------------------|---------------|--------------|-----------|
| VALEURS. | | | VALEURS. | | | |
| Importations directes. | Sorties des entrepôts. | TOTAL. | en consommation. | en transitif. | en entrepôt. | TOTAL. |
| Fr. C. | Fr. C. | Fr. C. | Fr. C. | Fr. C. | Fr. C. | Fr. C. |
| 1,543 » | » | 1,543 » | 1,543 » | » | » | 1,543 » |
| 6,325 03 | » | 6,325 03 | 6,325 03 | 135 45 | » | 6,436 48 |
| 10,531 08 | 175 » | 10,706 08 | 10,531 08 | 6 82 | 175 » | 10,712 90 |
| 63 65 | » | 63 65 | 63 65 | » | » | 63 65 |
| 1,967 48 | » | 1,967 48 | 1,967 48 | » | » | 1,967 48 |
| 1,887 85 | 1,562 10 | 3,249 95 | 1,887 85 | » | 4,326 50 | 6,214 35 |
| 558 » | » | 558 » | 558 » | » | » | 558 » |
| 158 80 | » | 158 80 | 158 80 | » | » | 158 80 |
| 18 92 | » | 18 92 | 18 92 | » | » | 18 92 |
| 22,851 81 | 1,537 10 | 24,568 91 | 22,851 81 | 140 27 | 4,501 50 | 27,473 58 |
| 1,156 57 | » | 1,156 57 | 1,156 57 | » | » | 1,156 57 |
| 44,518 93 | » | 44,518 93 | 44,518 93 | 37 80 | » | 44,536 73 |
| 5,829 44 | » | 5,829 44 | 5,829 44 | 20 » | 6 » | 5,855 44 |
| 55 » | » | 55 » | 55 » | » | » | 55 » |
| 478 90 | » | 478 90 | 478 90 | » | » | 478 90 |
| 5,768 02 | 6,117 25 | 11,885 27 | 5,768 02 | 56 99 | 18,102 78 | 25,927 79 |
| 1,215 48 | » | 1,215 48 | 1,215 48 | 595 » | » | 1,608 48 |
| 10 » | » | 10 » | 10 » | » | » | 10 » |
| » | » | » | » | » 50 | » | » 50 |
| 28 25 | » | 28 25 | 28 25 | » | » | 28 25 |
| 59,036 59 | 6,117 25 | 65,153 84 | 59,036 59 | 510 29 | 18,108 78 | 77,655 46 |
| 235 77 | » | 235 77 | 235 77 | » | » | 235 77 |
| 201 » | » | 201 » | 201 » | » | » | 201 » |
| 17,455 24 | » | 17,455 24 | 17,455 24 | » | » | 17,455 24 |
| 200 » | » | 200 » | 200 » | » | » | 200 » |
| 212 » | » | 212 » | 212 » | » | » | 212 » |
| 166 54 | » | 166 54 | 166 54 | » | » | 166 54 |
| » | » | » | » | 5 » | 2 » | 7 » |
| 10 » | » | 10 » | 10 » | » | » | 10 » |
| 29 20 | » | 29 20 | 29 20 | » | » | 29 20 |
| 280 » | » | 280 » | 280 » | » | » | 280 » |
| 24 20 | » | 24 20 | 24 20 | » | » | 24 20 |
| 18,811 75 | » | 18,811 75 | 18,811 75 | 5 » | 2 » | 18,818 75 |

| DÉSIGNATION DES MARCHANDISES. | PAYS DE PROVENANCE. |
|---|---|
| Habillement et lingerie. | Allemagne Angleterre Autriche Belgique Danemark États-Unis d'Amérique France Grand-Duché de Luxembourg Italie Pays-Bas Portugal Possessions portugaises. (Côte maritime.) Possessions portugaises. (Rive gauche du Congo.) Suède et Norvège Suisse. <div style="text-align: right;">Total.</div> |
| Harnachement et sellerie. | Belgique Allemagne. Angleterre. Belgique États-Unis d'Amérique France Pays-Bas Portugal Possessions portugaises. (Rive gauche du Congo.) <div style="text-align: right;">Total.</div> |
| Huiles, graisses et bitumes. } Pétrole } Huiles, goudron, graisses, résines, etc } | Allemagne. Angleterre. Belgique France Pays-Bas Portugal Possessions portugaises. (Côte maritime.) <div style="text-align: right;">Total.</div> |

| COMMERCE SPÉCIAL. | | | COMMERCE GÉNÉRAL. | | | |
|------------------------|------------------------|------------|-------------------|-------------|--------------|------------|
| VALEURS. | | | VALEURS. | | | |
| Importations directes. | Sorties des entrepôts. | TOTAL. | en consommation. | en transit. | en entrepôt. | TOTAL. |
| Fr. C. | Fr. C. | Fr. C. | Fr. C. | Fr. C. | Fr. C. | Fr. C. |
| 2,591 34 | » | 2,591 34 | 2,591 34 | 240 » | » | 2,631 34 |
| 96,772 51 | » | 96,772 51 | 96,772 51 | 2,900 00 | 772 20 | 100,443 61 |
| 25 » | » | 25 » | 25 » | » | » | 25 » |
| 118,932 20 | 1,773 » | 120,707 20 | 118,932 20 | 1,158 07 | 2,096 40 | 122,166 67 |
| 263 » | » | 263 » | 263 » | » | » | 263 » |
| 1,001 35 | » | 1,001 35 | 1,001 35 | » | » | 1,001 35 |
| 573 60 | » | 573 60 | 573 60 | » | » | 573 60 |
| 25 » | » | 25 » | 25 » | » | » | 25 » |
| 202 » | » | 202 » | 202 » | » | » | 202 » |
| 23,427 85 | 781 » | 24,208 85 | 23,427 85 | 1,282 50 | 10,031 » | 34,761 35 |
| 5,200 17 | » | 5,200 17 | 5,200 17 | » | » | 5,200 17 |
| 280 » | » | 280 » | 280 » | » | » | 280 » |
| 763 53 | » | 763 53 | 763 53 | 1,587 78 | » | 2,583 53 |
| 2,484 55 | » | 2,484 55 | 2,484 55 | » | » | 2,484 55 |
| 115 » | » | 115 » | 115 » | » | » | 115 » |
| 252,463 12 | 2,550 » | 253,019 12 | 252,463 12 | 7,149 23 | 12,010 60 | 272,531 97 |
| 2,071 71 | » | 2,071 71 | 2,071 71 | » | » | 2,071 71 |
| 5,086 41 | » | 5,086 41 | 5,086 41 | » | » | 5,086 41 |
| 1,961 40 | » | 1,961 40 | 1,961 40 | » | » | 1,961 40 |
| 6,407 22 | » | 6,407 22 | 6,407 22 | » | » | 6,407 22 |
| 23 20 | » | 23 20 | 23 20 | » | » | 23 20 |
| 16 » | » | 16 » | 16 » | 20 24 | » | 36 24 |
| 876 20 | 641 90 | 1,518 10 | 876 20 | 112 53 | 668 40 | 1,936 93 |
| 431 40 | » | 431 40 | 431 40 | 16 50 | » | 447 00 |
| » | » | » | » | 7 72 | » | 7 72 |
| 14,803 85 | 641 90 | 15,445 75 | 14,803 85 | 136 81 | 668 40 | 15,929 04 |
| 103 50 | » | 103 50 | 103 50 | 220 » | » | 323 50 |
| 3,170 48 | » | 3,170 48 | 3,170 48 | » | » | 3,170 48 |
| 51,452 04 | » | 51,452 04 | 51,452 04 | 112 15 | » | 51,544 19 |
| 4 » | » | 4 » | 4 » | » | » | 4 » |
| 2,251 93 | 4,034 53 | 5,286 50 | 2,251 93 | 9 80 | 6,268 50 | 7,530 23 |
| 148 30 | » | 148 30 | 148 30 | » | » | 148 30 |
| 62 50 | » | 62 50 | 62 50 | » | » | 62 50 |
| 36,172 77 | 4,034 53 | 40,207 12 | 36,172 77 | 341 93 | 6,268 50 | 42,783 22 |

| DÉSIGNATION DES MARCHANDISES. | PAYS DE PROVENANCE. |
|---|---|
| Instruments, appareils scientifiques et autres | Allemagne |
| | Angleterre. |
| | Belgique |
| | États-Unis d'Amérique |
| | France |
| | Grèce. |
| | Pays-Bas |
| | Portugal |
| | Possessions portugaises. (Rive gauche du Congo) . |
| | Suède et Norvège. |
| | Total. |
| Locomotives | Belgique |
| Wagons | Belgique |
| Machines et mécaniques diverses. | Allemagne. |
| | Angleterre. |
| | Belgique. |
| | États-Unis d'Amérique |
| | Pays-Bas |
| Machines, mécaniques, outils, appareils pour télégraphe et téléphone, constructions métalliques. | Portugal |
| | Possessions portugaises (Rive gauche du Congo) . |
| | Total. |
| | Pièces de rechange et accessoires. |
| Belgique | |
| Pays-Bas | |
| | Total. |
| Outils divers. | Allemagne. |
| | Angleterre. |
| | Belgique |
| | États-Unis d'Amérique |
| | France |
| | Pays-Bas |
| | Portugal |
| | Possessions portugaises. (Côte maritime.) |
| | Possessions portugaises (Rive gauche du Congo.) . |
| | Total. |

| COMMERCE SPÉCIAL. | | | COMMERCE GÉNÉRAL. | | | |
|------------------------|------------------------|------------|-------------------|-------------|--------------|------------|
| VALEURS. | | | VALEURS. | | | |
| Importations directes. | Sorties des entrepôts. | TOTAL. | en consommation | en transit. | en entrepôt. | TOTAL |
| Fr. C. | Fr. C. | Fr. C. | Fr. C. | Fr. C. | Fr. C. | Fr. C. |
| 303 » | » | 303 » | 303 » | 70 » | » | 373 » |
| 1,827 52 | » | 1,827 52 | 1,827 52 | » | » | 1,827 52 |
| 16,877 28 | » | 16,877 28 | 16,877 28 | 281 08 | » | 17,158 36 |
| 120 » | » | 120 » | 120 » | » | » | 120 » |
| 61 48 | » | 61 48 | 61 48 | » | » | 61 48 |
| 50 » | » | 50 » | 50 » | » | » | 50 » |
| 50 » | 278 » | 528 » | 50 » | 46 » | 569 » | 465 » |
| 521 » | » | 521 » | 521 » | » | » | 521 » |
| » | » | » | » | 80 » | » | 80 » |
| 109 60 | » | 109 60 | 109 60 | » | » | 109 60 |
| 19,710 88 | 278 » | 19,997 88 | 19,710 88 | 477 08 | 369 » | 20,305 00 |
| 125,172 80 | » | 125,172 80 | 125,172 80 | » | » | 125,172 80 |
| 109,107 53 | » | 109,107 53 | 109,107 53 | » | » | 109,107 53 |
| 4,167 » | » | 4,167 » | 4,167 » | » | » | 4,167 » |
| 5,445 30 | » | 5,445 30 | 5,445 30 | 250 » | » | 5,675 30 |
| 55,705 40 | » | 55,705 40 | 55,705 40 | » | » | 55,705 40 |
| 75 » | » | 75 » | 75 » | » | » | 75 » |
| 157 » | » | 157 » | 157 » | 55 80 | » | 190 80 |
| 6 » | » | 6 » | 6 » | » | » | 6 » |
| 75 » | » | 75 » | 75 » | » | » | 75 » |
| 45,626 76 | » | 45,626 76 | 45,626 76 | 265 80 | » | 45,890 56 |
| 175 75 | » | 175 75 | 175 75 | » | » | 175 75 |
| 152,501 60 | » | 152,501 60 | 152,501 60 | » | » | 152,501 60 |
| 2,594 02 | 190 » | 2,784 02 | 2,594 02 | 17 » | 704 » | 5,315 02 |
| 155,269 57 | 190 » | 155,459 57 | 155,269 57 | 17 » | 704 » | 155,990 57 |
| 2,091 18 | » | 2,091 18 | 2,091 18 | 478 » | 50 » | 2,599 18 |
| 11,373 84 | » | 11,373 84 | 11,373 84 | 487 25 | » | 11,861 09 |
| 56,421 41 | » | 56,421 41 | 56,421 41 | 50 75 | » | 56,472 16 |
| 68 » | » | 68 » | 68 » | » | » | 68 » |
| 171 58 | » | 171 58 | 171 58 | » | » | 171 58 |
| 7,228 60 | 1,035 60 | 8,264 20 | 7,228 60 | 161 40 | 1,406 60 | 8,886 60 |
| 678 » | » | 678 » | 678 » | » | » | 678 » |
| 48 » | » | 48 » | 48 » | » | » | 48 » |
| 25 » | » | 25 » | 25 » | » | » | 25 » |
| 78,103 41 | 1,035 60 | 79,141 01 | 78,103 41 | 1,177 40 | 1,526 60 | 80,807 01 |

| DÉSIGNATION DES MARCHANDISES. | | PAYS DE PROVENANCE. | | |
|--|--|---|----------------|--|
| Machines, mécaniques, outils, appareils pour télégraphe et téléphone, constructions métalliques. (Suite.) | Matériaux et appareils pour télégraphe et téléphone. | Belgique | | |
| | | Pays-Bas | | |
| | | Total. | | |
| | Constructions métalliques diverses | Angleterre | | |
| | | Belgique | | |
| | | Total. | | |
| Matériaux de construction. | Briques | Belgique | | |
| | | Pays-Bas | | |
| | | Possessions françaises. (Haut-Congo.) | | |
| | | | Total. | |
| | Chaux | Allemagne | | |
| | | Angleterre | | |
| | | Belgique | | |
| | | Pays-Bas | | |
| | | Portugal | | |
| | | Possessions portugaises. (Côte maritime.) | | |
| | Possessions portugaises. (Rive gauche du Congo.) | | | |
| | Total. | | | |
| Ciment | Allemagne | | | |
| | Angleterre | | | |
| | Belgique | | | |
| | Pays-Bas | | | |
| | Portugal | | | |
| | Possessions portugaises. (Rive gauche du Congo.) | | | |
| | Total. | | | |
| Autres | Allemagne | | | |
| | Angleterre | | | |
| | Belgique | | | |
| | États-Unis d'Amérique | | | |
| | France | | | |
| | Pays-Bas | | | |
| | Portugal | | | |
| | Possessions portugaises. (Côte maritime.) | | | |
| | Possessions portugaises. (Rive gauche du Congo.) | | | |
| | Total. | | | |

| COMMERCE SPÉCIAL. | | | COMMERCE GÉNÉRAL. | | | |
|------------------------|------------------------|------------|-------------------|-------------|--------------|------------|
| VALEURS. | | | VALEURS. | | | |
| Importations directes. | Sorties des entrepôts. | TOTAL. | en consommation. | en transit. | en entrepôt. | TOTAL. |
| Fr. C. | Fr. C. | Fr. C. | Fr. C. | Fr. C. | Fr. C. | Fr. C. |
| 4,202 72 | " | 4,202 72 | 4,202 72 | " | " | 4,202 72 |
| " | " | " | " | 50 " | " | 50 " |
| 4,202 72 | " | 4,202 72 | 4,202 72 | 50 " | " | 4,252 72 |
| 455 50 | " | 455 50 | 455 50 | " | " | 455 50 |
| 255,633 31 | " | 255,633 31 | 255,633 31 | " | " | 255,633 31 |
| 236,070 81 | " | 236,070 81 | 236,070 81 | " | " | 236,070 81 |
| 12,471 20 | " | 12,471 20 | 12,471 20 | " | " | 12,471 20 |
| " | " | " | " | " | 570 " | 570 " |
| 298 50 | " | 298 50 | 298 50 | " | " | 298 50 |
| 12,769 70 | " | 12,769 70 | 12,769 70 | " | 570 " | 13,339 70 |
| 60 " | " | 60 " | 60 " | " | " | 60 " |
| 1,263 50 | " | 1,263 50 | 1,263 50 | " | " | 1,263 50 |
| 55,922 96 | " | 55,922 96 | 55,922 96 | 17 60 | " | 55,940 56 |
| 629 40 | 1,034 10 | 1,663 50 | 629 40 | " | 1,468 " | 2,007 40 |
| 532 50 | " | 532 50 | 532 50 | " | " | 532 50 |
| 25 " | " | 25 " | 25 " | " | " | 25 " |
| 54 " | " | 54 " | 54 " | " | " | 54 " |
| 58,487 36 | 1,034 10 | 59,521 46 | 58,487 36 | 17 60 | 1,468 " | 59,972 96 |
| 199 75 | " | 199 75 | 199 75 | 200 " | " | 399 75 |
| 1,160 " | " | 1,160 " | 1,160 " | 37 50 | " | 1,197 50 |
| 115,452 84 | 1,525 " | 116,977 84 | 115,452 84 | " | 1,525 " | 116,977 84 |
| 246 60 | 1,212 " | 1,458 60 | 246 60 | " | 2,878 " | 3,124 60 |
| 360 50 | " | 360 50 | 360 50 | " | " | 360 50 |
| 153 65 | " | 153 65 | 153 65 | " | " | 153 65 |
| 117,535 34 | 2,757 " | 120,292 34 | 117,535 34 | 237 50 | 4,405 " | 122,173 84 |
| 9,410 90 | " | 9,410 90 | 9,410 90 | 4,400 " | 700 " | 14,510 90 |
| 58,597 72 | " | 58,597 72 | 58,597 72 | 455 10 | " | 58,832 82 |
| 60,092 76 | " | 60,092 76 | 60,092 76 | 298 70 | " | 60,391 46 |
| 20 " | " | 20 " | 20 " | " | " | 20 " |
| 7,545 14 | " | 7,545 14 | 7,545 14 | " | " | 7,545 14 |
| 2,652 48 | 11,285 64 | 13,938 12 | 2,652 48 | " | 49,075 50 | 51,725 78 |
| 1,042 65 | " | 1,042 65 | 1,042 65 | " | " | 1,042 65 |
| 16,284 84 | " | 16,284 84 | 16,284 84 | " | " | 16,284 84 |
| 528 " | " | 528 " | 528 " | " | " | 528 " |
| 135,974 40 | 11,285 64 | 147,260 13 | 135,974 40 | 5,153 80 | 49,775 50 | 190,901 50 |

| DÉSIGNATION DES MARCHANDISES. | | PAYS DE PROVENANCE. | |
|----------------------------------|------------------------------|--|---|
| Mercerie et parfumerie | | Allemagne Angleterre Belgique France Pays-Bas Portugal Possessions portugaises. (Côte maritime.) Possessions portugaises. (Rive gauche du Congo) Suède et Norwège Suisse Total | |
| Métaux. | Acier | Rails | Angleterre |
| | | Autres | Allemagne Belgique Pays-Bas |
| | Total | | |
| | Antimoine | Belgique | Belgique |
| | Cui- vre et laiton. | Fils | Allemagne Angleterre Belgique France Pays-Bas Portugal |
| Autres | | Angleterre Belgique Pays-Bas | Total |
| Étain | | Belgique France | Total |
| Fer ; Clous | | Allemagne Angleterre Belgique Pays-Bas Portugal Possessions portugaises. (Côte maritime.) | Total |

| COMMERCE SPECIAL | | | COMMERCE GÉNÉRAL. | | | |
|------------------------|----------------------|------------|-------------------|-------------|--------------|------------|
| VALEURS. | | | VALEURS. | | | |
| Importations directes. | Sortis des entrepôts | TOTAL. | en consommation | en transit. | en entrepôt. | TOTAL |
| Fr. C. | Fr. C. | Fr. C. | Fr. C. | Fr. C. | Fr. C. | Fr. C. |
| 24 » | » | 24 » | 24 » | » | » | 24 » |
| 20,596 10 | » | 20,596 10 | 20,596 10 | 3 670 50 | 750 » | 24 816 00 |
| 10 657 49 | » | 16,087 49 | 10,687 49 | » | 25 » | 10,712 49 |
| 979 45 | » | 979 45 | 979 45 | » | » | 979 45 |
| 5,210 17 | 109 60 | 5,380 07 | 5,210 47 | 125 50 | 1,172 00 | 4,500 57 |
| 544 15 | » | 544 15 | 544 15 | » | » | 544 15 |
| 80 » | » | 80 » | 80 » | » | » | 80 » |
| » | » | » | » | 500 » | » | 500 » |
| 133 40 | » | 133 40 | 133 40 | » | » | 133 40 |
| 10 » | » | 10 » | 10 » | » | » | 10 » |
| 41,865 06 | 169 00 | 42,054 06 | 41,865 06 | 4,001 » | 1,047 00 | 47 006 06 |
| 107,517 87 | » | 107,517 87 | 107,517 87 | » | » | 107 517 87 |
| 455 51 | » | 455 51 | 455 51 | » | » | 455 51 |
| 47,241 05 | » | 47,241 05 | 47,241 15 | » | » | 47,241 05 |
| » | » | » | » | » | 9,404 » | 9,404 » |
| 47,604 54 | » | 47 604 54 | 47,604 54 | » | 9,404 » | 57,098 54 |
| 105 09 | » | 105 09 | 105 09 | » | » | 105 09 |
| 591 » | » | 591 » | 591 » | » | » | 591 » |
| 45,856 65 | » | 45,856 65 | 45 856 65 | 470 50 | » | 46,5 6 93 |
| 171,257 04 | 0,012 » | 177 270 04 | 171,257 04 | » | 4,777 88 | 176,014 92 |
| 655 19 | » | 655 19 | 655 19 | » | » | 655 19 |
| 10,545 » | » | 10,545 » | 10,545 » | » | » | 10 545 » |
| 5,000 » | » | 5,000 » | 5,000 » | » | » | 5 000 » |
| 255,484 86 | 0,012 » | 259,520 86 | 255,484 86 | 470 50 | 4,777 88 | 258,755 04 |
| 529 » | » | 529 » | 529 » | » | 2,170 » | 2,499 » |
| 5,167 16 | » | 5,167 16 | 5,167 16 | » | » | 5,167 16 |
| 150 » | 2,205 » | 2,425 » | 150 » | » | 1,900 » | 2,050 » |
| 5,026 16 | 2,205 » | 5,919 16 | 5,026 16 | » | 4,070 » | 7 696 1 |
| » | » | » | » | 18 35 | » | 18 35 |
| 2 » | » | 2 » | 2 » | » | » | 2 » |
| 2 » | » | 2 » | 2 | 18 35 | » | 20 35 |
| 597 12 | » | 597 12 | 597 12 | » | » | 597 12 |
| 2,694 65 | » | 2,694 65 | 2,694 65 | 59 10 | » | 2,753 75 |
| 28,202 00 | » | 28,202 00 | 28,202 06 | 44 94 | » | 28,217 » |
| 185 62 | 2,474 13 | 2,657 07 | 185 82 | 156 90 | 2,808 13 | 5,218 87 |
| 212 07 | » | 212 07 | 212 07 | » | » | 212 07 |
| 576 25 | » | 576 25 | 576 25 | » | » | 576 25 |
| 52,265 97 | 2,474 13 | 54,740 12 | 52,265 97 | 240 94 | 2,808 13 | 53,405 06 |

| DÉSIGNATION DES MARCHANDISES. | | PAYS DE PROVENANCE. | |
|-------------------------------|---------------------------------|---|---|
| Métaux (Suite.) | Fer (Suite.) | Fils | Allemagne Belgique Pays-Bas TOTAL |
| | | Poutrelles | Belgique Portugal TOTAL |
| | | Rails | Angleterre Belgique Pays-Bas TOTAL |
| | | Tôles | Angleterre Belgique Pays-Bas TOTAL |
| | | Autres | Allemagne Angleterre Belgique Pays-Bas Portugal Possessions portugaises (côte maritime) TOTAL |
| | Plomb | Angleterre Belgique France Pays-Bas TOTAL | |
| | Zinc | Angleterre Belgique Pays-Bas Portugal TOTAL | |
| | Métaux et ameublement | Allemagne Angleterre Belgique Espagne (îles Canaries) Etats-Unis d'Amérique France Pays-Bas Portugal Possessions portugaises (côte maritime) Suède et Norvège TOTAL | |

| COMMERCE SPÉCIAL. | | | COMMERCE GÉNÉRAL. | | | |
|------------------------|------------------------|------------|-------------------|-------------|--------------|------------|
| VALEURS. | | | VALEURS. | | | |
| Importations directes. | Sorties des entrepôts. | TOTAL. | en consommation | en transit. | en entrepôt. | TOTAL. |
| Fr. C. | Fr. C. | Fr. C. | Fr. C. | Fr. C. | Fr. C. | Fr. C. |
| 29,753 51 | " | 29,753 51 | 29,753 51 | 35 " | " | 29,788 51 |
| 502 41 | " | 562 41 | 502 41 | " | " | 562 41 |
| 23 " | 287 " | 310 " | 23 " | " | 506 " | 529 " |
| 30,358 92 | 287 " | 30,025 92 | 30,358 92 | 35 " | 506 " | 30,879 92 |
| 1,434 26 | " | 1,434 26 | 1,434 26 | " | " | 1,434 26 |
| 60 " | " | 60 " | 60 " | " | " | 60 " |
| 1,494 26 | " | 1,494 26 | 1,494 26 | " | " | 1,494 26 |
| 118,566 41 | " | 118,566 41 | 118,566 41 | " | " | 118,566 41 |
| 9,448 82 | " | 9,448 82 | 9,448 82 | " | " | 9,448 82 |
| " | " | " | " | " | 465 " | 465 " |
| 128,015 25 | " | 128,015 25 | 128,015 25 | " | 465 " | 128,478 25 |
| 6,010 91 | " | 6,010 91 | 6,010 91 | " | " | 6,010 91 |
| 21,594 52 | " | 21,594 52 | 21,594 52 | " | " | 21,594 52 |
| " | " | " | " | " | 269 " | 269 " |
| 27,605 45 | " | 27,605 45 | 27,605 45 | " | 269 " | 27,874 45 |
| " | " | " | " | " | 85 " | 85 " |
| 19,559 17 | " | 19,559 17 | 19,559 17 | 987 50 | " | 20,526 67 |
| 168,680 20 | " | 168,680 20 | 168,680 20 | 400 " | " | 169,080 20 |
| 218 " | 210 50 | 428 50 | 218 " | " | 1,075 " | 1,295 " |
| 516 60 | " | 516 60 | 516 60 | " | " | 516 60 |
| 1,550 " | " | 1,550 " | 1,550 " | " | " | 1,550 " |
| 190,505 97 | 210 50 | 190,514 27 | 190,505 97 | 1,587 50 | 1,160 " | 192,851 47 |
| 152 50 | " | 152 50 | 152 50 | " | " | 152 50 |
| 1,159 94 | " | 1,159 94 | 1,159 94 | " | " | 1,159 94 |
| 50 " | " | 30 " | 50 " | " | " | 30 " |
| " | 68 " | 68 " | " | " | 68 " | 68 " |
| 1,522 44 | 68 " | 1,590 44 | 1,522 44 | " | 68 " | 1,590 44 |
| 1,899 87 | " | 1,899 87 | 1,899 87 | " | " | 1,899 87 |
| 106 12 | " | 106 12 | 106 12 | " | " | 106 12 |
| 420 " | 645 50 | 1,065 50 | 420 " | 7 20 | 2,324 " | 2,751 20 |
| 104 " | " | 104 " | 104 " | " | " | 104 " |
| 2,529 99 | 645 50 | 3,175 49 | 2,529 99 | 7 20 | 2,324 " | 4,861 19 |
| 589 " | " | 589 " | 589 " | " | " | 589 " |
| 14,052 92 | " | 14,052 92 | 14,052 92 | 721 25 | " | 14,774 17 |
| 19,888 05 | " | 19,888 05 | 19,888 05 | " | 125 " | 20,015 05 |
| 100 " | " | 100 " | 100 " | " | " | 100 " |
| 150 " | " | 150 " | 150 " | " | " | 150 " |
| 108 75 | " | 108 75 | 108 75 | " | " | 108 75 |
| 244 20 | 191 50 | 453 70 | 244 20 | 52 " | 2,365 " | 2,861 20 |
| 806 " | " | 806 " | 806 " | " | " | 806 " |
| 87 " | " | 87 " | 87 " | " | " | 87 " |
| 129 25 | " | 129 25 | 129 25 | " | " | 129 25 |
| 35,955 15 | 191 50 | 36,126 65 | 35,955 15 | 773 25 | 2,490 " | 39,198 40 |

| DÉSIGNATION DES MARCHANDISES. | PAYS DE PROVENANCE. |
|--|---|
| Papiers, cartons, fournitures de bureau et impressions. | Livres, registres et imprimés <ul style="list-style-type: none"> Allemagne Angleterre Belgique Danemark États-Unis d'Amérique France Pays-Bas Portugal Total. |
| | Papiers et cartons <ul style="list-style-type: none"> Allemagne. Angleterre. Belgique France Pays-Bas Portugal Possessions portugaises (côte maritime) Possessions portugaises (rive gauche du Congo) Total. |
| Produits chimiques | Fournitures de bureau et impressions. Divers. <ul style="list-style-type: none"> Allemagne. Angleterre. Belgique États-Unis d'Amérique. France Pays Bas Portugal Possessions portugaises (côte maritime) Suède et Norwège Total. |
| | <ul style="list-style-type: none"> Allemagne. Angleterre Belgique France Pays-Bas Portugal Suède et Norwège Total. |
| Produits pharmaceutiques | <ul style="list-style-type: none"> Allemagne. Angleterre Autriche Belgique Danemark. France Pays-Bas Portugal Possessions portugaises (rive gauche du Congo) Total. |

| COMMERCE SPÉCIAL | | | COMMERCE GÉNÉRAL. | | | |
|------------------------|----------------------|-----------|-------------------|------------|--------------|-----------|
| VALEURS. | | | VALEURS. | | | |
| Importations directes. | Sortus des entrepôts | TOTAL. | en consommation. | en transit | en entrepôt. | TOTAL. |
| Fr. C. | Fr. C. | Fr. C. | Fr. C. | Fr. C. | Fr. C. | Fr. C. |
| " | 60 " | 60 " | " | " | " | " |
| 7,722 " | " | 7,722 " | 7,722 " | 199 60 | " | 7 921 60 |
| 16,055 04 | " | 16,055 04 | 16,055 04 | 20 91 | " | 16,075 95 |
| 25 " | " | 25 " | 25 " | " | " | 25 " |
| 258 " | " | 258 " | 258 " | " | " | 258 " |
| 4 " | " | 4 " | 4 " | " | " | 4 " |
| 129 60 | 100 " | 229 60 | 129 60 | " | 408 45 | 558 05 |
| 156 " | " | 156 " | 156 " | " | " | 156 " |
| 21,527 64 | 160 " | 21,487 64 | 21 527 64 | 220 31 | 408 45 | 21,956 60 |
| 57 30 | " | 57 50 | 57 50 | 125 " | " | 182 50 |
| 3,520 86 | " | 3,520 86 | 3 520 86 | " | " | 3,520 86 |
| 8,618 16 | " | 8,618 16 | 8,618 16 | 22 86 | " | 8,641 02 |
| 49 60 | " | 40 60 | 40 60 | " | " | 40 60 |
| 594 " | 56 " | 650 " | 594 " | 6 25 | 401 20 | 1,001 45 |
| 90 " | " | 90 " | 90 " | " | " | 90 " |
| 2 75 | " | 2 75 | 2 75 | " | " | 2 75 |
| " | " | " | " | 1 " | " | 1 " |
| 12,752 87 | 56 " | 12,788 87 | 12,752 87 | 155 11 | 401 20 | 13,289 18 |
| 227 20 | " | 227 20 | 227 20 | 125 " | 25 " | 377 20 |
| 4,499 71 | " | 4,499 71 | 4,499 71 | 15 " | " | 4,514 71 |
| 22,274 71 | " | 22,274 71 | 22,274 71 | 18 20 | " | 22,293 " |
| 22 " | " | 22 " | 22 " | " | " | 22 " |
| 2 70 | " | 2 70 | 2 70 | " | " | 2 70 |
| 202 55 | 22 " | 224 55 | 202 55 | " | 129 50 | 332 05 |
| 110 " | " | 110 " | 110 " | " | " | 110 " |
| 64 " | " | 64 " | 64 " | " | " | 64 " |
| 26 70 | " | 26 70 | 26 70 | " | " | 26 70 |
| 27,429 57 | 22 " | 27,451 57 | 27,429 57 | 158 29 | 134 50 | 27,742 56 |
| 75 " | " | 75 " | 75 " | " | " | 75 " |
| 2,505 50 | " | 2,505 50 | 2,505 50 | " | " | 2,505 50 |
| 1,990 02 | 40 " | 2,030 02 | 1,990 02 | " | 40 " | 2,030 02 |
| 295 55 | " | 295 55 | 295 55 | " | " | 295 55 |
| 14 " | 46 10 | 60 10 | 14 " | " | 46 10 | 60 10 |
| 44 " | " | 44 " | 44 " | " | " | 44 " |
| 10 95 | " | 10 95 | 10 95 | " | " | 10 95 |
| 4,735 " | 86 10 | 4,819 10 | 4,735 " | " | 86 10 | 4,819 10 |
| 5 " | " | 5 " | 5 " | 45 " | 400 " | 448 " |
| 10,545 22 | " | 10,545 22 | 10,545 22 | 587 50 | " | 10,932 72 |
| 20 " | " | 20 " | 20 " | " | " | 20 " |
| 44,926 01 | " | 44,926 01 | 44,926 01 | 107 15 | 20 " | 45,055 14 |
| 18 " | " | 18 " | 18 " | " | " | 18 " |
| 75 54 | " | 75 54 | 75 54 | " | " | 75 54 |
| 870 " | 825 50 | 1,695 50 | 870 " | 540 50 | 1,228 50 | 2 458 80 |
| 256 80 | " | 256 80 | 256 80 | " | " | 256 80 |
| " | " | " | " | 20 " | " | 20 " |
| 56,494 57 | 825 50 | 57,518 07 | 56,494 57 | 1,009 95 | 1,648 50 | 59,245 " |

| DÉSIGNATION DES MARCHANDISES. | PAYS DE PROVENANCE. |
|--|---|
| Quincaillerie (Ustensiles de cuisine et objets de ménage, articles divers de traite, tels que bracelets en cuivre et en fer, machettes, miroirs, etc.) | Allemagne Angleterre Belgique Danemark France Italie Pays-Bas Portugal Possessions françaises (Côte maritime) Possessions portugaises (Côte maritime) Possessions portugaises (Rive gauche du Congo) Suède et Norwège TOTAL . . . |
| Savons | Allemagne Angleterre Belgique France Pays-Bas Portugal Possessions portugaises (Côte maritime) Possessions portugaises (Rive gauche du Congo) TOTAL . . . |
| Tabacs Cigares et cigarettes | Allemagne Angleterre Belgique Danemark France Pays-Bas Portugal Suisse TOTAL . . . |
| Autres | Allemagne Angleterre Belgique Danemark France Grand-Duché de Luxembourg Pays-Bas Portugal Possessions françaises (Haut-Congo) Possessions portugaises (Rive gauche du Congo) Suède et Norwège TOTAL . . . |

| COMMERCE SPÉCIAL. | | | COMMERCE GÉNÉRAL. | | | |
|------------------------|------------------------|------------|-------------------|-------------|--------------|------------|
| VALEURS. | | | VALEURS. | | | |
| Importations directes. | Sorties des entrepôts. | TOTAL. | en consommation. | en transit. | en entrepôt. | TOTAL. |
| Fr. C. | Fr. C. | Fr. C. | Fr. C. | Fr. C. | Fr. C. | Fr. C. |
| 16,189 08 | » | 16,189 08 | 16 189 08 | 5,687 06 | 3,727 » | 23,604 34 |
| 121,255 25 | » | 121,255 25 | 121,255 25 | 3,406 81 | » | 121,612 04 |
| 88,204 95 | 64 90 | 88,269 85 | 88,204 95 | 514 10 | 227 » | 88,916 05 |
| 61 50 | » | 61 50 | 61 50 | » | » | 61 50 |
| 815 56 | » | 815 56 | 815 56 | » | » | 815 56 |
| 212 18 | » | 212 18 | 212 18 | » | » | 212 18 |
| 28,147 92 | 2,064 20 | 30,212 12 | 28,147 92 | 1,687 65 | 11,940 60 | 41,778 17 |
| 4,915 05 | » | 4,915 05 | 4,915 05 | 45 » | » | 4,958 05 |
| » | » | » | » | » | 25 » | 25 » |
| 248 50 | » | 248 50 | 248 50 | » | » | 248 50 |
| 764 51 | » | 764 51 | 764 51 | 1,117 88 | » | 1,882 39 |
| 554 81 | » | 554 81 | 554 81 | » | » | 554 81 |
| 261,345 87 | 2,120 10 | 263,474 97 | 261,345 87 | 10,430 10 | 15,919 00 | 287,724 87 |
| 826 99 | » | 826 99 | 826 99 | » | » | 826 99 |
| 7,083 69 | » | 7,083 69 | 7,083 69 | 128 10 | » | 7,211 79 |
| 6,926 81 | » | 6,926 81 | 6,926 81 | » | » | 6,926 81 |
| 159 » | » | 159 » | 159 » | » | » | 159 » |
| 2,405 55 | 1,405 10 | 3,800 45 | 2,405 55 | 547 65 | 2,705 » | 5,454 » |
| 1,052 97 | » | 1,052 97 | 1,052 97 | » | » | 1,052 97 |
| 60 » | » | 60 » | 60 » | » | » | 60 » |
| » | » | » | » | 5 55 | » | 5 55 |
| 18,492 81 | 1,105 10 | 19,595 91 | 18,492 81 | 479 08 | 2 703 » | 21,674 89 |
| 816 » | » | 816 » | 816 » | 160 » | » | 976 » |
| 850 46 | » | 850 46 | 850 46 | » | » | 850 46 |
| 11,791 96 | » | 11,791 96 | 11,791 96 | » | » | 11,791 96 |
| 9 » | » | 9 » | 9 » | » | » | 9 » |
| 500 » | » | 500 » | 500 » | » | » | 500 » |
| 5,606 91 | 2,400 » | 7,706 91 | 5,606 91 | 425 10 | 1,065 50 | 7,695 51 |
| 441 20 | » | 441 20 | 441 20 | » | » | 441 20 |
| 15 » | » | 15 » | 15 » | » | » | 15 » |
| 19,850 55 | 2,100 » | 21,950 55 | 19,850 55 | 583 10 | 1,065 50 | 22,077 15 |
| 2,414 » | 340 » | 2,754 » | 2,414 » | 555 » | 500 » | 3,249 » |
| 3,466 00 | » | 3,466 00 | 3,466 00 | » | » | 3,466 00 |
| 6,045 45 | 148 » | 6,195 45 | 6,045 45 | 216 09 | 148 » | 6,409 54 |
| 46 » | » | 46 » | 46 » | » | » | 46 » |
| 55 » | » | 55 » | 55 » | » | » | 55 » |
| 15 » | » | 15 » | 15 » | » | » | 15 » |
| 4,154 78 | 5,575 » | 7,727 78 | 4,154 78 | 119 » | 6,172 60 | 10,446 38 |
| 1,080 67 | » | 1,080 67 | 1,080 67 | » | » | 1,080 67 |
| 400 » | » | 400 » | 400 » | » | » | 400 » |
| 57 24 | » | 57 24 | 57 24 | » | » | 57 24 |
| 15 » | » | 15 » | 15 » | » | » | 15 » |
| 17,747 74 | 4,061 » | 21,808 74 | 17,747 74 | 870 09 | 6,020 60 | 23,238 45 |

| DÉSIGNATION DES MARCHANDISES. | | PAYS DE PROVENANCE. | |
|-------------------------------|---|--|--|
| Tissus de coton. | écrus | Angleterre | |
| | | Belgique | |
| | | États-Unis d'Amérique | |
| | | France | |
| | | Pays-Bas | |
| | | Portugal | |
| | | Suède et Norvège | |
| | | Total | |
| Tissus de coton. | blanchis | Allemagne | |
| | | Angleterre | |
| | | Belgique | |
| | | France | |
| | | Pays-Bas | |
| | | Portugal | |
| | | Possessions portugaises (rive gauche du Congo) | |
| | | Total | |
| Tissus de coton. | imprimés (Autres que mouchoirs). | Allemagne | |
| | | Angleterre | |
| | | Belgique | |
| | | États-Unis d'Amérique | |
| | | France | |
| | | Pays-Bas | |
| | | Portugal | |
| | | Possessions portugaises (rive gauche du Congo) | |
| | | Total | |
| Tissus de coton. | mouchoirs | Angleterre | |
| | | Pays-Bas | |
| | | Total | |
| Tissus de coton. | teints | Allemagne | |
| | | Angleterre | |
| | | Belgique | |
| | | États-Unis d'Amérique | |
| | | France | |
| | | Pays-Bas | |
| | | Portugal | |
| | | Possessions portugaises (Côte maritime) | |
| | | Possessions portugaises (Rive gauche du Congo) | |
| | | Total | |
| Tissus de coton. | autres | Angleterre | |
| | | Belgique | |
| | | France | |
| | | Pays-Bas | |
| | | Portugal | |
| | | Possessions portugaises (Côte maritime) | |
| | | Total | |

| COMMERCE SPECIAL. | | | COMMERCE GÉNÉRAL. | | | |
|-----------------------|------------------------|------------|-------------------|-------------|-------------|--------------|
| VALEURS. | | | VALEURS | | | |
| Importations directes | Sorties des entrepôts. | TOTAL. | en consommation. | en transit. | en entrepôt | TOTAL. |
| Fr. C. | Fr. C. | Fr. C. | Fr. C. | Fr. C. | Fr. C. | Fr. C. |
| 51,154 69 | " | 51,154 69 | 51,154 69 | " | " | 51,154 69 |
| 187,046 01 | " | 187,046 01 | 187,046 01 | " | " | 187,046 01 |
| 44 95 | " | 44 95 | 44 95 | " | " | 44 95 |
| 51 80 | " | 51 80 | 51 80 | " | " | 51 80 |
| 9,755 56 | " | 9,755 56 | 9,755 56 | 10,497 50 | " | 20,252 86 |
| 2,506 50 | " | 2,506 50 | 2,506 50 | " | " | 2,506 50 |
| 58 89 | " | 58 89 | 58 89 | " | " | 58 89 |
| 250,558 40 | " | 250,558 40 | 250 558 40 | 10,497 50 | " | 240,855 70 |
| 580 74 | " | 580 74 | 580 74 | " | " | 580 74 |
| 54,095 01 | " | 54,095 01 | 54,095 01 | " | 4,150 " | 58,245 01 |
| 5,150 72 | " | 5,150 72 | 5,150 72 | " | " | 5,150 72 |
| 115 95 | " | 115 95 | 115 95 | " | " | 115 95 |
| 15,870 57 | 480 " | 16,550 57 | 15,870 57 | " | 11,945 " | 27 815 57 |
| 4,680 85 | " | 4,680 85 | 4,680 85 | " | " | 4 680 85 |
| " | " | " | " | 5,555 " | " | 5,555 " |
| 00,489 62 | 480 " | 00 989 62 | 00,489 62 | 5,555 " | 16,085 " | 79,917 62 |
| 4,010 66 | " | 4,010 66 | 4,010 66 | " | 375 " | 4,385 66 |
| 592,201 26 | " | 592 201 26 | 592 201 26 | 52,925 61 | 45 422 " | 690 548 87 |
| 84,170 99 | 55,782 56 | 119,055 55 | 84,170 99 | " | 54,445 40 | 118,614 39 |
| 50 " | " | 50 " | 50 " | " | " | 50 " |
| 552 45 | " | 552 45 | 552 45 | " | " | 552 45 |
| 58,490 85 | 22,026 50 | 80,517 55 | 58 490 85 | 59 270 " | 80,190 00 | 186 959 88 |
| 14,128 72 | " | 14,128 72 | 14,128 72 | " | " | 14 128 72 |
| " | " | " | " | 2,077 40 | " | 2,077 40 |
| 755,604 91 | 57,809 06 | 811,415 97 | 755,604 91 | 94,275 01 | 169,419 45 | 1,017,297 57 |
| 5,656 50 | " | 5,656 50 | 5,656 50 | " | " | 5,656 50 |
| " | " | " | " | " | 5,411 " | 5 411 " |
| 5,656 50 | " | 5,656 50 | 5,656 50 | " | 5,411 " | 9,047 50 |
| 8,059 18 | " | 8,059 18 | 8,059 18 | 2 587 " | " | 10,426 18 |
| 409,996 95 | " | 409 996 95 | 409,996 95 | 5,521 64 | 54,416 " | 479,651 77 |
| 374,806 69 | " | 374,806 69 | 374 806 69 | 51,792 57 | 14,548 40 | 420 947 66 |
| 550 20 | " | 550 20 | 550 20 | " | " | 550 20 |
| 828 26 | " | 828 26 | 828 26 | " | " | 828 26 |
| 46,888 98 | 288 " | 47,176 98 | 46,888 98 | 14,556 10 | 40,485 40 | 101,728 48 |
| 5,715 15 | " | 5,715 15 | 5,715 15 | " | " | 5,715 15 |
| 95 " | " | 95 " | 95 " | " | " | 95 " |
| 522 " | " | 522 " | 522 " | 24,507 " | " | 25,029 " |
| 847,442 59 | 288 " | 847,750 59 | 847,442 58 | 108,564 51 | 88 947 80 | 1,044,954 70 |
| 52,872 17 | " | 52,872 17 | 52 872 17 | " | " | 52,872 17 |
| 92 089 07 | 5,900 58 | 95 89 65 | 92,089 07 | 521 15 | " | 92,410 22 |
| 950 75 | " | 950 75 | 950 75 | " | " | 950 75 |
| 7 614 50 | 1,264 " | 8,878 30 | 7 614 50 | " | 5,425 " | 11 059 50 |
| 1,509 " | " | 1,509 " | 1,509 " | " | " | 1,509 " |
| 146 50 | " | 146 50 | 146 50 | " | " | 146 50 |
| 154,981 70 | 5,164 58 | 140,146 57 | 154,981 79 | 521 15 | 5,425 " | 158,727 94 |

| DÉSIGNATION DES MARCHANDISES. | | PAYS DE PROVENANCE. | |
|--|---|--|----------------------|
| Tissus. (Suite) | de laine | blanchis. | Pays-Bas |
| | | imprimés | Belgique |
| | | teints | Angleterre |
| | | | Belgique |
| | | | France |
| | | | Pays-Bas |
| | Total. | | |
| | autres | Allemagne | |
| | | Angleterre | |
| | | Belgique | |
| | | France | |
| | | Pays-Bas | |
| | | Portugal | |
| | | Possessions portugaises. (Côte maritime) | |
| | Possessions portugaises. (Rive gauche du Congo) | | |
| Total. | | | |
| de chanvre et de jute. | Allemagne | | |
| | Angleterre | | |
| | Belgique | | |
| | France | | |
| | Pays-Bas | | |
| | Portugal | | |
| Possessions portugaises. (Côte maritime) | | | |
| Total. | | | |
| de soie | Angleterre | | |
| | Belgique | | |
| | Italie | | |
| | Portugal | | |
| Total. | | | |
| Velours | Angleterre | | |
| | Belgique | | |
| Total. | | | |

| COMMERCE SPÉCIAL. | | | COMMERCE GÉNÉRAL. | | | |
|------------------------|-----------------------|------------|-------------------|-------------|--------------|------------|
| VALEURS. | | | VALEURS. | | | |
| Importations directes. | Sorties des entrepôts | TOTAL. | en consommation. | en transit. | en entrepôt. | TOTAL. |
| Fr. C. | Fr. C. | Fr. C. | Fr. C. | Fr. C. | Fr. C. | Fr. C. |
| 42 50 | " | 42 50 | 42 50 | " | " | 42 50 |
| 469 06 | " | 469 06 | 469 06 | " | " | 469 06 |
| " | " | " | " | " | 14,400 " | 14,400 " |
| 10 " | " | 10 " | 10 " | " | " | 10 " |
| 108 41 | " | 108 41 | 108 41 | " | " | 108 41 |
| 248 04 | " | 248 04 | 248 04 | " | " | 248 04 |
| 586 45 | " | 586 45 | 586 45 | " | 14,400 " | 14,786 45 |
| 224 " | " | 224 " | 224 " | 1,005 " | " | 1,229 " |
| 53,720 02 | " | 53,720 02 | 53,720 02 | 2,064 57 | 153 77 | 56,846 16 |
| 89,267 04 | " | 89,267 04 | 89,267 04 | " | " | 89,267 04 |
| 45 " | " | 45 " | 45 " | " | " | 45 " |
| 17,695 13 | " | 17,695 13 | 17,695 13 | 25,031 83 | 3,415 " | 44,140 " |
| 597 07 | " | 597 07 | 597 07 | " | " | 597 07 |
| 125 " | " | 125 " | 125 " | " | " | 125 " |
| 270 " | " | 270 " | 270 " | " | " | 270 " |
| 141,952 88 | " | 141,952 88 | 141,952 88 | 27,001 22 | 5,568 77 | 172,522 87 |
| 1,665 56 | " | 1,665 56 | 1,665 56 | 1,540 " | 500 " | 5,503 56 |
| 13,519 05 | " | 13,519 05 | 13,519 05 | " | 2,800 " | 16,319 05 |
| 13,472 11 | " | 13,472 11 | 13,472 11 | " | " | 13,472 11 |
| 114 76 | " | 114 76 | 114 76 | " | " | 114 76 |
| 3,952 50 | 1,000 " | 5,552 50 | 3,952 50 | " | 6,108 " | 10,060 50 |
| 1,728 52 | " | 1,728 52 | 1,728 52 | 125 " | " | 1,853 52 |
| 442 71 | " | 442 71 | 442 71 | " | " | 442 71 |
| 34,895 01 | 1,600 " | 36,495 01 | 34,895 01 | 1,465 " | 9,408 " | 45,768 01 |
| 15,271 53 | " | 15,271 53 | 15,271 53 | 318 25 | " | 15,589 80 |
| 4,448 18 | " | 4,448 18 | 4,448 18 | " | " | 4,448 18 |
| 293 14 | " | 293 14 | 293 14 | " | " | 293 14 |
| 52 " | " | 52 " | 52 " | " | " | 52 " |
| 20,064 87 | " | 20,064 87 | 20,064 87 | 318 25 | " | 20,383 12 |
| 2,305 " | " | 2,305 " | 2,305 " | 318 25 | " | 2,713 25 |
| " | " | " | " | 576 25 | " | 576 25 |
| 2,305 " | " | 2,305 " | 2,305 " | 894 50 | " | 3,289 50 |

| DÉSIGNATION DES MARCHANDISES. | | PAYS DE PROVENANCE. |
|--|---|--|
| Tissus. <i>(Suite.)</i> | Châles | Angleterre |
| | | Pays-Bas |
| | | Portugal |
| | | Possessions portugaises (rive gauche du Congo) |
| | | TOTAL |
| | Tapis | Angleterre |
| | | Belgique |
| | | Pays-Bas |
| | | Portugal |
| | | Possessions portugaises (côte maritime) |
| | TOTAL | |
| Bâches, toile cirée et goudronnée. | Angleterre | |
| | Belgique | |
| | Pays-Bas | |
| | TOTAL | |
| Verrerie et verroterie. | Verrerie | Allemagne |
| | | Angleterre |
| | | Belgique |
| | | États-Unis d'Amérique |
| | | France |
| | | Pays-Bas |
| | | Portugal |
| | | Possessions portugaises (côte maritime) |
| | | Possessions portugaises (rive gauche du Congo) |
| | | TOTAL |
| Verroterie | Allemagne | |
| | Angleterre | |
| | Autriche | |
| | Belgique | |
| | France | |
| | Italie | |
| | Pays-Bas | |
| | Portugal | |
| | Possessions françaises (Haut-Congo) | |
| | Suisse | |
| | TOTAL | |

| COMMERCE SPECIAL. | | | COMMERCE GÉNÉRAL. | | | |
|------------------------|-----------------------|------------|-------------------|-------------|--------------|------------|
| VALEURS. | | | VALEURS. | | | |
| Importations directes. | Sorties des entrepôts | TOTAL. | en consommation | en transit. | en entrepôt. | TOTAL |
| Fr. C. | Fr. C. | Fr. C. | Fr. C. | Fr. C. | Fr. C. | Fr. C. |
| 1 200 17 | " | 1,200 17 | 1,200 17 | " | " | 1 200 17 |
| 1,755 82 | " | 1,755 82 | 1,755 82 | " | " | 1,755 82 |
| 271 50 | " | 271 50 | 271 50 | " | " | 271 50 |
| 568 05 | " | 568 05 | 568 05 | " | " | 568 05 |
| 3 795 52 | " | 3,795 52 | 3 795 52 | " | " | 3,795 52 |
| 25,880 56 | " | 25,880 56 | 25,880 56 | 62 " | 3 690 " | 29,632 56 |
| 3,259 46 | " | 3,259 46 | 3,259 46 | " | " | 3 259 46 |
| 6,945 " | 3,685 70 | 10,628 70 | 6,945 " | " | 6,540 70 | 13,485 70 |
| 514 " | " | 514 " | 514 " | 1,400 " | " | 1,914 " |
| 500 " | " | 500 " | 500 " | " | " | 500 " |
| 36,897 02 | 3,685 70 | 40,582 72 | 36,897 02 | 1,462 " | 10,250 70 | 48,559 72 |
| 295 75 | " | 295 75 | 295 75 | " | " | 295 75 |
| 5,904 65 | " | 5,904 65 | 5,904 65 | " | " | 5,904 65 |
| 289 10 | 480 " | 769 10 | 289 10 | " | 562 " | 851 10 |
| 6,489 48 | 480 " | 6,969 48 | 6,489 48 | " | 562 " | 7,051 48 |
| 10 205 51 | 545 " | 10,548 51 | 10,205 51 | 86 70 | 515 " | 10,652 21 |
| 3,488 56 | 4 85 | 3,493 41 | 3,488 56 | " | " | 3,488 56 |
| 4,915 87 | " | 4,915 87 | 4,915 87 | " | 5 " | 4,918 87 |
| 60 " | " | 60 " | 60 " | " | " | 60 " |
| 85 " | " | 85 " | 85 " | " | " | 85 " |
| 3,127 45 | 1,148 55 | 4,276 " | 3,127 45 | 5 " | 3,791 55 | 6,921 80 |
| 464 10 | " | 464 10 | 464 10 | " | " | 464 10 |
| 132 " | " | 132 " | 132 " | " | " | 132 " |
| 5 " | " | 5 " | 5 " | " | " | 5 " |
| 22,479 49 | 1,498 40 | 23,977 89 | 22,479 49 | 89 70 | 4,141 55 | 26,710 54 |
| 15,072 71 | " | 15,072 71 | 15,072 71 | 11,985 65 | 2,252 " | 27,508 56 |
| 19 398 07 | " | 19,398 07 | 19,398 07 | 1 095 50 | " | 21 095 57 |
| 6,248 74 | " | 6,248 74 | 6,248 74 | " | " | 6 248 74 |
| 16,912 86 | " | 16 912 86 | 16 912 86 | 682 50 | 6,000 " | 23,595 36 |
| 161 94 | " | 161 94 | 161 94 | " | " | 161 94 |
| 86,256 27 | " | 86,256 27 | 86 256 27 | " | " | 86 256 27 |
| 4,152 15 | 6,290 " | 10 442 15 | 4,152 15 | 28,295 50 | 23,945 " | 56 392 65 |
| 260 48 | " | 260 48 | 260 48 | 975 " | " | 1,255 48 |
| 6,657 50 | " | 6,657 50 | 6,657 50 | " | " | 6,657 50 |
| 4,481 01 | " | 4 481 01 | 4,481 01 | " | " | 4,481 01 |
| 157,561 71 | 6 290 " | 163,851 71 | 157,561 71 | 43,632 45 | 32,107 " | 255,500 86 |

IMPORTATIONS. — Année 1895.

Tableau récapitulatif par pays de provenance.

| PAYS DE PROVENANCE. | COMMERCE | COMMERCE |
|--|--------------|---------------|
| | SPÉCIAL. | GÉNÉRAL. |
| | Fr. c. | Fr. c. |
| Belgique | 4,422,664 73 | 4,482,969 95 |
| Angleterre | 2,591,237 61 | 2,822,476 92 |
| Allemagne | 906,532,38 | 4,009,847 79 |
| Pays-Bas | 724,460 34 | 4,260,446 74 |
| Portugal | 478,408 98 | 484,047 68 |
| Possessions portugaises (côte maritime) | 425,815 34 | 426,265 31 |
| Italie | 86,943 59 | 86,943 59 |
| France | 78,065 27 | 78,440 51 |
| Possessions portugaises (rive gauche du Congo) | 43,864 42 | 50,258 06 |
| Danemark | 40,434,53 | 40,434 53 |
| Possessions françaises (Haut-Congo) | 7,336 » | 7,336 » |
| Suisse | 6,679 67 | 6,679 67 |
| Autriche | 6,333,74 | 6,333 74 |
| État-Unis d'Amérique | 5,737,68 | 5,737 68 |
| Espagne (Iles Canaries) | 4,857 09 | 4,857 09 |
| Suède et Norwège | 3,873 46 | 3,873,46 |
| Espagne | 4,364 54 | 4,364 54 |
| Saint-Thomas (Ile) | 280 » | 280 » |
| Libéria (République de) | 435 » | 435 » |
| Grèce | 50 » | 50 » |
| Grand-Duché de Luxembourg | 38 » | 38 » |
| Possessions françaises (côte maritime) | » | 25 » |
| TOTAUX | 9,175,403 34 | 40,448,448 26 |

Mouvement du port de BOMA pendant l'année 1895.

| NATIONALITÉ des BATIMENTS. | ENTRÉES. | | | | SORTIES. | | | |
|----------------------------------|------------------------|----------|------------------------|----------|------------------------|----------|------------------------|----------|
| | NAVIRES AU LONG COURS. | | BATIMENTS DE CABOTAGE. | | NAVIRES AU LONG COURS. | | BATIMENTS DE CABOTAGE. | |
| | Nombre. | Tonnage. | Nombre. | Tonnage. | Nombre. | Tonnage. | Nombre. | Tonnage. |
| Allemands | 50 | 55,895 | » | » | 29 | 34,445 | » | » |
| Américains | » | » | 2 | 40 | » | » | 2 | 40 |
| Anglais | 51 | 69,496 | 5 | 465 | 51 | 69,496 | 5 | 465 |
| Belges. | » | » | 172 | 1,970 | » | » | 174 | 1,910 |
| Hollandais | 5 | 5,055 | 54 | 1,565 | 4 | 4,211 | 55 | 1,451 |
| Portugais. | » | » | 73 | 5,285 | » | » | 73 | 5,339 |
| TOTAUX. | 86 | 110,444 | 284 | 7,091 | 84 | 108,152 | 289 | 7,175 |

(177)

[N° 91.]

45

Mouvement du port de BANANA pendant l'année 1893.

| NATIONALITÉ des BÂTIMENTS. | ENTRÉES. | | | | SORTIES. | | | |
|----------------------------------|-----------------------|----------|------------------------|----------|------------------------|----------|------------------------|----------|
| | NAVIRES AU LONG COURS | | BÂTIMENTS DE CABOTAGE. | | NAVIRES AU LONG COURS. | | BÂTIMENTS DE CABOTAGE. | |
| | Nombre. | Tonnage. | Nombre. | Tonnage. | Nombre. | Tonnage. | Nombre. | Tonnage. |
| Allemands | 25 | 24,569 | " | " | 25 | 26,598 | " | " |
| Américains | " | " | 1 | 30 | " | " | 1 | 50 |
| Anglais | 41 | 58,151 | 1 | 152 | 43 | 58,829 | 1 | 152 |
| Belges. | " | " | 24 | 351 | " | " | 24 | 351 |
| Hollandais | 15 | 14,204 | 146 | 5,492 | 17 | 16,447 | 149 | 3,525 |
| Norvégiens | 1 | 455 | " | " | " | " | " | " |
| Portugais | " | " | 58 | 2,277 | " | " | 58 | 2,577 |
| TOTAUX. | 80 | 94,159 | 227 | 6,502 | 85 | 101,874 | 255 | 6,435 |

COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER DU CONGO.

Relevé des recettes effectuées depuis la mise en exploitation de la ligne.

| MOIS. | VOYAGEURS ET MARCHANDISES A LA MONTÉE VERS KENGE. | | | | | | | | VOYAGEURS ET MARCHANDISES A LA DESCENTE VERS MATADI. | | | | | | TOTAL GÉNÉRAL à la montée et à la descente Fr. C. | |
|-------------------|---|---------|-----------------------------------|--------|-----------------------------------|-----------------------|---------------------|------------------|--|--------|-----------------------------------|--------|-----------------------|---------------------|--|------------------|
| | VOYAGEURS. | | | | Produits divers. Fr. C. | MARCHANDISES. | | TOTAL. Fr. C. | VOYAGEURS. | | | | MARCHANDISES. | | | TOTAL. Fr. C. |
| | 1 ^{re} classe. | | 2 ^e classe. | | | Mouvement. Kilogr. | Recettes. Fr. C. | | 1 ^{re} classe. | | 2 ^e classe. | | Mouvement. Kilogr. | Recettes. Fr. C. | | |
| | Nombre de billets délivrés. | Fr. C. | Nombre de billets délivrés. | Fr. C. | Nombre de billets délivrés. | | | Fr. C. | Nombre de billets délivrés. | Fr. C. | Nombre de billets délivrés. | Fr. C. | | | | |
| 1894. | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Mars | 2 | 60 » | 4 | 20 » | 3 » | 3,000 | 268 » | 354 » | 4 | 50 » | 18 | 90 » | » | » | 140 » | 494 » |
| Avril | 3 | 150 » | 8 | 40 » | 5 » | 9,400 | 940 » | 4,435 » | 9 | 410 » | 46 | 226 » | » | » | 636 » | 4,774 » |
| Mai | 7 | 350 » | 68 | 340 » | » | 36,200 | 3,620 » | 4,310 » | 6 | 560 » | 28 | 136 » | » | » | 396 » | 4,706 » |
| Juin | 6 | 300 » | 146 | 730 » | 6 » | 64,950 | 6,495 20 | 7,531 20 | 14 | 250 » | 46 | 230 » | 9,380 | 433 » | 4,213 » | 8,744 20 |
| Juillet | 28 | 1,340 » | 450 | 692 » | » | 111,600 | 11,160 » | 13,192 » | 40 | 480 » | 62 | 296 » | 27,730 | 1,973 30 | 2,749 30 | 15,941 30 |
| Août | 11 | 510 » | 163 | 635,80 | 1,169 » | 74,900 | 7,736 » | 10,040 50 | 15 | 647 50 | 91 | 383 50 | 26,800 | 1,481 50 | 2,542 50 | 12,553 » |

(179)

[N° 91.]

(180)

CHAPITRE III.

N° 32.

Tableau des valeurs mobilières appartenant à l'État (non compris le mobilier des stations et les constructions de l'État cédées au Gouvernement belge en vertu de la convention de ce jour).

1° Marchandises en cours de route expédiées d'Europe, et non arrivées aux stations de destination (valeur d'Europe).

| | | | |
|--|-----|-----------|---|
| Bas-Congo (y compris Matadi) | fr. | 517,697 | » |
| District des cataractes | | 198,994 | » |
| District du Stanley-Pool. | | 88,144 | » |
| District de l'Équateur | | 45,550 | » |
| District des Bangalas. | | 103,477 | » |
| District de l'Aruwimi | | 29,036 | » |
| Manyéma | | 376,547 | » |
| District du Kwango-Oriental | | 224,083 | » |
| District du Lualaba-Kassaï | | 56,583 | » |
| District de l'Oubandji | | 62,548 | » |
| District de l'Ouellé | | 552,060 | » |
| | | 2,054,519 | » |

2° Armement de l'État.

| | | | |
|--|-----|-----------|---|
| 16,050 fusils Albini | fr. | 169,500 | » |
| 267 fusils Mauser | | 29,370 | » |
| 2,888 fusils Snyder et Chassepot | | 40,450 | » |
| 1,000 fusils d'instruction | | 1,500 | » |
| Munitions (2,500,000 cartouches Albini ; 24,000 cartouches Mauser ; 12,000 cartouches Snyder.) | fr. | 250,200 | » |
| 8 canons de 16c, 35 cal. | | 553,000 | » |
| 13 canons Krupp. | | 47,585 | » |
| 32 canons lisses | | 34,752 | » |
| 4 canons Wahrendorff | | 20,000 | » |
| 6 canons Maxim | | 49,650 | » |
| 2 canons Hotchkiss | | 6,550 | » |
| 25 canons Nordenfelt | | 153,128 | » |
| | | 1,515,065 | » |
| A reporter. | | 3,569,584 | » |

| | | |
|--|-----------|------------------|
| Report. | | 3,369,584 » |
| Munitions (3,600 obus Krupp; 4,800 obus Nordenfelt; 1,600 obus Hotchkiss; 650 boîtes à balles Krupp; 3,000 boîtes à balles Nordenfelt; 300 boîtes à balles Hotchkiss; 3,000 gargousses pour canons lisse.) | 107,279 » | |
| Accessoires divers pour tout le matériel d'artillerie fr. | 40,000 » | |
| Divers. | 76,000 » | |
| | | <u>223,279 »</u> |

3° Quantités d'ivoire et de caoutchouc non encore réalisés à ce jour.

| | |
|--|--------------------|
| Au moins 100 tonnes d'ivoire fr. | 1,500,000 » |
| et 140 tonnes de caoutchouc. | 700,000 » |
| | <u>2.200,000 »</u> |

La flottille se composant de :

| | |
|--|--------------------|
| a. Dans le Haut-Cong : | |
| Quatre vapeurs de 35 à 45 tonnes fr. | 1,531,840 » |
| Huit vapeurs d'un type plus réduit | 570,000 » |
| 49 balcinieres en acier | 392,000 » |
| Outillage des ateliers de réparations de Léopoldville et de l'Oubandji fr. | 380,000 » |
| b. Dans le Bas-Congo : | |
| Deux vapeurs de 100 à 140 tonnes | 460,000 » |
| Cinq vapeurs d'un modèle plus petit | 80,000 » |
| Outillage de l'atelier de Boma | 200,000 » |
| | <u>3,413,840 »</u> |

| | |
|---|---------------------|
| 5° 1688 actions libérées de la Société anversoise du Commerce au Congo à fr 500 fr. | 842,500 » |
| 1,000 actions de jouissance de l'Anglo-Belgian India Rubber and Exploration C ^y , sans désignation de valeur | » |
| 600 actions privilégiées libérées de la Compagnie du Katanga | » |
| 1,800 parts de fondateur de la Compagnie du chemin de fer du Congo | » |
| | <u>842,500 »</u> |
| Total. | <u>10,049,203 »</u> |

État Indépendant du Congo. — Décret du 7 février 1888.**N° 33.****LÉOPOLD II, ROI DES BELGES,****SOUVERAIN DE L'ÉTAT INDÉPENDANT DU CONGO,****A tous présents et à venir, SALUT :****Sur la proposition de Notre Conseil des Administrateurs Généraux ;****Nous avons décrété et décrétons :****ARTICLE PREMIER.**

Il est créé par l'État Indépendant du Congo une Dette publique au capital nominal de 150 millions de francs; cette dette sera représentée par 1,500,000 obligations de 100 francs, au porteur, réparties en 60,000 séries de vingt-cinq obligations chacune.

ARTICLE 2.

Toutes les obligations seront remboursables en nonante-neuf ans.

L'ordre dans lequel ce remboursement sera effectué sera déterminé par des tirages au sort, qui auront lieu six fois par an.

Les obligations qui sortiront les premières, à chaque tirage, seront remboursées par des primes; toutes les autres obligations sortantes seront remboursées au pair de 100 francs, augmenté, à titre d'intérêts, de 5 francs par an jusqu'à la date fixée pour le remboursement.

Le plan des tirages et de l'amortissement est arrêté conformément au tableau ci-annexé.

Le paiement des primes et le remboursement des obligations non primées s'effectueront à partir du 15 avril qui suivra le tirage.

ARTICLE 3.

Le service de l'Emprunt, comprenant le paiement des primes, le remboursement des obligations non primées avec l'accroissement annuel de 5 francs à titre d'intérêt, ainsi que les frais dudit service, seront spécialement assurés au moyen d'un fonds d'amortissement.

Ce fonds sera constitué en valeurs de premier ordre; son capital et ses revenus réunis représenteront, au moment de sa constitution, les annuités nécessaires audit service pendant toute sa durée, avec une augmentation de 5 p. %.

Le fonds d'amortissement sera de plein droit la propriété des détenteurs de titre de l'emprunt, sans que ceux-ci puissent cependant y exercer individuellement aucun droit.

ARTICLE 4.

Le fonds d'amortissement sera constitué et géré et le service de l'Emprunt sera effectué, pour compte des détenteurs de titres de l'Emprunt, par les soins d'un Comité permanent composé soit de trois, soit de six membres, selon que le Gouvernement de l'État Indépendant le décidera. Un tiers de ces membres sera désigné par le Gouvernement, les deux autres tiers seront désignés par un ou plusieurs des établissements financiers qui auront pris part à l'émission de l'Emprunt.

Si le Comité ne se compose que de trois membres, chaque membre aura un suppléant qui sera désigné de la même manière ; toutefois, au lieu de désigner un membre et un suppléant, le Gouvernement et chacun des établissements ayant le droit de nommer un délégué, auront la faculté de nommer deux membres titulaires qui pourront assister à toutes les séances, mais il est entendu que dans les votes, quel que soit le nombre des membres du Comité, les représentants du Gouvernement auront un tiers des voix et les représentants des établissements financiers les deux autres tiers.

En cas de vacance ou d'empêchement permanent, les nouveaux membres ou les nouveaux suppléants seront désignés, dans les deux mois, par le Gouvernement ou l'établissement qui aura désigné leurs prédécesseurs. Si, pour quelque cause que ce soit, la désignation n'était pas faite en temps utile, il appartiendrait aux membres restants de régler la manière dont le Comité devrait être complété, sans que cependant une décision puisse être prise à cet égard contrairement à l'avis du Gouvernement de l'État Indépendant.

Le Comité prendra ses décisions à la majorité des membres présents.

La présidence appartiendra à l'un des délégués du Gouvernement ou à son suppléant ; en cas de parité des voix, la voix du Président sera prépondérante.

ARTICLE 5.

Le Comité permanent fera au moyen des sommes versées pour le fonds d'amortissement et des intérêts que ces sommes produiront, l'acquisition des valeurs de placement dudit fonds ; il aura, jusqu'à ce que l'amortissement soit terminé, les pouvoirs les plus étendus pour effectuer le dépôt ou le retrait de ces valeurs, les vendre ou les négocier, en recevoir les intérêts et appliquer le produit de ces réalisations et de ces intérêts au service de l'Emprunt ou à l'acquisition d'autres valeurs destinées à compléter ou à augmenter le fonds d'amortissement.

Les valeurs à acquérir devront toutefois être préalablement agréées par le Gouvernement de l'État Indépendant, représenté par son ou ses délégués au sein du Comité.

Le Comité règlera tout ce qui est relatif aux tirages de l'Emprunt et au payement des obligations primées ou non primées.

Pour toutes les opérations énumérées au présent article et, en général, pour tout ce qui concerne la gestion du fonds d'amortissement et le service de l'Emprunt, le Comité sera investi d'un mandat irrévocable. La possession d'un titre de l'Emprunt emportera de plein droit, dans le chef du détenteur, adhésion à ce mandat, dont il sera fait mention sur les titres à créer.

Les sommes et valeurs appartenant au fonds d'amortissement ou provenant de ce fonds ne pourront, en aucun cas, avant l'amortissement complet de l'Emprunt, être employées ni affectées à un autre usage qu'à ceux prévus par le présent article.

Aucune somme ne pourra être prélevée sur le fonds d'amortissement pour une rémunération quelconque des membres du Comité si ce n'est de l'assentiment du Gouvernement de l'État Indépendant.

Si, après complet amortissement, il reste un excédent, cet excédent sera versé à la Caisse de l'État Indépendant du Congo par l'établissement qui en aura le dépôt.

ARTICLE 6.

Les sommes et valeurs appartenant au fonds d'amortissement seront déposées dans un établissement financier belge agréé par le Gouvernement de l'État Indépendant. Cet établissement constatera le dit dépôt par son visa sur les titres de l'Emprunt.

Le retrait de ces sommes et valeurs pourra s'opérer sur l'acquit des trois membres du Comité permanent, ou, si le nombre de ces membres est augmenté, sur l'acquit de trois de ces membres dont un devra être pris parmi les délégués du Gouvernement de l'État Indépendant.

Nous Nous réservons toutefois de donner éventuellement Notre assentiment à l'adoption d'un autre mode de retrait.

L'obligation sera imposée à l'établissement financier qui sera dépositaire du fonds d'amortissement, de publier chaque année au *Moniteur Belge*, avant la fin du mois de décembre et pour la première fois en 1889, la composition et l'importance de ce fonds.

ARTICLE 7.

Nous Nous réservons de régler par des décrets ultérieurs l'époque et les conditions d'émission des obligations de l'Emprunt.

Aucune émission de titres de l'Emprunt ne sera faite sans que le fonds d'amortissement, tel qu'il est défini aux §§ 1 et 2 de l'article 3, ne soit constitué au préalable ou ne soit constitué par prélèvement sur le prix d'émission, jusqu'à concurrence de la somme nécessaire pour assurer le service de l'Emprunt à l'égard des titres émis.

Si des obligations non encore émises pour lesquelles le fond d'amortissement ne serait pas constitué venaient à sortir aux tirages, ces obligations seront

annulées, de telle sorte que jamais le fonds d'amortissement n'aura à supporter aucune charge du chef de primes ou de remboursements en vue desquels il n'aurait pas été constitué.

ARTICLE 8.

Les titres de la Dette publique de 150 millions de francs créée par le présent décret, ni les sommes à payer pour les primes ou le remboursement de ces titres, ne pourront par la suite être frappés d'aucun droit ni impôt au profit de l'État Indépendant du Congo.

ARTICLE 9.

L'Administrateur général du Département des Finances est chargé de l'exécution du présent décret.

Donné à Lacken, le 7 février 1888.

LÉOPOLD.

Par le Roi-Souverain :

*L'Administrateur Général
du Département des Finances,*

HUB. VAN NEUSS.

Tableau des primes et de l'amortissement

TABLEAU DES PRIMES

| 1 ^{re} Période. | | Huit premières années. | | 6 Tirages par an. | |
|--------------------------|-------------|-------------------------|-------------|-------------------------|-------------|
| 1 ^{er} Tirage. | | 2 ^e Tirage. | | 3 ^e Tirage. | |
| 1 lot de 200,000 francs | 200,000 | 1 lot de 150,000 francs | 150,000 | 1 lot de 150,000 francs | 150,000 |
| 2 lots | 2,500 | 1 » | 2,500 | 1 » | 2,500 |
| 3 lots | 500 | 3 lots | 1,500 | 3 lots | 1,500 |
| 20 » | 200 | 20 » | 4,000 | 20 » | 4,000 |
| 25 | fr. 210,000 | 25 | fr. 158,000 | 25 | fr. 158,000 |
| 4 ^e Tirage. | | 5 ^e Tirage. | | 6 ^e Tirage. | |
| 1 lot de 150,000 francs | 150,000 | 1 lot de 150,000 francs | 150,000 | 1 lot de 150,000 francs | 150,000 |
| 1 » | 2,500 | 1 » | 2,500 | 1 » | 2,500 |
| 3 lots | 500 | 3 lots | 1,500 | 3 lots | 1,500 |
| 20 » | 200 | 20 » | 4,000 | 20 » | 4,000 |
| 25 | fr. 158,000 | 25 | fr. 158,000 | 25 | fr. 158,000 |
| 2 ^e Période. | | Huit années suivantes. | | 6 Tirages par an. | |
| 1 ^{er} Tirage. | | 2 ^e Tirage. | | 3 ^e Tirage. | |
| 1 lot de 150,000 francs | 150,000 | 1 lot de 100,000 francs | 100,000 | 1 lot de 100,000 francs | 100,000 |
| 1 » | 1,500 | 1 » | 2,500 | 1 » | 1,500 |
| 3 lots | 500 | 3 lots | 1,500 | 3 lots | 1,500 |
| 20 » | 250 | 20 » | 5,000 | 20 » | 5,000 |
| 25 | fr. 158,000 | 25 | fr. 109,000 | 25 | fr. 108,000 |
| 4 ^e Tirage. | | 5 ^e Tirage. | | 6 ^e Tirage. | |
| 1 lot de 100,000 francs | 100,000 | 1 lot de 100,000 francs | 100,000 | 1 lot de 100,000 francs | 100,000 |
| 1 » | 1,500 | 1 » | 2,500 | 1 » | 1,500 |
| 3 lots | 500 | 3 lots | 1,500 | 3 lots | 1,500 |
| 20 » | 250 | 20 » | 5,000 | 20 » | 5,000 |
| 25 | fr. 108,000 | 25 | fr. 100,000 | 25 | fr. 108,000 |
| 3 ^e Période. | | Huit années suivantes. | | 6 Tirages par an. | |
| 1 ^{er} Tirage. | | 2 ^e Tirage. | | 3 ^e Tirage. | |
| 1 lot de 150,000 francs | 150,000 | 1 lot de 100,000 francs | 100,000 | 1 lot de 20,000 francs | 20,000 |
| 1 » | 1,500 | 1 » | 1,500 | 1 » | 2,250 |
| 3 lots | 750 | 3 lots | 2,250 | 3 lots | 2,250 |
| 20 » | 400 | 20 » | 8,000 | 20 » | 8,000 |
| 25 | fr. 161,750 | 25 | fr. 111,750 | 25 | fr. 32,500 |
| 4 ^e Tirage. | | 5 ^e Tirage. | | 6 ^e Tirage. | |
| 1 lot de 100,000 francs | 100,000 | 1 lot de 20,000 francs | 20,000 | 1 lot de 50,000 francs | 50,000 |
| 1 » | 1,500 | 1 » | 2,250 | 1 » | 1,500 |
| 3 lots | 750 | 3 lots | 2,250 | 3 lots | 2,250 |
| 20 » | 400 | 20 » | 8,000 | 20 » | 8,000 |
| 25 | fr. 111,750 | 25 | fr. 32,500 | 25 | fr. 61,750 |
| 4 ^e Période. | | 75 dernières années. | | 6 Tirages par an. | |
| 1 ^{er} Tirage. | | 2 ^e Tirage. | | 3 ^e Tirage. | |
| 1 lot de 100,000 francs | 100,000 | 1 lot de 10,000 francs | 10,000 | 1 lot de 10,000 francs | 10,000 |
| 1 » | 2,000 | 1 » | 2,000 | 1 » | 2,000 |
| 3 lots | 1,000 | 3 lots | 3,000 | 3 lots | 3,000 |
| 20 » | 750 | 20 » | 15,000 | 20 » | 15,000 |
| 25 | fr. 120,000 | 25 | fr. 30,000 | 25 | fr. 30,000 |
| 4 ^e Tirage. | | 5 ^e Tirage. | | 6 ^e Tirage. | |
| 1 lot de 10,000 francs | 10,000 | 1 lot de 10,000 francs | 10,000 | 1 lot de 10,000 francs | 10,000 |
| 1 » | 2,000 | 1 » | 2,000 | 1 » | 2,000 |
| 3 lots | 1,000 | 3 lots | 3,000 | 3 lots | 3,000 |
| 20 » | 750 | 20 » | 15,000 | 20 » | 15,000 |
| 25 | fr. 30,000 | 25 | fr. 30,000 | 25 | fr. 30,000 |

Tableau d'amortissement.

| ANNÉE. | NOMBRE d'obligations remboursées chaque année. | TAUX du remboursement des obligations non primées. | ANNÉE. | NOMBRE d'obligations remboursées chaque année. | TAUX du remboursement des obligations non primées. | ANNÉE. | NOMBRE d'obligations remboursées chaque année. | TAUX du remboursement des obligations non primées. |
|--------|--|--|--------|--|--|--------|--|--|
| | | Francs. | | | Francs. | | | Francs. |
| | | | | 95,250 | | | 416,650 | |
| 1 | 4,500 | 105 | 34 | 5,075 | 270 | 67 | 47,450 | 435 |
| 2 | 4,550 | 110 | 35 | 5,275 | 275 | 68 | 47,775 | 440 |
| 3 | 4,625 | 115 | 36 | 5,475 | 280 | 69 | 48,450 | 445 |
| 4 | 4,675 | 120 | 37 | 5,675 | 285 | 70 | 49,150 | 450 |
| 5 | 4,750 | 125 | 38 | 5,900 | 290 | 71 | 49,850 | 455 |
| 6 | 4,800 | 130 | 39 | 6,125 | 295 | 72 | 20,600 | 460 |
| 7 | 4,875 | 135 | 40 | 6,350 | 300 | 73 | 21,375 | 465 |
| 8 | 4,950 | 140 | 41 | 6,575 | 305 | 74 | 22,175 | 470 |
| 9 | 2,025 | 145 | 42 | 6,825 | 310 | 75 | 23,000 | 475 |
| 10 | 2,100 | 150 | 43 | 7,075 | 315 | 76 | 23,875 | 480 |
| 11 | 2,175 | 155 | 44 | 7,350 | 320 | 77 | 24,775 | 485 |
| 12 | 2,250 | 160 | 45 | 7,625 | 325 | 78 | 25,700 | 490 |
| 13 | 2,350 | 165 | 46 | 7,925 | 330 | 79 | 26,675 | 495 |
| 14 | 2,425 | 170 | 47 | 8,200 | 335 | 80 | 27,650 | 500 |
| 15 | 2,525 | 175 | 48 | 8,525 | 340 | 81 | 28,700 | 505 |
| 16 | 2,625 | 180 | 49 | 8,825 | 345 | 82 | 29,775 | 510 |
| 17 | 2,725 | 185 | 50 | 9,150 | 350 | 83 | 30,900 | 515 |
| 18 | 2,825 | 190 | 51 | 9,500 | 355 | 84 | 32,050 | 520 |
| 19 | 2,925 | 195 | 52 | 9,875 | 360 | 85 | 33,250 | 525 |
| 20 | 3,025 | 200 | 53 | 10,225 | 365 | 86 | 34,500 | 530 |
| 21 | 3,150 | 205 | 54 | 10,625 | 370 | 87 | 35,800 | 535 |
| 22 | 3,275 | 210 | 55 | 11,025 | 375 | 88 | 37,125 | 540 |
| 23 | 3,400 | 215 | 56 | 11,425 | 380 | 89 | 38,525 | 545 |
| 24 | 3,525 | 220 | 57 | 11,850 | 385 | 90 | 39,975 | 550 |
| 25 | 3,650 | 225 | 58 | 12,300 | 390 | 91 | 41,475 | 555 |
| 26 | 3,775 | 230 | 59 | 12,775 | 395 | 92 | 43,025 | 560 |
| 27 | 3,925 | 235 | 60 | 13,250 | 400 | 93 | 44,650 | 565 |
| 28 | 4,075 | 240 | 61 | 13,750 | 405 | 94 | 46,325 | 570 |
| 29 | 4,225 | 245 | 62 | 14,250 | 410 | 95 | 48,050 | 575 |
| 30 | 4,375 | 250 | 63 | 14,800 | 415 | 96 | 49,850 | 580 |
| 31 | 4,550 | 255 | 64 | 15,350 | 420 | 97 | 51,725 | 585 |
| 32 | 4,725 | 260 | 65 | 15,925 | 425 | 98 | 53,675 | 590 |
| 33 | 4,900 | 265 | 66 | 16,525 | 430 | 99 | 55,775 | 595 |
| | 95,250 | | | 416,650 | | | 416,650 | |
| | | | | | | | 1,500,000 | |

Vu pour être annexé à Notre décret en date de ce jour.

Donné à Laeken, le 7 février 1888.

LÉOPOLD.

Par le Roi-Souverain :

L'Administrateur général du Département des Finances,

HUB. VAN NEUSS.

N° 34

Bruxelles, le 8 février 1893.

*A Monsieur le Ministre des Finances.***MONSIEUR LE MINISTRE,**

J'ai l'honneur de vous faire connaître, au nom de l'État Indépendant du Congo, comme suite à la convention signée le 9 janvier dernier, que les 700,000 titres de l'emprunt à lots, dont l'émission a été autorisée par les décrets du 14 février 1888 et du 6 février 1889 ont tous été placés, sauf toutefois ceux qui étaient sortis aux tirages avant la mise en circulation des séries émises.

Le total des titres livrés s'élève donc en réalité à 696,850. Ainsi que j'ai eu l'occasion de vous le dire, tous ces titres étaient vendus avant le commencement de cette année, mais il restait à en remettre 211,875 aux acheteurs. Ces titres ont été livrés depuis lors et le produit de leur réalisation, soit une somme de fr. 1,415,780-51, devra être remis au Gouvernement belge lors de la reprise du Congo.

Il va de soi que le Gouvernement de l'État Indépendant n'émettra pas d'autres titres que ceux dont il est question dans les décrets susmentionnés de 1888 et 1889.

J'ai cru devoir vous signaler déjà verbalement qu'une somme de fr. 283,145-34 était réclamée par la Société Générale, en vue de combler l'insuffisance des ressources pendant l'exercice qui a pris fin le 15 avril dernier, insuffisance qui résulte de ce fait que des primes ont favorisé dans une trop large proportion les séries mises en circulation. Cette somme devra être payée sur le profit de la réalisation des 211,875 titres mentionnés plus haut.

Je joins ici à titre d'information une note indiquant les sommes qui depuis 1890 ont été remises ou retirées à la Société Générale à la suite du résultat des tirages de chaque exercice. Il a été entendu que les sommes ainsi avancées seront restituées à l'État, avec les intérêts, au fur et à mesure que les tirages laisseront des excédents.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

(Signé) EDM. VAN EETVELDE.

ANNEXE.

Fonds d'amortissement.

| | |
|---|-------------------|
| 1889-1890. Insuffisance comblée par des avances de l'État . fr. | 169,410 80 |
| 1890-1891. — — — — — | 120,098 15 |
| Intérêts de ces deux années | 13,837 75 |
| | <u>303,346 70</u> |
| 1891-1892. Excédent remboursé à l'État sur les avances ci-dessus fr. | 230,425 |
| | <u>72,921 70</u> |
| 1892-1893. Insuffisance comblée par des avances de l'État | |
| fr. | 126,414 67 |
| Intérêts | 4,767 52 |
| | <u>131,181 99</u> |
| Avances dues à l'État | <u>204,103 69</u> |
| 1893-1894. Insuffisance non encore comblée. (Cette somme devra être prélevée sur le produit de la réalisation des titres livrés depuis le 1 ^{er} janvier 1893) . . . fr. | 285,145 54 |

Bruxelles, le 21 février 1893.

A Monsieur de Smet de Naeyer, Ministre des Finances, Bruxelles.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance, comme suite à ma lettre du 8 de ce mois, que j'ai fait verser à la Société Générale les fr. 285,145-84 qu'elle avait avancés pour combler l'insuffisance des ressources du fonds de garantie de l'emprunt à lots pendant l'exercice 1893-1894. Avec les intérêts, la somme versée s'élève à fr. 294,227-05.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

Le Secrétaire d'État,

EDM. VAN EETVELDE.

Décret du 5 juillet 1887.

N° 35.

LÉOPOLD II, ROI DES BELGES**SOUVERAIN DE L'ÉTAT INDÉPENDANT DU CONGO,**

A tous présents et à venir, Salut :

Considérant que les établissements qui ont été fondés et les résultats de toute nature qui ont été obtenus au moyen de ressources financières procurées par les anciens membres et souscripteurs du Comité d'Études du Haut-Congo, ont été cédés à l'État Indépendant du Congo et repris par celui-ci, en vertu d'arrangements approuvés par nous ;

Considérant que les dépenses faites pour créer les établissements et obtenir les résultats dont il s'agit, constituent pour l'État du Congo une dette de fondation qui, d'après les arrangements intervenus, doit être représentée par des obligations au porteur produisant un intérêt de 2 1/2 pour cent l'an à partir du 1^{er} janvier 1900 ;

Sur la proposition de Notre conseil des administrateurs généraux,

Nous avons décrété et décrétons :

ARTICLE 1^{er}. — Il sera créé, pour être délivrées aux anciens membres et souscripteurs du Comité d'Études du Haut-Congo, à concurrence de leurs droits respectifs, des obligations au porteur de la dette publique de l'État Indépendant du Congo, représentant, au total, un capital nominal de onze millions quatre vingt-sept mille francs.

ART. 2. — Ces obligations porteront intérêt à raison de deux et demi pour cent par an, à partir du 1^{er} janvier 1900.

Cet intérêt, qui ne sera prélevé ni sur le fonds spécial ni sur les subsides personnels qu'éventuellement nous mettrons à la disposition de l'État, ne pourra, par la suite, être frappé d'aucun impôt, déduction ni retenue, de quelque nature que ce soit, au profit de l'État du Congo.

ART. 3. — Les obligations seront de 1.000 francs et de 100 francs de capital nominal.

Elles seront munies de coupons d'intérêt annuels payables à Bruxelles le 2 janvier de chaque année à partir du 2 janvier 1901.

ART. 4. — La forme des titres sera arrêtée par l'administrateur général du département des finances. Ils seront signés par lui au moyen d'une griffe, et contre-signés, pour contrôle, par deux fonctionnaires de l'État Indépendant, qu'il désignera.

ART. 5. — Notre administrateur général du département des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

Donné à Laeken, le 5 juillet 1887.

(S.) LÉOPOLD.

Par le Roi-Souverain :

*L'administrateur général du
Département des Finances*

(S.) HUB. VAN NEUSS.

Pour copie certifiée conforme :

Bruxelles, le 12 janvier 1895.

Le secrétaire d'État,

(S.) ED. VAN EETVELDE.

Bruxelles, le 12 janvier 1895.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de vous remettre ci-inclus le texte du décret du 5 juillet 1887, créant une dette au capital nominal de 11,087,000 francs au profit des anciens membres du Comité d'Études du Haut-Congo.

Ainsi que j'ai déjà eu l'occasion de vous le déclarer, tous les titres de cet emprunt sont annulés, sauf à concurrence d'une somme de 422,200 francs. Les titres annulés représentent le capital fourni par le Roi au Comité d'Études, capital dont Sa Majesté a entendu ne pas réclamer le remboursement.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

(S.) EDM. VAN EETVELDE.

N° 26.

Bruxelles, le 9 janvier 1895.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Comme suite à la convention signée ce jour entre l'État du Congo et la Belgique et à ses annexes, je crois devoir vous faire connaître que les sommes dues pour des fournitures de l'administration courante afférentes aux derniers mois de 1894 et non soldées ce jour, s'élèvent approximativement à 575,000 francs et ne dépasseront pas un maximum de 400,000 francs.

Ces sommes ne comprennent pas le dernier trimestre des traitements des agents

en service en Afrique, ce trimestre étant payable, d'après les règlements, au commencement de janvier 1895.

C'est ainsi que le budget de l'année 1894 a déjà supporté le paiement de quatre trimestres, y compris le dernier de 1893, liquidé en janvier dernier.

Elle ne comprennent pas non plus :

a Un reliquat de 121,000 francs dûs à la Société Cockerill pour des fournitures de canons envoyés récemment au Congo ;

b Un solde de 131,000 francs dû au Gouvernement belge pour des achats d'Albini et de munitions ;

c Les annuités dues aux Compagnies du Congo pour le commerce et l'industrie, des Produits du Congo et du chemin de fer du Congo, par l'achat du tramway de Boma et l'acquisition d'immeubles à Banana, la reprise d'un chaland en fer et l'érection d'une passerelle en fer sur la rivière M'Pozo.

Ces annuités s'élèvent pour 1895, respectivement à fr. 15,552-52, fr. 2,607-88 et fr. 1,566.15 (voir note ci-jointe).

Ces sommes (*a*, *b* et *c*) sont prévues au budget de 1895 et elles figurent au tableau de développement que j'ai eu l'honneur de vous communiquer (articles 13, 17 et 22).

Il en est de même des sommes dont j'ai parlé en premier lieu et qui sont relatives aux fournitures faites ces derniers mois à l'État. Il ne s'agit en effet que de fournitures qui, en règle générale, ne seront mises en consommation qu'en 1895.

Des engagements ont aussi été pris envers la Société antiesclavagiste de Belgique pour la fondation et le maintien de postes dans la région des lacs et pour le rapatriement éventuel de son personnel d'Afrique. Les dépenses qui en résulteront en 1895 figurent à l'article 31 du budget pour une somme de 112,000 francs.

Je ne crois pas devoir insister sur ce fait que d'autres dépenses se rattachant à la gestion courante des affaires de l'État sont déjà engagées en ce moment pour les exercices futurs. Ces dépenses comprennent notamment celles qui résultent de l'exécution des engagements pris envers le personnel européen et noir, de la part d'intervention de l'État dans les dépenses des écoles dirigées par les missionnaires, et de l'accomplissement des obligations contractées envers les chefs indigènes. Elles seront nécessairement, à partir du 1^{er} janvier, à la charge du Gouvernement belge.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de mes sentiments de haute considération.

Le Secrétaire d'État,

EDM. VAN EETVELDE.

ANNEXE.

NOTE.

* *Annuités dues par l'État Indépendant du Congo.*

1^o 20 annuités de fr. 2,607-88, la première à payer le 1^{er} mai 1895, à la

Compagnie des Produits du Congo, pour reprise de l'allège « l'Utile » (comprise à l'art. 17 du budget de 1895);

2° 20 annuités de fr. 13,532-52, dont la première a été payée le 1^{er} mars 1894, à payer à la Compagnie du Congo pour le commerce et l'industrie, pour reprise du tramway et de l'ancienne propriété de la « British Congo C^y » à Banana. (Comprise à l'article 22 du budget de 1895);

3° 10 annuités de fr. 1,566-15, la première payée le 15 janvier 1894, à la Compagnie du chemin de fer du Congo, part d'intervention de l'État dans les frais d'achat et d'érection de la passerelle de M'Pozo. (Comprise dans l'art. 30 du budget de 1895).

N° 37.

Bruxelles, le 9 janvier 1895.

*A Monsieur Van Eetvelde, Secrétaire d'État de l'État Indépendant
du Congo.*

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT,

J'ai l'honneur de vous faire connaître, comme suite à la convention signée ce jour, qu'il sera inscrit, jusqu'en 1900, au budget belge afférent au Congo, la somme nécessaire pour payer votre traitement actuel de 18,000 francs.

Veillez agréer, Monsieur le Secrétaire d'État, l'assurance de ma considération la plus distinguée.

DE SMET DE NAEYER.

Bruxelles, le 9 janvier 1895.

*A Monsieur Van Eetvelde, Secrétaire d'État de l'État Indépendant
du Congo.*

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT,

J'ai l'honneur de vous faire connaître qu'à partir du jour où la Belgique s'annexera les territoires du Congo, conformément à la convention de ce jour, le Gouvernement belge prendra à son service les fonctionnaires de l'administration centrale placés sous vos ordres, en leur donnant une position équivalente, au point de vue pécuniaire, à celle qu'ils occupent actuellement.

Ils seront ensuite traités à tous égards comme les autres fonctionnaires belges. Le Gouvernement belge assurera également, jusqu'en 1900, l'exécution des

engagements avenus entre le Roi-Souverain et M. Stanley et qui sont consignés dans la note que vous m'avez remise sous la date du 2 janvier 1895.

Veillez agréer, Monsieur le Secrétaire d'État, l'assurance de ma considération la plus distinguée.

DE SMET DE NAEYER.

ANNEXE.

NOTE.

Les engagements entre le Roi et M. Stanley sont les suivants : M. Stanley s'engage à servir Sa Majesté en Europe ou en Afrique comme Elle le désire. Il ne devra pas passer plus de deux années consécutives en Afrique. En Afrique il a droit à un traitement annuel de £ 2,000; en Europe à £ 1,000. Il ne peut publier des livres ni donner des conférences sans l'assentiment du Roi.

Le contrat est renouvelable d'année en année, mais le Roi n'a pas l'intention en ce moment de le résilier avant 1900.

Bruxelles, le 2 janvier 1895.

N° 38.

**État des recettes et des dépenses effectuées et règlement définitif du Budget
de l'année 1893.**

§ 1^{er}. — RECETTES.

| DÉSIGNATION DES RECETTES. | SITUATION DES RECETTES. | | Observations. |
|---|-----------------------------|--|---------------|
| | Évaluations budgétaires. | Total des recettes effectuées en faveur de 1892. | |
| Report de l'excédent du compte général du Budget de 1892 | » | 36,769 72 | |
| Avance du Trésor belge. | 2,000,000 » | 2,000,000 » | |
| Versement du Roi-Souverain. | 900,498 » | 900,498 » | |
| Taxes d'enregistrement | 2,406 » | 5,038 » | |
| Vente et location de terres, coupes d'arbres, etc. | 933,686 62 | 4,575,862 97 | |
| Droits de sortie, y compris les amendes, etc. | 500,000 » | 749,089 42 | |
| Droits d'entrée | 272,318 30 | 267,722 60 | |
| Droits d'entrée sur les alcools | 450,000 » | 468,766 36 | |
| Impositions directes et personnelles | 49,864 60 | 46,623 24 | |
| Péage sur la route de Matadi à Léopoldville | 50,834 73 | 70,155 » | |
| Taxes sur les coupes de bois | 40,750 » | 40,720 » | |
| Produit net des postes | 36,536 » | 49,466 97 | |
| Taxes maritimes | 33,798 33 | 40,860 » | |
| Recettes judiciaires | 38,994 62 | 48,839 53 | |
| Droits de chancellerie | 4,193 33 | 2,917 89 | |
| Transports effectués par l'État | 424,800 » | 37,365 64 | |
| Taxes sur le portage | 29,748 66 | 26,369 » | |
| Patente spéciale due par les Arabes | 45,236 30 | 37,493 79 | |
| Produits du domaine, des tributs et des impôts payés en nature par les indigènes | 237,087 54 | 347,396 54 | |
| Prélèvement sur le bénéfice de l'emprunt. | » | 272,938 76 | |
| TOTAUX. | 5,440,681 » | 6,664,645 43 | |

§ 2. — DÉPENSES.

TABLEAU II. — Département de l'Intérieur.

| Chapitre du Budget | Article du Budget. | DÉSIGNATION DES DÉPENSES. | SITUATION DES DÉPENSES. | |
|--------------------|--------------------|--|----------------------------|-----------------------------|
| | | | MONTANT des crédits. | MONTANT des dépenses. |
| I. | | Services d'Europe. | | |
| | 4 | Secrétaire d'État | 40,000 » | 40,000 » |
| | 2 | Personnel : traitements | 48,800 » | 48,350 44 |
| | 3 | Matériel, frais d'administration et bibliothèque. — Voyages en Europe. | 80,200 » | 49,427 96 |
| II. | | Service administratif d'Afrique. | | |
| | 4 | Gouverneur général; vice-gouverneur général; inspecteur d'État | 109,950 » | 407,689 87 |
| | 5 | Administration centrale à Boma : traitements | 32,282 62 | 32,282 62 |
| | 6 | Administration des districts : traitements | 326,850 » | 326,323 62 |
| | 7 | Administration en Afrique : Entretien du personnel : vivres et autres objets de consommation : | | |
| | | a. Payables en numéraire 150,660 48 | | |
| | | b. Payables en marchandises 26,840 » | | |
| | 8 | Fournitures de bureau. — Instruments de précision. — Bibliothèque | 45,300 » | 45,026 77 |
| III. | | Force publique. | | |
| | 9 | Personnel blanc : traitements | 301,514 67 | 301,511 67 |
| | 40 | Personnel noir : salaire | 832,300 44 | 832,300 44 |
| | | b. Payable en marchandises 459,385 » | | |
| | 41 | Entretien du personnel : vivres et autres objets de consommation : | | |
| | | a. Payables en numéraire. 284,300 » | | |
| | | b. Payables en marchandises. 464,889 » | | |
| | 42 | Transport et frais de recrutement et de rapatriement du personnel noir | 415,938 82 | 415,938 82 |
| | 43 | Achat d'armes, de munitions et de rechanges | 266,745 » | 266,614 50 |
| | 44 | Habillement et équipement. | 91,720 » | 91,184 47 |
| IV | | Service de la marine. | | |
| | 45 | Service de la marine : traitements | 484,750 » | 479,396 97 |
| | | b. Payables en marchandises 34,405 » | | |
| | 46 | Entretien du personnel : vivres et autres objets de consommation : | | |
| | | a. Payables en numéraire 407,885 » | | |
| | | b. Payables en marchandises. 20,070 » | | |
| | 47 | Achat de bateaux et d'embarcations. | 23,498 71 | 48,976 94 |
| | 48 | Entretien des bateaux, rechanges et combustible | 43,500 » | 43,438 95 |
| | | A reporter. . . .fr. | » | » |

| Chapitre du Budget. | Article du Budget. | DÉSIGNATION DES DÉPENSES. | SITUATION DES DÉPENSES. | |
|---------------------|--------------------|--|----------------------------|-----------------------------|
| | | | MONTANT des crédits. | MONTANT des dépenses. |
| | | Report.fr. | » | » |
| V. | | Service sanitaire. | | |
| | 19 | Personnel : traitements | 72,796 94 | 72,796 94 |
| | 20 | Entretien du personnel du service sanitaire : vivres et autres objets de consommation : | | |
| | | a. Payables en numéraire. 17,585 » | | |
| | | b. Payables en marchandises 3,900 » | | |
| | 21 | Médicaments, instruments de chirurgie | 20,000 » | 19,907 12 |
| VI. | | Travaux publics. | | |
| | 22 | Bâtiments et constructions de l'État. — Matériaux et outils. | 67,980 » | 67,046 30 |
| | 23 | Artisans de divers métiers : traitements | 108,650 » | 90,566 89 |
| | | b. Payables en marchandises 17,220 » | | |
| | 24 | Entretien des artisans, vivres et autres objets de consommation: | | |
| | | a. Payables en numéraire. 67,218 » | | |
| | | b. Payables en marchandises 2,785 » | | |
| | 25 | Mobilier | 27,000 » | 26,143 » |
| | 26 | Constructions et travaux divers. | 466,694 40 | 466,694 40 |
| VII. | | Agriculture. | | |
| | 27 | Agriculture : Entretien et développement de troupeaux . . . | 7,500 » | 2,786 » |
| | 28 | Cultures : personnel : traitements. | 20,300 » | 11,946 96 |
| | 29 | Cultures : entretien du personnel, semences, outils et divers. | 41,800 » | 35,899 68 |
| VIII. | | Service des caravanes. | | |
| | 30 | Service des caravanes | 693,215 » | 630,559 16 |
| IX. | | Divers. | | |
| | 31 | Missions diverses | 79,400 » | 79,301 08 |
| | 32 | Frais de voyage des agents se rendant en Afrique ou en revenant | 203,884 64 | 203,884 64 |
| | 33 | Frets et assurances | 161,440 » | 158,819 52 |
| | 34 | Dépenses imprévues non libellées au Budget | 25,961 31 | 25,961 31 |
| | 34A | Vivres et autres objets de consommation payables en numéraire. | 627,348 48 | 627,348 48 |
| | 34B | Vivres et salaires payables en marchandises | 720,464 » | 698,537 43 |
| | | TOTAUX DU TABLEAU II.fr. | 6,106,482 » | 5,935,672 29 |

TABLEAU III. — Département des Finances.

| Chapitre du Budget. | Article du Budget. | DÉSIGNATION DES DÉPENSES. | SITUATION DES DÉPENSES. | |
|---------------------|--------------------|--|-------------------------|--------------------------|
| | | | MONTANT des crédits. | MONTANT des dépenses. |
| I. | | Service d'Europe. | | |
| | 35 | Secrétaire d'État (indemnité) | 4,000 » | 4,000 » |
| | 36 | Traitement d'attente de M. Janssens. | 40,000 » | 40,000 » |
| | 37 | Personnel : traitements | 32,500 » | 32,468 59 |
| | 38 | Matériel et frais d'administration (Europe et Afrique) | 22,000 » | 16,561 29 |
| II. | | Service d'Afrique. | | |
| | 39 | Personnel : traitements | 150,000 » | 145,873 49 |
| | 40 | Entretien du personnel | 91,000 » | 91,000 » |
| | 41 | Frais de voyage des agents se rendant en Afrique ou en revenant. | 33,500 » | 41,580 » |
| III. | | Dépenses diverses. | | |
| | 42 | Achat de terre, indemnités dues pour expropriation et dépenses extraordinaires | 250 » | » |
| | 43 | Dépenses imprévues non libellées au Budget | 3,000 » | 864 78 |
| | 43bis | Intérêts des capitaux | 30,000 » | 30,000 » |
| | 43ter | Frais de confection de titres | 30,000 » | 21,802 50 |
| | | TOTAUX DU TABLEAU III | 406,250 » | 334,090 65 |

TABLEAU IV. — *Département des Affaires étrangères et de la Justice.*

| Chapitre du Budget. | Article du Budget. | DÉSIGNATION DES DÉPENSES. | SITUATION DES DÉPENSES. | |
|---------------------|--------------------|---|-------------------------|--------------------------|
| | | | MONTANT des crédits. | MONTANT des dépenses. |
| I. | | Services d'Europe. | | |
| | 44 | Secrétaire d'État | 40,000 » | 40,000 » |
| | 45 | Personnel : traitements | 25,000 » | 25,000 » |
| | 46 | Matériel et frais d'administration | 4,500 » | 4,497 44 |
| II. | | Postes. | | |
| | 47 | Personnel des bureaux de poste. (Pour mémoire : le service est fait par les agents du Département des Finances.) . . . | » | » |
| | 48 | Transports des correspondances et matériel postal. | 9,500 » | 9,499 50 |
| III. | | Navigation. | | |
| | 49 | Personnel du commissariat maritime : traitements | 44,500 » | 8,960 66 |
| | 50 | Entretien du personnel du commissariat maritime | 7,044 » | 7,044 » |
| | 51 | Matériel et divers (service maritime). | 4,000 » | 3,214 20 |
| IV. | | Justice. | | |
| | 52 | Justice. — Personnel : traitements | 69,000 » | 65,348 68 |
| | 53 | Interprètes et frais divers de justice. | 2,500 » | 2,244 58 |
| | 54 | Entretien du personnel judiciaire | 47,060 » | 47,060 » |
| V. | | Cultes. | | |
| | 55 | Subsides aux missionnaires et divers. | 41,200 » | 40,700 » |
| VI. | | Dépenses diverses. | | |
| | 56 | Frais de voyage des agents se rendant en Afrique ou en reve- nant | 7,300 » | 6,523 83 |
| | 57 | Bulletin officiel | 4,600 » | 4,239 25 |
| | 58 | Dépenses imprévues non libellées au Budget | 6,000 » | 5,879 30 |
| | | TOTAUX DU TABLEAU IV. . . | 476,204 » | 467,214 34 |

TABLEAU IV^{bis}. — *Non-Valeurs et Remboursements.*

| Chapitre du Budget. | Article du Budget. | DÉSIGNATION DES DÉPENSES | SITUATION DES DÉPENSES. | |
|---------------------|--------------------|--|-------------------------|--------------------------|
| | | | MONTANT des crédits. | MONTANT des dépenses. |
| | 58 ^{bis} | Non-Valeurs | 347,971 65 | 347,971 65 |
| | 58 ^{bis} | Remboursements (restitution de droits et d'amendes indûment perçus, etc.) | 36,837 07 | 36,837 07 |
| | | TOTAUX DU TABLEAU IV ^{bis} . . | 384,808 72 | 384,808 72 |

RÉCAPITULATION DES DÉPENSES.

| | | | |
|---|--------------|---|--------------|
| TABLEAU II. — Département de l'Intérieur | 6,406,182 | » | 3,985,672 29 |
| — III. — — des Finances | 406,250 | » | 334,090 65 |
| — IV. — — des Affaires Étrangères et de la Justice . . | 476,204 | » | 467,211 34 |
| — IV ^{bis} . — Non-Valeurs et remboursements | 384,808 72 | | 384,808 72 |
| TOTAUX GÉNÉRAUX. . . | 7,073,744 72 | | 6,841,783 » |

N° 29.

Décret du 20 décembre 1894.

LÉOPOLD II, ROI DES BELGES,
 SOUVERAIN DE L'ÉTAT INDÉPENDANT DU CONGO,

A tous présents et à venir, SALUT :

Sur la proposition de notre Secrétaire d'État,

Nous avons décrété et décrétons :

ARTICLE PREMIER.

Les dépenses pour l'année 1895 sont arrêtées, conformément aux tableaux II à IV ci-annexés, à la somme de sept millions trois cent septante mille neuf cent trente-neuf francs.

| | |
|---|----------------------|
| Tableau II. Département de l'Intérieur | fr. 6,788,985 |
| Tableau III. Département des Finances | 372,250 |
| Tableau IV. Département des Affaires Étrangères et de la Justice | 209,704 |
| Total. | <u>fr. 7,370,939</u> |

ART. 2.

Les recettes ordinaires de l'État pour l'année 1895 sont évaluées, conformément au tableau ci-annexé, à la somme de six millions quatre mille sept cent soixante-quatre francs.

ART. 3.

Le Secrétaire d'État peut ordonnancer les dépenses portées aux tableaux II, III et IV, jusqu'à concurrence des crédits indiqués pour chaque objet à chacun des articles de ces tableaux.

Aucune dépense, pour un objet quelconque, ne peut être ordonnancée au-delà des crédits prévus pour cet objet, à moins d'une autorisation spéciale de notre part.

ART 4.

Le Secrétaire d'État peut déléguer le Gouverneur général au Congo, pour l'ordonnancement des sommes qui doivent être payées en Afrique par les comptables qui y résident.

ART. 5.

Les crédits ou parties de crédits pour lesquels des mandats ou ordonnances de paiement n'auront pas été délivrés avant le 1^{er} janvier 1896, seront annulés, à moins que leur transfert à l'année 1896 ne soit autorisé par disposition spéciale.

ART. 6.

Notre Secrétaire d'État est chargé de l'exécution du présent décret.

Donné à Bruxelles, le 20 décembre 1894.

LÉOPOLD.

Par le Roi-Souverain :

Le Secrétaire d'État,

EDM. VAN EETVELDE.

TABLEAU I.

Recettes.

| ARTICLES. | NATURE DES RECETTES. | MONTANT DES PRÉVISIONS. |
|--------------|---|----------------------------|
| <i>a.</i> | Avance du Trésor Belge | 2,000,000 » |
| <i>abis.</i> | Versement du Roi-Souverain | 1,000,000 » |
| <i>b.</i> | Taxes d'enregistrement | 5,230 » |
| <i>c.</i> | Vente et location de terres domaniales, coupes d'arbres, etc. | 23,103 20 |
| <i>d.</i> | Droits de sortie, y compris les amendes, etc. | 715,098 00 |
| <i>e.-f.</i> | Droits d'entrée, y compris les droits sur les a'cools. | 480,203 50 |
| <i>g.</i> | Impositions directes et personnelles | 58,729 70 |
| <i>h.</i> | Péage sur la route de Matadi à Léopoldville. | 55,370 50 |
| <i>i.</i> | Taxe sur les coupes de bois | 12,013 » |
| <i>j.</i> | Exploitation des forêts du Mayombe | 10,000 » |
| <i>k.</i> | Produit net des postes | 100,060 10 |
| <i>l.</i> | Taxes maritimes. | 42,322 52 |
| <i>m.</i> | Recettes judiciaires. | 15,106 80 |
| <i>n.</i> | Droits de chancellerie. | 1,803 38 |
| <i>o.</i> | Transports et services divers de l'État | 202,140 » |
| <i>p.</i> | Taxes sur le portage | 50,658 40 |
| <i>q.</i> | Produits du domaine, des tributs et impôts payés en nature par les indigènes. — Prestations, etc. | 1,250,000 » |
| | TOTAL DES RECETTES | 6,004,764 » |

TABLEAU II.

Dépenses du Département de l'Intérieur.

| Articles. | DÉSIGNATION DES DÉPENSES ET DES SERVICES. | MONTANT DES CRÉDITS. |
|---|---|-------------------------|
| I. — Service d'Europe. | | |
| <i>Montant total : fr. 113,000.</i> | | |
| 1 | Secrétaire d'État. | 10,000 » |
| 2 | Personnel : traitements. | 58,800 » |
| 3 | Matériel, frais d'administration, télégrammes, bibliothèque. — Voyages en Europe | 46,200 » |
| II. — Service administratif d'Afrique. | | |
| <i>Montant total : fr. 626,935.</i> | | |
| 4 | Gouverneur général et inspecteurs d'Etat. | 100,450 » |
| 5 | Administration centrale à Boma : traitements | 40,000 » |
| 6 | Administration des districts : traitements. | 296,583 » |
| 7 | Administration en Afrique. — Entretien du personnel : vivres et autres objets de consommation : | |
| | a) Payables en numéraire fr. 454,773 » | 174,598 » |
| | b) Payables en marchandises 19,825 » | |
| 8 | Fournitures de bureau. — Instruments de précision. — Bibliothèque . . . | 13,300 » |
| III. — Force publique. | | |
| <i>Montant total : fr. 3,556,672.</i> | | |
| 9 | Force publique : personnel blanc : traitements. | 647,900 » |
| 10 | Id. personnel noir : salaire : | |
| | a) Payable en numéraire. fr. 784,049 » | 1,243,377 » |
| | b) Payable en marchandises. 458,728 » | |
| 11 | Force publique : entretien du personnel : vivres et autres objets de consommation : | |
| | a) Payables en numéraire fr. 461,923 » | 950,502 » |
| | b) Payables en marchandises 488,439 » | |
| 12 | Force publique : Transport et frais de recrutement et de rapatriement du personnel noir | 227,314 » |
| | A reporter. . . | 3,810,886 » |

| Articles. | DÉSIGNATION DES DÉPENSES ET DES SERVICES. | MONTANT DES CRÉDITS. |
|-------------------------------------|---|-------------------------|
| | Report. . . | 3,810,886 » |
| 13 | Force publique : Achat d'armes, de munitions et de rechanges. | 341,716 » |
| 14 | Force publique : Habillement et équipement. | 146,003 » |
| IV. — Service de la marine. | | |
| <i>Montant total : fr. 397,273.</i> | | |
| 15 | Service de la marine : traitements | 208,150 » |
| 16 | Service de la marine : Entretien du personnel : vivres et autres objets de consommation : | |
| | a) Payables en numéraire. fr. 90,850 » | 101,915 » |
| | b) Payables en marchandises 11,063 » | |
| 17 | Service de la marine : Achat de bateaux | 26,708 » |
| 18 | Service de la marine : Entretien des bateaux, rechanges et combustible. . | 60,500 » |
| V. — Service sanitaire. | | |
| <i>Montant total : fr. 133,034.</i> | | |
| 19 | Service sanitaire : traitements | 90,330 » |
| 20 | Id. Entretien du personnel : | |
| | a) Payable en numéraire fr. 24,352 » | 27,684 » |
| | b) Payable en marchandises. 3,332 » | |
| 21 | Service sanitaire : Médicaments, instruments de chirurgie. | 37,000 » |
| VI. — Travaux publics. | | |
| <i>Montant total : fr. 347,133.</i> | | |
| 22 | Bâtiments et constructions de l'État : Matériaux et outils | 63,200 » |
| 23 | Bâtiments et constructions de l'État : Artisans de divers métiers : traitements | 108,450 » |
| 24 | Bâtiments et constructions de l'État : Entretien des artisans | |
| | a) Payable en numéraire fr. 59,775 » | 60,573 » |
| | b) Payable en marchandises. 800 » | |
| 25 | Bâtiments et constructions de l'État : Mobilier | 27,000 » |
| 26 | Id. Id. Télégraphes et travaux publics divers | 285,910 » |
| VII. — Agriculture. | | |
| <i>Montant total : fr. 103,600.</i> | | |
| 27 | Agriculture : Entretien et développement de troupeaux | 7,500 » |
| 28 | Id. Personnel : traitements. | 54,760 » |
| 29 | Id. Entretien du personnel, semences, outils et divers | 41,340 » |
| | A reporter. . . | 3,801,647 » |

| Articles. | DÉSIGNATION DES DÉPENSES ET DES SERVICES. | MONTANT DES CRÉDITS. |
|-----------|---|-------------------------|
| | Report. . . | 5,801,847 » |
| | VIII. — Service des caravanes. | |
| | <i>Montant total : fr. 730,838.</i> | |
| 30 | Service des caravanes | 730,838 » |
| | IX. — Divers. | |
| | <i>Montant total : fr. 558,500.</i> | |
| 31 | Missions diverses et établissements d'instruction | 475,500 » |
| 32 | Frais de voyage (entre l'Afrique et l'Europe). | 185,000 » |
| 33 | Frets et assurances | 171,000 » |
| 34 | Dépenses imprévues non libellées au budget | 23,000 » |
| | Total du tableau II. . . . fr. | 6,788,983 » |

Observations. — Pour la liquidation des dépenses, les sommes indiquées sous le *littéra a*, aux articles 7, 11, 16, 20 et 24, seront considérées comme formant un article unique, 34A (*vivres, etc., payables en numéraire*) pour un crédit global de 791,675 francs.

De même, les sommes indiquées sous le *littéra b*, aux articles 7, 10, 11, 16, 20 et 24, seront considérées comme formant un article unique, 34B (*vivres, salaires, etc., payables en marchandises*) pour un crédit global de 982,189 francs.

TABLEAU III.

Dépenses du Département des Finances.

| Articles. | DÉSIGNATION DES DÉPENSES ET DES SERVICES. | MONTANT DES CRÉDITS. |
|---------------------------------------|--|-------------------------|
| I. — Service d'Europe. | | |
| <i>Montant total : fr. 64,800.</i> | | |
| 35 | Secrétaire d'État : indemnité fr. | 4,000 » |
| 36 | Personnel : traitements | 45,000 » |
| 37 | Matériel et frais d'administration | 15,800 » |
| II. — Service d'Afrique. | | |
| <i>Montant total : fr. 274,500.</i> | | |
| 38 | Personnel : traitements | 150,000 » |
| 39 | Entretien du personnel | 91,000 » |
| 40 | Frais de voyage (entre l'Afrique et l'Europe) | 33,500 » |
| III. — Dépenses diverses. | | |
| <i>Montant total : fr. 33,250</i> | | |
| 41 | Achat de terres, indemnités dues pour expropriations et dépenses extraordinaires | 250 » |
| 42 | Dépenses imprévues non libellées au budget | 3,000 » |
| 43 | Intérêts des capitaux | 30,000 » |
| TOTAL DU TABLEAU III . . . fr. | | 372,250 » |

TABLEAU IV.

Dépenses du Département des Affaires étrangères et de la Justice.

| Articles. | DÉSIGNATION DES DÉPENSES ET DES SERVICES. | MONTANT DES CRÉDITS. |
|------------------------------------|--|-------------------------|
| I. — Service d'Europe. | | |
| <i>Montant total : fr. 39,800</i> | | |
| 44 | Secrétaire d'État : indemnité fr. | 4,000 » |
| 45 | Personnel : traitements. | 30,000 » |
| 46 | Matériel et frais d'administration | 5,800 » |
| II. — Postes. | | |
| <i>Montant total : fr. 11,000</i> | | |
| 47 | Personnel des bureaux de poste (pour mémoire — le service est fait par les agents du Département des finances) | » |
| 48 | a) Transport des correspondances et matériel postal | 10,500 » |
| | b) Service des mandats-poste | 500 » |
| III. — Navigation. | | |
| <i>Montant total : fr. 42,844.</i> | | |
| 49 | Personnel : traitements. | 26,800 » |
| 50 | Entretien du personnel du commissariat maritime | 7,044 » |
| 51 | Matériel et divers | 9,000 » |
| IV. — Justice. | | |
| <i>Montant total : fr. 92,860.</i> | | |
| 52 | Justice. — Personnel : traitements. | 75,000 » |
| 53 | Interprètes et frais divers de justice | 2,500 » |
| 54 | Entretien du personnel judiciaire. | 17,000 » |
| | A reporter. . . | 188,604 » |

| Articles. | DÉSIGNATION DES DÉPENSES ET DES SERVICES. | MONTANT DES CRÉDITS. |
|-----------|---|-------------------------|
| | Report. . . | 183,604 » |
| | V. — Culte. | |
| | <i>Montant total : fr. 11,200.</i> | |
| 53 | Subsides aux missionnaires et divers | 11,200 » |
| | VI. — Dépenses diverses. | |
| | <i>Montant total : fr. 12,000.</i> | |
| 56 | Frais de voyage (entre l'Afrique et l'Europe) | 7,300 » |
| 57 | Bulletin officiel | 1,600 » |
| 58 | Dépenses imprévues non libellées au budget. | 4,000 » |
| | Total du tableau IV. . . | 209,704 » |

Vu et approuvé pour être annexé à Notre décret en date de ce jour.

Donné à Bruxelles, le 20 décembre 1894.

LÉOPOLD.

Par le Roi-Souverain :

Le Secrétaire d'État,

EDM. VAN EETVELDE.

TABLE DES MATIÈRES

| | Pages. |
|--|--------|
| Exposé des Motifs | 1 |
| Projet de loi | 55 |
| Traité de cession du Congo à la Belgique | 57 |
| Annexe <i>A</i> au Traité | 59 |
| Annexe <i>B</i> au Traité | 66 |
| Arrangement provisoire | 67 |

ANNEXES A L'EXPOSÉ DES MOTIFS

INTRODUCTION.

| | |
|--|----|
| 1. Testament du Roi, du 2 août 1889 | 69 |
| 2. Lettre du Roi à M. Beernaert, du 5 août 1889 | 70 |
| 3. Convention entre la Belgique et l'État Indépendant du Congo du 3 juillet 1890 | 74 |

CHAPITRE PREMIER

I. LIMITES.

| | |
|---|----|
| 4. Convention entre la France et l'Association Internationale du Congo du 5 février 1885 | 75 |
| 5. Convention entre la France et l'État Indépendant du Congo du 29 avril 1887 | 75 |
| 6. Convention entre la France et l'État Indépendant du Congo du 14 août 1894 | 75 |
| 7. Déclaration concernant Bamou | 77 |
| 8. Convention entre l'Angleterre et l'État Indépendant du Congo du 12 mai 1894. Art. I. | 78 |
| 9. Convention entre l'Allemagne et l'Association Internationale du Congo du 8 novembre 1884 | 79 |
| 10. Convention entre le Portugal et l'Association Internationale du Congo du 14 février 1885 | 80 |
| 11. Convention entre le Portugal et l'État Indépendant du Congo signée à Lisbonne, le 25 mai 1891 | 82 |
| 12. Convention entre le Portugal et l'État Indépendant du Congo, signée à Bruxelles, le 25 mai 1891. | 84 |
| 13. Déclaration échangée entre le Portugal et l'État Indépendant du Congo le 24 mars 1894, en exécution de la convention signée à Lisbonne le 25 mai 1891 | 87 |
| 14. Déclaration échangée entre le Portugal et l'État Indépendant du Congo le 24 mars 1894, en exécution de la Convention signée à Bruxelles le 25 mai 1891. | 91 |

DROIT DE PRÉFÉRENCE.

| | |
|---|----|
| 15. Lettre de M. Duclerc, président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères de France, au Roi, du 16 octobre 1882 | 94 |
| 16. Lettre du Roi à M. Duclerc, président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères de France, du 24 octobre 1882 | 94 |
| 17. Lettre de M. Strauch, président de l'Association Internationale du Congo à M. Jules Ferry, président du Conseil et Ministre des Affaires étrangères de France, du 25 Avril 1884 | 95 |

| | |
|---|----|
| 18. Lettre de M. Jules Ferry, président du Conseil et Ministre des Affaires étrangères de France à M. Strauch, président de l'Association Internationale du Congo, du 24 avril 1884 | 95 |
| 19. Lettre de M. le Comte de Borchgrave d'Altena à M. Jules Ferry, président du Conseil et Ministre des Affaires étrangères de France, du 5 février 1885 | 96 |
| 20. Lettre de M. Van Eetvelde, Administrateur-général des Affaires étrangères de l'État Indépendant du Congo, à M. Bourée, Ministre de France à Bruxelles, du 22 avril 1887 | 96 |
| 21. Lettre de M. Bourée, Ministre de France à Bruxelles, à M. Van Eetvelde, Administrateur-général des Affaires étrangères de l'État Indépendant du Congo, du 29 avril 1887 | 97 |
| 22. Arrangement entre la Belgique et la France, du 5 février 1893 | 97 |

II. NEUTRALITÉ.

| | |
|--|-----|
| 23. Déclaration de neutralité de l'État Indépendant du Congo du 1 ^{er} août 1885. | 98 |
| 24. Déclaration de neutralité de l'État Indépendant du Congo du 28 décembre 1894 | 100 |

III. RÉGIME ÉCONOMIQUE.

| | |
|---|-----|
| 25. Acte général de la conférence de Berlin du 26 février 1885 : articles 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 9, 13, 14, 15 (§ 1 et 2) et 16 | 104 |
| 26. Acte général de la Conférence de Bruxelles du 2 juillet 1890 : 1 à 19, 81 à 85, 86 à 89, 90 à 93. | 108 |
| 27. Déclaration annexée à l'Acte général du 2 juillet 1890. | 118 |
| 28. Protocole signé à Lisbonne le 8 avril 1892, entre les Gouvernements de l'État Indépendant du Congo, de la France et du Portugal | 119 |

CHAPITRE II

| | |
|---|-----|
| 29. Observations météorologiques | 121 |
| 30. Mouvement commercial (1895) : entrées et sorties. — Mouvement de la navigation à Banana et à Boma en 1895 | 129 |
| 31. Premiers résultats de l'exploitation du Chemin de fer du Congo | 179 |

CHAPITRE III

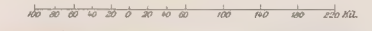
| | |
|--|-----|
| 32. Tableau des valeurs mobilières appartenant à l'État Indépendant du Congo. | 181 |
| 33. Décret du 7 février 1888 (Emprunt à lots) | 183 |
| 34. Lettre de M. Van Eetvelde relative à l'emprunt à lots avec une note annexée et lettre postérieure du 21 février 1893 | 189 |
| 35. Décret du 5 juillet 1887. (Dette du Comité d'études.) Lettre de M. Van Eetvelde. | 191 |
| 36. Lettre de M. Van Eetvelde indiquant les sommes à payer pour fournitures d'administration courante, etc. et note annexée. | 192 |
| 37. Lettre à M. Van Eetvelde concernant son traitement. Lettre concernant les employés. Note relative à Stanley | 194 |
| 38. Compte budgétaire de l'État Indépendant pour 1893 | 196 |
| 39. Budget de l'État Indépendant pour 1893 | 202 |
| 40. Carte de l'État Indépendant du Congo. | |



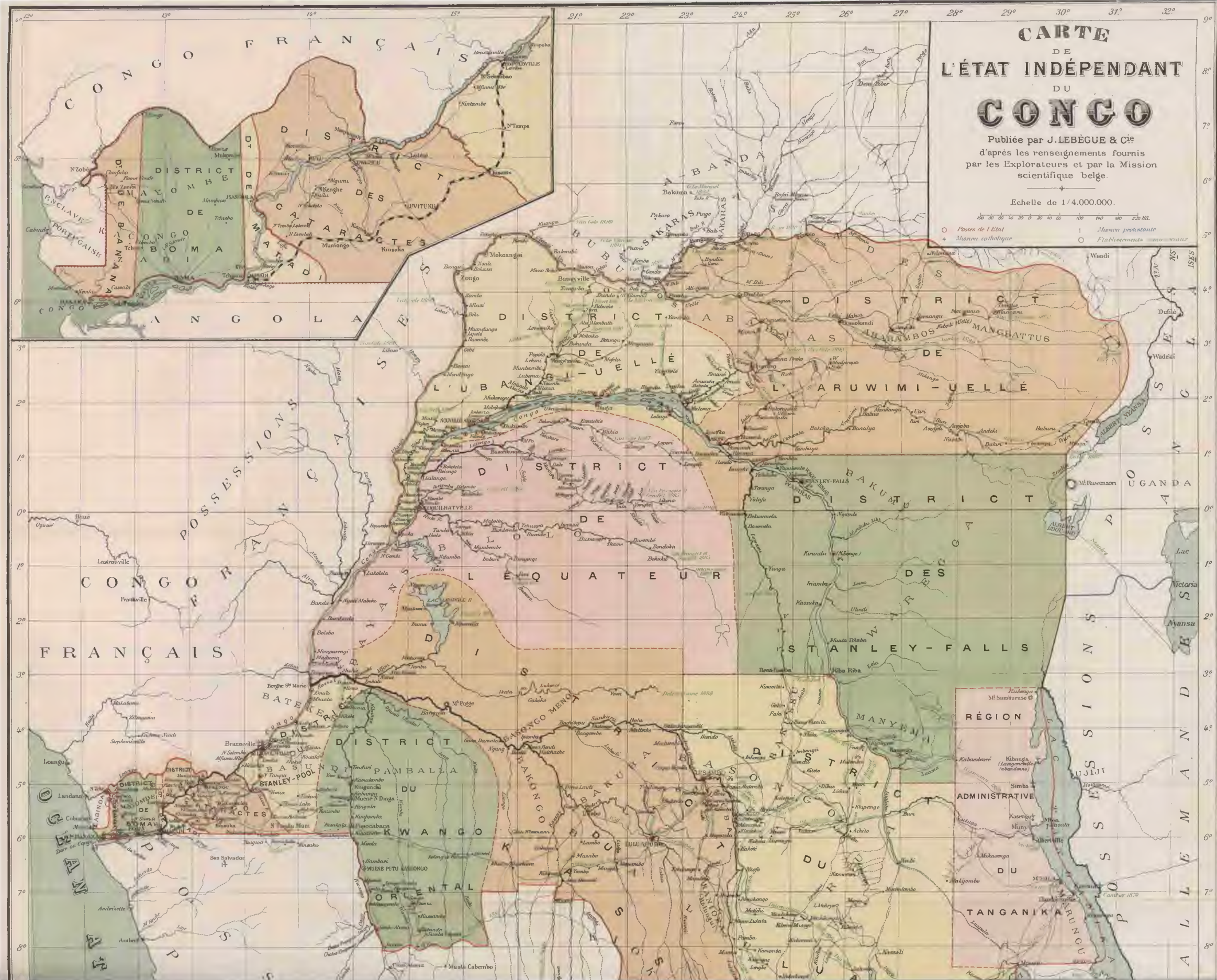
CARTE DE L'ÉTAT INDÉPENDANT DU CONGO

Publiée par J. LEBÈGUE & C^{ie}
d'après les renseignements fournis
par les Explorateurs et par la Mission
scientifique belge.

Echelle de 1/4.000.000.



- Postes de l'Etat
- Missions protestantes
- Missions catholiques
- Placemens militaires



RÉGION ADMINISTRATIVE
TANGANIKA

